



HAL
open science

La guerre civile espagnole vue par les intellectuels français d'extrême droite (1936-1939)

Jorge Vaquero Lecuona

► **To cite this version:**

Jorge Vaquero Lecuona. La guerre civile espagnole vue par les intellectuels français d'extrême droite (1936-1939). Histoire. 2020. dumas-03203069

HAL Id: dumas-03203069

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03203069>

Submitted on 20 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Jorge VAQUERO LECUONA

La guerre civile espagnole vue par les intellectuels français
d'extrême droite (1936-1939)

Mémoire de Master 1 « Sciences humaines et sociales »

Mention : Histoire

Parcours : Histoire culturelle, politique et des échanges internationaux du Moyen âge à nos jours

Sous la direction de M. Olivier FORLIN et Mme Amélie NUQ

Année universitaire 2019-2020



Jorge VAQUERO LECUONA

La guerre civile espagnole vue par les intellectuels français
d'extrême droite (1936-1939)

Mémoire de Master 1 « Sciences humaines et sociales »

Mention : Histoire

Parcours : Histoire culturelle, politique et des échanges internationaux du Moyen âge à nos jours

Sous la direction de M. Olivier FORLIN et Mme Amélie NUQ

Année universitaire 2019-2020

Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Je soussigné(e) Jorge Vaquero Lecuona déclare sur l'honneur :

- être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document publiés sur toutes formes de support, y compris l'Internet, constitue une violation des droits d'auteur et un délit de contrefaçon, sanctionné, d'une part, par l'article L335-2 du Code de la Propriété intellectuelle et, d'autre part, par l'université ;

- que ce mémoire est inédit et de ma composition, hormis les éléments utilisés pour illustrer mon propos (courtes citations, photographies, illustrations, etc.) pour lesquels je m'engage à citer la source ;

- que mon texte ne viole aucun droit d'auteur, ni celui d'aucune personne et qu'il ne contient aucun propos diffamatoire ;

- que les analyses et les conclusions de ce mémoire n'engagent pas la responsabilité de mon université de soutenance ;

Fait à : Valladolid

Le : 21 juin 2020

Signature :

Remerciements

Je tiens à remercier Olivier Forlin et Amélie Nuq, mes directeurs de mémoire, pour leurs retours, conseils et remarques constructives par rapport à mon travail.

Je remercie aussi ma famille et ma copine pour leur soutien pendant la réalisation de ce travail.

Sommaire

INTRODUCTION.....	4
PREMIERE PARTIE- La représentation de l'ennemi : le camp républicain vu par les auteurs français d'extrême droite.....	20
CHAPITRE 1- De la justification du soulèvement militaire à la justification de la guerre civile.....	21
CHAPITRE 2- La dénonciation de la « terreur rouge ».....	34
CHAPITRE 3- La délégitimation du camp républicain : de la « déshispanisation » à la déshumanisation de l'ennemi.....	55
CHAPITRE 4- L'attitude des intellectuels français d'extrême droite face à la répression franquiste et la violence contre la population civile : minimisation, justification et usage du mensonge.....	75
DEUXIEME PARTIE- Regards sur la « nouvelle Espagne » : les intellectuels français d'extrême droite face à l'Espagne franquiste.....	96
CHAPITRE 5- Le camp franquiste vu par les intellectuels français d'extrême droite : ordre, unité et défense de la civilisation occidentale et chrétienne.....	97
CHAPITRE 6- La représentation des chefs du camp rebelle.....	116
CHAPITRE 7- L'exaltation de l'armée franquiste : de l'éloge de la jeunesse combattante à la création de mythes héroïques.....	129
CHAPITRE 8- L'attitude des intellectuels français profranquistes face à la « nouvelle Espagne ».....	140
TROISIEME PARTIE- L'Espagne, un affaire de politique intérieure en France.....	156
CHAPITRE 9- L'attitude des auteurs français d'extrême droite face à la guerre internationale : la question de la non-intervention française et le rôle de l'Allemagne et l'Italie.....	157
CHAPITRE 10- Les relations entre la France et l'Espagne de Franco.....	177
CHAPITRE 11- L'arrivée de réfugiés espagnols en France.....	190
CONCLUSION.....	207
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	211
TABLE DES MATIERES.....	219

Introduction

« On peut dire que jusqu'à l'alerte de septembre 1938 elle n'a jamais cessé un seul jour de passionner l'opinion française¹ ». Ainsi s'exprime à propos de la guerre d'Espagne Robert Brasillach (1909-1945), un des intellectuels français les plus favorables au franquisme, dans ses mémoires, premièrement publiés en 1941. Peu de conflits provoquent tant de réactions, à l'intérieur et à l'extérieur, dans leur propre temps et dans la postérité comme l'a fait la guerre civile espagnole (1936-1939). En effet, cette guerre civile est un conflit international en soi dans la mesure où participent, de manière directe ou indirecte, plusieurs pays, et chaque camp en lice reçoit de l'aide étrangère. Mais la guerre espagnole est aussi internationale parce que, grâce aux médias d'information, son écho parvient à tout le monde. Nous allons reprendre à nouveau les mots de Brasillach :

Par toute la planète, des hommes ressentaient comme leur propre guerre, comme leurs propres victoires et leurs propres défaites le siège de Tolède, le siège d'Oviedo, la bataille de Teruel, Guadalajara, Madrid et Valence. Le coolie chinois, le manœuvre de Belleville, le voyou perdu dans les brouillards de Londres, le chercheur d'or pauvre et déçu, le maître de pâturages hongrois ou argentins, pouvaient tressaillir d'angoisse ou de plaisir devant quelque nom mal orthographié, sur quelque journal inconnu².

Les faits essentiels de la guerre civile espagnole sont bien connus. Le soulèvement militaire mené par une partie de l'armée depuis le 17 juillet 1936 devient rapidement une guerre civile qui s'étend pendant presque trois ans. Les rebelles anéantissent la République espagnole, et le général Francisco Franco prend le pouvoir comme dictateur et il gouverne le pays pendant près de quarante ans, jusqu'à sa mort en 1975. Le bilan humain, matériel et moral de la guerre est catastrophique. En France, même quelques-uns des intellectuels de droite ouvertement partisans de la cause des rebelles, reconnaissent occasionnellement la désolation régnante en Espagne pendant le conflit. Ainsi s'exprime Raymond Recouly (1876-1950), historien et rédacteur politique de l'hebdomadaire d'extrême droite *Gringoire* :

Les souffrances morales auront été plus grandes encore, peut-être, que les souffrances matérielles. Une immense, une effroyable tragédie nationale, faite d'une infinité de tragédies individuelles, voilà pour le visiteur étranger qui l'observe avec tristesse, avec détresse, le tableau présenté par l'Espagne d'aujourd'hui³.

¹ Robert Brasillach, *Notre Avant-guerre*, Paris, Plon, 1941, rééd. 1973, p. 317.

² Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Paris, Plon, 1939, p. 436-437.

³ Raymond Recouly, « Tableaux de l'Espagne en armes », *Gringoire*, 21 mai 1937.

Les conséquences humaines de la guerre ont été terribles. Selon l'historien britannique Paul Preston, autour de 200000 personnes ont été victimes d'assassinats ou d'exécutions sommaires à l'arrière, et près de 200000 hommes sont morts dans les fronts de combat. En outre, un nombre inconnu de victimes a succombé aux bombardements aériens ou n'a pas pu résister à la rudesse des routes de l'exil. Autour d'un demi-million de personnes se voient obligées d'émigrer du pays. La fin de la guerre n'apporte pas la paix, et près de 20000 personnes sont encore exécutées par les nouvelles autorités⁴. Le régime franquiste n'applique aucune politique de réconciliation, ce qui provoque que beaucoup de blessures soient restées ouvertes pendant longtemps. En réalité, la République espagnole, la guerre civile et le franquisme continuent à être, d'une certaine manière, des sujets polémiques en Espagne encore aujourd'hui, ce qui peut se percevoir, par exemple, dans les débats à propos de la Loi sur la mémoire historique, sur la question des monuments du franquisme ou, plus récemment, sur l'exhumation de Franco du Valle de los Caídos⁵.

Mais ce n'est pas la question mémorielle ou de la postérité ce qui nous intéresse dans ce travail. Nous voulons comprendre l'impact immédiat que la guerre d'Espagne a eu en France, et plus concrètement chez les intellectuels de droite et extrême droite. Les répercussions internationales du conflit espagnol ont été plus intenses en France à cause de la proximité géographique avec l'Espagne, mais aussi par les nombreux liens de nature diverse qui existaient entre les deux pays. Ainsi, par exemple, de nombreux intellectuels français, nés à proximité de la frontière, se sentaient proches du pays voisin, et par conséquent, profondément concernés par les événements espagnols⁶.

La guerre civile espagnole a été aussi une « guerre d'intellectuels⁷ », puisqu'elle leur donne, au moins en apparence, une grande importance⁸. Mais, qu'est-ce que c'est un

⁴ Paul Preston, *Une guerre d'extermination. Espagne 1936-1939*, Paris, Belin, 2016, p. 9. [Édition originale, *The Spanish Holocaust: Inquisition and Extermination in Twentieth Century Spain*, Londres, Harper & Collins, 2012].

⁵ Le sujet de la mémoire de la guerre civile et du franquisme est abordé dans des publications récentes sur la guerre d'Espagne. Voir, par exemple : Stéphane Michonneau, « Ruines et monuments de la Guerre civile espagnole », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016 p. 245-262 ; Eduardo González Calleja, « La Guerre Civile dans la mémoire collective des Espagnols », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *op. cit.*, p. 263-276.

⁶ Pierre-Frédéric Charpentier, *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne : Une guerre civile par procuration (1936-1939)*, Paris, Éditions du Félin, 2019, p. 31-32.

⁷ Maurizio Serra, *Une génération perdue: Les poètes guerriers dans l'Europe des années 1930*, Paris, Éditions du Seuil, 2015, p. 162. [Édition originale, *L'esteta armato. Il Poeta-Condottiero nell'Europa degli anni Trenta*, Bologna, Il Mulino, 1990].

⁸ *Ibid.*

intellectuel ? Suivant Jacques Julliard et Michel Winock, on pourrait le définir comme « un homme ou une femme [...] qui applique à l'ordre politique une notoriété acquise ailleurs⁹ », surtout dans ce que Julliard et Winock appellent une « activité de l'esprit » (particulièrement l'art, la science, la littérature et la philosophie). C'est-à-dire, l'intellectuel, légitimé par ses travaux antérieurs, propose à la société, par son engagement, une analyse, une direction ou une morale.¹⁰ Concernant le cas déterminé de la guerre d'Espagne, Pierre-Frédéric Charpentier indique que le concept d'intellectuel ne doit pas se référer à tout « écrivain écrivant sur la guerre d'Espagne¹¹ », sinon qu'il doit faire allusion seulement à ceux qui prennent parti en faveur d'un des deux camps en lice. Mais Charpentier inclut sous le terme « intellectuels » certains journalistes qui ne sont pas des intellectuels *stricto sensu*, mais qui ont une production littéraire sur la guerre espagnole qui peut les inscrire dans ce groupe ou qui, avec leurs écrits dans la presse, participent au débat d'idées sur les événements d'Espagne¹². Dans ce travail, nous suivrons cette conception. Par rapport à la terminologie, nous emploierons donc le terme « intellectuel », mais aussi « journalistes », « reporters » ou même « auteurs », selon le contexte correspondant.

Ainsi, des écrivains, philosophes, artistes de tout le monde se sont engagés en faveur d'un ou de l'autre camp, mais avec une préférence majeure par la République espagnole. Le rôle de ces intellectuels a été donc très important dans le débat d'idées sur la guerre espagnole. Cependant, Maurizio Serra considère que cette influence prépondérante doit être nuancée puisque, sans minorer le rôle des intellectuels et leurs engagements, la politique des pays qui sont intervenus dans le conflit était complètement soumise aux lois de la *Realpolitik*¹³. Toutefois, le rôle des intellectuels est essentiel pour transmettre une série de représentations déterminées de la guerre d'Espagne.

La guerre civile espagnole a intéressé donc les intellectuels de leur temps, mais aussi les historiens postérieurs. La production historiographique sur le sujet est immense¹⁴, avec un intérêt qui a été international depuis les premiers moments, à cause,

⁹ Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français : les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, rééd. 2002, p. 12.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 19.

¹² *Ibid.*

¹³ Maurizio Serra, *op. cit.*, p. 163.

¹⁴ Ici nous commenterons uniquement les ouvrages consultés pour ce travail. Pour un bilan historiographique récent et plus complet sur la période 1931-1975, voir : Élodie Richard et Charlotte

en bonne partie, de l'internationalisation du conflit en soi¹⁵. Ainsi, un des premiers ouvrages qui trace une histoire complète de la guerre est publié en France, et n'est autre que la profranquiste *Histoire de la guerre d'Espagne*, de Robert Brasillach et Maurice Bardèche (1907-1998)¹⁶, qui constituera une des sources du présent travail. L'historiographie de la guerre d'Espagne, qui sera pendant longtemps étrangère, et notamment anglo-saxonne, à cause de la dictature franquiste, connaît un tournant fondamental avec la publication du livre classique de Hugh Thomas¹⁷, déjà ancien (la première édition française date de 1961), mais qui continue toutefois à être très utile pour des consultations concernant les aspects politiques et militaires de la guerre. La guerre civile a intéressé aussi les hispanistes français, et il est à noter, par exemple, le travail de Pierre Vilar, *La guerre d'Espagne 1936-1939*¹⁸, une synthèse très courte mais avec des raisonnements intéressants sur le conflit. Plus récent est l'ouvrage de Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*¹⁹, qui compte avec plus de sources d'archives et une ample partie consacrée à l'exil espagnol en France. Par rapport à l'historiographie espagnole sur la République, la guerre civile et le franquisme, elle se développe plutôt à partir des années 70, et c'est dans les années 80 que se généralise la périodisation suivie par la plupart des historiens aujourd'hui (1931-1939, République espagnole ; 1931-1936, République espagnole en paix ; 1936-1939, guerre civile ; et 1936-1945 (ou 1952), premier franquisme)²⁰. C'est surtout depuis les années 90 que les études sur la guerre espagnole mettent en évidence sa charge idéologique²¹, ce qui continue à provoquer des polémiques en Espagne. Pour des questions d'accessibilité nous avons consulté moins de publications d'auteurs espagnols. Nous pouvons souligner le volume de Julián Casanova, « República y guerra civil » dans la collection *Historia de España*, dirigée par Josep Fontana et Ramón Villares²². Sur d'autres aspects plus précis de la guerre espagnole, il faut noter, par exemple, le récent ouvrage de Paul Preston, *Une*

Worms, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire d'Espagne, de la Seconde République à la transition », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *op. cit.*, p. 277-313

¹⁵ *Ibid.*, p. 279.

¹⁶ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*

¹⁷ Hugh Thomas, *La guerre d'Espagne. Juillet 1936-mars 1939*, Paris, Robert Laffont, 1961, rééd. 1985. [Édition originale, *The Spanish Civil War*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1961].

¹⁸ Pierre Vilar, *La guerre d'Espagne 1936-1939*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1986, rééd. 2002.

¹⁹ Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, coll. « Pour l'Histoire », 2004.

²⁰ Élodie Richard et Charlotte Worms, *op. cit.*, p. 298.

²¹ *Ibid.*, p. 278.

²² Julián Casanova, « República y guerra civil », in Josep Fontana et Ramón Villares (dir.), *Historia de España*, vol. 8, Barcelona, Crítica, 2007.

guerre d'extermination, consacré à la violence à l'arrière et la répression, franquiste et républicaine²³.

Notre travail s'inscrit plutôt dans l'histoire internationale de la guerre d'Espagne, notamment par rapport à l'influence du conflit en France ; mais aussi dans l'histoire culturelle sur la guerre, focalisé particulièrement sur le rôle des intellectuels. Concernant les répercussions de la guerre espagnole de l'autre côté des Pyrénées, il faut signaler le travail de David Wingeate Pike *Les Français et la guerre d'Espagne*²⁴ (1975), par son étude détaillée de l'attitude de la presse des différentes tendances politiques à propos des événements espagnols. Un colloque, au titre identique, a été organisé à Perpignan en septembre 1989, avec la participation d'historiens renommés comme Bartolomé Bennassar ou Pierre Laborie, et dont les actes ont été publiés en 1990 en format de livre sous la direction de Jean Sagnes et Sylvie Caucanas²⁵. Un autre congrès, tenu à la Sorbonne en 1986, a donné lieu au livre collectif dirigé par Serge Salaün et Carlos Serrano *Autour de la guerre d'Espagne 1936-39*²⁶, paru en 1993, qui consacre quelques chapitres à la réception de la guerre espagnole en France. Plus récemment, l'ouvrage collectif dirigé par Jordi Canal et Vincent Duclert *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*²⁷, aborde plusieurs aspects de l'internationalisation du conflit, dont sa répercussion en France.

Par rapport à l'histoire culturelle appliquée à la guerre d'Espagne, on peut mentionner, par exemple, l'ouvrage de Maurizio Serra *Une génération perdue : Les poètes guerriers dans l'Europe des années 1930*²⁸, qui consacre un long chapitre aux intellectuels européens et la guerre d'Espagne. Sur l'influence littéraire de la guerre espagnole en France, on peut signaler quelques chapitres de l'ouvrage collectif dirigé par Mercè Boixareu et Robin Lefere *L'histoire de l'Espagne dans la littérature française*²⁹.

²³ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*

²⁴ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne, 1936-1939*, préface de Pierre Renouvin, Paris, Presses universitaires de France, 1975.

²⁵ Jean Sagnes et Sylvie Caucanas (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne : actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 1990, rééd. 2004.

²⁶ Serge Salaün et Carlos Serrano (dir.), *Autour de la guerre d'Espagne 1936-39*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1993.

²⁷ Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *op. cit.*

²⁸ Maurizio Serra, *op. cit.*, notamment le chapitre « Vers l'Espagne », p. 153-205.

²⁹ Mercè Boixareu et Robin Lefere (dir.), *L'histoire de l'Espagne dans la littérature française*, Paris, Honoré Champion, 2003 [Édition originale, *La historia de España en la literatura francesa : una fascinación*, Madrid, Castalia, 2002], notamment les articles de Maryse Bertrand de Muñoz, « La guerre civile espagnole de 1936-1939 : sa réception et sa perception parmi les intellectuels et écrivains français (I) », p. 715-726 et Madeleine Frédéric, « La guerre d'Espagne et les poètes français », p. 743-756.

Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga lie la littérature française du XIX^e siècle et le journalisme contemporain à la guerre civile espagnole dans son intéressante thèse de doctorat, encore non publiée, sur l'importance des stéréotypes romantiques dans la représentation française de la guerre espagnole³⁰. Sur le voyage en Espagne pendant la guerre civile, élément fondamental pour comprendre l'attitude des intellectuels français à propos du conflit, il faut souligner le chapitre de Mari Carmen Rodríguez dans le récent ouvrage collectif *Voyager dans les Etats autoritaires et totalitaires de l'Europe de l'entre-deux-guerres : confrontations aux régimes, perceptions des idéologies et comparaisons*³¹. Concernant l'engagement des intellectuels français dans la guerre espagnole, il y a plusieurs études de figures concrètes (comme Malraux, Bernanos, Camus...) mais peu d'ouvrages de synthèse³². Plus récemment, en ligne avec les études sur les intellectuels français réalisés par Michel Winock et Jacques Julliard³³, il faut remarquer le livre de Pierre-Frédéric Charpentier *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne*³⁴, qui vient d'être publié.

Les réactions des intellectuels français d'extrême droite par rapport à la guerre civile espagnole ne peuvent pas s'isoler de la situation politique de la France pendant l'entre-deux guerres. Pour un contexte général du gouvernement de Front populaire français, nous pouvons citer, par exemple, les travaux de Jean Vigreux, *Le Front populaire* et le plus ample *Histoire du Front populaire : l'échappée belle*³⁵. Par rapport au développement en France de l'extrême droite et de l'anticommunisme, il faut souligner l'ouvrage de Serge Berstein et Jean-Jacques Becker *Histoire de l'anticommunisme en France*³⁶, notamment le premier volume, consacré à la période 1917-1940. Sur la droite et l'extrême droite, parmi l'abondante bibliographie disponible,

³⁰ Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle: la pervivencia de los estereotipos románticos de España en Francia durante la guerra civil española*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2015, thèse de doctorat non publiée, disponible en ligne: <https://eprints.ucm.es/30068/>. Pour un résumé, voir Andrea Fernández-Montesinos, « L'image de l'Espagne en France, 1936-1939 », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *op. cit.*, p. 64-75.

³¹ Mari Carmen Rodríguez, « Voyager dans une Espagne en guerre », in Olivier Dard *et al.* (dir.), *Voyager dans les Etats autoritaires et totalitaires de l'Europe de l'entre-deux-guerres : confrontations aux régimes, perceptions des idéologies et comparaisons*, Chambéry, Université Savoie Mont Blanc, 2017, p. 103-123.

³² Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.* Voir son bilan sur l'histoire culturelle de la guerre d'Espagne (in *op. cit.*, p. 11-18).

³³ Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Éditions du Seuil, coll. Points, 1997 ; Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *op. cit.*

³⁴ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*

³⁵ Jean Vigreux, *Le front populaire 1934-1938*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2011 ; et *Histoire du front populaire : l'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2016.

³⁶ Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France, tome 1, 1917-1940*, Paris, Olivier Orban, 1987.

nous avons consulté l'ouvrage dirigé par Jean-François Sirinelli, *Histoire des droites*, en particulier le tome 2, « Cultures »³⁷, et surtout le livre de synthèse d'Ariane Chebel d'Appollonia *L'extrême-droite en France : De Maurras à Le Pen*³⁸. Concernant les questions esthétiques du secteur le plus fascisant de l'extrême droite française (applicable dans ce cas surtout à la production de Robert Brasillach), nous pouvons souligner l'ouvrage de Michel Lacroix *De la beauté comme violence : l'esthétique du fascisme français, 1919-1939*³⁹.

Le moyen fondamental d'expression des intellectuels français pendant la guerre civile espagnole est la presse. Nous pouvons indiquer ici l'ouvrage de Marc Martin consacré aux médias et journalistes en France depuis les années 1860⁴⁰, le livre de Myriam Boucharenc dédié au reportage de presse dans les années 30⁴¹, ou l'approche plus générale de Christophe Charle sur la presse jusqu'à 1939⁴². Concernant le cas des hebdomadaires politiques et culturels de droite (*Candide*, *Gringoire* et *Je suis partout*, notamment), source principale de ce travail, il y a peu d'ouvrages précis consacrés à leur étude. Nous avons pu avoir accès uniquement aux travaux de Pierre-Marie Dioudonnat sur *Je suis partout*⁴³.

Quel peut être l'intérêt de connaître les représentations de la guerre civile espagnole construites par les intellectuels français d'extrême droite ? En premier lieu, l'absence de travaux sur le sujet. Comme nous l'avons mentionné précédemment, il y a plusieurs études sur des figures intellectuelles concrètes, mais peu de travaux de synthèse. Mais encore, dans les ouvrages de synthèse, la partie consacrée aux intellectuels de droite et extrême droite n'analyse pas de manière exhaustive leur engagement dans le conflit. En outre, il y a un aspect particulier de la guerre civile espagnole qui se reflète dans la production des historiens : le camp franquiste, vainqueur de la guerre, est le perdant dans

³⁷ Jean François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites, tome 2, Cultures*, Paris, Gallimard, 1992, rééd 2006.

³⁸ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France : De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Questions au XX^es », 1996.

³⁹ Michel Lacroix, *De la beauté comme violence : l'esthétique du fascisme français, 1919-1939*, Montreal, Presses de l'Université de Montreal, coll. « Socius », 2004, disponible en ligne : <https://books.openedition.org/pum/20584?lang=es>.

⁴⁰ Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, Paris, Éditions Odile Jacob, coll. « Histoire, hommes, entreprises », 1997

⁴¹ Myriam Boucharenc, *L'écrivain-reporter au cœur des années trente*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires de Septentrion, 2004.

⁴² Christophe Charle, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2004.

⁴³ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout (1930-1944) : les maurrassiens devant la tentation fasciste*, Paris, La Table Ronde, 1973 ; et *Les 700 rédacteurs de « Je suis partout » 1930-1944*, Paris, Sedopols, 1993.

la postérité. Par rapport aux intellectuels engagés dans le conflit, on peut constater le même phénomène. En employant un exemple très souvent repris, les écrits sur la guerre espagnole de Ernest Hemingway, André Malraux ou George Orwell sont encore aujourd'hui considérés comme des grands ouvrages de la littérature du XX^e siècle, tandis que, de l'autre côté, les écrits de Robert Brasillach, Henri Massis ou des frères Tharaud sont presque oubliés. L'importance culturelle de beaucoup d'intellectuels qui se sont engagés en faveur de la République explique que la plupart des regards se soit posée sur ce camp de la guerre. Cependant, en considérant la réalité du moment historique, les journalistes, écrivains, et, en définitive, intellectuels français d'extrême droite n'ont pas eu un rôle tellement secondaire.

En fait, l'extrême droite n'était pas un courant minoritaire en France pendant les années trente. Le contexte de l'après-guerre avait favorisé la création de ligues, avec une importante participation des anciens combattants. Ces ligues, qui voulaient être des mouvements de masse, expérimentent une forte croissance à cause de la crise économique des années trente, en obtenant le ralliement d'une partie des classes moyennes⁴⁴. Pendant cette période, les mouvements d'extrême droite radicalisent leurs positions idéologiques sous l'influence du fascisme⁴⁵. L'importance des groupes d'extrême droite se voit dans la manifestation massive qui a lieu à Paris le 6 février 1934, réprimée de manière très violente, avec quatorze manifestants tués par la police, et jusqu'à 31 décédés en total à cause des blessures et des émeutes des jours postérieurs⁴⁶. Cette manifestation montre en réalité la manque de coordination et d'accord entre les différentes forces de l'extrême droite⁴⁷, mais elle est le point définitif du tournant politique à droite des principaux hebdomadaires politiques et culturels comme *Candida*, *Gringoire* ou *Je suis partout*.

Il faut indiquer toutefois que le concept d'« extrême droite » est équivoque, d'abord parce qu'il contient une intrinsèque connotation négative, mais aussi parce qu'il englobe plusieurs groupes et partis différents, et regroupe des réalités complexes et parfois contradictoires⁴⁸. L'extrême droite peut être comprise comme une « droite de

⁴⁴ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France...*, *op. cit.*, p. 165-170.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 158.

⁴⁶ Emmanuel Blanchard, « Le 6 février 1934, une crise policière ? », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n° 128, 2015/4, disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2015-4-page-15.htm>.

⁴⁷ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France...*, *op. cit.*, p. 101-105.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 9-10.

refus », dans le sens où elle remet en cause les institutions et le système politique établi⁴⁹ (dans le cas de la France des années trente, et concernant la guerre espagnole, le système que l'extrême droite abomine est la démocratie et le parlementarisme). L'extrême droite française, dans sa diversité, partage quelques valeurs communes telles la revendication d'un pouvoir fort, le nationalisme, l'idéalisation de la figure du chef, mais aussi la dénonciation de la décadence de la France, attribuée souvent à plusieurs complots, maçonniques, juifs ou communistes⁵⁰. Tous ces aspects peuvent se percevoir dans les représentations de la guerre d'Espagne construites par les intellectuels de ces tendances politiques.

Les intellectuels français d'extrême droite s'engagent immédiatement en faveur des rebelles, ils anticipent constamment leur victoire, avec optimisme ou ingénuité⁵¹, et ils essaient de diffuser en France une image positive de l'Espagne franquiste. Ces intellectuels méprisent la démocratie, et, pour la plupart, ils désirent un pouvoir exécutif fort, voire autoritaire, ce qui est une puissante tendance politique en Europe pendant l'entre-deux-guerres, comme c'est le cas de l'Italie ou l'Allemagne, mais aussi de l'Espagne, qui pourrait devenir un modèle pour la France. Postérieurement, lors de l'Occupation pendant la Seconde Guerre mondiale, quelques-uns parmi eux vont soutenir le gouvernement de Pétain ou même collaborer directement avec l'Allemagne. Les intellectuels français d'extrême droite sont, sans doute, des figures qui représentent les enjeux et complexités de leur moment historique. Le fait de comprendre leur perception de la guerre espagnole nous renseigne à propos de plusieurs aspects sur les inquiétudes, désirs et opinions de la droite et de l'extrême droite française du moment, mais aussi sur la recherche par ces intellectuels d'un modèle politique non démocratique pour la France. Or, en tout cas nous sommes conscients que la classification de tous les écrivains, journalistes et reporters, cités dans le présent travail sous le terme « extrême droite » est une généralisation, puisqu'ils ne partagent pas tous les mêmes valeurs politiques, ni, exactement, la même idéologie. Cependant, les arguments employés pour justifier la

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.* Voir surtout la partie « Les grands traits de la doctrine », p. 19-100.

⁵¹ Par exemple, René Richard, journaliste de *Je suis partout*, a considéré comme immédiate la chute de Madrid, ville où Franco n'entre qu'en mars 1939, le 10 octobre, le 31 octobre et le 26 décembre 1936 ; et en février 1937 il va plus loin en affirmant que « les Soviets trouvent leur tombeau en Espagne ». L'hebdomadaire *Gringoire* n'hésite pas à organiser en juin 1938 un concours pour ses lecteurs dans lequel il fallait deviner la date exacte de la chute de Barcelone, qui ne se produira que six mois plus tard (« Le concours de *Gringoire* : À quand la prise de Barcelone ? », *Gringoire*, 24 juin 1938). *Gringoire* annonce les résultats en mars 1939, en affirmant avoir reçu plus de 37000 réponses et en attribuant un prix de 20000 francs au vainqueur.

guerre, démoniser la République ou exalter l'Espagne franquiste, qui est, d'ailleurs, fortement influencée en matière idéologique par le fascisme et reçoit pendant toute la guerre l'aide de l'Allemagne et l'Italie, sont semblables.

Pour comprendre ces aspects, nous utiliserons principalement des sources de presse, concrètement extraites des trois hebdomadaires de droite les plus importants en France dans les années trente, *Candide*, *Gringoire* et *Je suis partout*. Le choix de sources de presse semble raisonnable par plusieurs raisons. En premier lieu, la presse française joue un rôle fondamental pour faire connaître en France ce qu'il se passe en Espagne. Malgré la croissance progressive de la radio à la fin des années 30, les journaux continuent à être la source d'information principale pour la plupart de la population⁵². En outre, les périodiques sont aussi un instrument de diffusion des idées politiques et un des moyens courants d'expression des intellectuels. Et, concrètement, les « hebdomadaires politiques et culturels » sont un type de publication très caractéristique des années trente en France.

La Grande Guerre avait fini définitivement avec ce qui est connu comme « l'âge d'or de la presse française⁵³ ». Le tirage des journaux s'accroît très peu pendant l'entre-deux-guerres (on passe de neuf millions et demi de journaux vendus avant 1914 à autour de onze millions en 1939, malgré la croissance démographique française, augmentée avec l'annexion d'Alsace et Lorraine), et le nombre de titres se réduit. Pendant ces années, seulement progressent les journaux provinciaux et les hebdomadaires politiques⁵⁴. Les raisons sont variées, et la question économique se trouve parmi elles : le coût de production des journaux augmente, et par conséquent, de la même manière, leur prix. Mais aussi, le public avait perdu sa confiance antérieure envers la presse à cause de la censure et du « bourrage de crânes » qui avaient eu lieu pendant la Première Guerre mondiale et par l'implication de plusieurs journaux dans quelques scandales politiques et économiques⁵⁵. Dans ce contexte de crise, ce sont les nouveaux hebdomadaires politiques qui connaissent un grand succès, et *Candide*, *Gringoire* et *Je suis partout* constituent les exemples les plus notables. Ces trois hebdomadaires présentent les caractéristiques principales du journalisme politique et littéraire français de droite pendant l'entre-deux-guerres, un journalisme « de plume », informé, partisan, vindicatif et souvent haineux⁵⁶.

⁵² Marc Martin estime en 20 millions les auditeurs de radio en 1939. Cependant, la radio était plus limitée que la presse pour transmettre les nouvelles à cause de la législation en vigueur (in *op. cit.*, p. 185-195).

⁵³ *Ibid.* p. 159.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 159-160, Christophe Charle, *op. cit.*, p. 247-252.

⁵⁵ Marc Martin, *op. cit.*, p. 164-165.

⁵⁶ Jean-Marie Charon et Jean-Luc Pouthier, « La presse », in Jean François Sirinelli (dir.), *op. cit.*, p. 139.

L'orientation à droite de ces hebdomadaires ne constituait pas une exception dans le contexte de la presse française des années trente. Pendant l'entre-deux-guerres, la plupart de journaux français sont de centre-droit ou droite. Or, paradoxalement, cela ne correspondait pas à la réalité politique du pays, parce qu'en France la gauche avait triomphé aux élections de 1924, 1932 et 1936⁵⁷.

Candide a été le premier des hebdomadaires politiques et littéraires. Fondé par Joseph-Arthème Fayard en 1924, au début il ne se considérait pas comme un journal politique⁵⁸, mais il penche progressivement à droite et même à l'extrême droite. Dirigé de manière collégiale par Pierre Gaxotte, René Bizet, Georges Blond et Claude Jeantet, et avec beaucoup de collaborateurs en commun avec *L'Action française*⁵⁹, *Candide* mélange l'engagement politique avec le contenu littéraire. Marc Martin considère que cela est une continuation de la promotion de l'intellectuel comme acteur politique, une tendance qui avait commencée avec l'Affaire Dreyfus⁶⁰, moment qui marque la naissance de la figure de l'intellectuel engagé en France.

Gringoire est fondé en 1928 par Horace de Carbuccia, qui est également le directeur du journal. Si *Candide* s'adresse à un public plutôt cultivé, *Gringoire* est plus populaire et sensationnaliste, sans orientation politique définie jusqu'à son rapprochement avec l'extrême droite à partir du 6 février 1934⁶¹. Le ton de l'hebdomadaire est particulièrement violent, et Henri Béraud, son principal éditorialiste, dirige de dures critiques contre le Front populaire et Léon Blum par moyen de « l'insulte, la haine et la calomnie⁶² », comme le signale Jean Vigreux, critiques qui vont s'entremêler avec la situation espagnole. *Gringoire* obtient un succès éclectique, en partie à cause de son ambiguïté, en mélangeant selon l'occasion germanophobie et néo-pacifisme, conservatisme et populisme, et rationalisme et antisémitisme⁶³.

Encore plus à droite se trouve *Je suis partout*, qui constitue une exception en soi - même en dehors de son orientation politique extrémiste. Le journal, en principe sans

⁵⁷ Christophe Charle, *op. cit.*, p. 251-252.

⁵⁸ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944...*, *op. cit.*, p. 19.

⁵⁹ Ariane Chebel d'Appollonia, article « *Candide* », in Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *op. cit.*, p. 252-254.

⁶⁰ Marc Martin, *op. cit.*, p. 178. Curieusement, dans ce cas, cela se produit dans le cadre d'un journal qui diffuse souvent des opinions antisémites.

⁶¹ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944...*, *op. cit.*, p. 15 et 19.

⁶² Jean Vigreux, *Le front populaire : l'échappée belle*, *op. cit.*, p. 172-173.

⁶³ Nicolas Roussellier, article « *Gringoire* », in Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *op. cit.*, p. 666-668.

orientation politique définie, est fondé par Joseph-Arthème Fayard en 1930 avec l'objectif d'élargir l'information internationale de *Candide*. Pierre Gaxotte est son premier rédacteur en chef⁶⁴. Le tournant idéologique se produit en 1932, avec un fort nationalisme imprégné de corporatisme, antisémitisme, xénophobie et antiparlementarisme⁶⁵, et surtout à partir du 6 février 1934⁶⁶. Fayard veut se débarrasser du journal en mai 1936, à cause de sa tendance de plus en plus extrémiste, et la propriété du journal passe donc aux rédacteurs⁶⁷. *Je suis partout* profitera dorénavant d'une grande autonomie, avec une ligne nationaliste et profasciste. En juin 1937, Robert Brasillach est nommé rédacteur en chef⁶⁸. *Je suis partout* est, sans doute, l'hebdomadaire qui dédie le plus d'attention à la guerre espagnole, à cause de son intérêt pour la politique internationale et de son admiration ouverte pour les mouvements fascistes et autoritaires européens.

Les trois hebdomadaires donnent des interprétations semblables des événements de la guerre espagnole et partagent souvent des rédacteurs et journalistes. Cependant, il y a quelques différences plus ou moins subtiles d'opinion politique entre eux. Selon la classification faite par Ariane Chebel d'Appollonia, *Candide* et *Gringoire* seraient considérés publications de presse d'extrême droite et *Je suis partout*, un représentant du « noyau le plus dur du courant pro-nazi⁶⁹ ».

Loin d'être minoritaires, ces publications ont eu des tirages assez importants. *Gringoire* était le plus diffusé. En novembre 1936 il tirait à 640000 exemplaires, 650000 en 1938⁷⁰. *Candide* avait aussi un tirage notable : jusqu'à 465000 exemplaires dans son moment culminant en 1936⁷¹. *Je suis partout* était parmi les trois le moins diffusé, avec un maximum de 100000 exemplaires vendus, chiffre en tout cas notable pour un hebdomadaire tellement orienté à droite et proche du fascisme⁷². En fait, le concept d'hebdomadaire politique et culturel était dominé par la droite, mais il y avait des exemples au centre-gauche et à gauche, comme *Marianne*, lancé par Gallimard en 1932 ;

⁶⁴ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944...*, *op. cit.*, p. 25-29.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 79-80.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 87.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 111.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 123.

⁶⁹ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France...*, *op. cit.*, p. 219-220.

⁷⁰ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944...*, *op. cit.*, p. 15; Marc Martin, *op. cit.*, p. 179. Les chiffres apportés par les auteurs varient. Jean-Marie Charon et Jean-Luc Pouthier (in *op. cit.*, p. 139) parlent de 800000 exemplaires en 1937, chiffre qui semble toutefois exagéré.

⁷¹ Marc Martin, *op. cit.*, p. 178. À nouveau, les chiffres varient selon les auteurs. Charle apporte les estimations les plus basses, avec 340000 exemplaires (*op. cit.*, p. 261), et Charon et Pouthier les plus hautes, 500000 (*op. cit.*, p. 139).

⁷² Marc Martin, *op. cit.*, p. 179.

ou *Vendredi*, proche du Front Populaire, paru en 1935. Cependant, ils ont connu beaucoup moins de succès. Ainsi, si *Vendredi* arrive à vendre 150000 exemplaires en 1936, *Marianne* ne dépasse pas les 60000⁷³ Pour mettre en perspective, par exemple, *Le Petit Parisien*, qui avait été le journal à plus large diffusion pendant la IIIe République, mais qui se trouvait en décadence à la fin des années trente, tirait à 900000 exemplaires en 1939⁷⁴. Cela montre que, malgré les divergences de chiffres, le tirage des hebdomadaires de droite était très considérable.

Candide, *Gringoire* et *Je suis partout* constituent, donc, la source principale du présent travail. Nous avons dépouillé tous les numéros de ces hebdomadaires entre juillet 1936, moment du déclenchement de la guerre civile espagnole (mai, dans le cas de *Je suis partout*, pour analyser les comparaisons entre la France et l'Espagne à la veille des élections françaises) et avril 1939, moment de la victoire définitive du camp franquiste. Nous avons privilégié l'analyse de reportages de voyages en Espagne, éditoriaux et articles d'opinion, plutôt que celle des dépêches de presse ou des brèves non signées, mais avec quelques exceptions.

Nous considérons aussi nécessaire de faire une brève remarque sur l'exclusion du corpus de sources de *L'Action française*, le quotidien du mouvement royaliste et nationaliste de Charles Maurras. Il y a deux raisons pour expliquer cette absence. En premier lieu, *L'Action française* est un quotidien, ce qui rend difficile une analyse exhaustive de l'interprétation des événements espagnols tout au long des trois ans de guerre pour un travail de ces caractéristiques. L'analyse des réactions du journal face à quelques événements ponctuels particulièrement importants aurait pu être intéressante, mais cela peut se trouver déjà dans la bibliographie⁷⁵. En outre, malgré la grande influence de la pensée de Maurras sur beaucoup d'intellectuels français de droite et d'extrême droite, notre objectif n'est pas d'analyser les implications du maurrassisme dans la représentation de la guerre civile espagnole. Par conséquent, nous considérons que *Candide*, *Gringoire* et *Je suis partout*, chacun avec ses collaborateurs (souvent partagés,

⁷³ *Ibid.*, p. 179.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 161.

⁷⁵ Par exemple, on peut trouver un analyse détaillé de la campagne de presse lancée par *L'Action française* tout au début de la guerre d'Espagne contre l'intervention française dans le conflit dans les ouvrages cités de David Wingate Pike (*Les Français et la guerre d'Espagne...*, *op. cit.*) ou de Pierre-Frédéric Charpentier. De même avec les réactions du journal face à d'autres événements particulièrement représentatifs (les massacres de Badajoz, le bombardement de Guernica, etc.).

et dont plusieurs écrivent aussi pour *L'Action française*) et ses nuances idéologiques particulières, constituent un corpus de sources de presse suffisant.

Cependant, l'intérêt pour la guerre d'Espagne provoque une vague de publications en France de livres et brochures sur le conflit. Nous avons sélectionné quelques ouvrages rédigés par des intellectuels de droite (intellectuels qui sont aussi, pour la plupart, des collaborateurs habituels des hebdomadaires politiques cités). Ainsi, le corpus de sources est complété par des récits de voyage en Espagne, proches du reportage de presse, comme *Cruelle Espagne*⁷⁶ (1937) des frères Tharaud, écrivains et figures du grand reportage français de l'entre-deux-guerres; la brochure du romancier et académicien Claude Farrère *Visite aux Espagnols (hiver 1937)*⁷⁷ ; et le bilan général de la guerre, qui est en grande partie un récit de voyage en Espagne franquiste, *Pourquoi Franco a vaincu*⁷⁸ (1939), écrit par Pierre Héricourt, correspondant en Espagne de *L'Action française*. Nous avons consulté aussi la brochure rédigé par Robert Brasillach et Henri Massis *Le siège de l'Alcazar*⁷⁹ (1939), un éloge de la jeunesse héroïque franquiste qui est une réédition révisée de *Les cadets de l'Alcazar* (1936), qui avait été un grand succès de librairie ; et l'ouvrage en collaboration de Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *Histoire de la guerre d'Espagne*⁸⁰ (1939), cité antérieurement. De manière plus complémentaire, nous avons consulté le livre d'histoire militaire sur la guerre espagnole *Les leçons de la guerre d'Espagne*⁸¹ (1938), du général Duval, sympathisant de Maurras, conservateur, nationaliste et favorable à Franco, et un des militaires français de haut rang qui se rendent en Espagne⁸². En dernier lieu, à cause de l'importance du personnage et de son engagement profranquiste dans la guerre espagnole, nous avons utilisé aussi les mémoires de Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*⁸³ (1941). L'ouvrage n'est pas dédié à la guerre

⁷⁶ Jérôme et Jean Tharaud, *Cruelle Espagne*, Paris, Plon, 1937.

⁷⁷ Claude Farrère, *Visite aux Espagnols (hiver 1937)*, Paris, Flammarion, 1937.

⁷⁸ Pierre Héricourt, *Pourquoi Franco a vaincu*, préface de Francisco Franco, Paris, Baudinière, 1939. Celui-ci est le dernier des quatre ouvrages que Héricourt a publié tout au long de la guerre, et compile en bonne partie le contenu des trois précédents, *Pourquoi Franco vaincra* (1936), *Pourquoi mentir ? L'aide franco-soviétique à l'Espagne rouge* (1937) et *Les Soviets et la France fournisseurs de la révolution espagnole* (1938).

⁷⁹ Henri Massis et Robert Brasillach, *Le siège de l'Alcazar*, préface du général Moscardó, Paris, Plon, 1939. Dans ce travail, nous avons utilisé une édition postérieure, reprise dans Robert Brasillach, *Œuvres complètes*, tome 5, Paris, Club de l'Honnête Homme, 1964.

⁸⁰ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.* Il faut mentionner que la plupart de l'ouvrage a été écrite par Brasillach, mais en tout cas nous allons citer les deux auteurs.

⁸¹ Général Duval, *Les leçons de la guerre d'Espagne*, préface du général Weygrand, Paris, Plon, 1938.

⁸² Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 336.

⁸³ Robert Brasillach, *op. cit.*

civile espagnole, mais l'auteur expose en détail ses voyages en Espagne franquiste pendant le conflit.

Au cours du présent travail nous tenterons de répondre aux questions suivantes : comment ces intellectuels d'extrême droite interprètent-ils le conflit en fonction de leurs valeurs? Quels arguments emploient-ils pour justifier la guerre et la violence du conflit ? Quels éléments admirent-ils dans le camp rebelle en Espagne ? En quelle mesure les inquiétudes sur la France influent-elles sur les représentations de la guerre civile élaborées par ces auteurs ?

Nous avons choisi de structurer le présent travail selon un ordre thématique, et non chronologique. On n'informe pas en France sur la guerre espagnole de la même manière et avec le même intérêt pendant toute la durée du conflit. Depuis le début de la guerre en juillet 1936 jusqu'à la moitié 1937, il y a une grande abondance d'articles, reportages, éditoriaux et mentions des événements espagnols dans la presse, effervescence informative qui se réduit à partir de la fin 1937, et notamment en 1938, quand la situation européenne et la politique expansionniste de l'Allemagne nazie occupent les pages des journaux, surtout pendant la crise de septembre 1938, moment où la guerre européenne semble immédiate. En outre, dans les textes des intellectuels français d'extrême droite sur la guerre d'Espagne, nous pouvons distinguer trois éléments fondamentaux, qui composent une image de l'ensemble du conflit : la représentation de l'ennemi, dans ce cas la République espagnole ; la représentation du camp pour lequel ces intellectuels prennent parti, c'est-à-dire, le camp rebelle ou franquiste ; et la situation de la France par rapport au conflit espagnol. Ces trois éléments correspondent aux trois parties du présent travail.

Dans une première partie, nous verrons l'image du camp républicain transmise par les intellectuels français profranquistes. Dans un conflit qui oppose deux camps antagonistes, la représentation de l'ennemi est essentielle pour justifier la guerre. Nous aborderons les premières réactions par rapport au soulèvement militaire de juillet 1936, la dénonciation constante de la violence commise en zone républicaine et l'usage de logiques de délégitimation, déshispanisation et déshumanisation de l'ennemi, qui conduisent à la minimisation et la justification de la violence répressive exercée par le camp rebelle.

Dans la deuxième partie, nous traiterons l'image transmise par ces intellectuels du camp franquiste, la « nouvelle Espagne », selon la terminologie fréquemment employée. Le camp franquiste est représenté comme l'incarnation de l'ordre, l'unité et la civilisation, avec une grande fascination par ses chefs et les épopées héroïques des combattants, et avec un grand intérêt pour connaître les réformes et transformations qui se produisent dans le territoire contrôlé par les nouvelles autorités.

La troisième partie abordera les opinions de ces intellectuels sur trois situations liées à la guerre espagnole que le gouvernement français doit affronter : la question de l'intervention ou non dans le conflit, l'établissement de relations avec l'Espagne franquiste et l'afflux de réfugiés espagnols en France à cause de la violence du conflit et les victoires du camp franquiste, notamment en janvier-février 1939, tout dans un complexe contexte politique en France et avec la menace continue de l'éclatement d'un nouveau conflit européen.

Comme dernière remarque, il faut considérer que beaucoup de moments, figures et événements importants sont restés hors du travail. Nous faisons peu de mentions des grandes batailles de la guerre civile, ou des luttes politiques qui ont lieu dans les deux camps. Pour analyser les prises de position des intellectuels français profranquistes, nous prenons en compte uniquement les aspects sur lesquels ils se prononcent. En outre, nous avons essayé de maintenir dans les citations toutes les imprécisions, informations contradictoires et erreurs orthographiques qui montrent que, dans cette « guerre d'intellectuels », les connaissances sur la réalité espagnole étaient souvent superficielles.

Première partie

La représentation de l'ennemi : le camp républicain vu par les auteurs français d'extrême droite

Chapitre 1- De la justification du soulèvement militaire à la justification de la guerre civile.

Depuis le début de la guerre civile espagnole, les intellectuels français de droite et extrême droite prennent parti pour les « rebelles », qui vont être très tôt appelés différemment. *Candide*, *Gringoire* et *Je suis partout* se réjouissent très vite de la tentative de renversement du gouvernement de *Frente popular*⁸⁴ espagnol par une partie notable de l'armée (mais non la totalité). Or, le coup d'État est un demi-échec, et dégénère rapidement en guerre civile, un conflit brutal qui n'épargnera pas la population civile.

Immédiatement, l'extrême droite française considère le conflit espagnol comme une guerre juste, rien de moins qu'une bataille entre le Bien et le Mal. Si le Bien apparaissait encore un peu flou, puisqu'en juillet 1936 on ne savait pas ce que deviendrait l'Espagne en cas de triomphe des militaires, le Mal était très bien défini : Le *Frente popular* espagnol, voire toute la République, et le communisme. En tout cas, pendant les premiers moments de la guerre, quand tout était très confus, quelques militaires considéraient qu'ils luttaient pour défendre la République : par exemple, le général Queipo de Llano, chef de l'insurrection à Séville et personnage très admiré et interviewé par plusieurs reporters et écrivains français de droite, a déclaré l'état de guerre dans la ville andalouse au cri de « Vive la République !⁸⁵ ».

En fait, le ralliement aux rebelles espagnols d'une bonne partie de la droite française n'est guère surprenant. Plusieurs intellectuels français d'extrême droite s'étaient montrés très hostiles envers la République espagnole, bien avant le coup d'État. Ainsi, dans un spécial de *Je suis partout* de juillet 1938 dédié au deuxième anniversaire du début de la guerre civile, Pierre Antoine Cousteau (1906-1958), journaliste profasciste et un des rédacteurs principaux de l'hebdomadaire se vante : « Jamais *Je Suis Partout* n'a publié une ligne indulgente pour la république espagnole⁸⁶ ». Et, en effet, cette hostilité est bien réelle : ces intellectuels, journalistes, reporters, ne cesseront pas de fustiger la République espagnole ni *le Frente popular* et ses chefs, de les signaler comme les responsables de

⁸⁴ J'ai décidé de ne pas traduire le terme parce que dans les sources il est écrit normalement de cette manière, en espagnol, et pour le différencier aussi du Front populaire français. Curieusement, le politique auquel on associe le plus souvent ce terme, Manuel Azaña, n'avait pas accepté le nom de *Frente popular* pour la coalition de partis de gauche (Julián Casanova, *op. cit.*, p. 150).

⁸⁵ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 81.

⁸⁶ P.-A. Cousteau, « 4000 kilomètres de guerre et de paix », *Je suis partout*, 15 juillet 1938.

tous les maux de l'Espagne, dont la pitoyable situation était la cause inévitable du coup d'État et la guerre. Parce que pour défendre la cause, il fallait d'abord la justifier.

La République espagnole sous le gouvernement du *Frente popular*: un mauvais exemple pour la France à la veille des élections

Dans le présent travail nous n'allons pas nous remonter à 1931 pour trouver les origines de cette haine contre la République espagnole, mais l'analyse de quelques articles de la fin d'avril 1936 peut avoir valeur d'illustration. Le contexte est essentiel : on se trouve à la veille des élections françaises, dont le premier tour se tient le 26 avril, après une campagne électorale très tendue.

Le 24 avril, *Gringoire* utilise l'exemple espagnol pour effrayer les électeurs français. En Une, on trouve une caricature de Roger Roy, « Les beautés du communisme⁸⁷ », en deux vignettes. Dans la première, « Avant les élections », un homme en costume offre des fleurs à Marianne, allégorie de la République française. Dans la deuxième, « Après les élections (à l'espagnole) », l'homme, cette fois-ci déguisé en ouvrier, massacre Marianne avec une faucille et un marteau.



⁸⁷ Roger Roy, « Les beautés du communisme », *Gringoire*, 24 avril 1936.

« À l'espagnole » veut dire, donc, « avec violence ». Il est à noter que *Gringoire* identifie clairement le *Frente popular* espagnol au communisme, même si avant la guerre civile le Parti communiste d'Espagne était très minoritaire, et il n'avait obtenu que 17 des 263 sièges gagnés par la coalition de gauche lors des élections de février 1936⁸⁸. Peu importe ce fait. Pour Raymond Recouly, qui écrit dans le même hebdomadaire, l'Espagne se trouve dans un état « de violence, d'oppression et aussi de sauvagerie », et il affirme qu'« il faudrait aller en Russie soviétique pour trouver quelque chose d'équivalent⁸⁹ ». Mais, comment cela a été possible ? Très simple, selon Recouly, en Espagne les partis les plus extrémistes ont fait attention aux « consignes très adroites de Moscou », et ils « ont, pendant toute la période électorale, réduit au minimum leurs exigences, par crainte d'effaroucher leurs alliés et les électeurs⁹⁰ ». Pour qui l'analogie n'est pas claire, il compare Azaña à Kerenski et la République espagnole à la Russie immédiatement antérieure la Révolution d'Octobre. Et, si la situation est alarmante, la menace est d'autant plus effrayante que la révolution a lieu à côté des frontières françaises : « Tout cela s'accomplit sous nos yeux, non pas au Tibet ou en Chine, mais dans une contrée voisine de la nôtre, située à notre porte⁹¹ ». La série de reportages de Ferri-Pisani « L'Espagne à feu et à sang » que l'hebdomadaire publiait depuis le 10 avril ne s'avérait pas moins alarmiste ni moins opportune, en perspective des prochaines élections.

« La dictature du Front Populaire couvre l'Espagne de sang et de ruine », s'intitule le long article de René Richard publié le 25 avril dans *Je suis partout*. L'article s'annonce en Une avec un avertissement direct, « L'exemple de l'Espagne ». Les sous-titres du texte n'en sont pas moins éloquentes : « La conquête soviétique », « la fête de la haine », « la dictature du prolétariat », etc. Le fait de voir en Espagne un exemple tragique pour prévenir des possibles conséquences d'une victoire électorale de la gauche et le parallélisme établi entre les deux fronts populaires signale déjà plusieurs aspects qui seront décisifs dans les représentations de la guerre civile espagnole construites par l'intelligentsia française d'extrême droite. Richard exprime son inquiétude pour avoir un

⁸⁸ Casanova, Julián, *op. cit.*, p.

⁸⁹ Raymond Recouly, « La catastrophe espagnole », *Gringoire*, 24 avril 1936.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Ibid.*

pays voisin « passé à la révolution et l'anarchie », avec un risque notable de « contagion⁹² » pour la France. D'après lui :

[L]a seule force qui domine [en Espagne] en ce moment, c'est la haine. La haine est une déesse placée sur les autels de la République. La bestialité est déchaînée et le crime n'est pas que crime : il est férocité inouïe⁹³ [...].

Toujours selon Richard, Moscou aurait ordonné aux républicains espagnols de « [...] ne pas aller trop fort avant les élections françaises, pour ne pas effrayer les petits bourgeois⁹⁴ ». Tout cela devrait être une leçon pour la France : « l'exemple de l'Espagne vient à point pour faire apprécier aux électeurs français un avant-goût de ce qu'il les attend si une faible majorité d'imbéciles ouvre les avenues du pouvoir aux apaches masqués qui s'abritent derrière de solennels crétins⁹⁵ ».

Richard et Recouly insistent sur la fausse façade de modération des partis révolutionnaires. Dans le contexte tendu de la campagne électorale française, ils trouvent un parallélisme entre la situation d'après eux presque révolutionnaire de l'Espagne et la politique de la « main tendue » du Parti communiste français, pour eux, un loup déguisé en mouton. En effet, une des nouveautés de la campagne électorale française d'avril-mai 1936 était que le PCF s'était intégré dans le système politique républicain, en signant un accord avec la SFIO en septembre 1935, dans le contexte d'union des gauches après les événements du 6 février 1934. L'extrême droite, dont un des principes fondamentaux est l'anticommunisme, dénonce le fait que le PCF n'a pas changé de manière sincère, que sa modération est un mensonge et que son but, en réalité, est le déclenchement de la révolution et la prise du pouvoir⁹⁶, comme il se passait déjà en Espagne. Les intellectuels français d'extrême droite réalisent une lecture des événements d'Espagne selon les intérêts et préoccupations françaises, ce qui continuera pendant la guerre civile⁹⁷.

La question de la violence est au cœur des préoccupations de l'extrême droite française. Comme nous avons mentionné plus haut, la République espagnole était identifiée directement à la violence. *Je suis partout* n'hésite pas à inclure dans ses pages

⁹² René Richard, « La dictature du Front populaire couvre l'Espagne de sang et de ruine », *Je suis partout*, 25 avril 1936. Richard écrit pratiquement un article par semaine sur l'Espagne dans *Je suis partout* pendant la durée de la guerre.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 279.

⁹⁷ Pierre Laborie, « Espagnes imaginaires et dérives pré-vichystes de l'opinion française : 1936-1939 », in Jean Sagnes et Sylvie Caucans (dir.), *op. cit.*, p. 91.

une énorme liste de crimes, classés par date et type, commis en Espagne depuis le triomphe du *Frente popular* lors des élections de février 1936. Les catégories sont très descriptives : « attentats contre les églises et les couvents », « agressions contre les personnes (morts et blessés) », « agressions contre les centres politiques, les cercles et les maisons particulières » et « agressions contre les journaux⁹⁸ ». À propos de cette liste, l'historien Pierre Gaxotte (1895-1982), rédacteur en chef de *Candide* et éditorialiste de *Je suis partout* affirme qu'elle « a été établie d'après les documents produits aux Cortes⁹⁹ », et, en exprimant très bien le dernier essai de l'hebdomadaire pour empêcher la victoire de la gauche, il demande : « nous prions nos lecteurs de faire circuler ce document et de le mettre sous les yeux des sceptiques¹⁰⁰ ». Gaxotte fait référence aux calculs sur les victimes de la violence exposés dans les Cortes espagnols par José Calvo Sotelo, député monarchiste de *Renovación Española* et José María Gil Robles, chef de la *Confederación Española de Derechas Autónomas* (CEDA), parti majoritaire de la droite espagnole avant la guerre, le 15 et 16 avril 1936. Gil Robles, qui donnait les chiffres les plus élevés, estimait les victimes à 269 morts et 1287 blessés. Ces calculs ont été repris de manière acritique par l'historiographie pro-franquiste¹⁰¹, mais aussi par la presse française de droite. Cela était pour *Je suis partout* la preuve irréfutable qu'en Espagne existait une ambiance prérévolutionnaire irrespirable. Robert Brasillach et Maurice Bardèche (1907-1998) indiquent dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne* que le discours d'avril de Calvo Sotelo, qui avait été le premier à donner des chiffres de victimes, avait constitué en réalité « le premier acte de la contre-Révolution nationaliste espagnole¹⁰² ». Si, en effet, comme l'indique Eduardo González Calleja, l'Espagne a souffert entre février et juillet 1936 une vague de violence supérieure à celle d'autres pays européens dans le même période (comme l'Italie, l'Allemagne ou l'Autriche), cette violence était très atomisée et ne se dirigeait pas à la révolution¹⁰³, contre ce qu'affirmait la droite.

⁹⁸ « Le bilan du front populaire », *Je suis partout*, 25 avril 1936.

⁹⁹ Pierre Gaxotte, « Discours et propagande », *Je suis partout*, 25 avril 1936.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Eduardo González Calleja, «La necrológica de la violencia sociopolítica en la primavera 1936», *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°41-1, 2011 p. 37-60, disponible en ligne: <https://journals.openedition.org/mcv/3825>.

¹⁰² Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 3.

¹⁰³ Eduardo González Calleja, «La necrológica de la violencia sociopolítica en la primavera 1936», *op. cit.*, p. 38-44.

En effet, les dénonciations par ces journalistes des atrocités du *Frente popular* espagnol sont fréquentes, et dans ce cas précis intéressées, parce qu'elles rentrent dedans le contexte de la campagne électorale française. Cependant, elles contribuent à la délégitimation du gouvernement républicain espagnol et serviront ultérieurement pour justifier et soutenir ouvertement le coup d'État de juillet 1936. Plus la République espagnole est discréditée, plus facile est de justifier un soulèvement militaire illégal.

Juillet 1936 : l'assassinat du député monarchiste Calvo Sotelo et le coup d'État. La guerre espagnole a commencé.

Le 13 juillet 1936, le député monarchiste Calvo Sotelo avait été assassiné par des gardes d'assaut républicains, en réponse au meurtre du lieutenant José del Castillo, probablement à mains de militants phalangistes, dans le contexte d'une spirale croissante de violence. En réalité, le coup d'État contre la République se préparait déjà, et les secteurs conspirateurs de l'armée et des partis de droite avaient entamé des négociations préalablement. Finalement, le soulèvement militaire commence la nuit du 17 juillet au Maroc, et le 18, Franco proclame l'État de guerre. L'insurrection ne triomphe pas dans toute l'Espagne, puisque quelques régions se rallient aux militaires rebelles, tandis que d'autres restent fidèles à la République, ce qui conduit à la guerre civile.

Candide informe par première fois des événements le 23 juillet. Dans ses pages il y a un court reportage et plusieurs brèves. La justification du coup d'État semble bien claire, même si quelques-unes des conséquences sont encore confuses:

La raison profonde de l'insurrection, c'est la volonté de mettre un terme à l'activité du communisme moscoutaire en Espagne. Et c'est ce qui explique que les révoltés ont trouvé chez les anarchistes syndicalistes beaucoup de complaisance à leur égard¹⁰⁴.

Évidemment, les anarchistes n'ont eu rien à voir avec le coup d'État. En tout cas, si la menace communiste était la cause profonde du soulèvement, le catalyseur définitif, selon *Candide*, avait été l'assassinat de Calvo Sotelo, événement qui « a indigné l'Espagne, qui tente de secouer la tyrannie sanguinaire¹⁰⁵ ». Il ne faut pas oublier qu'on se trouve devant une réaction à chaud, dans un moment où la situation en Espagne est incertaine, mais on peut déjà observer dans *Candide* quelques analyses qui vont se répéter pendant toute la durée de la guerre. Par exemple, l'hebdomadaire identifie la volonté des

¹⁰⁴ Martin, « La guerre civile en Espagne », *Candide*, 23 juillet 1936.

¹⁰⁵ *Ibid.*

militaires insurgés à celle de l'Espagne entière, puisque cette « révolte du sentiment national s'est incarnée dans l'acte du général Franco¹⁰⁶ ». Et, encore, dans la même rubrique (« La guerre civile en Espagne ») il y a trois sous-titres qui ne font pas l'ombre d'un doute sur la position du journal : « Trois aspects du Front populaire espagnol : l'assassinat », « le mensonge », « la lâcheté¹⁰⁷ ». Voilà une définition en trois mots et une réponse au « pain, paix et liberté » qui était la devise du Front populaire français. En Une, il y a un reportage de l'envoyé spécial en Espagne du journal, Ivan Bjarne. Son texte transmet surtout de l'incertitude et il est loin des prévisions de l'immédiate victoire franquiste qu'on trouvera postérieurement de manière continue dans la presse française de droite. Bjarne affirme, quand il parle avec un ouvrier :

Quand j'interroge un royaliste, il me répond que les communistes vaincront, et vous, communiste, vous prévoyez que ce sera la réaction. Admettez, Monsieur, que c'est assez déconcertant¹⁰⁸.

Donc, en somme, il y a un ralliement immédiat à la cause des rebelles, mais aussi une notable incertitude.

Les journaux dédient plusieurs pages à Calvo Sotelo, selon Brasillach et Bardèche le « premier martyr de la Révolution nationaliste¹⁰⁹ ». Dans *Gringoire*, on trouve un portrait du personnage écrit par Francis d'Aguez, qui sert à présenter Calvo Sotelo au lecteur français, mais aussi à décrire les deux forces en lutte dans la guerre espagnole. Le journaliste décrit la figure et la carrière du personnage, possédant, selon lui, « des dons insignes [...] qui faisaient de lui une sorte de survivant attardé des caballeros du XVI^e siècle et des glorieux conquistadores¹¹⁰ ». D'Aguez considère que son assassinat est le « type du crime gouvernemental ordonné, préparé, conduit à son terme avec un frénésie sauvage¹¹¹ ». D'après lui, le gouvernement de *Frente popular* avait ordonné l'assassinat d'un homme de droite, honorable, héritier de l'Espagne chevaleresque. Cela explique ce qu'il qualifie de « nouvelle guerre de la *reconquête* dirigée, non plus contre le Maure mais contre le Komintern¹¹² ».

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ Ivan Bjarne, « Je passe la frontière espagnole », *Candide*, 23 juillet 1936.

¹⁰⁹ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 14.

¹¹⁰ Francis d'Aguez, « Portrait: Calvo Sotelo », *Gringoire*, 24 juillet 1936.

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

Dans les pages de *Gringoire*, Raymond Recouly déplore la violence révolutionnaire en Espagne et l'assassinat de Calvo Sotelo, qui « montre qu'il n'y avait plus qu'une loi en Espagne : celle de la jungle¹¹³ ». D'après lui, dans ce cas, « l'insurrection est non seulement un droit, mais le plus sacré des devoirs¹¹⁴ ». Cet argument sera utilisé fréquemment par la presse de droite et la propagande franquiste. Par exemple, en juillet 1937, les évêques espagnols favorables à Franco justifient leur soutien aux militaires rebelles au nom de « la doctrine de Saint Thomas sur la légitime défense par la force¹¹⁵ ». Dans *Gringoire*, Raymond Recouly associe le soulèvement militaire à une « tradition » purement espagnole : « Cette résistance a pris la forme d'un soulèvement militaire, conformément [...] aux traditions de l'Espagne¹¹⁶ ». En effet, les soulèvements militaires (ou *pronunciamientos*¹¹⁷) avaient été constants dans l'histoire espagnole du XIX^e siècle, et ils font partie de la batterie de stéréotypes sur l'Espagne avec laquelle la presse française a observé la guerre civile¹¹⁸. Cependant, « *pronunciamiento* » est un terme refusé par la propagande franquiste, qui préfère le terme de « *Movimiento*¹¹⁹ », qui sera reprise par l'intelligentsia française de droite qui écrit sur le conflit. En tout cas, même si quelques des caractéristiques du soulèvement peuvent s'identifier avec la définition de *pronunciamiento*, les conséquences vont être très différentes à celles des coups d'État militaires du XIX^e siècle. Mais, pour expliquer le soulèvement militaire, Recouly emploie aussi une métaphore médicale, en identifiant le coup d'État contre la République à « une résistance très violente de l'organisme » contre « le virus bolchevique¹²⁰ ».

Je suis partout dédie aussi beaucoup d'attention à l'éclatement de la guerre civile espagnole. René Richard, auteur de la plupart d'articles sur l'Espagne dans cet hebdomadaire, signe un long article à résonances épiques : « La révolte d'un peuple. L'Espagne entre la vie et la mort ». Richard critique « les mensonges éhontés répandus par le gouvernement de Madrid », et affirme sans ambages qu'« une lutte est engagée, à

¹¹³ Raymond Recouly, « Quand le gendarme se fait assassin », *Gringoire*, 24 juillet 1936.

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Lettre collective des évêques espagnols*, 1 juillet 1937. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 305.

¹¹⁶ Raymond Recouly, « Quand le gendarme se fait assassin », *Gringoire*, 24 juillet 1936.

¹¹⁷ Soulèvement militaire contre le gouvernement, dirigé par un chef de l'armée.

¹¹⁸ Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 322-324.

¹¹⁹ Pierre Vilar, *op. cit.*, p. 34. Curieusement, Vilar considère le coup d'État de 1936 comme un *pronunciamiento* classique.

¹²⁰ Raymond Recouly, « Quand le gendarme se fait assassin », *Gringoire*, 24 juillet 1936.

la vie et à la mort, entre les deux Espagnes¹²¹ ». Popularisé par un poème d'Antonio Machado, *Españolito*¹²², appartenant au recueil *Proverbios y cantares* (1912), le topique des « deux Espagne » sera habituellement utilisé pour décrire la guerre espagnole, non seulement par la droite.

La légitimité de la révolte et la prétendue responsabilité du gouvernement républicain.

Les journalistes français d'extrême droite justifient donc immédiatement le soulèvement militaire. Mais ils arrivent plus loin : pour eux, le coup d'État contre la République espagnole n'était pas uniquement justifié, sinon qu'il était inévitable. « La semaine dernière, toute l'Espagne attendait le pronunciamiento¹²³ », signale *Candide*. Pour *Gringoire*, « l'aventure espagnole était à prévoir¹²⁴ ». Le message est clair : la République espagnole et surtout le gouvernement de *Frente popular* pouvaient uniquement conduire à la guerre. Il faut noter que cet argument n'a pas été exclusif de la presse française d'extrême droite, sinon que d'autres interprétations pro-franquistes ou révisionnistes ont essayé d'indiquer l'inévitabilité de l'affrontement. En réalité, plusieurs historiens signalent que cela est une fausse justification¹²⁵.

Chacun trouve l'origine de la catastrophe dans un moment déterminé : pour quelques journalistes, le soulèvement militaire se justifie par l'illégitimité du *Frente popular*, et pour d'autres c'est la République entière qui est illégitime. En réalité, beaucoup d'intellectuels français opposés à la République espagnole ne vont jamais accepter de reconnaître la légitimité de l'abolition de la monarchie et l'implantation du système républicain dans le pays voisin¹²⁶, changement de régime qui est même appelé « révolution de 1931¹²⁷ ». René Richard considère que « [d]éjà la proclamation de la République, il y a cinq ans, avait violé les décisions du suffrage universel, que ne l'avait pas souhaitée¹²⁸ ». Et, par exemple, Jean d'Elbée (1882-1966), collaborateur de *Je suis*

¹²¹ René Richard, « L'Espagne entre la vie et la mort », *Je suis partout*, 25 juillet 1936.

¹²² Antonio Machado (1875-1939) est une des victimes les plus célèbres de la guerre civile. Le poète est mort à Collioure, en France, lors de l'exode massif de réfugiés de janvier-février 1939.

¹²³ Martin, « La guerre civile en Espagne », *Candide*, 23 juillet 1936.

¹²⁴ « Répétez-le. Les dessous de l'insurrection espagnole », *Gringoire*, 24 juillet 1936.

¹²⁵ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 10 ; Mercedes Yusta, « La guerre civile espagnole (1936-1939) », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *op. cit.*, p.33.

¹²⁶ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 39.

¹²⁷ André Nicolas, « André Nicolas décrit ce qu'il a vu au front et à l'arrière depuis Saint-Sébastien jusque devant Tolède », *Je suis partout*, 26 septembre 1936.

¹²⁸ René Richard, « Imbroglio présidentiel », *Je suis partout*, 2 mai 1936.

partout et *L'Action française* indique comment depuis la proclamation de la République s'est produit un particulier phénomène :

Étrange et subite transformation des hommes par les institutions ! À peine avait-on cousu au drapeau une bande sombre, couleur de corruption, que des yeux parfaitement sains commencèrent à s'injecter de sang¹²⁹.

Pour d'autres le problème se trouve tout directement dans la simple existence du système démocratique. Comme l'affirme Pierre Héricourt (1895-1965) : « la cordialité, la paix entre les citoyens, comme la discipline militaire, avaient été tuées bien avant Calvo Sotelo par l'envie démocratique -ce poison du peuple-¹³⁰».

La cible du *Frente popular* espagnol était d'autant plus tentante pour les publications françaises d'extrême droite qu'en France gouvernait aussi une coalition de Front populaire. « En février, le *Frente popular* n'est devenu l'Espagne légale que grâce à un absurde système électoral qui a faussé entièrement le sens du scrutin et trahi la volonté du peuple espagnol¹³¹ », affirme *Je suis partout*, qui donne les chiffres des élections (d'après ses sources, 4.356.000 votes pour la gauche et 4.570.000 pour la droite), en ajoutant un surprenant argument : « En ne s'en tenant qu'au verdict populaire de février, le vainqueur réel, le chef désigné par la majorité, c'est beaucoup plus Franco qu'Azaña¹³² ». Hors de l'exactitude ou non des chiffres, cela est un mensonge. Jamais Franco aurait gagné les élections de février 1936 par le simple fait qu'il ne se présentait pas : dans l'hypothétique cas d'une victoire de la droite, le futur président serait Gil Robles¹³³, chef du parti majoritaire, la CEDA. Les chiffres donnés par *Je suis partout* sont repris par Robert Brasillach et Maurice Bardèche dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne*¹³⁴. Or, les informations apportés ne sont pas exactes, puisqu'en réalité le *Frente popular* avait gagné les élections, mais avec une avance très étroite. Le nombre de sièges obtenu avait été très supérieur en proportion à celui de la droite à cause de la

¹²⁹ Jean d'Elbée, « Comment on vit en Espagne rénovée », *Je suis partout*, 1 mai 1937.

¹³⁰ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 16.

¹³¹ « Il n'y a plus de gouvernement légal à Madrid », *Je suis partout*, 12 septembre 1936.

¹³² *Ibid.*

¹³³ Gil Robles est une figure très vitupérée par l'extrême droite française parce qu'on considère que, par un excès de souci de légalité, il n'avait pas su profiter de sa situation pour donner un coup d'État en 1935, quand il était ministre de la Guerre. P.-A. Cousteau lui dédie dans *Je suis partout* un chapitre de son série « Les crétins solennels de la démocratie », le 23 septembre 1938.

¹³⁴ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 46.

particularité du système électoral espagnol, qui favorisait les coalitions¹³⁵. En outre, avec le même système électoral, la droite avait obtenu une grande victoire en 1933¹³⁶.

En somme, l'objectif principal était de transmettre que le soulèvement était inévitable, une dernière solution d'urgence. Mais aussi, on donne à voir que, même si la guerre avait été provoquée par un soulèvement militaire contre un gouvernement légal reconnu au niveau international, la faute incombait aux autorités républicaines, parce que la situation en Espagne était irrespirable et on préparait la révolution communiste. En fait, quelques voix considèrent que l'objectif du soulèvement n'était pas de renverser la République, sinon de la sauver. Ainsi, René Richard affirme que « la république joue donc sa dernière chance dans le camp des conjurés, car ses défenseurs officiels l'ont déjà étranglée à demi¹³⁷ ».

Par conséquent, on ne pouvait pas culpabiliser Franco ni les autres militaires rebelles. Telle est l'opinion de Raymond Recouly :

La responsabilité n'incombe pas à ceux qui se sont soulevés pour mettre fin à un état de choses devenu intolérable. Elle doit être entièrement rejetée sur ceux qui, en créant délibérément ces abus, ces excès, provoquent automatiquement, par cela même, la révolte et le soulèvement¹³⁸.

L'interprétation de la guerre civile espagnole réalisée par l'extrême droite française suit les mêmes arguments que les chefs militaires soulevés. Franco lui-même, interviewé plusieurs fois par la presse française de droite, l'explique maintes fois. « L'assassinat de Calvo Sotelo ne fait partie que d'une série de crimes qui ensanglantaient l'Espagne et que le Front populaire s'est bien gardé de punir¹³⁹ », déclare-t-il à *Candide* pendant les premières semaines de guerre. Quelques mois après, Franco justifie dans un interview avec Marcel Chaminade que « [c]'est contre une défaillance morale, contre une maladie de l'esprit que nous avons à lutter¹⁴⁰ », qui est, évidemment, le communisme. Et,

¹³⁵ Ces chiffres sont les mêmes qui avait donné René Richard le 2 mai dans son article « Imbroglia présidentiel », dans *Je suis partout*. Cependant, les chiffres n'étaient pas exacts. Hugh Thomas estime les résultats à 4.654.116 pour la gauche et 4.503.505 pour la droite (in *op. cit.*, p. 125) ; tandis que Bennassar affirme que selon les différentes études l'avance du *Frente popular* avait été d'entre 150.000 à 840.000 voix, avec une possible fraude favorable à gauche dans deux provinces, même si l'annulation de ces résultats douteux n'aurait pas empêché une victoire de la gauche (in *op. cit.*, p. 58). Peu importe ici le nombre exact de voix pour chaque bloc, l'intention est seulement de montrer que les chiffres rapportés par *Je suis partout* et Robert Brasillach et Maurice Bardèche pour justifier leur argumentation étaient faux.

¹³⁶ Julián Casanova, *op. cit.*, p. 110

¹³⁷ René Richard, « La lutte entre les nationaux et les soviets », *Je suis partout*, 1 août 1936.

¹³⁸ Raymond Recouly, « Tableaux de l'Espagne en armes », *Gringoire*, 21 mai 1937.

¹³⁹ B. Simionesco, « Le général Franco nous dit... », *Candide*, 30 juillet 1936.

¹⁴⁰ Marcel Chaminade, « Franco le libérateur », *Candide*, 12 novembre 1936.

encore, en mars 1937, il emploie des arguments pareils dans une interview pour *Gringoire* : « L'Espagne était en train de passer sous un régime entièrement soviétique, de devenir une simple filiale du Komintern », régime sous lequel « les attentats, les crimes se perpétreraient ouvertement, quotidiennement », en revenant « à la loi de la jungle¹⁴¹ ».

Une fois la cause parfaitement justifiée, il fallait aussi la nommer. La terminologie employée constitue un élément fondamental à l'heure de justifier le soulèvement et défendre la guerre civile comme une cause juste. Comme le signale Pierre-Frédéric Charpentier, le choix de la terminologie adéquate était plus important pour le côté franquiste, puisqu'il fallait légitimer une cause politique qui avait commencé avec un coup d'État, illégal aux yeux du droit international. *Je suis partout* parle depuis août de « guerre de libération espagnole¹⁴² », et encore de guerre « hispano-soviétique¹⁴³ », ou guerre contre les « soviets¹⁴⁴ ». René Richard l'appelle même « guerre de l'indépendance¹⁴⁵ », terme à claire connotation de construction ou reconstruction nationale face à un ennemi étranger. Dans le cas espagnol, ce terme est particulièrement significatif, parce que ce nom, « *guerra de la independencia* », était utilisé pour caractériser la guerre contre la France napoléonienne entre 1808 et 1814, et il avait été même utilisé par la gauche espagnole immédiatement après le soulèvement militaire¹⁴⁶. La terminologie est parfois contradictoire, surtout par le caractère révolutionnaire ou contre-révolutionnaire du mouvement franquiste. René Richard mentionne déjà la « révolution nationale¹⁴⁷ » en août 1936. Il est à noter que quelques journalistes de *Je suis partout* utilisent parfois le mot « révolution » de manière positive à partir de 1932¹⁴⁸. Brasillach et Bardèche, de son côté, appellent parfois à la guerre « contre-Révolution

¹⁴¹ Raymond Recouly, « Franco m'a annoncé sa victoire complète, certaine, prochaine », *Gringoire*, 5 mars 1937.

¹⁴² Le 15 août 1936, dans la Une de *Je suis partout*, il y a un article de P.-A. Cousteau intitulé « La guerre de libération espagnole ». En pages cinq et six, la rubrique où se trouvent les articles de René Richard et André Nicolas relatifs à l'Espagne porte le même titre.

¹⁴³ P.-A. Cousteau, « La guerre hispano-soviétique », *Je suis partout*, 22 août 1936.

¹⁴⁴ René Richard, « La lutte entre les nationaux et les soviets », *Je suis partout*, 1 août 1936.

¹⁴⁵ René Richard, « L'armée espagnole a vaincu les milices soviétiques », *Je suis partout*, 21 novembre 1936.

¹⁴⁶ Francisco Sevillano Calero, «La imagen del enemigo en la guerra civil española», in Jordi Canal et Eduardo González Calleja (dir.), *Guerras civiles. Una clave para entender la Europa de los siglos XIX y XX*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 106, disponible en ligne: <https://books.openedition.org/cvz/1102?lang=es>. Ainsi, le 25 juillet 1936, le journal madrilène *ABC*, traditionnellement de droite mais saisi par la gauche républicaine espagnole, considérait que l'Espagne se trouvait dans une « deuxième guerre de l'Indépendance » (« *Segunda guerra de la Independencia* »).

¹⁴⁷ René Richard, « La lutte entre les nationaux et les soviets », *Je suis partout*, 1 août 1936.

¹⁴⁸ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944...*, op. cit., p. 83.

nationaliste espagnole¹⁴⁹ », mais aussi « Révolution nationaliste¹⁵⁰ » ou « une nouvelle Révolution¹⁵¹ ».

En réalité, la plupart de ces termes transmettent la même idée : identifier toute l'Espagne à un soulèvement militaire contre un ennemi qui n'est pas considéré espagnol, et doter à la guerre d'un caractère de reconstruction nationale qui ne soit pas purement réactionnaire. De cette manière, le soulèvement militaire est, aux yeux de la droite française, complètement justifié. Cependant, la guerre espagnole est longue et cruelle, et la plupart des horreurs commis par les deux camps en lutte ne sont pas faciles à expliquer. Les intellectuels français d'extrême droite emploient une série d'arguments pour délégitimer et déshumaniser l'ennemi et minimiser et justifier la violence et la répression contre les soldats républicains, vus comme les responsables d'une atroce violence révolutionnaire, la « terreur rouge », aux yeux de la droite, beaucoup pire que n'importe quelle violence commise en zone franquiste.

¹⁴⁹ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 3.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 14.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 17.

Chapitre 2. La dénonciation de la « terreur rouge » en zone républicaine

La guerre civile espagnole est un conflit particulièrement violent depuis son éclatement, ce qui est perçu par tous les impliqués. Les journalistes français, évidemment, ne restent pas aveugles devant ce fait. Ainsi, Louis Delaprée, journaliste de *Paris Soir* qui témoignera à plusieurs reprises sur les bombardements de Madrid, affirme, lucidement, que la guerre espagnole est, en réalité, une « guerre d’extermination¹⁵² ». Le jugement de Didier Poulain, collaborateur de *Candide*, a eu moins de postérité, mais il est également expressif. À propos d’une réflexion sur le type d’armement employé dans la guerre espagnole, il signale : « Il est étonnant que, dans une guerre où l’on s’est aussi débarrassé de sensibleries, les gaz n’aient pas fait leur apparition¹⁵³ ». Une guerre sans sensibleries est, donc, une lutte violente, où chaque camp essaie de vaincre par tous les moyens. Les massacres qui se produisent pendant la guerre civile espagnole sont indéniables. En effet, comme le signale Pierre-Frédéric Charpentier, un des rares consensus parmi les intellectuels français de toutes les tendances politiques est qu’en Espagne ont lieu des massacres¹⁵⁴.

La violence en zone républicaine est, donc, bien réelle. Elle est plus intense pendant les premiers moments du conflit parce que le soulèvement militaire provoque l’effondrement de l’ordre public, suivi dans plusieurs villes de la prise du pouvoir par des travailleurs armés qui organisent des comités ouvriers¹⁵⁵. Chronologiquement, cette « terreur rouge » est la première à être dénoncée, dans ce cas, par la presse de droite¹⁵⁶. Pendant les premiers moments de la guerre, la vague de violence en zone républicaine s’explique par l’accumulation de rancœurs par les inégalités sociales, la libération de prisonniers et le monopole de la justice par les comités de travailleurs¹⁵⁷. Très tôt, ces exemples de violence révolutionnaire nuisent l’image de la République à l’étranger. Ainsi, en août 1936, Robert Brasillach laisse très clair ce qui représente pour lui l’activité du camp républicain dans la guerre civile :

¹⁵² Louis Delaprée, « De Barcelone à Malaga, à travers un pays de cauchemar où il ne s’agit plus de vaincre l’ennemi mais de le supprimer », *Paris-Soir*, 20 août 1936, cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 430. Le terme s’ancre, et son usage se prolonge plus au-delà que 1936. Ainsi, c’est le titre de la traduction française de l’ouvrage de Paul Preston *The Spanish Holocaust...* consulté fréquemment pour le présent travail.

¹⁵³ Didier Poulain, « Que nous apprend la guerre espagnole ? », *Candide*, 22 avril 1937.

¹⁵⁴ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 419.

¹⁵⁵ Paul Preston, *Une guerre d’extermination...*, *op. cit.*, p. 319.

¹⁵⁶ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 422

¹⁵⁷ Paul Preston, *Une guerre d’extermination...*, *op. cit.*, p. 319.

En quelques heures, on peut aisément clouer au mur le maire et les notables, et le curé par-dessus le marché, déterrer les religieuses mortes et les exposer sur les marbres des églises, fusiller les petits garçons à béret rouge [...] ¹⁵⁸.

Les intellectuels français de droite et extrême droite utilisent la « terreur rouge », terme fréquemment employé, comme un ressource de plus pour justifier le soulèvement militaire et la guerre contre la République et pour délégitimer l'ennemi. Il est à noter que, comme nous commenterons plus en avance, les mêmes auteurs qui s'indignent contre la violence républicaine sont beaucoup plus indulgents avec les massacres commises en zone rebelle. Toutefois, cela n'était pas le monopole de la droite. À gauche, la plupart d'intellectuels français prorépublicains ont gardé le silence sur les atrocités qui ont eu lieu en zone gouvernementale ¹⁵⁹. Le combat idéologique français sur la guerre d'Espagne conduit souvent à l'aveuglement sélectif.

En France, la violence révolutionnaire est omniprésente dans les récits de la guerre civile réalisés par les journalistes et intellectuels de droite. Les exemples qu'on peut trouver dans la presse sont innombrables. Dans les reportages, si le journaliste se trouve dans quelque ville récemment prise par l'armée franquiste, il interviewe toujours quelque témoin ou victime de la violence révolutionnaire, ce qui sert pour mieux présenter le contraste existant avec l'ordre régnant après l'arrivée des rebelles. Si le journaliste se trouve dans quelque ville républicaine (Barcelone est l'exemple le plus fréquent), il raconte invariablement le chaos, les détentions arbitraires, les exécutions sommaires. Cependant, normalement, les journalistes ne sont pas témoins de ces actes de violence, et ils obtiennent l'information de manière indirecte. Cela explique l'abondance de témoignages atroces mais invérifiables ¹⁶⁰. « Les témoignages qui arrivent de toutes les provinces d'Espagne encore soumises à l'autorité (?) du gouvernement (??) républicain (???) sont d'une hallucinante précision ¹⁶¹ », affirme un article non-signé de *Je suis partout*. La terreur rouge est aussi le sujet de nombreuses brèves non-signées dans les pages des journaux, qui deviennent parfois des listes d'atrocités. Dans les articles d'opinion, les intellectuels d'extrême droite s'écrient contre la violence républicaine, et montrent ouvertement son désir d'une victoire franquiste. La dénonciation de la « terreur

¹⁵⁸ Robert Brasillach, « Lettre à une provinciale. En attendant les camions de tueurs », *Je suis partout*, 8 août 1936.

¹⁵⁹ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 437.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 422.

¹⁶¹ « La liaison nord-sud effectuée, les nationaux réduisent la côte du golfe de Gascogne », *Je suis partout*, 22 août 1936.

rouge » en Espagne républicaine est le sujet d'une campagne de presse constante dans les journaux de droite, plus intense en 1936, mais qui dure pendant toute la guerre. Par exemple, entre la fin juillet et décembre 1936, *Gringoire* publie des brèves sur la terreur en Espagne pratiquement chaque semaine, sous les titres presque identiques de « La terreur marxiste en Espagne », « Les atrocités marxistes en Espagne » ou « Exploits marxistes en Espagne », parmi d'autres. Concernant le cas de Barcelone, par exemple, où se situent plusieurs reportages sur la violence révolutionnaire, les reporters français de droite dénoncent les exactions des anarchistes en 1936, pendant les premières semaines de guerre, mais aussi en 1939, de manière rétrospective, après la chute de la ville entre les mains des franquistes. En outre, quelques des informations sur la violence révolutionnaire ne répondent pas souvent à aucune question d'actualité : elles sont souvent interchangeables et auraient pu être publiées dans les journaux dans n'importe quel moment de la guerre.

Le traitement de la violence en zone républicaine par les hebdomadaires de droite indique, outre de l'intention d'éliminer toute possible légitimité de la cause républicaine, un fort goût par le sensationnalisme. Les brèves de *Gringoire* offrent un varié catalogue de tortures atroces, probablement fausses en bonne partie, mais complètement invérifiables : les récits sur des femmes enceintes éventrées, prisonniers donnés comme nourriture aux animaux du zoo de Madrid, des curés tués de telle ou telle autre manière sont habituels. *Candide* n'arrive pas jusqu'au même niveau, ce qui ne l'empêche pas, par exemple, de dénoncer en août 1937 une « guerre des microbes rouges », un « complot monstrueux¹⁶² » organisé par la République pour mener une guerre bactériologique contre l'armée franquiste. Peu importe si la responsabilité de la violence soit attribuée à la République, au *Frente popular*, aux « marxistes », anarchistes ou communistes, ou tout simplement aux « rouges » : L'objectif final est de discréditer encore plus à l'ennemi, ce qui conduit souvent à une justification de la répression ultérieure par le camp franquiste.

Dans le présent travail nous ne voulons pas analyser de manière exhaustive tous les exemples d'articles, brèves et reportages dédiés à la violence républicaine, puisque le contenu se répète fréquemment. Notre objectif est de connaître les caractéristiques de ces récits et pour comprendre l'usage que les auteurs français d'extrême droite ont fait de la violence républicaine. Nous nous concentrerons sur les cas de quelques villes sous

¹⁶² « La guerre des microbes rouges », *Candide*, 5 août 1937.

pouvoir de la République (notamment Barcelone, mais aussi Madrid ou Malaga, par exemple) ; le sujet particulier de la violence anticléricale, qui a un très important impact international et constitue un des aspects particuliers de la guerre civile espagnole ; et, enfin, le cas de la violence contre les intellectuels, dénoncée occasionnellement par la droite comme un réponse au ralliement massif des intellectuels internationaux en faveur de la République espagnole.

La violence à l'arrière : dénonciation de la « terreur rouge » dans les villes républicaines.

Comme nous l'avons commenté, la violence révolutionnaire est particulièrement intense pendant les premières semaines de la guerre civile. Barcelone constitue un exemple particulier, parce que plusieurs journalistes de tendances politiques diverses se trouvent dans la ville, donc la situation est bien documentée par la presse. Dans le cas des sources analysés, plusieurs reporters français de droite se rendent sur place, ce qui n'a pas lieu, par exemple, à Madrid.

À Barcelone, le soulèvement militaire avait échoué le 19 juillet. Le plan des insurgés était d'occuper les points stratégiques de la ville, en attendant l'arrivée du général Manuel Goded, qui se trouvait à Majorque, pour prendre la tête du soulèvement. Mais à Barcelone la garde civile reste loyale au gouvernement, et les anarchistes opposent une farouche résistance aux militaires rebelles, jouant ainsi un rôle fondamental. Après des durs combats, le soulèvement finit par échouer, et Goded se rend, étant arrêté et exécuté postérieurement¹⁶³. Les anarchistes, qui n'agissent pas en défense de la démocratie, sinon plutôt avec des objectifs révolutionnaires et antifascistes, jouent un rôle fondamental dans la défense de la ville¹⁶⁴. Curieusement, Brasillach et Bardèche élogient la résistance des anarchistes barcelonais dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne* : « Cette attaque par masses sacrifiées, qui fit des centaines de victimes, mais qui maintint Barcelone aux mains des Rouges, est une des plus belles pages héroïques de l'histoire universelle¹⁶⁵ ». Il s'agit d'un des rares phrases en faveur du courage ou la bravoure des « rouges » écrites par les intellectuels français d'extrême droite. En tout cas, le ton général

¹⁶³ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 87-88.

¹⁶⁴ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 184.

¹⁶⁵ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 106.

des écrits sur Barcelone est bien différent, puisque cette ville devient immédiatement après l'éclatement de la guerre un des symboles de la violence révolutionnaire.

Les cibles de cette violence, comme dans d'autres régions, sont surtout le clergé, et les officiers favorables aux rebelles, mais aussi les représentants de l'ordre ancien, comme les propriétaires. Le pouvoir révolutionnaire ne remplace pas les institutions ni les autorités républicaines, mais le gouvernement central et, dans le cas catalan, la Generalitat peuvent maintenir uniquement une apparence de continuité institutionnelle. À Barcelone, le pouvoir réel passe à être contrôlé par les anarchistes de la CNT et la FAI¹⁶⁶, puisque la ville était un des important centre libertaire. En Catalogne, et surtout à Barcelone, la violence révolutionnaire a été particulièrement sanglante, et elle a marqué la représentation de la guerre civile réalisée par la droite française et européenne. Depuis le coup d'État, beaucoup de journalistes se rendent à Barcelone et informent sur la situation. Très tôt, on trouve déjà des récits très sensationnalistes dans la presse conservatrice, où les exagérations sur les événements ne sont pas rares¹⁶⁷.

Déjà le 1 août 1936, le journaliste Paul Guitard, ancien communiste, décrit dans *Je suis partout* la violence révolutionnaire à Barcelone. Il témoigne des exécutions d'officiers, en insistant sur le fait qu'il a vraiment assisté : « Je l'ai de mes yeux, vu. La plupart des officiers [...] furent plaqués contre un mur et *descendus* en quelques minutes à coups de revolver¹⁶⁸ ». Guitard commente aussi la violence anticléricale : « Toutes les églises ont été incendiées, à l'exception de la cathédrale de Barcelone. Tous les prêtres en soutane ont été massacrés¹⁶⁹ ». Si son témoignage est frappant par les atrocités racontées, il ne constitue pas une exception. En réalité, cela constitue seulement un des multiples récits d'atrocités présents dans la presse française d'extrême droite, avec la particularité d'être un des premiers. Barcelone est un centre d'intérêt pendant les premiers mois de la guerre, et le 25 septembre 1936, *Gringoire* publie un reportage sur la capitale catalane écrit par Jean Rochard. Le titre est clair : « Barcelone sous la terreur ». Rochard trouve une ville avec l'aspect d'être en état de siège. La vie nocturne est disparue, puisque, selon le journaliste, « passé dix heures du soir on ne rencontre guère que les patrouilleurs à brassard noir et rouge, timbré du sceau de la F.A.I. ou de l'U.H.P. (Union des frères

¹⁶⁶ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 320 et 322. Hugh Thomas indique que dans la ville il y avait 350000 anarchistes (in *op. cit.*, p. 230).

¹⁶⁷ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 322-323.

¹⁶⁸ Paul Guitard, « Les massacres de Barcelone », *Je suis partout*, 1 août 1936. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 422-423.

¹⁶⁹ Paul Guitard, « Les massacres de Barcelone », *Je suis partout*, 1 août 1936.

prolétaires) qui est bien la plus terrible formation de guerre civile que l'Espagne ait jamais connue¹⁷⁰ ». Rochard décrit un régime de terreur dans la ville, où les miliciens ont le contrôle absolu, et commettent de nombreuses exactions:

De temps en temps, dévale en trombe un camion automobile emportant vers une destination inconnue des malheureux qu'encadrent ces jeunes gens en combinaison bleue. Les suspects, ce sont eux. Ils sont légion. On les arrache de leur maison par paquets entiers. Nul n'ignore le sort que les attend, mais personne ne manifeste une pitié trop visible. Une implacable fatalité semble sceller les visages et les âmes¹⁷¹.

Il y a des parallélismes entre le récit de Rochard et celui de Jérôme Tharaud, présent aussi à Barcelone, qui témoigne de manière similaire de la détention d'un groupe de personnes par des miliciens, dans un bar. D'après Tharaud, les suspects sont arrêtés et obligés à monter dans un camion, devant l'indifférence générale :

Et comme le camion s'éloignait avec son chargement, mon ami me dit à mi-voix, en se penchant sur la table et me désignant du regard une table voisine :

-Voyez-vous ce monsieur là-bas, qui se tait comme nous nous taisons tous ? C'est le ministre de la justice !...

Que pouvait-il, tout ministre qu'il fût, et de la justice encore ! S'il s'était avancé et s'était fait connaître, les miliciens lui auraient répondu qu'ils agissaient par ordre du Comité central. Au moins, me direz-vous (et c'est ce que je me disais moi-même), aurait-il pu demander à ces gens si leur perquisition était régulière et se faire montrer leurs papiers. On l'eût envoyé paître, et il en eût été pour sa courte honte, car tel est, à cette heure, à Barcelone, le prestige du pouvoir légal¹⁷²

Cela est un véritable leitmotiv : la violence des miliciens face à l'impuissance du gouvernement correspondant. Cela n'est pas complètement faux en Catalogne, malgré les efforts du président de la Generalitat Companys, qui essaie de maintenir la continuité du pouvoir sans entrer en conflit avec les anarchistes de la CNT et la FAI, qui créent à leur tour un Comité Central de Milices Antifascistes. Par conséquent pendant plusieurs mois il y a un pouvoir double en Catalogne¹⁷³. Au début de la guerre, les patrouilles anarchistes sèment la terreur dans la région. Preston affirme que seulement à Barcelone il y a plus de 500 assassinés pendant les premières semaines après le coup d'État¹⁷⁴, et il y a d'autres

¹⁷⁰ Jean Rochard, « Barcelone sous la terreur », Gringoire, 25 septembre 1936. Pendant la guerre civile il n'a pas aucune organisation majoritaire avec ce nom. Probablement, Jean Rochard ait vu les sigles de la consigne « Uníos hermanos proletarios » (Rassemblez-vous, frères prolétaires), utilisée parfois par les miliciens.

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 76-77.

¹⁷³ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 325-327.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 329.

exactions dans toute la Catalogne¹⁷⁵. Presque chaque journaliste essaie de faire aussi le bilan de victimes, et Jean Rochard, dans l'article cité précédemment, ne constitue pas une exception en affirmant qu'à Barcelone, « du premier au vingt septembre, huit cents personnes environ ont été de la sorte "neutralisés", selon la formule admise¹⁷⁶ ». En tout cas, le gouvernement de la Generalitat fait pression pour finir avec les désordres, qui, outre leur caractère atroce, donnaient aussi une très mauvaise image à l'étranger et étaient exploités par la presse de droite. La Generalitat collabore par exemple avec les consulats étrangers pour l'évacuation de personnes menacées¹⁷⁷.

Le récit des frères Tharaud est particulièrement intéressant. Jérôme Tharaud (qui est le seul des frères qui voyage en Espagne, même si leurs écrits sur la guerre sont signés par les deux) est allé à Barcelone en août 1936, où il fait un portrait de la situation de la ville et de la violence révolutionnaire. Son voyage se poursuivra postérieurement en Espagne franquiste, donc il est possible de voir ses opinions sur les deux camps en guerre. Les Tharaud signent plusieurs reportages sur l'Espagne pour *Candide* en 1936, et en février 1937 ils publient le livre *Cruelle Espagne*, dont quelques extraits avaient paru déjà dans l'hebdomadaire.

Dans *Cruelle Espagne*, qui commence par le séjour à Barcelone, Jérôme Tharaud fait allusion à la répression menée par les révolutionnaires. Par exemple, il maintient une conversation avec un chauffeur communiste :

-Vous allez voir [...], tout va très bien ici. L'ordre révolutionnaire s'est installé partout. Les usines ont été socialisées, beaucoup de commerces aussi. Dans la campagne, les grands domaines sont tous aux mains des paysans.

-Et les anciens propriétaires ?

-Les uns, qui sentaient venir l'orage, ont réussi à passer la frontière quand c'était encore possible. Les autres (il lâche son volant et fait le geste d'ajuster un fusil), les autres, pas mal, ma foi, ont été zigouillés. Tout se paie, voyez-vous ! Ces gars-là avaient vécu sur le peuple assez longtemps.¹⁷⁸

La révolution est en marche, et elle s'accompagne de l'élimination physique des anciens propriétaires. La répression et la violence provoquent, selon Tharaud, une

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 332.

¹⁷⁶ Jean Rochard, « Barcelone sous la terreur », *Gringoire*, 25 septembre 1936. La chiffre de Rochard est probablement gonflée, mais ce n'est pas le calcul de victimes le plus délirant qu'on peut trouver dans les hebdomadaires de droite.

¹⁷⁷ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 333-335.

¹⁷⁸ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 10-11.

ambiance d'inquiétude qui affecte la plupart de la population sauf les miliciens, les vrais détenteurs du pouvoir :

Cette multitude mouvante et compacte d'où monte une âcre odeur de sueur et de parfums bon marché, a l'air triste, misérable, inquiet. Où sont les élégants et les élégantes d'autrefois ? On aime mieux n'y pas penser... Tout le monde en manches de chemise, sans cravate et nu-tête. Dans cette masse humaine, où toutes les catégories sociales ne cherchent plus qu'à se confondre sous l'influence de la peur, seuls les jeunes gens en salopette, le calot sur la tête, le fusil à la bretelle, miliciens qui reviennent du front ou qui se disposent à s'y rendre (ou tout simplement des gaillards qui ont trouvé commode de se déguiser de la sorte pour rester tranquillement à l'arrière), semblent goûter le plaisir de vivre¹⁷⁹.

Tharaud donne donc une image de Barcelone monotone, oppressante, très loin de l'enthousiasme révolutionnaire transmis par la gauche. Le reporter décrit l'abandon général de la tenue vestimentaire formelle, ce qui a été une réalité à Madrid et Barcelone pendant les premiers moments de la guerre¹⁸⁰. Les « élégants et les élégantes » sont donc disparus, mais Tharaud laisse voir que non seulement à cause de la nouvelle mode, sinon par la violence qui a été exercée contre les bourgeois. Dans cette ambiance de terreur et suspicion, tout prétexte peut conduire à une exécution sommaire, et tout le monde craint « la visite inopinée, qui peut vous réveiller dans la nuit, pour peu que vous ayez chez vous de l'argent, une arme, une image de piété, même si cette image n'est à vos yeux qu'un bibelot¹⁸¹ ». Les conséquences de cette terreur aveugle peuvent se voir dans un bateau de rapatriement en France, dans lequel Jérôme Tharaud retourne en France. Dans le bateau, « il y a là de petits bourgeois, employés ou commerçants, dont l'allure est si effacée et le visage si pareil à celui de tout le monde qu'on se demande avec étonnement ce qui a pu attirer sur leur tête l'orage qui les contraint à fuir¹⁸² ». Selon Tharaud, la violence à Barcelone frappe de manière indiscriminée, et non seulement aux adversaires politiques et les citoyens de droite.

Le cas de Madrid est représentatif, mais d'une manière différente, puisque la totalité des reporters présents dans la ville étaient neutres ou, plus fréquemment, favorables à la République¹⁸³. La violence révolutionnaire est très importante dans la

¹⁷⁹ *Ibid*, p. 16. Comme le signale Pierre-Frédéric Charpentier (in *op. cit.*, p. 144), Tharaud trouve la masse enthousiaste en zone rebelle, concrètement à Badajoz, malgré la brutale répression qui venait de subir la ville. Voir Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 153-158.

¹⁸⁰ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 233

¹⁸¹ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 73.

¹⁸² *Ibid.*, p. 107. Le bateau est appelé par Tharaud « le radeau de la Méduse ».

¹⁸³ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 92.

capitale, où, comme dans la plupart des cas, elle est plus intense pendant les premiers mois de guerre. Les partis et syndicats de gauche établissent des *checas*, comités de justice pour éliminer les considérés fascistes, ce qui provoque que beaucoup de personnes soient victimes d'une justice arbitraire. Cette violence, qui répond dans des certains cas au désir de détruire le monde ancien (particulièrement du côté anarchiste), est exercée aussi en réponse aux bombardements aériens de l'aviation franquiste et aux récits de la répression dans les zones gagnées par les rebelles¹⁸⁴.

Normalement, La plupart de l'information directe sur la capitale traite surtout sur la campagne militaire, particulièrement en novembre 1936, quand la prise de la ville par l'armée franquiste semble proche, moment où il y a une prolifération de reportages sur le sujet¹⁸⁵. Cependant, pour les journalistes de droite il est impossible de connaître de première main ce qu'il se passe dans la ville. Une des sources employées sont les récits de victimes de la violence républicaine qui ont réussi à échapper de la ville. Ainsi, le 20 août on trouve un exemple dans *Candide* : le témoignage d'A. de Grijalba, un prétendu survivant de la persécution à Madrid, duquel on ne donne pas aucune information biographique. L'article suit tous les lieux communs de la dénonciation de la terreur rouge dans la presse de droite, avec une description détaillée des atrocités et tortures. Grijalba décrit donc son séjour en « enfer » :

« Je suis un évadé ! L'évadé d'un enfer qui dépasse en horreur tout ce que Dante n'imagina jamais, l'enfer marxiste, l'enfer rouge...¹⁸⁶ »

Le témoin raconte comment il s'est caché pendant quatre jours sous l'escalier d'un bâtiment, pour fuir de la violence des miliciens, qui, d'après lui, tuaient et torturaient avec « raffinements dans le supplice des victimes » et une « joie sadique¹⁸⁷ ». Il mentionne aussi comment, parmi d'autres exactions brutales, les miliciens organisaient « de véritables corridas avec leurs prisonniers¹⁸⁸ », une accusation qui ne sera pas rare dans les récits sur la « terreur rouge ».

¹⁸⁴ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 373-378.

¹⁸⁵ Quelques exemples : Marcel Dutrey, « Devant Madrid », *Gringoire*, 27 novembre 1937, et « De Soria, ville de l'arrière aux tranchées de la Casa de Campo », *Gringoire*, 11 décembre 1936 ; ou Jérôme et Jean Tharaud, « Le siège de Madrid », *Candide*, 3 décembre 1936.

¹⁸⁶ A. de Grijalba, « Je suis un évadé. Échappé de l'enfer madrilène », *Candide*, 20 août 1936. Dans l'article il y a un aspect curieux. Apparemment, le texte, rédigé en première personne, a été écrit par un homme espagnol évadé de Madrid, mais il y a un erreur grammatical dans la seule phrase en espagnol du texte. Grijalba décrit comme un milicien anarchiste criait « *Viva dinamita !* (sic) », quand en espagnol, de la même manière qu'en français, les substantifs sont précédés d'un article.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ *Ibid.*

L'inexactitude de l'information n'empêche pas les journalistes de droite de faire des bilans de victimes absolument disproportionnés, qui augmentent au cours de la guerre. Ainsi, un article non signé de *Je suis partout* affirme en août 1936 que, à Madrid, « [l]es exécutions se succèdent à la cadence d'une cinquantaine par jour¹⁸⁹ » ; chiffre doublé un mois plus tard par le même journal, qui signale que « [l]es anarchistes de la F.A.I. “descendent” leur centaine de bourgeois par jour », ce qui est « [...] la moyenne réglementaire qu'ils se sont fixée¹⁹⁰ » ; et encore multiplié par Marcel Dutrey, qui reprend l'information d'un témoin pour affirmer qu' « [à] la Casa del Campo, on fusille à la cadence de 1.500 personnes par jour¹⁹¹ ». Les bilans totaux ne sont pas moins délirants. Ainsi, Pierre-Antoine Cousteau rapporte les mots d'un témoin qui affirme ignorer « à combien de morts se chiffre le bilan des bombardements de Madrid, plusieurs centaines, plusieurs milliers peut-être, mais tout le monde sait qu'en quelques semaines, au début de la révolution, plus de trente mille personnes qualifiées “de droite” ont été froidement égorgées¹⁹² ». Quelques mois plus tôt, une brève non-signée de *Gringoire* avait attribué à Madrid un douteux honneur, avec un chiffre de morts encore plus exorbité :

Madrid peut s'enorgueillir du record mondial des assassinats. On compte jusqu'à 62000 personnes qui ont été tués sans jugement ou exécutées après un simulacre d'appareil judiciaire¹⁹³.

Le nombre de victimes est encore augmenté par Brasillach et Bardèche, qui considèrent que, « [d]ans l'ensemble de la guerre, il ne semble donc pas exagéré de parler de plus de 100000 victimes à Madrid¹⁹⁴ », chiffre complètement désorbitée. Sans doute, la violence dans la capitale avait été terrible. Par exemple, Paul Preston estime que 8000 personnes, supposées favorables aux rebelles, ont été exécutés à Madrid entre juillet et décembre 1936, avec une estimation de 50000 victimes en zone républicaine tout au long de la guerre¹⁹⁵. Nul besoin de gonfler plus les chiffres.

Le cas de Malaga, appelé par *Gringoire* la « Moscou ibérique¹⁹⁶ », est aussi fréquemment commenté, en prenant à nouveau comme source les récits des témoins.

¹⁸⁹ « Les nationaux ont repris l'offensive », *Je suis partout*, 29 août 1936.

¹⁹⁰ « Là comme ailleurs, les soviets reculent », *Je suis partout*, 19 septembre 1936.

¹⁹¹ Marcel Dutrey, « Avec l'armée nationale du Nord », *Gringoire*, 4 septembre 1936.

¹⁹² P.-A. Cousteau, « Je reviens de Madrid », *Candide*, 25 novembre 1937.

¹⁹³ « Répétez-le. La terreur rouge en Espagne », *Gringoire*, 2 avril 1937.

¹⁹⁴ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 177.

¹⁹⁵ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 401.

¹⁹⁶ « Répétez-le. Malaga sous la dictature communiste », *Gringoire*, 22 janvier 1937.

Charles Kunstler rapporte dans *Je suis partout* le témoignage d'une couple de Français qui avait échappé de la ville:

Depuis le 18 juillet [...], la vie est intenable à Malaga, non seulement pour les indigènes, mais même pour les étrangers. Tout homme portant, ou *qui avait porté* un veston, un faux-col, une cravate et un chapeau était considéré comme suspect. Chaque jour, on dressait des listes noires. Ceux dont les noms figuraient sur ces listes étaient condamnés à mort sans jugement et fusillés... Fusillés sans pitié par une pègre dont les meneurs étaient sortis depuis peu de prison. Chaque jour, ce n'étaient qu'assassinats, vols, incendies...¹⁹⁷

Ces informations s'accompagnent, à nouveau, de bilans de victimes absolument délirants. Ainsi, une brève de *Gringoire* affirme le 12 février 1937 que « [I]es massacres de Malaga atteignent le chiffre de 13000 personnes¹⁹⁸ », pour augmenter le chiffre la semaine suivante : « On estime maintenant à trente mille le nombre des victimes, et Malaga est une ville de moins de 200.000 habitants !¹⁹⁹ » Malgré les exagérations, Malaga avait été une ville particulièrement frappé par la violence révolutionnaire. Après l'échec du soulèvement militaire, Malaga est gouverné par un Comité de majorité anarchiste, incapable de contrôler les exactions des patrouilles populaires, qui ont agi de manière brutale, surtout contre le clergé, les propriétaires, les militaires et les cadres. Barrassar affirme qu'il y a eu 1100 morts dans la ville et 2700 dans l'ensemble de la province²⁰⁰, chiffres impressionnantes, mais très loin de ceux donnés par *Gringoire*. Il est à noter aussi que la prise de la ville par les troupes de Queipo de Llano en février 1937 est suivie d'une répression brutale. Les réfugiés qui tentaient d'échapper de la ville ont été bombardés par l'aviation, qui a provoqué des centaines de morts, et, dans la ville il y a eu 1500 assassinés et autour de 5000 détenus²⁰¹. Aucun des hebdomadaires de droite ne souffle mot sur ces faits.

En 1939, quand la victoire franquiste est déjà proche, la violence républicaine continue à être dénoncée par les journalistes de droite. Par rapport au cas de Barcelone, par exemple, les reportages sur place avaient disparu après les premières semaines de guerre. Les récits des atrocités de cette ville ont dorénavant des sources indirectes. Cependant, après la prise de la ville par les franquistes, le 26 janvier 1939, les reporters français de droite peuvent visiter vraiment Barcelone. En 1939, il n'y a pas déjà des

¹⁹⁷ Charles Kunstler, « Les atrocités rouges de Malaga », *Je suis partout*, 17 octobre 1936.

¹⁹⁸ « La prise de Malaga ou le cauchemar dissipé », *Gringoire*, 12 février 1937.

¹⁹⁹ « Répétez-le. Ce que fut la domination marxiste à Malaga », *Gringoire*, 19 février 1937.

²⁰⁰ Bartolomé Barrassar, *op. cit.*, p. 112.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 133.

mentions à la révolution anarchiste comme en 1936, puisqu'après les journées de mai 1937 les communistes étaient la force dominante. L'objectif des reporters est, évidemment, de décrire l'horreur qui avait régné dans la ville depuis 1936 et la récupération immédiate de l'ordre grâce à l'arrivée de Franco. Les deux exemples les plus choquants sont publiés dans *Gringoire*, « Dans Barcelone délivrée », de Ferri Pisani et « Quand Barcelone était russe », d'un collaborateur spécial, le politicien fasciste belge Léon Degrelle²⁰². Les deux insistent sur la famine et la faute de ravitaillement dans la ville, mais Degrelle, dont le reportage adopte un ton hallucinant, accuse directement aux Russes d'un sinistre complot pour tuer de faim toute la population :

Une heure avant la fuite, ils rendirent inutilisables les conduites d'eau. Puis ce fut le crime final : *ils firent sauter* -sans en excepter une seule -*les trois cent cinquante boulangeries de Barcelone* !²⁰³

Les deux mentionnent aussi la violence anticléricale ou la fuite des réfugiés, qui, d'après eux, sont seulement des assassins qui échappent de la justice ou des civils obligés par les miliciens à les accompagner dans sa déroute, mais l'aspect le plus choquant est le récit des chambres de torture des *checas* de Barcelone. Ferri Pisani décrit, par exemple, « une douzaine de cellules de ciment si basses de plafond que le prisonnier ne pouvait s'y tenir debout ; il ne pouvait davantage s'y coucher, car le sol était hérissé de briques tranchantes²⁰⁴ ». La plus surprenante est la « torture par hallucination », où :

[L]e prisonnier était enfermé dans une cellule éclairée par une tabatière dont la lumière tombait sur des murs couverts de dessins bizarres. Raies, circonférences, ellipses, dont les lignes à la longue faisaient par faire chanceler la raison des victimes²⁰⁵.

Degrelle rapporte un récit pareil :

Ici, les cellules, avec lits bétonnés en pente, et briques dans le parquet, avaient été agrémentées de dessins jaunes, noirs, rouges, de carrés, de disques, d'ellipses, destinés à faire perdre la raison au prisonnier recru de fatigue, absolument nu, mourant de faim, qui voyait sans cesse un phare éclairer ces signes hallucinants²⁰⁶.

²⁰² Léon Degrelle, politicien belge, avait été le fondateur dans les années trente du mouvement rexiste, d'extrême droite, auquel *Je suis partout* avait prêté beaucoup d'attention. Robert Brasillach lui dédie même un essai, *Léon Degrelle et l'avenir de Rex*, Paris, Plon, 1936.

²⁰³ Léon Degrelle, « Quand Barcelone était russe », *Gringoire*, 23 février 1939.

²⁰⁴ Ferri Pisani, « Dans Barcelone délivrée », *Gringoire*, 9 février 1939.

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ Léon Degrelle, « Quand Barcelone était russe », *Gringoire*, 23 février 1939.

Le texte de Degrelle est accompagné d'une illustration de cette cellule de torture. Ces témoignages ne sont pas une exception, puisqu'après la prise de Barcelone il y a une notable diffusion de récits et d'images des méthodes de torture des Républicains, ce qui est une manière de montrer les atrocités des vaincus et de justifier la répression des vainqueurs. En réalité, à Barcelone il y avait des cellules d'emprisonnement appartenant au SIM (*Servicio de Información Militar*, Service du renseignement militaire) pensées pour réaliser des tortures comme celles décrites par les journalistes cités²⁰⁷. Le scoop avait été donné par Léo Gerville-Réache dans *Le Matin* le 4 février²⁰⁸. Dans le récit de la guerre d'Espagne réalisé par l'extrême droite française, Barcelone est une ville plongée dans la terreur entre 1936 et 1939, premièrement à cause des anarchistes et plus tard, des communistes. Pour eux, seulement l'arrivée des troupes franquistes délivre la ville de la violence.

Concernant le cas de Madrid, il y a plusieurs cas de violence républicaine qui restent peu connus pendant la guerre. C'est le cas, par exemple, de la massacre de la prison Modelo, dont on ne trouve aucune mention dans les hebdomadaires de droite jusqu'à février 1939, quand Charles Lesca dénonce les faits dans *Je suis partout* :

Lorsque éclata la guerre civile, de nombreuses personnalités politiques de droite étaient enfermées à la prison modèle de Madrid. Pendant quelques jours, elles ne furent pas molestées. La garde régulière n'était pas composée d'assassins. Mais bientôt la populace envahit la prison, sans que d'ailleurs les gardiens aient rien fait pour s'y opposer. Alors commença le massacre, dont nous ne referons pas le récit, mais qui égale en horreurs nos massacres de septembre²⁰⁹.

Dans la prison Modelo de Madrid se trouvaient beaucoup de prisonniers politiques de droite au début de la guerre civile. En août, plusieurs journaux madrilènes de gauche lancent une campagne pour dénoncer le ralliement de plusieurs prisonniers et quelques gardes de la prison au camp rebelle. Les événements restent obscurs. Le 22 août se produit un incendie dans la prison et plusieurs miliciens prennent le bâtiment. Il y a plus de trente

²⁰⁷ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 583 ; Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 620. Le SIM était un service de police et renseignement politique qui avait été créé par Indalecio Prieto, ministre de la Défense nationale en août 1937, et qui était dominé par les communistes.

²⁰⁸ Pierre Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 489-490. La création de cette chambre de torture est attribuée à l'artiste Alphonse de Laurencic, exécuté par les autorités franquistes en juillet 1939. Charpentier dédie quelques pages à ce cas exceptionnel (in *op. cit.*, p. 487-493).

²⁰⁹ Charles Lesca, « La terreur rouge », *Je suis partout*, 12 février 1939. Il est à noter qu'en octobre 1936, Jean Rochard affirmait dans *Gringoire* : « Et ce n'est pas que par un faible et pâle écho que nous parvenons des fragments isolés de l'atroce tragédie qui se déroule dans le silence des prisons madrilènes » (Jean Rochard, « Madrid sous la botte du Frente popular », *Gringoire*, 23 octobre 1936).

morts, dont plusieurs politiques de droite (comme Melquíades Álvarez, républicain de droite; Julio Ruiz de Alda, un des fondateurs de la Phalange; ou Fernando Primo de Rivera, frère de José Antonio), qui sont exécutés dans la prison. Les autorités républicaines essaient toutefois d'éviter la massacre, et la même nuit des événements ils décident l'instauration de tribunaux populaires pour finir avec la justice spontanée, même si son efficacité sera limitée, surtout pendant les premières semaines²¹⁰. Ces événements, qui auraient probablement scandalisé *Gringoire*, *Candide* et *Je suis partout* en 1936 n'arrivent aux pages des hebdomadaires jusqu'à 1939, ce qu'indique la difficulté qui ont les journalistes de droite d'obtenir d'information fiable de ce qu'il se passe en zone républicaine. De la même manière, les exécutions de prisonniers des prisons madrilènes à Paracuellos del Jarama, Torrejón de Ardoz, et d'autres villages proches à la capitale en novembre et décembre 1936, et qui provoquent, selon Paul Preston, entre 2200 et 2500 morts²¹¹, restent assez inconnues à l'époque parce que la presse n'informe pas sur les événements²¹², ce qui explique l'absence de mentions à ce sujet par les journalistes et reporters français de droite. Dans ce cas, ce silence ne se produit pas par intérêt.

Dans les textes sur la violence révolutionnaire, pendant toute la guerre, les journalistes français d'extrême droite insistent sur la brutalité extrême des anarchistes et communistes (ou des « rouges » tout court). À Barcelone, selon Jean Rochard, cela arrive jusqu'au point que les anarchistes ne vont pas jamais permettre la délivrance de la ville, sinon qu'ils « la pulvériseront à coups de dynamite », et que déjà « les quartiers de la ville sont aux trois quarts minés²¹³ ». Les frères Tharaud se font l'écho de la même théorie : « À Barcelone, ce n'est un secret pour personne que toutes les conduites d'eau, de gaz, d'électricité sont minées, et qu'en cas de défaite sur le front de Saragosse, les anarchistes n'hésiteraient pas à faire sauter la ville²¹⁴ ». Et encore la même menace pèserait sur Madrid, où selon René Richard, les anarchistes avaient promis de « faire sauter tous les monuments à la dynamite et massacrer 10000 otages²¹⁵ », en cas de victoire des soulevés. Nous pouvons voir comment depuis très tôt l'image du révolutionnaire (particulièrement l'anarchiste) destructeur et incendiaire est déjà très présente. Et il y a des exemples

²¹⁰ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 402-408.

²¹¹ *Ibid.*, p. 510.

²¹² *Ibid.*, p. 519.

²¹³ Jean Rochard, « Barcelone sous la terreur », *Gringoire*, 25 septembre 1936.

²¹⁴ Jean et Jérôme Tharaud, *op. cit.*, p. 100-101.

²¹⁵ René Richard, « La manœuvre de Moscou pour sauver le communisme en Espagne », *Je suis partout*, 17 octobre 1936.

postérieurs. En 1939, dans l' *Histoire de la guerre d'Espagne*, Brasillach et Bardèche mentionnent que les anarchistes ont presque brûlé Saint-Sébastien :

On remarque dans les rues des groupes d'anarchistes remplissant des tonneaux d'essence afin de préparer l'incendie. Aussitôt la foule s'amasse :
-Non ! non ! pas d'incendie²¹⁶.

L'incendie d'Irun par une partie de l'armée républicaine en fuite est aussi déjà dénoncé par la presse²¹⁷, et l'extrême droite française utilisera les mêmes arguments pour accuser au camp républicain de la destruction de Guernica avec un incendie, en suivant la version officielle franquiste des événements, comme nous verrons ultérieurement. La dénonciation de la brutalité des révolutionnaires arrive parfois jusqu'à l'absurde, comme le montre cet extrait d'un reportage de Marcel Dutrey, dans *Gringoire* :

Cependant, pour les tueurs, un jour sans mort est un jour creux. Or, un soir, comme le comité allait se coucher, quelqu'un s'avisa qu'on n'avait exécuté personne depuis plus de vingt-quatre heures. Alors le comité fit fusiller en hâte un de ses propres miliciens²¹⁸.

Pour les auteurs français d'extrême droite, la guerre civile est une succession d'atrocités, mais seulement du côté républicain, et il est très difficile de trouver des témoignages plus équilibrés. Exceptionnelles sont, par exemple, les déclarations d'un commandant carliste sur la guerre au Pays Basque à Franz Toussaint, reporter de *Candide*, en septembre 1936 :

Je crois pouvoir vous affirmer que les violences inséparables de la guerre civile n'ont pas atteint, chez nous, le même degré d'horreur que dans certaines régions de notre malheureux pays. À ce propos, d'ailleurs, sans que je veuille excuser les atrocités commises par nos adversaires, permettez-moi de vous faire remarquer, et de vous prier de dire, que vos journaux, même favorables à notre cause nationale, ont attribué à nos antagonistes bien de monstruosité qui n'ont pas été commises en réalité²¹⁹.

Parmi les violences commises à l'arrière en zone républicaine, la violence anticléricale scandalise particulièrement les intellectuels français de droite, qui l'abordent à plusieurs reprises dans leurs écrits sur la guerre espagnole. D'après eux, il s'agit d'une

²¹⁶ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 132.

²¹⁷ Le 12 septembre 1936, *Je suis partout* publie un reportage de Marcel Chaminade intitulé « Dans les décombres fumantes d'Irun ». Georges Suarez affirme à ce propos que « [l]es incendiaires d'Irun ont appris leur métier dans les laboratoires moscovites » (Georges Suarez, « Arriba España ! », *Gringoire*, 16 octobre 1936). À différence de Guernica, quelques quartiers d'Irun avaient été vraiment incendiés par une partie des soldats républicains (Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 600).

²¹⁸ Marcel Dutrey, « Puigerga-l'abattoir », *Gringoire*, 25 septembre 1936. L'article continue avec une nouvelle liste de personnes assassinées par les révolutionnaires.

²¹⁹ Franz Toussaint, « Une journée chez les carlistes », *Candide*, 24 septembre 1936.

nouvelle démonstration de la barbarie révolutionnaire et d'un élément fondamental pour la justification religieuse de la guerre du côté franquiste.

La question de la violence anticléricale

Le clergé constitue une des cibles principales de la violence révolutionnaire en zone républicaine. Cette violence n'est pas uniforme, puisqu'elle se concentre pendant les premiers mois de la guerre et elle n'a pas la même intensité dans toutes les régions. En tout cas, la violence anticléricale a une énorme répercussion intérieure et extérieure. À l'intérieur, elle est vivement dénoncée par le camp franquiste, et elle sert de fondement à la justification religieuse du conflit. À l'extérieur, les récits de la violence anticléricale nuisent de manière importante l'image de la République espagnole. Quant aux journalistes français d'extrême droite, ils dénoncent de manière répétée les tueries de religieux.

Quelques auteurs essaient de trouver les origines de cette violence. Ainsi, comme il est habituel dans la représentation de la guerre espagnole en France, Paul Guitard, collaborateur de *Je suis partout*, trouve un élément éternel, immémorial, dans les attaques contre les curés en Espagne :

Pour ce qui est du massacre des prêtres, il faut sans doute remonter à l'Inquisition pour en déceler les origines profondes. On disait autrefois, on dit aujourd'hui : *matanza de curas* : tuerie de curés²²⁰.

Jean Rochard, de son côté, explique dans les pages de *Gringoire* que cette lutte contre la religion est un des intérêts essentiels des « antifascistes » :

La lutte contre la religion est devenue la préoccupation constante des antifascistes. Leur presse n'imprime-t-elle pas que, pour que l'Espagne soit régénérée, la révolution morale et spirituelle doit être aussi violente, aussi destructive que la révolution politique et sociale ?²²¹

Ici il y a une généralisation. La République espagnole, quand elle avait été gouvernée par la gauche, avait adopté des politiques pour limiter l'influence de l'Église dans la société. Une partie de la droite, à partir de 1931, ne distingue pas entre la politique laïque du gouvernement républicain et l'iconoclasme farouche de l'anarchisme espagnol²²². Dans son article, Rochard fait une généralisation similaire. En fait, la

²²⁰ Paul Guitard, « Les massacres de Barcelone », *Je suis partout*, 1 août 1936.

²²¹ Jean Rochard, « Valence qui attend la débâcle », *Gringoire*, 9 octobre 1936.

²²² Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 42.

destruction de la religion, l'assassinat de prêtres et l'incendie des églises était perçu par les anarchistes comme une nécessaire purification pour construire le nouveau monde, et l'anticléricisme était ouvertement exprimé par la CNT, mais aussi par les trotskystes du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste)²²³. Ce type d'anticléricisme révolutionnaire n'est pas nouveau, et d'après Pierre Vilar il fait partie de l'imaginaire de la révolution²²⁴. Cette « lutte contre la religion » à laquelle se réfère Jean Rochard était donc menée seulement par quelques des tendances politiques qui participaient dans la guerre du côté républicain. En tout cas, pendant les premiers mois de la guerre il y a des pillages et des incendies de bâtiments religieux dans toute le territoire républicain, mais notamment en Andalousie, Aragon, Madrid et Catalogne²²⁵. Jérôme Tharaud témoigne de la fureur anticléricale à Barcelone pendant les premières semaines de la guerre :

À l'exception de la cathédrale qui fut protégée par la police, tous les convents et églises de la ville furent ruinés et incendiés, et brûlés ou pillés les œuvres d'art qui s'y trouvaient. [...] Des religieuses furent déterrées et sadiquement exposées au regard de la foule. Dans un convent de Franciscains où quelques officiers avaient cherché refuge, tous les religieux furent massacrés²²⁶.

Ces images de destruction anticléricale nuisent profondément l'image de la République. Tharaud fait mention des destructions de bâtiments religieux, mais aussi des déterrements de religieuses, dont les corps sont exposés au public, un événement sinistre qui produit une repulse généralisée à l'extérieur²²⁷, et qui fera que plusieurs intellectuels français de droite se réfèrent occasionnellement aux républicains espagnols comme les « déterreurs de carmélites ». Plusieurs mois après, dans *Je suis partout*, le correspondant en Espagne du journal, André Nicolas (1904-1975), témoigne de la destruction d'églises au Levant : « Pas une église parmi celles que nous visitons dans la région récemment reconquise n'a été épargnée d'une mise à sac intégrale : tous les autels ont été brûlés, toutes les statues détruites et mutilées, tandis que les plus belles tombes ont été ouvertes, dans l'espoir d'y trouver des richesses²²⁸ ». Ce type de témoignages sont très fréquents à droite.

²²³ *Ibid.*, p. 321.

²²⁴ Pierre Vilar, *op. cit.*, p. 28.

²²⁵ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 212. Selon Thomas, pratiquement toutes les églises de Barcelone, sauf la cathédrale, protégée par la Generalitat, sont incendiées pendant les premiers jours de la guerre.

²²⁶ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 44.

²²⁷ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 420.

²²⁸ André Nicolas, « Avec les armées victorieuses du Levant », *Je suis partout*, 24 juin 1938.

Dans le cas de la violence anticléricale, les journalistes français d'extrême droite partent à nouveau d'une situation bien réelle, mais qui est exagérée et présentée d'une manière très sensationnaliste. Dans les articles des hebdomadaires de droite, on trouve des innombrables exemples d'assassinats sadiques de religieux. Il est vrai que certains religieux ont connu une mort violente après avoir subi de la torture²²⁹, mais il y a, à nouveau, une obsession chez les journalistes de droite pour les cas les plus truculents. Ainsi René Richard évoque les « moines décapités dans la rue et faisant encore quelques pas avant de tomber pour toujours²³⁰ », à Barcelone ; André Nicolas raconte comme un prêtre est tué comme un taureau dans une corrida à Oropesa²³¹ ; et Marcel Dutrey décrit la mort de plusieurs religieuses à Barcelone, brûlées vifs²³². Et ce ne sont que quelques exemples.

En réalité, il est indéniable que la violence contre les religieux en zone républicaine, notamment pendant les premiers mois, a été affreuse. Les chiffres les plus acceptés sont de plus de 6800 religieux assassinés en zone républicaine (de 115000 qui avait en 1936)²³³, déjà terribles, mais qui ne manquent pas d'être exagérés par la propagande franquiste et par les journalistes et écrivains français d'extrême droite. Ainsi, en juin 1937, *Je suis partout* publie un article anonyme, supposément rédigé par un député aux Cortes espagnoles, qui affirme :

D'après les données officielles que l'on possède, du 19 juillet au début de février, dans les zones occupées par les Rouges ont été sacrifiés 16.750 prêtres et 11 évêques. [...] Peu de persécutions dans l'histoire de l'Église présentent un nombre si élevé de martyrs sacrifiés en si peu de jours²³⁴.

La chiffre de plus de seize mille prêtres assassinés jusqu'à février 1937 est généralement accepté à l'époque par les auteurs profranquistes. Ainsi, le poète catholique Paul Claudel l'emploie dans son poème *Aux Martyrs espagnols*²³⁵, publié en juin 1937, et encore l'écrivain François Mauriac, qui devient progressivement très critique envers

²²⁹ Hugh Thomas rapporte plusieurs exemples (in *op. cit.*, p. 213-214)

²³⁰ René Richard, « Franco joue et gagne », *Je suis partout*, 15 août 1936. Cet extrait s'inscrit dans un article particulièrement sensationnaliste à propos des violences républicaines.

²³¹ André Nicolas, « André Nicolas décrit ce qu'il a vu au front et à l'arrière depuis Saint-Sébastien jusque devant Tolède », *Je suis partout*, 26 septembre 1936. Cette nouvelle suit les témoignages des religieux d'Oropesa et Talavera de la Reina. « Il ne reste plus guère de prêtres » dit Nicolas.

²³² Marcel Dutrey, « Frontière espagnole », *Gringoire*, 28 août 1936

²³³ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 338, Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 213.

²³⁴ « La persécution religieuse racontée par un députée aux Cortès », *Je suis partout*, 12 juin 1937. L'article n'est pas rédigé par aucun des collaborateurs habituels de l'hebdomadaire, mais sa seule publication indique l'opinion du journal à ce propos.

²³⁵ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 445.

Franco l'accepte en février 1937²³⁶. Brasillach et Bardèche, à nouveau, augmentent encore plus les chiffres, en estimant entre 15000 et 17000 victimes religieuses, et uniquement pendant le premier mois de guerre²³⁷. « Depuis les invasions arabes, jamais on n'avait vu en Espagne une telle hécatombe de saintes et de saints²³⁸ », affirment les frères Tharaud.

La réponse à cette violence anticléricale, vivement dénoncée, sera un des arguments fondamentaux pour justifier la guerre civile du côté franquiste, comme nous le verrons plus en avance, en présentant la cause comme une « Croisade » ou une « nouvelle *Reconquista* », et en décrivant Franco comme un défenseur de la religion et la civilisation catholique.

Une réponse au ralliement massif d'intellectuels en faveur de la République : la dénonciation de la violence contre les intellectuels de droite en zone républicaine.

Un des autres collectifs frappés par la violence révolutionnaire, d'après les journalistes français d'extrême droite, est celui des intellectuels. Il n'est pas si fréquent de trouver ce type d'exemples dans les hebdomadaires de droite, mais il y a quelques cas qu'indiquent une intention de montrer le camp républicain comme celui de la « barbarie » face à la « civilisation » et de faire le contrepoids au ralliement massif d'intellectuels internationaux en faveur de la République. Par exemple, Marcel Chaminade (1887-1971), dans un article publié dans *Candide* en octobre 1936, « Le charnier. Les atrocités rouges en Espagne », qui est un long recueil d'atrocités commises en zone républicaine et un des exemples du sensationnalisme le plus cru parus dans les hebdomadaires de droite, inclut une photo d'un homme avec une jambe mutilée avec la légende suivante: « Comment ils traitent les intellectuels : Don Francesco (sic) Elias de Tera, avocat (jambe arrachée à la dynamite en prison)²³⁹ ». L'usage du terme « intellectuel » n'est évidemment pas banal.

²³⁶ François Mauriac, « Cruelle Espagne », *Gringoire*, 26 février 1937. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 348.

²³⁷ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 190.

²³⁸ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 45.

²³⁹ Marcel Chaminade, « Le charnier. Les atrocités rouges en Espagne », *Candide*, 29 octobre 1936. Ici, « intellectuel » est compris dans un sens très large. Chaminade parle des personnes très qualifiées ou avec des études supérieures en général. En outre, même si le journaliste utilise théoriquement comme sources pour son article des documents proportionnés par les autorités rebelles, le texte est plein d'erreurs de graphie des noms espagnols de personnes.

Et, dans *Je suis partout*, le docteur Paul Guerin lamente le sort des médecins en Espagne républicaine, à cause d'un particulier acharnement des révolutions contre les savants :

Les gens de 93 n'avaient pas besoin de savants et guillotinaient Lavoisier ; la révolution moderne n'a sans doute pas besoin de médecins : ces intellectuels l'inquiètent, ces civilisés le gênent. Dans toute l'Espagne rouge, le médecin fut un des premiers otages, un des premiers fusillés, avec le pharmacien et le dentiste²⁴⁰.

Mais l'exemple le plus intéressant de ce type de dénonciations est un reportage des frères Tharaud paru dans *Candide* en octobre 1936, « Au pays du sang et de la mort ». Sous l'intertitre « Premier geste culturel du gouvernement anarcho-communiste : le massacre des intellectuels », les Tharaud commentent un article de l'écrivain portugais Antonio Ferro, qui « passait en revue tous les grands intellectuels espagnols qui, suivant les dernières informations, auraient été exécutés ces jours-ci à Madrid²⁴¹ ». Cette liste, reprise de manière acritique par les Tharaud, est extrêmement imprécise. Parmi les treize personnes citées, seulement quatre avaient été vraiment exécutées pendant l'été 1936, et pas toutes à Madrid : « Alfonso de Santa Maria [Alfonso Rodríguez Santamaría], président de l'Association de la presse espagnole ; Melquiades [sic] Álvarez, écrivain et député ; Manuel Bueno, grand polémiste [...] et Alonso Salazar [probablement le politique Rafael Salazar Alonso], et bien d'autres encore dont le nom fuit ma mémoire²⁴² ». En effet, Alfonso Rodríguez Santamaría est tué en août 1936²⁴³ ; le politique Melquíades Álvarez est aussi assassiné en août, dans la prison Modelo de Madrid²⁴⁴ ; Manuel Bueno est fusillé en août 1936, mais à Barcelone²⁴⁵ ; et Rafael Salazar Alonso, ancien ministre de l'Intérieur en 1934, est arrêté en août 1936 à Madrid et exécuté en septembre²⁴⁶. Parmi les autres victimes, les Tharaud citent « Ramiro de Maesta [sic, Ramiro de Maeztu], doctrinaire politique qui n'était pas sans rappeler Maurras²⁴⁷ », collaborateur de la revue *Acción Española*, influée par l'Action Française, qui est en

²⁴⁰ Docteur Paul Guerin, « La grande pitié de la médecine espagnole », *Je suis partout*, 12 décembre 1936. Le chimiste Antoine Lavoisier avait été arrêté et guillotiné à Paris en 1794.

²⁴¹ Jérôme et Jean Tharaud, « Au pays du sang et de la mort », *Candide*, 15 octobre 1936.

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ Asociación de la Prensa de Madrid, « Alfonso Rodríguez Santamaría (Madrid, 1879-1936) », disponible en ligne : <https://www.apmadrid.es/personas/alfonso-rodriguez-santamaria-madrid-1879-1936/> [Consulté le 13 juin 2020].

²⁴⁴ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 405-406.

²⁴⁵ Biblioteca Nacional de España, « Manuel Bueno Bengoechea », disponible en ligne : <http://escritores.bne.es/web/authors/manuel-bueno-bengoechea-pau-1974-barcelona-1936/> [Consulté le 13 juin 2020].

²⁴⁶ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 410-414.

²⁴⁷ Jérôme et Jean Tharaud, « Au pays du sang et de la mort », *Candide*, 15 octobre 1936.

réalité assassiné le 29 octobre 1936²⁴⁸, soit deux semaines après la publication de l'article ; « Antonio Maura », ancien président du Conseil, mort... en 1925²⁴⁹ ; et, plus surprenant encore, « García de Lorca, jeune poète communisant qui attirait sur lui tous les regards de sa génération²⁵⁰ ». En fait, Federico García Lorca, poète reconnu internationalement déjà en 1936, avait été arrêté par des gardes civils et exécuté le 18 août 1936 à Grenade, en zone rebelle²⁵¹. À nouveau, il est indéniable que la violence en zone républicaine est cruelle et qu'elle frappe plusieurs intellectuels de droite, qui sont arrêtés, jugés sans garanties et exécutés, mais aussi assassinés directement. Or, les Tharaud s'étaient extrêmement mal renseignés, comme le montre le fait d'attribuer la mort de Lorca aux anarchistes et communistes de Madrid. C'est pour cela que leurs conclusions sur ce sujet sont particulièrement maladroites :

Je songeais à Miguel de Unamuno, si parfaitement tranquille aujourd'hui à Salamanque, en arrière de la ligne de feu, parmi les nationalistes. Il ne semble pas que ceux-ci aient encore à se reprocher la mort d'aucun écrivain. Le privilège (si l'on peut dire) de massacrer les intellectuels serait-il réservé aux partis révolutionnaires, à quelque pays qu'ils appartiennent ?²⁵²

Or, cette dénonciation de la « terreur rouge » n'est qu'une des plusieurs étapes de délégitimation de l'ennemi suivies par les intellectuels français d'extrême droite dans leurs représentations de la guerre civile espagnole.

²⁴⁸ Biblioteca Nacional de España, « Ramiro de Maeztu (1874-1936) », disponible en ligne: <http://escritores.bne.es/web/authors/ramiro-maeztu-1874-1936/> [Consulté le 13 juin 2020].

²⁴⁹ Probablement il s'agit d'une confusion avec Honorio Maura, qui est tué à Guipuzcoa en septembre 1936. Or, la confusion est assez incompréhensible, parce que, au début de l'article cité, « Au pays du sang et de la mort », les Tharaud affirment avoir parlé avec « Mme Honorio Maura, dont le mari venait d'être tué, il y avait juste vingt et un jours [...] près d'Irun ».

²⁵⁰ Jérôme et Jean Tharaud, « Au pays du sang et de la mort », *Candide*, 15 octobre 1936.

²⁵¹ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 255-256. En fait, même les auteurs d'extrême droite vont reconnaître postérieurement la mort de García Lorca aux mains des rebelles. Ainsi, Brasillach et Bardèche affirment « regretter la mort à Grenade du poète Federico García Lorca, renouvateur de la poésie populaire et artiste merveilleux », en disculpant, toutefois, les autorités franquistes, parce que « cette mort, exécutée sans ordres, fut une faute » (Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 167-168).

²⁵² Jérôme et Jean Tharaud, « Au pays du sang et de la mort », *Candide*, 15 octobre 1936.

Chapitre 3. La délégitimation du camp républicain : de la déshispanisation à la déshumanisation de l'ennemi.

Le soulèvement militaire et la guerre qui l'ensuit, sont donc très vite justifiées par les intellectuels français de droite. Cette guerre est particulièrement sanglante, et les violences ne se limitent au seul champ de bataille. Si la « terreur rouge » est vivement dénoncée par les voix de la droite et l'extrême droite française, que faire avec les fusillades et les exécutions massives décrétées par les « nationaux » ? La violence, parfois indéniable, est donc minimisée et justifiée. La représentation de l'ennemi (dans ce cas, le *Frente popular* espagnol, voire la propre République) par l'extrême droite française est accompagnée d'une série de logiques de délégitimation, déshispanisation et même de déshumanisation qui finit par justifier la guerre d'extermination et la répression exercée par le camp franquiste. Ainsi, les opinions transmises par l'intelligentsia française de droite sont parfois des véritables manifestations de haine.

La déshispanisation de l'ennemi : la République, espagnole ou étrangère ?

La première de ces logiques est de considérer l'ennemi, dans ce cas la République espagnole, comme étranger. La propagande franquiste et les intellectuels français d'extrême droite interprètent le soulèvement militaire comme une réaction purement espagnole contre le communisme du *Frente popular*, qui serait, aux yeux de la droite, complètement contrôlé par Moscou.

Très tôt, Pierre Gaxotte insiste sur ce fait dans *Candide* : « Il y a, d'un côté, les Soviétiques de Barcelone et de Madrid, de l'autre les nationaux de Franco et Mola²⁵³ ». Et René Richard décrit ainsi la raison fondamentale de la perte de moral dans les lignes républicaines :

Ce n'est pas par lâcheté que l'Espagnol refuse de se battre, c'est par « nationalisme ». [...] [Q]u'il soit syndicaliste, anarchiste ou républicain, le milicien espagnol sait maintenant que l'Espagne n'est pas en cause dans cette guerre, mais seulement la Russie²⁵⁴.

André Nicolas partage cette opinion. D'après lui, le gouvernement républicain ne peut pas être considéré espagnol :

²⁵³ Pierre Gaxotte, « Blum, Moch et Cot marchands de canons », *Candide*, 30 juillet 1936.

²⁵⁴ René Richard, « Une semaine décisive en Espagne », *Je suis partout*, 13 février 1937.

Rien de national ne palpète plus au cœur du gouvernement républicain. Prieto comme Caballero ne représentent rien d'espagnol : ce sont des agents de l'étranger²⁵⁵.

Il est aussi notable une caricature publiée en septembre 1936 dans *Je suis partout*, intitulée « Les rats quittent le moulin²⁵⁶ », dans laquelle un énorme Don Quichotte expulse avec sa lance un groupe de personnes d'un moulin. Parmi les personnages, il y a un juif, représenté suivant tous les stéréotypes antisémites, un franc-maçon et plusieurs communistes. C'est un autre exemple de l'identification de la guerre comme une lutte de l'Espagne authentique, représentée, bien sûr, par Don Quichotte, contre les ennemis étrangers du pays.



En réalité, les exemples d'association de l'ennemi à l'étranger sont innombrables. Pour les franquistes, l'ennemi (dans ce cas l'espagnol de gauche) était, selon Francisco Sevillano Calero, un « ennemi absolu », non espagnol, considéré au même niveau que le communisme ou le judaïsme, complètement déshumanisé²⁵⁷. La terminologie employée par les auteurs français de droite pour se référer à lui montrent l'intention de faire de l'ennemi un étranger. Pour se référer au camp de la République espagnole, la presse

²⁵⁵ André Nicolas, « Six semaines de campagne en Espagne », *Je suis partout*, 6 mars 1937.

²⁵⁶ Phil, « Les rats quittent le moulin », *Je suis partout*, 12 septembre 1936.

²⁵⁷ Francisco Sevillano Calero, « La imagen del enemigo en la guerra civil española », *op. cit.*, p. 113-114.

française de centre et de gauche utilisait les termes « gouvernementaux » ou « républicains », et « loyalistes » était fréquent dans la presse anglaise de ces tendances politiques²⁵⁸. Cependant, à droite c'était bien différent. « Rouges », terme extrêmement généralisateur, sera un des plus habituels. Franco lui-même, dans son dernier communiqué de guerre, appelle l'armée républicaine « *Ejército Rojo* » (armée rouge), nom qui s'identifie facilement à l'armée bolchevique. « Marxistes » est un terme aussi fréquemment employé, répété maintes fois dans l' *Histoire de la guerre d'Espagne* de Brasillach et Bardèche. Mais il y en a d'autres. Comme on a vu dans le chapitre dédié à la justification du soulèvement militaire, très rapidement l'armée républicaine a été identifiée aux « soviets » ou l'armée « soviétique ». Cela peut se percevoir aussi dans les caricatures de presse. Nous rapportons ici deux exemples, dessinés par Roger Roy et publiés par *Gringoire*, « Bravo toro !²⁵⁹ » et « Muerta la vaca !²⁶⁰ » :



La guerre est représentée comme une *corrida* de taureaux, où la vraie Espagne défaite le communisme, symbolisé par Staline. Dans le premier exemple, il est attaqué par le taureau, symbole clair de l'Espagne. Dans le deuxième exemple, c'est le *toreador*, avec les traits de Franco et le bonnet de légionnaire, qui le tue. Il est à noter que celle-ci est un des rarissimes exemples de représentation de Franco dans une caricature de presse dans les hebdomadaires de droite, mais aussi que Staline n'est pas représenté comme un

²⁵⁸ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, op. cit., p. 29.

²⁵⁹ Roger Roy, « Bravo toro ! », *Gringoire*, 21 août 1936. Cité par Andrea Fernández-Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, op. cit., p. 237. La caricature est publiée en Une de l'hebdomadaire.

²⁶⁰ Roger Roy, « Muerta la vaca ! », *Gringoire*, 13 novembre 1936. Cité par Andrea Fernández-Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, op. cit., p. 239.

taureau, symbole de l'Espagne, comme nous avons mentionné, sinon comme une vache, pour éviter toute confusion.

Cet essai de déshispanisation de l'ennemi est donc continu, mais il constitue seulement la première étape d'un processus de délégitimation de l'ennemi qui arrive même à la déshumanisation.

Ridiculisaiton, diffamation et insultes : la délégitimation des représentants du camp républicain

-Accusations contre les combattants de gauche

Cette campagne constante de discrédit du camp républicain s'accompagne de plusieurs rumeurs, informations douteuses et accusations intéressées pour montrer les « rouges » comme l'incarnation de tous les vices, défauts et qualités négatives. Si c'est la violence commise par les miliciens qui est l'aspect le plus dénoncé par la presse d'extrême droite, les allusions à la luxure et l'avarice des miliciens, ou aux abus commis par les chefs de partis et de syndicats de gauche contre les travailleurs ne manquent pas.

« L'Andalousie était pourtant bien communiste !²⁶¹ » s'exclame le reporter B. Simionesco quand il visite la région, en voyant « l'ordre le plus parfait, le calme le plus absolu » qui y règne après l'arrivée des franquistes. À nouveau, l'ensemble de la gauche est identifié avec le communisme, même si les communistes avaient obtenu seulement 6 des 63 sièges que le *Frente popular* avait gagnés en Andalousie lors des élections de 1936²⁶². En tout cas, le chauffeur de Simionesco lui explique les raisons du triomphe de la gauche en Andalousie :

C'est bien simple [...]. Tous ces villages que nous traversons ont en effet voté communiste alors que leurs habitants n'étaient pas du tout communistes. Seulement, dans chaque village, il y avait une dizaine de mauvais gars qui faisaient la loi, et comme chez nous le paysan ne sait ni lire ni écrire, il croit tout ce qu'on lui dit. Partout on avait créé des comités, et bien entendu, ces messieurs touchaient les cotisations pour aller toutes les semaines aux toros et boire du manzanilla [...]. [V]ous pouviez voir ces messieurs assis sur des chaises, faire des palabres, pendant que le reste du village peinait dans les champs. Et malheur à celui qui n'obéissait pas au comité !²⁶³

²⁶¹ B. Simionesco, « Itinéraire de Rabat à Paris à travers l'Espagne », *Je suis partout*, 31 octobre 1936.

²⁶² Instituto de Cartografía y Estadística de Andalucía, *Elecciones*, p. 222, disponible en ligne : <http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/historicas/siglo20/pub/Esxxcap05.pdf> [Consulté le 21 juin 2020].

²⁶³ B. Simionesco, « Itinéraire de Rabat à Paris à travers l'Espagne », *Je suis partout*, 31 octobre 1936.

Selon ce récit, les paysans andalous, bons par nature mais innocents, avaient été corrompus par les mensonges des chefs syndicaux, qui profitaient d'eux. C'est une manière de signaler les coupables de l'importance politique de la gauche dans la région : ce n'était pas la faute du peuple, sinon seulement des chefs mentionnés. En tout cas, le problème serait déjà résolu :

-Et maintenant, où sont-ils, ces meneurs ?

-Mais ils sont fusillés, voyons !²⁶⁴

La répression dans ce cas semble bien justifiée pour Simionesco, puisqu'elle frappe seulement ceux qui l'ont méritée. La logique est claire : en premier lieu, l'accusation en signalant quelques coupables ; ensuite, la justification de la répression contre les malfaiteurs. Ce type d'argument sera souvent répété pendant toute la guerre.

La droite emploie d'autres types d'accusations contre les républicains espagnols. Par exemple, les miliciens étaient parfois vus comme des simples mercenaires. Ainsi, Marcel Dutrey parle d'un groupe de prisonniers français, combattants des Brigades Internationales qui « n'avaient que le mot "argent" à la bouche²⁶⁵ ». Mais, aussi, les insinuations que des gens soi-disant de gauche menaient une vie de luxe et de vices étaient habituelles. Ainsi, Brasillach et Bardèche rapportent une anecdote sur le siège d'Oviedo, quand les phalangistes « découvrent, à la maison du journal "L'Avance" [journal socialiste d'Oviedo], de luxueux appartements de socialistes et de fort beaux vestiaires²⁶⁶ ». Et, encore, que les assiégés d'Oviedo sont capables de s'emparer d'« un petit campement rouge, où ils trouvent du champagne d'excellente qualité pour boire à leurs succès²⁶⁷ ». Du même style est une curieuse et invérifiable accusation de Marcel Chaminade contre le village de Boo, aux Asturies :

C'est de toutes les localités d'Espagne celle qui, proportionnellement au nombre de ses habitants, consomme plus de champagne. Inutile de vous dire que Boo est rouge sang.²⁶⁸

Et, en suivant avec les insinuations alcooliques, *Gringoire* publie dans ses brèves l'accusation suivante :

²⁶⁴ *Ibid.*

²⁶⁵ Marcel Dutrey, « Le dernier train de l'Escorial », *Gringoire*, 15 janvier 1937.

²⁶⁶ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 102.

²⁶⁷ *Ibid.*, p. 253.

²⁶⁸ Marcel Chaminade, « Ces messieurs du Frente popular », *Je suis partout*, 17 octobre 1936.

Un grand magasin de liqueurs [à Malaga] avait en dépôt 84.000 litres de cognac. Le 1^{er} janvier 1937 tout le stock avait été bu par les marxistes²⁶⁹.

Ou, par exemple, Marcel Dutrey affirme dans un reportage sur la guerre aux Asturies que dans les tranchées des Républicains on a trouvé des « boîtes de caviar » et « douze flacons d'un produit pharmaceutique destiné à soigner certaines maladies dites honteuses²⁷⁰ », et, dans un article sur la campagne de Santander, que dans les coopératives des rouges on a trouvé du jambon et champagne²⁷¹. Et encore *Gringoire* attaque les mœurs sexuels des miliciens. En février 1937, dans la section « Un document », l'hebdomadaire présente, avec une photographie probatoire, « une nouvelle preuve de leur infamie », qui est un prétendu « bon délivré au camarade Juan Palomégué par les autorités marxistes pour qu'il dispose à sa guise de dix femmes, à son choix, dans Tolède²⁷² ». Ce sont seulement quelques exemples des nombreuses rumeurs et informations intéressées qui visent à discréditer le camp républicain. Il est impossible de savoir si ces insinuations sont véridiques, puisque l'information est invérifiable. En tout cas, l'objectif des journalistes est clair, dénoncer (de manière certainement immorale) l'immoralité de la République espagnole et de leurs combattants.

-La ridiculisation des femmes combattantes

Les miliciennes sont aussi très durement critiquées, avec un regard particulièrement machiste. Généralement, elles sont décrites comme des prostituées qui ont pris les armes : « Madrid n'a pu armer que la lie de ses faubourgs, renforcée des prostituées de la capitale²⁷³ », affirme René Richard. Dans *Je suis partout*, on peut trouver d'autres exemples, comme un article non signé qui postule que les femmes combattantes pour la République « ont surgi directement des lupanars et de l'asphalte²⁷⁴ ». Dans *Gringoire*, Jean Rochard écrit que dans les rues de Valence « [...] d'authentiques miliciennes ne répugnent point à offrir au passant, en échange de quelques pesetas, la fermeté de leur poitrine, la fermeté de leur vertu²⁷⁵ ». Et déjà à la fin de 1937, avec un regard rétrospectif, P.-A. Cousteau écrit : « Les petites prostituées madrilènes [...] qui

²⁶⁹ « Répétez-le », *Gringoire*, 12 mars 1937.

²⁷⁰ Marcel Dutrey, « Aux écoutes de la bataille pour Oviedo », *Gringoire*, 12 mars 1937.

²⁷¹ Marcel Dutrey, « Santander ou le commencement de la fin », *Gringoire*, 10 septembre 1937.

²⁷² « Un document », *Gringoire*, 19 février 1937.

²⁷³ René Richard, « Franco joue et gagne », *Je suis partout*, 15 août 1936.

²⁷⁴ « Là comme ailleurs les soviets reculent », *Je suis partout*, 19 septembre 1936.

²⁷⁵ Jean Rochard, « Valence qui attend la débâcle », *Gringoire*, 9 octobre 1936.

furent miliciennes pendant quelques semaines -mais cela n'a pas duré- continuent infatigablement à arpenter l'asphalte labouré par la mitraille²⁷⁶ ».

Marcel Dutrey apporte aussi plusieurs exemples. Dans un reportage sur la bataille de Madrid, le journaliste parle, apparemment, avec deux miliciennes prisonnières. Dutrey reconnaît les préjugés existants :

-Les miliciennes ? Toutes des prostituées ! me disait-on, chaque fois que j'amenais la conversation sur les Amazones rouges²⁷⁷.

Selon le récit de Dutrey, une des deux miliciennes avait combattu dans la guerre pour être avec son fiancé. D'après le journaliste, ce qui peut sembler le plus étonnant est la fidélité amoureuse de cette combattante : « Peut-être, certains de mes lecteurs refuseront-ils de croire à cette histoire invraisemblable d'une milicienne vivant trois mois de guerre au milieu d'hommes et restant pure [...] ?²⁷⁸ » Pour expliquer que cela est possible, le reporter la compare à « ce monstre à visage de Madone qu'était la Vierge rouge de Moron [...] »²⁷⁹, une jeune femme qui, selon Dutrey, avait dirigé la violence révolutionnaire dans cette ville andalouse. Et, concernant l'autre milicienne, elle était une prostituée qui, fatiguée par l'afflux de clients révolutionnaires (le reportage mentionne l'U.G.T, la C.N.T. et la F.A.I.), s'était engagée « pour échapper à la "maison", pour [se] reposer [...] »²⁸⁰. Dutrey ne reconnaît pas, en somme, aucune valeur ni aucune volonté à ces combattantes, et l'image transmise est encore pire : d'après le journaliste, les miliciennes qui ne sont pas des prostituées peuvent être violentes et cruelles. Et Dutrey encore, dans un reportage sur la guerre au Pays Basque, identifie à nouveau les miliciennes aux prostituées, dans le cadre d'une conversation avec un jeune carliste :

-Les miliciens d'en face ont-ils des miliciennes avec-eux ? demandai-je. Le jeune requeté à qui je posais la question rougit comme un séminariste avant de me répondre :

-Évidemment, mais ce sont des miliciennes qui ne montent jamais aux tranchées...²⁸¹

Finalement, tous ces extraits montrent le même message : le mépris envers les miliciennes et les femmes en armes, qui étaient devenues le symbole de la résistance de la République, outre d'un fort symbole de propagande. Au début de la guerre, les partis

²⁷⁶ P.-A. Cousteau, « Je reviens de Madrid », *Candide*, 25 novembre 1937.

²⁷⁷ Marcel Dutrey, « Devant Madrid », *Gringoire*, 27 novembre 1936.

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ *Ibid.*

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ Marcel Dutrey, « Le chemin de Bilbao », *Gringoire*, 25 juin 1937.

politiques ont appelé les femmes à la mobilisation, notamment dans les centres urbains comme Madrid, Barcelone ou Valence. La figure de la milicienne a été très présente dans les affiches de propagande et les consignes de la guerre, et pendant l'été 1936 le modèle de femme en tenue bleue de travail s'est consolidé comme symbole nouveau de la révolution et de la lutte antifasciste. Il faut dire que cette propagande était destinée aux hommes, et non aux femmes²⁸². En tout cas, plusieurs femmes ont lutté au front (dont, par exemple, Simone Weil), même si très tôt le rôle des miliciennes a été restreint à l'arrière. L'attitude générale envers les miliciennes a aussi rapidement changé, et sa figure a été associée au problème de la prostitution et des maladies vénériennes dans le front, notamment à partir du début de 1937. Selon Mary Nash, les prostituées au front étaient une minorité, et la contagion de maladies à transmission sexuelle se produisait surtout à l'arrière, mais l'identification des miliciennes avec des prostituées a été un argument de ridiculisation des femmes en armes, employé aussi par toutes les tendances de la gauche²⁸³. Le type de commentaires machistes de Richard, Cousteau ou Dutrey qu'on a vu plus haut n'a pas été donc exclusif à l'extrême droite.

Cependant, celle-ci n'était pas la seule démonstration machiste des journalistes français d'extrême droite. Dans les écrits sur la guerre espagnole, ils montrent une haine particulière envers les femmes de gauche. Comme l'indique Pierre-Frédéric Charpentier, quand le jugement envers les femmes est positif, notamment par rapport à l'idéologie politique, la description est aimable, en évoquant souvent l'attrait corporel²⁸⁴. Par exemple, pour le journaliste et romancier René Benjamin (1885-1948), les femmes du « Secours Social » (*Auxilio Social*), sont « adroites, actives, le plus souvent très belles²⁸⁵ ». Mais, dans le cas des femmes de gauche, le jugement est négatif, en critiquant même l'apparence physique²⁸⁶. Les frères Tharaud affirment, sur les miliciennes barcelonaises :

Il y a aussi les miliciennes ! Elles aussi en coutil bleu. Mais sous cet accoutrement, elles n'ont pas la charme de ces belles filles que je voyais autrefois sur la Rambla [...] car la Catalane a la taille généralement un peu courte, et le plus souvent la

²⁸² Mary Nash, *Rojas : las mujeres republicanas en la guerra civil*, p. 62-66, édition en ligne: <http://kcl.edicionesanarquistas.net/lpdf/1255.pdf> [Édition originale: *Defying male civilization : women in the Spanish Civil War*, Denver, Arden Press, 1995].

²⁸³ *Ibid.*, p. 118-123.

²⁸⁴ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 86.

²⁸⁵ René Benjamin, « L'an III de la nouvelle Espagne », *Candide*, 16 novembre 1938.

²⁸⁶ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 86-87.

nature l'avantage trop généreusement par devant et par derrière pour qu'elle porte avec grâce l'uniforme antifasciste²⁸⁷.

À titre de comparaison, il est intéressant de commenter un des rares mentions à des femmes combattantes du côté franquiste. P.-A. Cousteau, dans un reportage pour *Je suis partout*, parle de deux femmes légionnaires qui se trouvaient dans un bar à Saragosse. La description n'est pas exempte d'appréciations sexistes :

Les deux légionnaires sont deux femmes authentiques et par miracle - habituellement c'est seulement au cinéma que les amazones ont du sex-appeal- elles ne sont pas du tout déplaisantes à contempler malgré (ou à cause) de leur équipement martial. [...] Elles ont commencé par suivre la Légion pour des raisons que l'*Austeridad* reprouve, puis, vivant la vie du soldat, elles ont monté en grade, elles ont revêtu l'uniforme²⁸⁸.

Cousteau montre la même attitude que Tharaud dans l'extrait antérieurement cité, puisque son premier jugement est physique. Mais, en plus, il signale que probablement ces légionnaires étaient antérieurement des prostituées. Cependant, d'après lui, celles-ci ne sont pas comme les miliciennes de gauche, parce qu'elles combattent véritablement par leurs propres mérites dans l'armée. Et, pour dissiper toute doute, Cousteau se sent obligé d'affirmer :

Elles ont un homme, un seul. Le code de la Légion ne tolère pas plus qu'elles lui soient infidèles qu'il ne tolère de la part des autres soldats la moindre privauté à leur égard²⁸⁹.

Et le journaliste ajoute : « c'est avec la Légion qu'elles sont mariées²⁹⁰ ». Malgré le ton sexiste de tout l'extrait, le fond est différent. Cousteau n'a aucune intention de diffamation des (rarissimes) combattantes féminines de l'armée franquiste. Finalement, les écrits péjoratifs contre les combattantes féminines républicaines s'inscrivent dans une logique de délégitimation de l'armée où elles combattent (c'est-à-dire, celle de la République), ce qui ne se perçoit pas dans le reportage de Cousteau.

En somme, les représentations de la guerre civile réalisées par les intellectuels français d'extrême droite française l'armée républicaine comme un groupe de miliciens barbares, avec la compagnie occasionnelle de miliciennes prostituées. Curieusement, dans ce contexte de dédain de l'émancipation féminine, Pierre Bonardi (1887-1964),

²⁸⁷ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 17. Cité dans Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 87.

²⁸⁸ P.-A. Cousteau, « Saragosse by night », *Je suis partout*, 29 juillet 1937. L'allusion à la *Austeridad* s'explique parce que Cousteau avait décrit précédemment dans le reportage les mesures de morale et austérité imposées par les autorités franquistes.

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ *Ibid.*

journaliste de *Gringoire*, trouve en Espagne une « triple conquête féministe », dans la création par Franco d'un « Grand Conseil » dirigé par « Dona Pilar Primo de Rivera, la sœur du fondateur des Phalanges, fusillé par les rouges », « Dona Mercedes Sanz Bachiller, veuve du fameux Onésime Redondo de Valladolid, qui forma la Confédération des syndicats antimarxistes, la J.O.N.S » et « Dona Maria Rosa Urraca Pastor, apôtre du traditionalisme et députée aux Cortès »²⁹¹. L'usage du terme « féministe » surprend, car, de manière générale, l'Espagne franquiste a aboli la plupart des avancées vers l'émancipation féminine qui avaient été obtenues pendant la II^e République.

-La diffamation contre les chefs républicains

Les chefs politiques républicains sont aussi âprement critiqués. Comme nous verrons plus en avance, l'intelligentsia française d'extrême droite éprouve une vraie fascination pour les chefs militaires espagnols, notamment pour Franco, qui sera interviewé à plusieurs occasions. Cependant, les politiciens de la République vont être jugés d'une autre manière. Manuel Azaña, Largo Caballero, Juan Negrín, ou la Pasionaria, parmi d'autres, seront la cible des critiques. Les journalistes français d'extrême droite insistent à plusieurs reprises sur l'impuissance complète du gouvernement républicain face aux anarchistes et communistes, et son incapacité pour faire la guerre. Ainsi, Ferri Pisani, journaliste de *Gringoire* attribue en 1938 la responsabilité de la défaite aux chefs du gouvernement de *Frente popular* :

Première raison de la défaite du Frente popular ? La canaillerie de ses hommes de confiance. Deuxième raison ? L'imbécillité de ses chefs²⁹².

Mais, dans la plupart des cas, les mentions aux chefs républicains sont des insultes personnels et des accusations diffamatoires. Par exemple, Largo Caballero, dirigeant socialiste et président du Conseil de ministres et ministre de la Guerre entre septembre 1936 et mai 1937, est décrit dans les pages de *Je suis partout* comme un « bonhomme haineux et brutal », « pamphlétaire ennemi des courses de taureaux [...] improvisé avec enthousiasme tueur d'hommes²⁹³ ». Manuel Azaña, Président de la République, de son

²⁹¹ Pierre Bonardi, « Franco, dictateur », *Gringoire*, 17 décembre 1937. Le « Grand Conseil » dont parle Bonardi est l'organisme de conseil « *Consejo nacional del Movimiento* », fondé par Franco. En outre, les J.O.N.S ne sont pas une « Confédération des syndicats antimarxistes, comme signale Bonardi, sinon les *Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista*, groupe d'extrême droite fondé en 1931 et intégré dans Phalange depuis 1934.

²⁹² Ferri Pisani, « La course à la Méditerranée », *Gringoire*, 29 avril 1938

²⁹³ « Il n'y a plus de gouvernement légal à Madrid », *Je suis partout*, 12 septembre 1936.

côté, ne résiste pas à une comparaison avec les militaires nationalistes, selon Marcel Chaminade :

Qui pourrait s'imaginer que ces impopulaires généraux qu'on nous dépeint comme ivres de sang et d'ambition et qui écraseraient l'Espagne sous leur botte, circulent paisiblement, sans armes, sans la moindre escorte, à travers les rues où la foule les acclame, alors que le populaire M. Azaña n'ose guère s'aventurer hors de son palais, même sous la protection d'une imposante garde prétorienne²⁹⁴.

Et, toujours selon Chaminade, si Franco est austère et il n'a jamais eu d'ambitions politiques, Azaña est « affolé de faste, gonflé de vanité », et il « a jugé le luxe du palais royal insuffisant pour son éminente personne [...], [en ordonnant] pour plusieurs millions d'embellissements pour les appartements royaux²⁹⁵ ». La critique, bien simple, va dans la même ligne que celles contre les chefs syndicaux : Azaña, qui en théorie devrait s'inquiéter pour la cause des travailleurs, vit entouré de luxe. Mais ici, elle prend un caractère nouveau, puisqu'avec la mention des « appartements royaux », le Président de la République est comparé ironiquement avec un vieux roi en décadence. Cette rumeur est répétée à plusieurs reprises, et à en croire la presse française d'extrême droite on pourrait penser qu'Azaña n'arrive jamais à être satisfait de ses conditions d'habitation, puisque *Gringoire* affirme quelques mois après que « M. Azaña s'est fait voter un crédit de cent mille pesetas pour effectuer des travaux de réparation dans l'intérieur de sa résidence²⁹⁶ ». Pierre Héricourt transmet une idée similaire quand il rapporte les mots qu'Unamuno aurait dit sur Manuel Azaña :

-C'est un véritable pharaon ! Le plus dangereux des dilettantes de la politique ! répétait, chaque jour, Don Miguel²⁹⁷.

Juan Negrín, Président du Conseil des ministres entre mai 1937 et mars 1939 reçoit des critiques similaires à celles versées contre Manuel Azaña, par son luxueux style de vie. Après la chute de Barcelone, la visite de la ville que réalise Ferri-Pisani inclut l'appartement abandonné par Negrín lors de sa sortie d'Espagne :

Somptueux appartement meublé de pièces rares volées un peu partout dans la ville [...]. Sur un guéridon, les reliefs du dernier repas du docteur-président : une carapace de langouste²⁹⁸.

²⁹⁴ Marcel Chaminade, « Ces messieurs du Frente popular », *Je suis partout*, 17 octobre 1936.

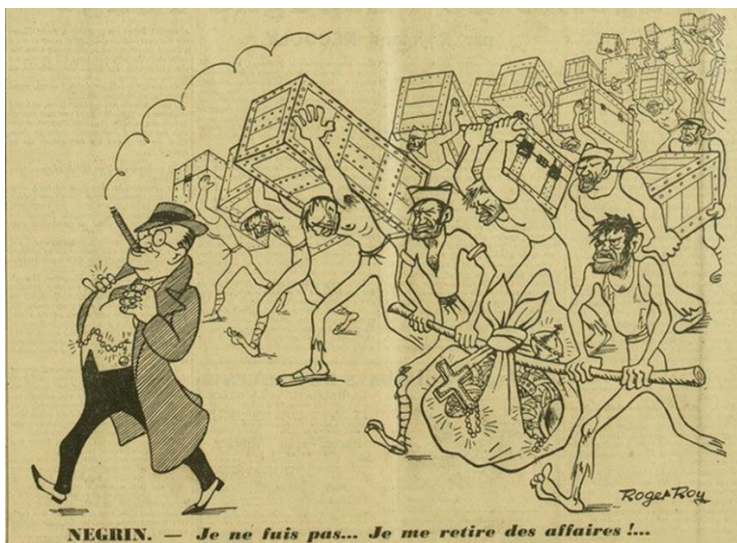
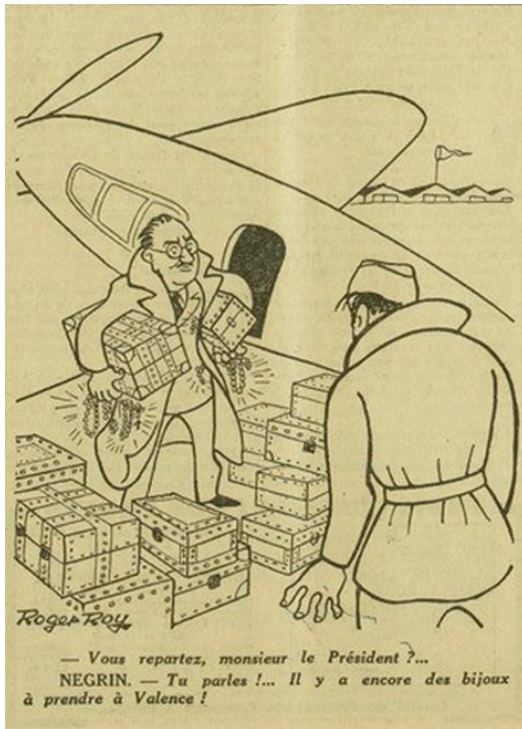
²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ « Répétez-le », *Gringoire*, 19 mars 1937.

²⁹⁷ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 256.

²⁹⁸ Ferri-Pisani, « Dans Barcelone délivrée », *Gringoire*, 9 février 1939.

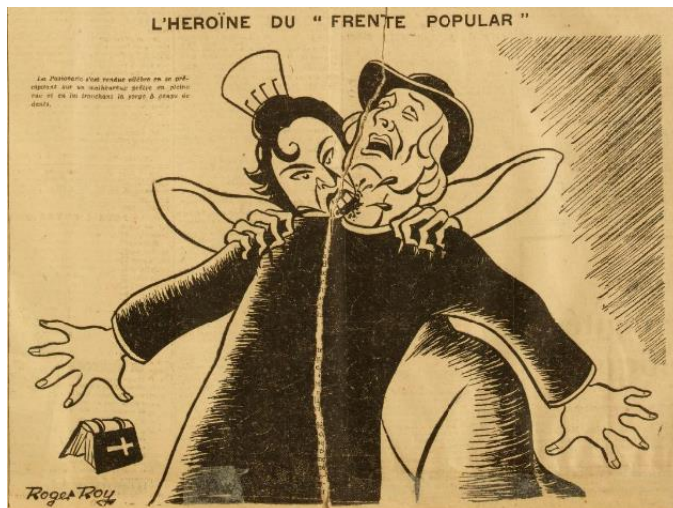
Mais, plus fréquemment, à la fin de la guerre, Negrín est représenté comme un voleur qui fuit l'Espagne les poches pleines de richesses. Cela se doit probablement à l'organisation par Negrín de l'envoi à l'étranger (notamment au Mexique) de biens et objets de valeur confisqués aux partisans des rebelles en zone républicaine pendant la guerre²⁹⁹. Fondées ou non, ces accusations s'expriment par exemple en forme de caricatures, comme ces deux exemples signés par Roger Roy et publiés dans *Gringoire* en février et mars 1939³⁰⁰



²⁹⁹ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 706.

³⁰⁰ Roger Roy, « Vous repartez, monsieur le Président ? », *Gringoire*, 23 février 1939 ; et « Je ne fuis pas... Je me retire des affaires ! », *Gringoire*, 9 mars 1939.

Dans ce contexte, il faut mentionner aussi un malicieux rumeur diffusé par les hebdomadaires de droite contre Dolores Ibárruri, « La Pasionaria ». Ibárruri, une femme d'origine ouvrière et militante du PCE (*Partido Comunista de España*), avait été élue députée en février 1936 et elle devient un icône de la résistance républicaine grâce à ses discours et son slogan pour la défense de Madrid *¡No pasarán!* (« Ils ne passeront pas »)³⁰¹. Elle obtient une reconnaissance internationale. Son image sobre est bien loin de celle des miliciennes idéalisées des affiches de propagande des premiers mois de la guerre. Selon Mary Nash, elle devient un symbole des mères de classe ouvrière espagnoles pendant la guerre civile³⁰². Dans ce cas, l'attaque contre une figure symbolique peut servir pour critiquer l'ensemble de la République. En septembre 1936 *Candide* lance une campagne en accusant La Pasionaria « d'avoir étranglé (sic) un moine à coups de dents », à laquelle font écho *Je suis partout* et *Gringoire*³⁰³. C'est pour ce dernier hebdomadaire que Roger Roy dessine une caricature où une vampirique Pasionaria mord le cou à un moine³⁰⁴.



Le dessin est peu subtil, et d'autant plus quand il reprend tous les stéréotypes sur la femme espagnole, avec robe andalouse et mantille³⁰⁵, même si Dolores Ibárruri était basque. Ce rumeur a une longue durée, et il est encore repris par Robert Brasillach et Maurice Bardèche dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne* :

³⁰¹ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 259.

³⁰² Mary Nash, *op. cit.*, p. 73.

³⁰³ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 260-261

³⁰⁴ Roger Roy, « L'héroïne du "Frente popular", *Gringoire*, 25 septembre 1936. Cité par Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 201. Le texte de la caricature, qui ne s'apprécie pas dans la reproduction, est le suivant : « La Pasionaria s'est rendue célèbre en se précipitant sur un malheureux prêtre en pleine rue et en lui tranchant la gorge à coups de dents. »

³⁰⁵ Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 201.

[...] on raconte, par exemple, qu'elle a tranché, de ses dents, la gorge d'un prêtre. Vrai ou faux, le fait n'est peut-être pas pour déplaire³⁰⁶.

Ce type d'arguments visent donc à discréditer complètement la République et ses chefs, mais dans quelques cas, comme celui de la Pasionaria, cela arrive au point de la déshumanisation, ce qui sera fréquent sous la plume des intellectuels français d'extrême droite qui écrivent sur la guerre d'Espagne.

La déshumanisation de l'ennemi

-Une explication à la violence de la guerre : du caractère espagnol à la brutalité des miliciens républicains

En bonne partie, la déshumanisation de l'ennemi est justifiée par les atrocités dont il est responsable, d'où l'omniprésence de la « terreur rouge » dans l'interprétation de la guerre réalisée par les intellectuels français d'extrême droite. Cependant, cela ne veut pas dire que tous les auteurs considèrent la violence comme un élément exclusif des républicains. La brutalité des affrontements est bien reconnue par les journalistes français, qui voient parfois un goût de cruauté qui va plus au-delà de la violence intrinsèque à la guerre, et ils prennent conscience de qu'il s'agit d'un conflit nouveau et particulier. Jean Vertex, qui écrit pour *Candide*, se rend compte très tôt de cet aspect. En août 1936, il affirme que le conflit espagnol « c'est une guerre fratricide, une guerre d'extermination d'où le vainqueur sortira épuisé³⁰⁷ », ce qui malheureusement sera bien vrai. Vertex ajoute :

Pas de blessés, pas de prisonniers, parce que ces gens-là ont besoin de manger et de boire. Non : des morts, rien que des morts³⁰⁸.

Donc, l'idée est claire : Vertex est déjà conscient après trois semaines de guerre, à peine, que le conflit espagnol est exceptionnellement brutal. Mais il perçoit aussi que quelque chose échappe au schéma traditionnel de la guerre : « On tue pour exister un peu plus longtemps que l'adversaire ; mais incontestablement aussi pour satisfaire je ne sais pas quel sadisme barbare³⁰⁹ ». Les frères Tharaud sont aussi persuadés de la même idée. En décrivant la violence à Badajoz (de manière très tendancieuse), ils signalent que quelques horreurs répondent à « un sadisme particulier, semble-t-il, aux Espagnols³¹⁰ ».

³⁰⁶ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 221.

³⁰⁷ Jean Vertex, « J'ai eu peur en Espagne », *Candide*, 6 août 1936.

³⁰⁸ *Ibid.*

³⁰⁹ *Ibid.* Cité par Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 152.

³¹⁰ Jean et Jérôme Tharaud, « Badajoz, conquise et fervente », *Candide*, 22 octobre 1936.

Lucien Maulvault, dans un article où il expose un déluge de théories pseudoscientifiques pour expliquer la tendance des anarchistes à la violence, affirme aussi que la brutalité de la guerre espagnole correspond en partie au caractère des Espagnols :

Est-il nécessaire de rappeler que l'Espagne est la patrie de Goya, peintre de la laideur tragique, des ténèbres traversées de lueurs, des tombes rouvertes, des faces grimaçantes de suppliciés ? Toujours, au cours des siècles, l'association du lubrique et du macabre est demeurée le trait profond du caractère espagnol³¹¹.

Et Claude Farrère se prononce aussi sur cet aspect. D'après lui, une femme castillane s'exprimait ainsi à propos des mineurs asturiens :

[...] Ils sont Espagnols. Cruels, à coup sûr. Mais l'Espagne l'est... Elle l'a toujours été...³¹²

Les journalistes et intellectuels français qui ont écrit sur la guerre espagnole ont essayé de trouver les causes de cette cruauté particulière. Quelques-uns parmi eux ont donc signalé l'influence du caractère propre des Espagnols, qui seraient naturellement inclinés vers la violence. Cette considération de la violence comme un atavisme hispanique n'est pas exclusive de la droite française, sinon qu'elle se trouve dans les journaux de toutes les tendances politiques, comme l'a étudié Andrea Fernández-Montesinos. Les topiques romantiques français de l'Espagne comme un pays violent et arriéré sont repris pendant la guerre civile, et ils se voient même incriminés, parce que les journalistes français assistent seulement à des batailles et des scènes violentes, ce qui confirme leurs stéréotypes³¹³.

Quelques journalistes considèrent même que le contact pendant des siècles avec les Arabes a laissé chez les Espagnols un goût par la violence et la cruauté³¹⁴. En fait, Miguel de Unamuno avait affirmé dans un article qu'une des causes de la violence des Espagnols était due à son héritage de sang africain. Et, de même, dans une interview pour *Candide* avec les frères Tharaud, il avait déclaré que cette cruauté procédait aussi du sang des Tziganes³¹⁵. Ces opinions sont reprises par plusieurs journalistes. Ainsi, André

³¹¹ Lucien Maulvault, « Le vertige de la mort », *Je suis partout*, 9 juillet 1937. Les références à Goya seront très nombreuses dans les interprétations françaises de la guerre espagnole.

³¹² Claude Farrère, *op. cit.*, p. 11

³¹³ Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 148.

³¹⁴ *Ibid.*, p. 147-148.

³¹⁵ Françoise Peyrègne, « Les derniers mois de la vie d'Unamuno d'après la presse française », in Serge Salaün et Carlos Serrano, *op. cit.*, p. 145. Peyrègne met en doute l'authenticité des déclarations de Unamuno sur les Tziganes, et elle affirme qu'elles auraient pu être modifiées par les frères Tharaud, parce qu'elles correspondent beaucoup à la tendance idéologique de *Candide*, par le caractère tendancieux de la question

Tardieu, tout à la fin de la guerre, affirme que « [l']Espagne moderne reste conditionnée par huit siècles de domination musulmane qui ont laissé, en héritage, un individualisme féroce, un régionalisme intraitable, le goût des séditions et des massacres [...]»³¹⁶ ». Cela est aussi l'avis de Raymond Recouly :

La dureté, la violence du tempérament espagnol y sont certainement pour beaucoup. Il reste chez ce peuple une assez forte dose de sang africain. Ce qu'il a d'âpre, de tendu, le conduit aisément à de brusques et terribles explosions³¹⁷.

En tout cas, à droite, le fait de considérer la violence comme une caractéristique propre des Espagnols n'exclut pas le fait de culpabiliser les républicains en particulier. Dans l'article cité plus haut, Jean Vertex assiste dégoûté à l'explication du gouverneur républicain d'Alicante sur la probable exécution de quelques des militaires soulevés. Vertex le décrit comme une brute, en affirmant qu'« il riait à gorge ouverte, d'un plaisir évident, vengeur³¹⁸ ». De cette manière, Vertex donne à voir que quelques parmi les autorités républicaines profitent vraiment des solutions violentes. Cela n'est qu'un exemple de l'association faite par la droite française entre gauche et violence. Pour *Je suis partout*, la « terreur rouge » a une explication claire :

Et, en attendant la date problématique de la victoire, les rouges se limitent à des besognes plus immédiates [...]. Ils organisent la terreur. [...] [Certains de nos confrères] pleurnichent sur la fragilité de notre civilisation, sur la survivance de la bestialité humaine aux « siècles de lumière ». Comme si les orgies rouges de 93 étaient si vieilles que cela ! En réalité, les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, et les rouges se comportent, dans tous les pays, à toutes les époques, avec le même sadisme sanguinaire³¹⁹.

Il est à noter le lien établi entre la terreur des républicains espagnols et la Terreur de la Révolution française. En outre, dans cet extrait on peut percevoir une généralisation absolue des « rouges » : selon *Je suis partout* ils ne sont pas seulement les communistes, ni les anarchistes, sinon tous les révolutionnaires depuis 1789 qui ont montré une tendance sadique semblable. Et Raymond Recouly trouve un responsable clair, qui n'est autre que Moscou et le bolchevisme :

qui lui avaient posée les Tharaud, et par l'usage du terme « tzigane », plus proche à la terminologie national-socialiste, au lieu de « gitan », terme plus fréquent en espagnol.

³¹⁶ André Tardieu, « Perspectives franco-espagnoles », *Gringoire*, 2 mars 1939. Cité par Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, op. cit., p. 147.

³¹⁷ Raymond Recouly, « Tableaux de l'Espagne en armes », *Gringoire*, 21 mai 1937.

³¹⁸ Jean Vertex, « J'ai eu peur en Espagne », *Candide*, 6 août 1936.

³¹⁹ « La liaison nord-sud effectuée, les nationaux réduisent la côte du golfe de Gascogne », *Je suis partout*, 22 août 1936.

Le bolchevisme a importé, depuis longtemps, dans la péninsule, ses pratiques, ses méthodes, sa tactique. Ce n'est pas pour rien que Lénine, de son regard pénétrant, avait nettement désigné l'Espagne comme le second pays où devait, après la Russie, se dérouler et réussir l'expérience bolchevique. [...] Or, parmi les instructions édictées par les bolchevistes, la première de toutes et la plus importante prescrit d'appliquer, dès le début d'une révolution, le maximum de violence et de terreur, afin d'intimider, de paralyser l'adversaire [...] ³²⁰.

Parfois la cible est plus concrète, et se concentre seulement sur les miliciens, qui, comme l'affirme *Je suis partout*, « tuent pour le plaisir, pour le sport, pour “désentriper (sic) les fascistes”³²¹ ». Les frères Tharaud font allusion à leur « goût au vol et au pillage, et qui, pis est, au sang³²² ». Et, dans *Gringoire*, Marcel Dutrey mentionne les « réjouissances » des « comités rouges », à savoir : « brûler des églises, violer des femmes et fusiller des honnêtes gens³²³ ». Cela veut dire que non seulement les rouges se livrent à une violence sans frein, sinon qu'ils le font par plaisir.

Ces attitudes inhumaines sont, par conséquent, propres à de personnes également inhumaines. C'est l'idée transmise par le comte de Saint-Aulaire (1866-1954), historien et ancien ambassadeur à Madrid, qui considère dans *Je suis partout* que les révolutionnaires sont inférieurs aux animaux, d'autant plus en comparaison avec Franco, pour lui, un exemple d'humanité :

Ce n'est pas la bestialité qui s'oppose à l'humanité de Franco, c'est quelque chose de bien pire. Je m'étonne que la Société Protectrice des Animaux n'intente pas un procès en diffamation à ceux qui dénoncent la *bestialité* du communisme³²⁴.

Et Pierre Héricourt transmet une idée similaire quand il qualifie le communisme de « bête immonde³²⁵ », en intégrant sous cette affirmation tous les communistes. Il est à noter néanmoins que l'identification de l'ennemi à une bête n'était pas exclusive du camp franquiste. Les affiches républicains ont représenté souvent l'ennemi comme un serpent ou avec des traits simiesques³²⁶.

³²⁰ Raymond Recouly, « Tableaux de l'Espagne en armes », *Gringoire*, 21 mai 1937.

³²¹ « Franco gagne lentement », *Je suis partout*, 5 septembre 1936. Le mot « désentriper », inexistant en français, est une adaptation du mot espagnol « *destrigar* » (« étriper »).

³²² Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 74.

³²³ Marcel Dutrey, « Sur le front de Teruel, où tout est silence aujourd'hui », *Gringoire*, 26 mars 1937.

³²⁴ Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne », *Je suis partout*, 7 janvier 1938. « Bestialité » est en italique dans l'original. Saint-Aulaire avait été ambassadeur à Bucarest (1916), Madrid (1920) et Londres (1921-1924) (Pierre-Marie Dioudonnat, *Les 700 rédacteurs de Je suis partout*, *op. cit.*, p. 81).

³²⁵ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 71.

³²⁶ Álvaro López Fernández, « La deformación del enemigo en la cartelística republicana », in Emilio Peral Vega et Francisco Sáez Raposo (dir.), *Métodos de propaganda activa en la Guerra Civil española: Literatura, arte, música, prensa y educación*, Madrid, Iberoamericana, 2015, p. 177-180.

En tout cas, l'extrême droite française exprime des arguments de déshumanisation encore plus violents. Quelques articles suggèrent même que les révolutionnaires de gauche étaient différents physiquement et mentalement du reste des personnes. Marcel Dutrey signale les différences entre les Basques, catholiques qui combattaient pour la République, et les « marxistes » en général :

Ils [les Basques] n'avaient pas ces têtes de criminels ou de dégénérés que j'ai vues si souvent aux marxistes faits prisonniers. Ceux-là étaient des hommes bien bâtis, au regard droit, au visage presque sympathique³²⁷.

La différenciation physique du criminel et du « dégénéré » et, dans ce cas, du « marxiste » suppose un véritable exercice de déshumanisation. A. de Grijalba, un prétendu rescapé du Madrid républicain qui écrit un article dans *Candide*, insiste aussi sur la différence physique dans sa description d'un anarchiste, « une sorte de brute à front bas dont les petits yeux marrons reflétaient une froide cruauté³²⁸ ». Cela n'est pas exclusif de la représentation des révolutionnaires espagnols par l'extrême droite française. Par exemple, dans une étude sur la perception de la criminalité juvénile en Grande-Bretagne pendant le XIXe siècle, l'historien Neil Davie montre comment quelques auteurs de l'époque considéraient que les jeunes criminels semblaient constituer une race séparée, différente physiquement et moralement³²⁹. En Espagne, cela renvoie aussi à une question de racisme qui trouve son origine dans la haine politique et sociale. Paul Preston signale que ce type de « racisme » envers la gauche était présent en Espagne déjà avant la guerre dans les écrits de plusieurs théoriciens de droite suivis par les cercles de militaires africanistes (c'est-à-dire, les vétérans des guerres coloniales espagnoles dans le nord de l'Afrique), dont Franco et Mola³³⁰. On peut voir dans les écrits des journalistes français d'extrême droite qu'une conception similaire existait de l'autre côté des Pyrénées.

Il y a cependant d'autres essais d'expliquer la violence des miliciens espagnols. Didier Poulain se demande aussi si l'horreur rouge ne trouvera pas son origine dans la maladie :

³²⁷ Marcel Dutrey, « Aux écoutes de la bataille pour Oviedo », *Gringoire*, 12 mars 1937.

³²⁸ A. de Grijalba, « Je suis un évadé. Échappé de l'enfer madrilène », *Candide*, 20 août 1936.

³²⁹ Neil Davie, « Corps et délinquance juvénile en Angleterre dans les années 1830-1865 : le milieu remis en question ? », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n°8, 2006, p. 55, disponible en ligne : <https://journals.openedition.org/rhei/367> .

³³⁰ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 65-89.

Alors pourquoi ? Pourquoi ? En dehors d'une basse cupidité, à quels répugnants mobiles ont obéi ces brutes ? ... Détraquement de sadiques ? Déchainement démoniaque de malades ?³³¹

Et il ajoute, par rapport aux dessins obscènes trouvés dans le cimetière où s'étaient installés les miliciens : « Il semble qu'au voisinage des cadavres un délire freudien ait fermenté parmi les miliciens de Barcelone³³² ». L'explication, pour Poulain, est donc médicale et psychologique. Dans la même ligne se situe Lucien Maulvault, dans l'article cité auparavant, mais en appliquant cette différenciation particulièrement aux anarchistes avec un ton beaucoup plus virulent. D'après lui, les anarchistes ont une « obsession latente de la mort³³³ », ce qui explique, par exemple, les déterrements de religieuses à Barcelone au début de la guerre. Cette goût par la cruauté s'expliquerait en partie par le caractère espagnol, comme nous avons commenté plus haut, mais aussi par d'autres facteurs : « On déterminera probablement un jour dans quelle mesure l'hérédité syphilitique est un facteur tant de ces déséquilibres endocriniens que de ces exaltations mentales qui semblent, pour une part, former le substratum morbide de l'anarchisme espagnol³³⁴ », affirme le journaliste. L'association d'anarchisme et maladie suppose aussi une séparation des anarchistes du reste de la société. Et Maulvault continue avec son analyse :

Certes, cette fièvre de destruction qui prend pour objectif la libération inconditionnelle de l'individu et sa dérive au milieu des instincts n'est pas dépourvue de sombre grandeur. Cela explique notamment la raison pour laquelle beaucoup d'esprits brillants, de demi-intellectuels, d'inassouvis, de « refoulés », d'êtres frappés par quelque arrêt de la nature d'une malformation physique ou d'une déficience glandulaire ou mentale (les deux choses s'articulent) ont pu embrasser cette cause qui repose, en résumé, sur la croyance dans la vertu et la bonté naturelles de la bête humaine³³⁵.

L'anarchisme, en somme, accueille tous les marginaux de la société, qui se sentent attirés par ce qui, selon Maulvault, est l'objectif de cette doctrine politique : une sorte de libération complète de l'individu, abandonné aux instincts.

Ces logiques diverses de délégitimation, déshispanisation et déshumanisation de l'adversaire facilitent la tâche de justifier la cause des rebelles. En effet, si l'ennemi est étranger, s'il est présenté comme une brute ou un dégénéré, si on ne le considère même

³³¹ Didier Poulain, « Un bar dans un cimetière », *Candide*, 14 avril 1938.

³³² *Ibid.*

³³³ Lucien Maulvault, « Le vertige de la mort », *Je suis partout*, 9 juillet, 1937.

³³⁴ *Ibid.*

³³⁵ *Ibid.*

pas un être humain comme les autres, il est plus facile de tolérer la violence et la répression exercée contre lui. En tout cas, les auteurs français d'extrême droite essaient d'autres solutions pour empêcher que la violence de la guerre et la répression nuisent l'image du camp franquiste.

Chapitre 4. L'attitude des intellectuels français d'extrême droite face à la répression franquiste et la violence contre la population civile : minimisation, justification et usage du mensonge.

La violence de la guerre civile espagnole frappe aussi l'arrière. Plusieurs villes sont bombardées, et la population civile est victime de la répression, républicaine et rebelle. Sans aucun doute, comme nous avons commenté précédemment, la violence en zone républicaine existe, et elle est farouchement dénoncée (et souvent exagérée) par les journalistes français de droite. Mais la violence se produit aussi du côté « nationaliste ». Quelques villes républicaines sont bombardées à plusieurs reprises : Outre l'exemple de Guernica, le plus connu, mais qui constitue un exemple particulier à cause de la falsification des événements par la version officielle franquiste (reprise sans aucune critique par la presse française d'extrême droite), on trouve le cas de Madrid, mais aussi de Barcelone, parmi d'autres. En outre, l'avancement des troupes franquistes est accompagné d'une impitoyable répression contre les opposants et les suspects, avec le point culminant de la massacre de Badajoz en août 1936.

Mais, quelle est l'attitude des intellectuels français d'extrême droite face à cette violence ? En premier lieu, nous analyserons leur réaction face aux bombardements, avec les cas de Madrid et Guernica, exemples de minimisation des événements et usage du mensonge, respectivement, pour favoriser les intérêts du camp rebelle. Ensuite, nous traiterons l'attitude de ces auteurs et journalistes par rapport à la répression contre les républicains, avec le cas précis des massacres de Badajoz. Enfin, nous verrons les appels de la droite française à mener une guerre sans merci jusqu'à l'extermination complète de l'ennemi.

La représentation des bombardements contre la population civile

La guerre espagnole a précédé de quelque manière la Deuxième Guerre Mondiale en ce qui concerne les bombardements indiscriminés de villes, avec le but de briser le moral de l'arrière et de terroriser la population, et où les victimes sont essentiellement des civils. Ces bombardements se produisent dans les deux camps, mais les plus atroces sont ceux de l'armée rebelle, menés habituellement par la Légion Condor allemande ou les escadrilles italiennes³³⁶. Les exemples sont variés, mais ici nous analyserons seulement deux exemples particulièrement symboliques par leur répercussion et leur postérité : les

³³⁶ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 271.

bombardements aériens de Madrid et la destruction de Guernica, avec quelques mentions au cas de Durango.

-Les bombardements de Madrid : reconnaissance nuancée et minimisation des évènements

Concernant le cas des bombardements de Madrid, la plupart des voix de l'extrême droite française coïncident : le bombardement de villes ouvertes est injustifiable. Or, quand la stratégie de la justification n'est pas possible, il existe les ressources de la minimisation et la comparaison avec les atrocités commises par l'ennemi. Il y a eu des bombardements à Madrid depuis très tôt. Selon Rafael Rodríguez Tranche, la première incursion aérienne sur la ville a eu lieu le 7 août 1936, et depuis le 23 octobre, à la veille d'une grande attaque terrestre sur la capitale, il y a une intensification de la stratégie du bombardement, avec l'objectif de terroriser la population. Dorénavant, les bombardements deviennent systématiques, et ils sont amplement utilisés par la propagande républicaine de guerre³³⁷. Plusieurs écrivains et journalistes français ont dénoncé ces atroces bombardements contre la population civile madrilène, comme Louis Délaprée, auteur de nombreux reportages dédiés à ce sujet, compilés dans le livre *Mort en Espagne* (Paris, Pierre Tisné, 1937) ou André Malraux, qui consacre plusieurs pages de *L'Espoir* aux bombardements madrilènes. Cependant, chez les auteurs de droite, cet aspect est notablement peu traité. P.-A. Cousteau reconnaît l'existence des bombardements à Madrid, mais, d'après lui, ce n'est rien en comparaison avec les massacres de l'ennemi :

Je ne songe nullement à excuser le massacre des civils qu'aucune nécessité stratégique ne semble justifier. *Mais les canons de Franco tuent moins de Madrilènes que les républicains, et c'est cela précisément qu'on semble ignorer en France*³³⁸.

L'analyse de Brasillach et Bardèche dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne* est pareille. Pendant tout l'ouvrage, ils mentionnent rarement les bombardements de Madrid, avec quelques commentaires neutres. Cependant, dans une sous-partie dédiée aux « leçons techniques de la guerre », ils abordent plus en détail le sujet de l'aviation : d'après eux, les critiques de la presse contre les bombardements de villes ouvertes, sujet

³³⁷ Rafael Rodríguez Tranche, «Miedo y terror en el Madrid republicano. De los bombardeos a la Quinta columna», in Nancy Berthier et Vicente Sánchez-Biosca (dir.), *Retóricas del miedo: Imágenes de la guerra civil española*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 115-117, disponible en ligne: <https://eprints.ucm.es/35988/>.

³³⁸ P.-A. Cousteau, « Je reviens de Madrid », *Candide*, 25 novembre 1937. Italique de l'auteur.

« que la propagande marxiste a largement exploité³³⁹ », sont hypocrites, puisque les républicains ont aussi bombardé plusieurs villes « nationalistes ». Et, une fois exposées les atrocités de l'ennemi, la comparaison est faite pour réduire l'importance des bombardements de Madrid, considérés comme un mal de la guerre moderne :

« Mais les bombardements de Madrid, d'ailleurs plus rares qu'on ne l'a dit, ne se justifient guère pour des raisons militaires. Les chances d'atteindre un objectif important sont faibles, et l'expérience a prouvé qu'on ne démoralise pas une population par ces moyens [...]. La guerre moderne par malheur [...] semble décidée à l'utiliser, quel que soit le parti³⁴⁰. »

Le reporter de *Paris-Soir*, Louis Délaprée, qui se trouvait à Madrid, avait dénoncé dans ses articles l'horreur des bombardements madrilènes, étant quelques de ses reportages censurés par son propre journal, *Paris-Soir*³⁴¹. Les articles de Délaprée sont finalement publiés en 1937 dans le recueil *Mort en Espagne*. L'intérêt de la question repose ici : Louis Délaprée est mort en décembre 1936, quand l'avion d'Air-France où il voyageait a été abattu par un appareil inconnu. Cela a suscité une forte polémique dans la presse, accompagnée de beaucoup d'accusations croisées sur la responsabilité de la mort du reporter. Brasillach lui-même accuse directement André Malraux³⁴², et il fait mention de l'affaire dans *l'Histoire de la guerre d'Espagne*³⁴³. Néanmoins, il est à noter que Brasillach et Bardèche n'incluent pas dans la bibliographie de leur ouvrage la *Mort en Espagne* de Louis Délaprée, qui serait une possible source d'information sur les bombardements madrilènes. Concernant l'affaire Délaprée, il est aussi choquant de constater que les frères Tharaud ne font aucune référence aux bombardements de Madrid dans leur ouvrage *Cruelle Espagne*, même si le livre est dédié «[a]u souvenir de Louis Délaprée, correspondant de guerre tombé sur le front de Madrid³⁴⁴».

Curieusement, un des jugements les plus mesurés à droite sur les bombardements de la capitale est celui du général Duval, dans *Les leçons de la guerre d'Espagne* (1938). Il reconnaît ouvertement l'existence de bombardements à Madrid et leur brutalité, et affirme que si Franco n'a pas détruit la capitale, cela est dû à une question pratique et non morale :

³³⁹ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 358.

³⁴⁰ *Ibid.*, p. 359

³⁴¹ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 90-91 et 138-141.

³⁴² *Ibid.*, p. 474-481.

³⁴³ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 241.

³⁴⁴ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*

La destruction systématique d'une ville par la voie des airs est possible. [...] En novembre 1936, le général Franco a essayé, faute de forces terrestres, de contraindre Madrid à la capitulation par le bombardement aérien. Il n'a pas été jusqu'au bout, bien qu'il eût pu, sans aucun doute, réaliser la destruction intégrale de Madrid. C'est une possibilité qui paraît défier toute constatation. Elle existe comme existe la possibilité d'empoisonner les sources et les rivières, d'incendier les villes, de passer les populations au fil de l'épée. De telles méthodes ont été longtemps usage courant à la guerre. On y a renoncé. Pourquoi ? Par simple scrupule moral ? C'est peu probable. La vérité est que les hommes d'État et les hommes de guerre ont reconnu ensemble que ces pratiques sauvages n'étaient ni efficaces, ni habiles. La démonstration en a été faite une fois de plus à Madrid. La capitulation n'a pas été obtenue et l'exaspération des victimes a trouvé un écho dans le monde entier, même auprès de ceux qui n'étaient pas de leurs amis³⁴⁵.

Les bombardements madrilènes sont reconnus aussi dans *Candide*. On trouve deux exemples très différents. Ainsi, Didier Poulain, collaborateur habituel de l'hebdomadaire et ouvertement profranquiste, insiste sur l'horreur et la manque d'efficacité militaire de cette pratique :

Le bombardement des villes est une chose terrible, mais sans véritable efficacité militaire. On vit cependant certains jours une armada volante de soixante avions attaquer les rues de Madrid à la bombe et à la mitrailleuse³⁴⁶.

Et le 15 avril 1937, *Candide* publie un récit de la situation à Madrid réalisé par le célèbre journaliste espagnol Manuel Chaves Nogales. Son récit, intitulé « Le jeu de massacre », avec le sous-titre « Dans Madrid bombardée », est un terrible portrait de la terreur existante à Madrid provoqué par les bombardements franquistes et les violences commises par les anarchistes, les patrouilles de révolutionnaires et les *checas*. Chaves Nogales raconte comment une bombe a explosé dans une queue de femmes devant un magasin, en provoquant une énorme confusion :

La bombe, ce à quoi personne n'avait pensé, tout simplement était tombée du ciel. C'étaient les avions qui avaient jeté, simultanément, en dix points de la capitale, de petits projectiles³⁴⁷.

Et, dans ce « jeu de massacre », le bombardement avait amené les miliciens à chercher une vengeance :

Les cellules nerveuses de la révolution étaient soulevées par la haine, la désespérance et l'impuissance. [...] L'image monstrueuse des représailles allait se modelant d'instant en instant. Une idée germa simultanément dans mille cerveaux [...].

³⁴⁵ Général Duval, *Les leçons de la guerre d'Espagne*, Paris, Plon, 1938, p. 230-231.

³⁴⁶ Didier Poulain, « Que nous apprend la guerre espagnole ? », *Candide*, 22 avril 1937.

³⁴⁷ Manuel Chaves Nogales, « Le jeu de massacre », *Candide*, 15 avril 1937.

Cette idée qui s'insinuait rapidement dans le sein de la cité jaillit à la fin dans un mot nouveau qui fut ensuite un cri unanime : « Massacre ! Massacre ! »³⁴⁸

En fait, peu de témoignages parus dans la presse française de droite montrent tellement l'horreur de la guerre espagnole, qu'à Madrid était devenu une spirale de violence inspirée par la vengeance. Chaves Nogales, fidèle à la République, finit par s'exiler en France, incapable de supporter la combinaison de violence franquiste et révolutionnaire à Madrid³⁴⁹. En tout cas, la publication de son témoignage dans un hebdomadaire comme *Candide* constitue une exception, en premier lieu par une question d'idéologie politique : Chaves Nogales n'était pas favorable à Franco. Avec la publication de cet article (qui est aussi très critique avec les anarchistes, en tout cas), *Candide* semble donc reconnaître en partie l'existence et la brutalité de ces bombardements.

Cependant, concernant le bombardement de Madrid, la stratégie de minimiser les faits ou encore les ignorer est monnaie courante sous la plume des auteurs français profranquistes. Ainsi, Claude Farrère affirme que les « bombardements réitérés qu'elle [Madrid] a subis [n'ont pas] fait beaucoup plus qu'écorner les gouttières³⁵⁰ ». Et, encore en novembre 1938, les bombardements de Madrid sont niés par Pierre Taittinger, dans un article pour *Gringoire* : « Franco s'est toujours refusé à bombarder systématiquement Madrid comme à procéder à un attaque en force contre l'ancienne capitale³⁵¹ ». Tel est le traitement des bombardements de Madrid : entre la reconnaissance nuancée et le silence, en arrivant même à la négation des faits. Cependant, le niveau de manipulation reste très loin de celui concernant le bombardement de la ville basque de Guernica.

-Le cas de Guernica : l'usage du mensonge pour cacher une réalité incommode

Le bombardement de Guernica est, sans doute, un des événements les plus symboliques de la guerre d'Espagne. L'attaque aérien, qui est devenu le symbole de l'horreur aveugle de la guerre, en bonne partie grâce au tableau de Picasso, est perçu d'une manière très différente par les auteurs français d'extrême droite, qui suivent dans leurs récits la version officielle franquiste. Dans ce cas, ce qui est en réalité un attaque

³⁴⁸ *Ibid.*

³⁴⁹ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 179.

³⁵⁰ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 59. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 94.

³⁵¹ Pierre Taittinger, « Huit jours en Espagne nationale », *Gringoire*, 10 novembre 1938. Pierre Taittinger était député et ancien chef des Jeunesses Patriotes, ligue qui avait participé aux émeutes du 6 février 1934, de caractère nationaliste et fortement anticommuniste (Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France...*, *op. cit.*, p. 178-181).

atroce de l'aviation allemande contre la population civile est employé comme une nouvelle accusation contre la République. Ce sujet a été abondamment étudié par l'historiographie, donc nous ne le traiterons pas en profondeur, mais il convient de faire une mention dans le cadre de ce travail.

Dans le contexte de la campagne du nord, Guernica, ville symbolique des libertés basques, est bombardée le 26 avril 1937, par des bombardiers italiens et allemands, ces derniers de la Légion Condor. La ville avait une industrie d'armement, mais elle n'a pas été touchée lors des bombardements, de la même manière que le célèbre arbre et le parlement³⁵². Il n'y avait aucun correspondant de presse étranger au moment des événements, et seulement le soir du même jour, quatre journalistes arrivent à Guernica, dont George L. Steer (*Times*), Noel Monks (*Daily Express*) et Mathieu Corman, de *Ce Soir*, le seul journal français à parler de Guernica le 27 avril³⁵³. Les autorités franquistes nient immédiatement toute responsabilité. Le 27 avril, Luis Bolin, le chef du département étranger des services de presse et propagande accuse les Basques de la destruction de la ville³⁵⁴, et encore le 5 mai, un nouveau communiqué du gouvernement franquiste nie toute participation de l'aviation dans les événements de Guernica³⁵⁵. Cela suppose donc la diffusion d'un mensonge délibéré pour attribuer toute la responsabilité à la République.

En tout cas, les événements suscitent une énorme indignation dans le monde. En France, le bombardement est bien sûr condamné par la gauche, mais aussi par un secteur des catholiques, qui publie le 8 mai dans *L'Aube* et *La Croix* le manifeste « Pour le peuple basque », signé par des intellectuels comme Jacques Maritain, François Mauriac ou Emmanuel Mounier, parmi d'autres, et qui est reproduit postérieurement par *Le Petit Parisien* et plusieurs publications. Cela a un grand écho international³⁵⁶. Beaucoup de catholiques de prestige critiquent donc ouvertement les moyens d'une cause, celle de Franco, soi-disant catholique. De l'autre côté, la réaction immédiate de la presse française de droite est de garder le silence, pour suivre ensuite de manière acritique la version officielle franquiste, en accusant les Basques d'avoir détruit la ville eux-mêmes, et en niant tout bombardement, en affirmant que la ville avait été ravagée par un incendie.

³⁵² Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 205-206; Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 480.

³⁵³ David Wingate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 217.

³⁵⁴ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 480.

³⁵⁵ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 332.

³⁵⁶ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 357-358.

L'opinion de René Richard, par exemple, est significative puisque, d'après lui, dans un article portant le tristement ironique titre « Les Basques sont écrasés par l'armée espagnole », on n'a pas même besoin de preuves pour savoir que la ville a été détruite par les « rouges » : « [...] la destruction de Guernica porte trop bien leur marque pour que l'on hésite à la leur attribuer, même en absence d'autres preuves³⁵⁷ ». Toutefois, il essaie de donner une explication au fait. Pour lui, il s'agit d'une stratégie désespérée du gouvernement basque pour obtenir de l'aide internationale : « Le plan de destruction de Guernica -par les rouges, selon toutes probabilités- tendait encore vers un autre but : émouvoir la "conscience internationale" et, dans cette conscience plutôt inconsciente, son élément le plus fécond en sensibleries : l'âme anglaise³⁵⁸ ». Et une semaine après, il insiste encore : « [...] si la destruction de Guernica, attribuée mensongèrement à l'aviation nationaliste, est un crime, ceux qui se sont élevés contre ce crime doivent donc retourner leur indignation contre ses auteurs prouvés : les incendiaires rouges³⁵⁹ ». Raymond Recouly considère dans *Gringoire* que les faits sont prouvés, les Basques ont incendié Guernica, parce que lors d'une visite de plusieurs journalistes à la ville détruite, « [l]es témoins ont déclaré par ailleurs que les rouges avaient, une fois de plus, comme à Irun, incendié la ville avant de l'évacuer³⁶⁰ ». Et, dans un article postérieur, Recouly profite pour se demander si la destruction de Guernica par les « rouges » peut surprendre, quand ils ont déjà mené une importante activité dévastatrice préalable:

En ce qui concerne les églises, les rouges, pendant dix mois de guerre, en ont détruit, brûlé, profané, non pas une, mais des milliers. [...] Ces destructions, remarquons-le, n'étaient justifiées par aucune nécessité militaire, puisqu'elles s'opéraient à une très grande distance du front. Elles résultaient d'un plan soigneusement prémédité, visant à déchristianiser, par tous les moyens, la péninsule, à supprimer, les uns après les autres, par le fer et le feu, tous les vestiges, tous les monuments du passé, en qui se marque la foi ardente de l'Espagne catholique³⁶¹.

Cela suppose une combinaison de deux tactiques de justification. En premier lieu, on attribue la responsabilité de la destruction de la ville aux Républicains, mais aussi on les accuse d'avoir commis des atrocités semblables ou pires pendant le reste de la guerre. Et, dans *Je suis partout*, André Nicolas emploie une autre stratégie encore plus insolite, même contradictoire. En effet, il nie la responsabilité du camp franquiste dans la

³⁵⁷ René Richard, « Les Basques sont écrasés par l'armée espagnole », *Je suis partout*, 1 mai 1937.

³⁵⁸ *Ibid.*

³⁵⁹ René Richard, « La fédération anarchiste en lutte ouverte avec le gouvernement de la Généralité », *Je suis partout*, 8 mai 1937.

³⁶⁰ Raymond Recouly, « Qui a détruit Guernica ? », *Gringoire*, 7 mai 1937.

³⁶¹ Raymond Recouly, « Qui menace les catholiques espagnols ? », *Gringoire*, 14 mai 1937.

destruction de la ville, mais il tente encore de justifier qu'un hypothétique bombardement n'aurait pas été sans raison, puisque Guernica était une ville stratégique proche du front. En outre, il ajoute aussi que les Républicains ont commis des pires exactions en bombardant des villes ouvertes :

Sans doute ne peut-on parler de villes ouvertes aussi près du front, où il est difficile aux armes aveugles de la guerre moderne d'épargner les non-combattants. [...] Si Guernica avait été de même bombardé on n'aurait pu davantage parler de ville ouverte, car c'était alors le centre des milices basques en retraite. Mais il n'en est pas ainsi des destructions opérées à Valladolid, Saragosse, Avila, etc., c'est-à-dire fort loin des fronts³⁶².

Et, encore en juillet, René Benjamin continue à écrire sur Guernica, en lamentant le sort du peuple basque, selon lui, une victime des « Russes » :

Pauvre Guernica ! Pauvres Basques ! Les Romains, en conquérant l'Espagne, les avaient laissés. Les Goths les épargnèrent. Les Maures n'était pas venus jusqu'à eux. La vieille Espagne avait salué leur indépendance. Et après tant de siècles d'un destin qui paraît si particulier, ils s'en remettent à des incendiaires qui ont appris les méthodes terroristes des Russes [...]³⁶³.

Je suis partout continue aussi à s'intéresser à Guernica en juillet, et l'hebdomadaire publie un extrait d'une brochure écrite par deux dominicains basques réfugiés à Rome, Venancio Carro et Vicente Beltrán de Heredia, en réponse au manifeste « Pour le peuple basque », mentionné auparavant. Ils affirment, avec un ton particulièrement violent, que « la presse marxiste et maçonnique de l'Angleterre a inventé de toutes pièces la légende du bombardement de Guernica³⁶⁴ », et dénoncent le fait que « [p]our ces intellectuels [les signataires du manifeste], les agences à la solde de la maçonnerie et du marxisme méritent plus de créance que toutes les rectifications de l'invincible général Franco, catholique fervent, alors même que ces rectifications seraient appuyées par les témoignages des correspondants des journaux français³⁶⁵ ». Même si cet article n'est pas signé par aucun des collaborateurs habituels de *Je suis partout* et il s'agit d'un extrait d'une brochure, le fait de l'inclure dans les pages de l'hebdomadaire indique la position de *Je suis partout* par rapport aux événements de Guernica, en servant ainsi, à nouveau, de porte-parole de la version officielle franquiste.

³⁶² André Nicolas, « L'offensive de Biscaye », *Je suis partout*, 15 mai 1937.

³⁶³ René Benjamin, « Dans Bilbao délivrée », *Candide*, 1 juillet 1937.

³⁶⁴ « Réponse de deux religieux basques au manifeste des intellectuels catholiques français », *Je suis partout*, 23 juillet 1937.

³⁶⁵ *Ibid.*

C'est aussi cette version que figure dans l' *Histoire de la guerre d'Espagne* de Robert Brasillach et Maurice Bardèche, qui affirment que les bataillons basques qui défendaient la ville « préfèrent abandonner leurs positions, non sans avoir incendié et détruit systématiquement la ville [...] »³⁶⁶.

Mais Guernica n'avait pas été la seule ville bombardée par la Légion Condor au Pays Basque, puisque quelques semaines plus tôt, le 31 mars 1937, Durango avait subi le même sort. Cependant, dans ce cas, les journalistes français de droite attribuent aux Allemands la responsabilité de l'attaque. Ainsi, Didier Poulain reconnaît ouvertement l'usage de Durango comme terrain d'expérimentation de l'armement allemand :

Quant aux Allemands, ils ne chassent ni une doctrine ni la gloire. Ils travaillent. Ils font des expériences de laboratoire.

J'ai vu Durango, la ville qu'ils ont mise dans une éprouvette d'artillerie. Triste spectacle d'une cité broyée.

-Les Allemands ont fait là un travail d'assassins, m'a dit un Italien qui m'accompagnait ; pensez que les officiers, chronomètre en main, mesuraient à la seconde la destruction et la mort.

Je regarde ces maisons vidées de leurs cloisons, de leurs meubles, de leurs gens ; les façades qu'un miracle permanent garde debout... Ah ! c'est du travail bien fait !

Je suppose la dernière phrase plausible que les artilleurs ont écrite au bas de leurs rapports : « ...Nous concluons de nos observations que, pour la destruction de villes du type étudié, construites en briques et moellons sur trois étages en moyenne, il faut compter tant de minutes, tant de secondes à l'hectare bâti, et tel poids de projectiles... »³⁶⁷

En effet, l'usage de la ville de Durango, que Poulain appelle « ville cobaye »³⁶⁸, pour expérimenter le nouvel armement est bien prouvé. Cette ville a servi à Wolfram von Richtofen, chef d'Etat-major de la Légion Condor, pour observer les effets des bombardements massifs des villes pour démoraliser la population³⁶⁹. À Guernica, de la même manière qu'à Durango, un des objectifs principaux était de provoquer dans la population toute la panique et confusion possibles, ce qui explique l'usage de bombes incendiaires et les rafales de mitrailleuses contre ceux qui fuyaient la ville³⁷⁰. La ressemblance entre les deux bombardements n'est pas un argument suffisant pour Brasillach et Bardèche, qui reconnaissent dans ce cas le bombardement allemand de Durango, mais seulement « parce que la plupart des renforts se concentraient à Durango,

³⁶⁶ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 297-299.

³⁶⁷ Didier Poulain, « Comment j'ai vu la guerre d'Espagne », *Candide*, 5 août 1937.

³⁶⁸ *Ibid.*

³⁶⁹ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 606.

³⁷⁰ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 481.

qui a toujours eu une grande importance stratégique³⁷¹ », et par conséquent, sans aucune intention d'expérimentation de l'armement.

Guernica est, pour le camp franquiste, un affaire incommode, et non seulement par le caractère barbare du bombardement. De reconnaître leur responsabilité, les autorités franquistes se montreraient soit comme les assassins d'une population catholique, soit comme des dirigeants incapables de contrôler l'activité de leurs alliés, dans ce cas les Allemands. Et, en outre, le mensonge sert aussi pour accuser les Républicains d'une nouvelle atrocité. Les auteurs français d'extrême droite acceptent sans questionnement la version franquiste et la défendent farouchement, malgré les contradictions.

La justification de la répression et la « terreur blanche » : de la nécessité de maintenir l'ordre à la vengeance

La répression franquiste est une autre question épineuse dans la représentation de la guerre construite par les journalistes et intellectuels français d'extrême droite. Elle est parfois tout simplement ignorée : si on ne parle pas d'elle, aux yeux des lecteurs de ces hebdomadaires politiques ou des livres consacrés à la guerre d'Espagne, cette violence n'existe pas. Or, parfois la violence est indéniable, comme dans le cas de Badajoz, puisque plusieurs journalistes sont présents au moment des massacres. Dans ce cas, la stratégie la plus commode est la minimisation, en réduisant l'importance des événements, et surtout la justification : les journalistes affirment donc que la répression franquiste a été dure, mais moins violente que la « terreur rouge ». De plus, comme on a abordé dans le chapitre antérieur, l'intelligentsia française d'extrême droite fait un grand effort dans les articles, les reportages, les récits de voyage et les essais sur la guerre d'Espagne pour délégitimer, « deshispaniser » et déshumaniser l'ennemi. De cette manière, la violence franquiste se voit toujours justifiée.

En analysant l'*Histoire de la guerre d'Espagne*, on trouve que les deux terreurs de la guerre civile, la « rouge » et la « blanche », sont présents, donc on ne peut pas dire que Brasillach et Bardèche nient ou ignorent complètement les massacres en Espagne franquiste. Cependant, le bilan est irrégulier, et la violence « rouge » reçoit beaucoup plus d'attention³⁷². Et, normalement, tous les exemples de répression contre les républicains

³⁷¹ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 299.

³⁷² Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p.569-570.

sont justifiés par les auteurs. Un des exemples les plus clairs se trouve dans la description de ce que Brasillach et Bardèche appellent le « premier gouvernement de Burgos » (*Junta de Defensa Nacional*, en français Conseil de défense nationale), créée dans cette ville castillane le 23 juillet 1936 pour exercer le pouvoir de manière provisoire dans la zone contrôlée par les rebelles. D'après les auteurs, la situation du territoire gouverné par ce Conseil était calme, mais cela avait requis une activité de répression préalable :

Pourtant les nationaux n'avaient pas établi miraculeusement ces paysages idylliques. Ils avaient dû assurer leur sûreté et frapper les responsables. Parmi ces exécutions, les unes étaient justes, les autres nécessaires³⁷³.

La division entre exécutions « justes » et « nécessaires » est bien expressive. Dans le contexte de la guerre, selon Brasillach et Bardèche, il faut parfois renoncer aux garanties légales et même à la justice pour assurer le pouvoir. Et, ensuite, les auteurs énumèrent le type de personnes qui ont été condamnées :

Les hommes qui furent frappés avaient souvent contribué par sectarisme ou par haine à mener l'Espagne à l'état où elle se trouvait : des francs-maçons, des propagandistes marxistes, des meneurs de grève, responsables des troubles et des meurtres, des créatures du gouvernement qui avaient partagé les prébendes et participé aux affaires louches du régime, des fonctionnaires ou des politiciens qui avaient trouvé normal de pratiquer l'abus de pouvoir et de multiplier les dénis de justice au moment de leur triomphe, ont été frappés avec justice³⁷⁴.

Selon cette description, aux yeux de Brasillach et Bardèche, tous ceux qui ont été exécutés l'ont mérité. Les catégories sont très vagues et hétéroclites : on égale ici les francs-maçons, communistes ou meneurs de grève aux responsables d'assassinats. Et, outre la classification floue des crimes, en Espagne rebelle, dans un moment où le système judiciaire ne pouvait pas garantir la régularité des jugements, ces accusations pouvaient devenir rapidement un instrument facile d'élimination de rivaux politiques. Par exemple, les personnes qui se sont opposées au coup d'État et qui ont tenté de défendre la légalité républicaine ont été souvent accusées de « rébellion », ce qui est en soi fortement contradictoire, jugées sans formalités et exécutées sommairement³⁷⁵. Brasillach et Bardèche reconnaissent qu'il y a eu des irrégularités dans les procès judiciaires, et parfois, de la violence spontanée « moins légitime », mais, d'après eux, cela est justifié de quelque manière:

³⁷³ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 166.

³⁷⁴ *Ibid.*

³⁷⁵ Mercedes Yusta, *op. cit.*, p. 41-42.

Dans une autre catégorie de victimes, on comprend également que le désir de venger leurs camarades fusillés par les Rouges ait rendu les conseils de guerre nationalistes particulièrement sévères pour les officiers qui avaient voulu s'opposer au mouvement. [...] Mais à côté de cela, il est sûr que dans les premiers jours du soulèvement, l'indignation excitée par les massacres des Rouges, ou le désir de se venger d'une tyrannie de plusieurs mois, ont provoqué en certains endroits des réactions moins légitimes³⁷⁶.

Cet extrait est une justification de la vengeance, vengeance qui est d'ailleurs injuste, parce qu'elle ne frappe pas les coupables des violences, sinon ceux qui se maintiennent fidèles à la légalité républicaine. Ce « désir » de vengeance se voit favorisé par les nouvelles lois franquistes, qui ne cherchent pas une réconciliation après la guerre. Ainsi, les autorités franquistes approuvent la loi de responsabilités politiques, appliquée avec des effets rétroactifs et qui fait possible de poursuivre les membres de partis et syndicats de gauche qui avaient soutenu le *Frente popular* depuis la convocation des élections de février 1936 et les militants des partis séparatistes depuis octobre 1934³⁷⁷ (c'est-à-dire, justement lors des grèves massives d'octobre 1934, contexte dans lequel s'encadre la Révolution des Asturies). De cette manière, selon la loi franquiste, seulement les coupables sont châtiés, mais la notion de « coupable » est très large.

Il y a plusieurs exemples de ce type de justifications, sans que les journalistes n'oublient jamais de rappeler que la violence de l'ennemi a été pire. Pour Raymond Recouly, face aux atrocités des rouges, « rien de pareil ni même, si peu soit-il de comparable ait jamais pu être sérieusement reproché à leurs adversaires³⁷⁸ ». Et Recouly lui-même revient en mai 1937 dans les pages de *Gringoire* au sujet de la répression pour montrer qu'elle est bien différente en Espagne franquiste qu'en Espagne républicaine :

Les partisans de Franco ont, dans certaines régions, à Séville notamment, exercé une répression assez dure, parce qu'ils la jugeaient indispensable. Ils ont fusillé beaucoup de rouges. C'est, hélas ! le sort des guerres civiles, de rendre chacun des adversaires sévère et même impitoyable. Mais nulle part les nationaux n'ont commis des atrocités comparables, si peu soit-il, à celles des rouges. Nulle part ils n'ont incendié des édifices présentant une valeur artistique, violé, éventré des femmes, torturé des prêtres, brûlé des hommes après les avoir imbibés de pétrole. Nulle part ils ne se sont acharnés sur leurs victimes. Il n'existe à cet égard aucune analogie entre la conduite des deux adversaires³⁷⁹.

Donc, en somme, d'après plusieurs auteurs français profranquistes, la violence contre les républicains peut se comprendre en bonne partie par le désir de vengeance.

³⁷⁶ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 166-167.

³⁷⁷ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 462.

³⁷⁸ Raymond Recouly, « Le retour à la barbarie », *Gringoire*, 9 avril 1937.

³⁷⁹ Raymond Recouly, « Tableaux de l'Espagne en armes », *Gringoire*, 21 mai 1937.

Dans *Je suis partout*, Pierre Antoine Cousteau écrit : « -Vous comprendrez, ajoute un de nos amis, après nous avoir décrit une religieuse éventrée par les rouges, que les soldats de Franco ont quelque excuse si leur arrive parfois d'avoir la main un peu lourde³⁸⁰ ». Et Marcel Dutrey signe un reportage pour *Gringoire* en mars 1937 où il y a deux appels explicites à la haine et à la vengeance. Le reporter lui-même affirme, par rapport aux personnes qui ont perdu dans la guerre quelque familier de la main des « rouges » :

Celui-là se battra jusqu'au jour où le dernier communiste aura été rejeté à la mer, celui-là se battra encore et toujours, ivre de haine, dévoré par sa soif de vengeance. Mettez-vous à sa place ! La victoire à tout prix ou la mort !³⁸¹

Et, dans le même reportage, une jeune femme asturienne fait une véritable exaltation de la vengeance, à la justice populaire sans enquête et de la répression aveugle et indiscriminée de l'ennemi :

« Quand il s'est agi pour moi de choisir un *novio* [copain, en espagnol dans le texte], je me suis mis à la recherche de celui qui serait le plus apte à me venger. [...] Je n'ai voulu ni le plus riche, ni le plus agréable, ni celui dont le langage était le plus fleuri. J'ai voulu celui qui en tuait le plus. Mon *novio* en a déjà tué dix-sept. Moi-même, je reste ici jusqu'à l'entrée des nationaux dans Teverga [village des Asturies], tout mon être tendu vers l'heure où je pourrai de mes propres mains fusiller au moins un des assassins de mes parents et de ma sœur³⁸². »

Cette violence était aussi justifiée par les autorités franquistes. Comme nous avons mentionné plus haut, la promulgation de lois empêchant toute possibilité de réconciliation constitue un exemple. Mais ce désir de vengeance peut se percevoir dans quelques interviews des chefs eux-mêmes. Par exemple, Queipo de Llano, dans une interview avec Claude Farrère, justifie la répression à Séville comme une vengeance contre la « terreur rouge »³⁸³. La répression franquiste pendant et après la guerre espagnole est en grande partie une question de vengeance, et on peut voir donc comment ce discours est pleinement absorbé par les journalistes et reporters français d'extrême droite.

Un des exemples les plus clairs de minimisation et justification par les journalistes, reporters et écrivains français d'extrême droite de la répression menée par les rebelles en Espagne se trouve dans le cas des massacres de Badajoz, en août 1936.

³⁸⁰ P.-A. Cousteau, « Saragosse by night », 5 août 1938.

³⁸¹ Marcel Dutrey, « Aux écoutes de la bataille pour Oviedo », *Gringoire*, 12 mars 1937.

³⁸² Marcel Dutrey, « Aux écoutes de la bataille pour Oviedo », *Gringoire*, 12 mars 1937.

³⁸³ Ses mots seront analysés en détail dans le chapitre consacré à la représentation des personnages de la guerre civile.

-Un exemple de justification de la violence : la répression de Badajoz

La bataille de Badajoz et la répression ultérieure suscitent beaucoup de commentaires à niveau international. La campagne du sud est très violente, parce que les militaires rebelles africanistes, dont Queipo de Llano et Juan Yagüe utilisent des techniques de terreur habituelles dans la guerre coloniale³⁸⁴. La violence est particulièrement sanglante à Badajoz, ville où le soulèvement militaire avait échoué, mais où il n'y avait pas eu d'attaques en juillet contre les partisans du coup d'État. Cependant, après la prise de la ville le 14 août 1936, les rebelles déclenchent une répression impitoyable, avec près de 2000 morts pendant les deux jours suivants, et un grand nombre de fusillades dans les arènes de la ville. Les exécutions continueront pendant plusieurs mois. Cette violence sera justifiée comme une réponse à la « terreur rouge »³⁸⁵. Le massacre provoque un considérable impact international par la présence de plusieurs journalistes dans la ville. Même le général Yagüe finit par reconnaître la répression parce que l'armée, pendant son avance, ne pouvait pas emmener de prisonniers³⁸⁶. Par conséquent, les événements ont été rapidement connus et prouvés dans tout le monde. À partir du scandale de Badajoz, les autorités franquistes contrôlent plus la présence de journalistes dans leurs rangs.

La plupart de journaux français de droite, à nouveau, garde silence par rapport aux événements³⁸⁷, tandis que les autorités franquistes et les milieux profranquistes étrangers vont nier postérieurement l'existence même des massacres³⁸⁸. Dans les cas analysés, l'attitude sur la violence à Badajoz est surtout la reconnaissance nuancée, tout en justifiant ses raisons.

Ainsi, Jérôme Tharaud, qui observe l'état de Badajoz après la bataille et la brutale répression des troupes de Yagüe, reconnaît l'existence des exécutions :

[...] Tous ceux qui se cachaient et qu'on pouvait soupçonner d'avoir pris part à la bataille, soit parce qu'ils portaient l'uniforme, soit parce qu'ils avaient à l'épaule la marque du fusil, soit enfin parce qu'ils faisaient partie de quelque organisation révolutionnaire, furent conduits au toril, où se faisaient les exécutions. Pendant deux jours on fusilla. Quinze cents, m'a-t-on dit, le premier jour ; et cinq cents le second. On fit des bûchers de tout ce monde, et on y mit le feu. Puis remontant dans ses autobus, ses

³⁸⁴ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 430.

³⁸⁵ *Ibid.*, p. 448-452.

³⁸⁶ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 97-98

³⁸⁷ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p.347.

³⁸⁸ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 456.

camions, ses taxis, ses charrettes et tous les véhicules qu'elle avait pu trouver, la colonne continua sa route à marches forcées vers Tolède³⁸⁹.

Mais il trouve des différences entre la violence des « rouges » et des « blancs », en affirmant, après avoir décrit les atrocités commises par les « rouges » :

À leur tour, les blancs passaient tous les suspects par les armes. Comme on a vu, eux aussi sont sans pitié. Mais leur pratique est différente : ils fusillent sans supplicier personne³⁹⁰.

Cela est aussi une stratégie de justification. À plusieurs reprises, les auteurs favorables à Franco vont insister sur le fait que la justice des « nationalistes » est formelle, régulière, après enquête et, surtout, sans torture, face à la violence incontrôlée des miliciens et des anarchistes³⁹¹. On peut lire un argument similaire dans *Je suis partout*, qui critique la dénonciation des événements par la presse internationale, cette fois-ci avec une justification explicite de la répression et l'explication habituelle de la vengeance :

Mettez-vous à la place des soldats qui viennent de reconquérir un coin de la terre espagnole et qui le retrouvent souillé, profané, ensanglanté par les tortionnaires rouges. [...] On comprend la rage froide des légionnaires de Badajoz, l'exécution immédiate des marxistes, les salves impitoyablement justicières. [...] [I]l est impossible de mettre sur le même plan les condamnations à mort décidées par les chefs nationaux et le hideux déchaînement de la canaille marxiste³⁹².

Selon le même article (où il est à noter l'usage du verbe « reconquérir »), il est vrai que les troupes de Yagüe organisent une forte répression, mais les légionnaires « ne tuent que des combattants³⁹³ », et ils doivent finir avec toute possible résistance selon « l'atroce loi de la guerre civile³⁹⁴ ». En tout cas, le journaliste spécifie encore : « Mais de là à torturer et à tuer pour le plaisir, il y a un abîme³⁹⁵ ». Et, d'après André Nicolas, certes les « nationaux » ont tué plusieurs personnes en Andalousie et Badajoz, mais les exécutions étaient nécessaires et, dans le cadre de la guerre civile, elles n'ont pas échappé à la légalité ni à l'« honneur » de la guerre :

Dans le Sud, après les horreurs commises par les rouges ayant torturé de nombreuses victimes, les occupants de Badajoz et de certains centres d'Andalousie ont dû procéder à un assez grand nombre d'exécutions, car il faut à tout prix mettre fin aux

³⁸⁹ Jean et Jérôme Tharaud, « Badajoz conquise et fervente », *Candide*, 22 octobre 1936. Il faut noter que l'article est publié deux mois après les événements.

³⁹⁰ *Ibid.*

³⁹¹ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 426

³⁹² « La liaison nord-sud effectuée, les nationaux réduisent la côte du golfe de Gascogne », *Je suis partout*, 22 août 1936.

³⁹³ *Ibid.*

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ *Ibid.*

mœurs sauvages du Front populaire, et il est impossible de le faire autrement. Mais nulle part nous n'avons vu les « blancs » procéder à des actes contraires à l'honneur d'une armée en campagne³⁹⁶.

Le même jour, Bertrand de Jouvenel (1903-1987), journaliste et écrivain rallié au Parti populaire français, exprime une opinion similaire. D'après lui, à Badajoz, il « [n'avait] pas des exécutions massives, on éliminait tout ce qui avait participé aux massacres, tout ce qui était susceptible de prendre des armes³⁹⁷ ». Le reporter affirme aussi qu'il n'a vu aucune des atrocités qui ont été dénoncées par la presse et que les légionnaires et les soldats nord-africains ne sont pas les monstres dénoncés par les journalistes de gauche :

Libre aux écrivains parisiens passés maîtres dans la description des « atrocités », de peindre les légionnaires galopant dans la ville prise, ivres et torturant les femmes. J'ai vu, moi, des soldats dont le moindre avait une majesté de chef arabe³⁹⁸.

Les interprétations de la répression de Badajoz réalisées par l'extrême droite française vont toutes dans la même ligne : comme on ne peut pas ignorer les massacres parce que la presse internationale s'en est fait écho, il y a un essai constant de les justifier, de minimiser leur importance et d'assurer que les exécutions ont été mesurées et sans torture.

Il est intéressant d'analyser les conclusions de Brasillach et Bardèche par rapport à ces événements dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne*. Le texte, qui n'est pas contemporain aux faits parce qu'il est publié en 1939, fait un bilan qui se prétend plus équilibré. Les auteurs mettent en doute l'existence des massacres, mais en tout cas, ils justifient les indéniables violences d'une certaine manière : d'après eux, les exécutions de Badajoz ont été justes et s'expliquent par la situation de guerre civile, qu'ils reconnaissent comme particulièrement sanglante, mais aussi, ces violences ont été beaucoup moins graves que les atrocités commises par les républicains à Valence ou Barcelone :

Il est trop évident que les assaillants ne firent preuve d'aucune indulgence devant la résistance courageuse qui se manifestait. Les jugements sans doute sommaires qui suivirent condamnèrent des hommes que l'on accusait, en outre, d'abus de pouvoir, d'exécutions arbitraires, d'exactions diverses. Que d'autre part la haine politique ait

³⁹⁶ André Nicolas, « André Nicolas décrit ce qu'il a vu au front et à l'arrière depuis Saint-Sébastien jusque devant Tolède », *Je suis partout*, 26 septembre 1936.

³⁹⁷ Bertrand de Jouvenel, « Bertrand de Jouvenel explique pourquoi les nationaux gagnent », *Je suis partout*, 26 septembre 1936.

³⁹⁸ *Ibid.*

emporté les vainqueurs au-delà de toute mesure, que la guerre ait imposé une loi sans pitié, que l'on ait jugé impossible de garder des prisonniers, que la lutte en Espagne ait pris presque toujours un caractère implacable, cela est trop certain. [...] Les armées de Yagüe ont donc procédé sûrement à une épuration brutale. Tout homme combattant était fusillé [...]. N'oublions pas que nous sommes en guerre civile et dans les premiers jours. Il y a loin de cette rude méthode ou même des excès commis pendant l'assaut aux massacres cruels dont les bureaux de presse de Valence et de Barcelone ont transmis le récit indigné à tout l'univers³⁹⁹.

Cependant, ils affirment aussi que les médias internationaux prorépublicains ont fait un usage intéressé des massacres, précisément pour cacher la « terreur rouge »:

[I]l faut songer que les récits des atrocités de Badajoz ont été publiés juste au moment où les journaux nationalistes racontaient avec force de détails les atrocités, malheureusement trop certaines, des marxistes, à Madrid et Barcelone. Il s'agit tout d'abord d'une contre-attaque diplomatique⁴⁰⁰.

Brasillach et Bardèche ne montrent aucun recul dans leur avis sur les massacres de Badajoz. Leur récit reprend les mêmes arguments que ceux défendus par la presse française d'extrême droite pendant l'année 1936. De cette manière, la question de Badajoz, exemple culminant des massacres subis par la population civile, était résolue par les auteurs français d'extrême droite par la minimisation et la justification.

La justification de la guerre dirigée vers la destruction complète de l'ennemi

En même temps, quelques auteurs appellent à une victoire sans conditions des armées franquistes, dans une guerre qui devait finir avec la totale élimination de l'ennemi. « L'Espagne de Franco ne peut pas ne pas triompher sans finir par jeter à la mer jusqu'au dernier communiste⁴⁰¹ », s'écrie Marcel Dutrey dans *Gringoire*. Et on trouve des réclamations encore plus radicales. Lucien Maulvault, pour conclure la diatribe pseudoscientifique sur la violence anarchiste mentionnée dans le chapitre antérieur, exige des nouvelles autorités une épuration scientifique de la population espagnole :

Sans toutefois prétendre à modifier jamais le caractère inné des Espagnols, il reste à se demander si une œuvre de moralisation ne s'imposait pas depuis longtemps au-delà des Pyrénées. Mais si la tragédie dont nous sommes les témoins est due pour une bonne part à la déchristianisation d'une fraction de la population de ce pays si riche de passé et de génies spécifiques, une réaction inverse n'eût probablement pas suffi à en ramener l'équilibre. Il fallait, par des moyens empruntés à la science, s'employer à purger la race

³⁹⁹ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 126.

⁴⁰⁰ *Ibid*, p. 128.

⁴⁰¹ Marcel Dutrey, « Le chemin de Malaga », *Gringoire*, 29 janvier 1937.

même du déchet de sa trop grande histoire. Aux futurs chefs de l'Espagne pacifiée, quels qu'ils soient, une pareille tâche s'imposera⁴⁰².

En effet, cela est un appel non dissimulé à l'eugénésie, à l'élimination organisée, « scientifique » de l'ennemi. Pierre Frédéric Charpentier signale que cette prise de position de Maulvault est relativement exceptionnelle mais non unique, puisque Marcel Chaminade, auteur de plusieurs articles sur l'Espagne pour *Gringoire*, avait fait une demande similaire en août 1936 dans *Le Courrier royal*⁴⁰³.

Ces opinions n'ont rien d'étonnant, vu le fait que c'étaient les propres autorités franquistes qui les défendaient. Déjà le 30 juillet, dans un interview avec B. Simionesco au Maroc, Franco déclare qu'il faudra mener en Espagne une « opération de police, de nettoyage⁴⁰⁴ », puisque « le rétablissement du principe d'autorité exigera des châtiments exemplaires⁴⁰⁵ ». Dans une interview concédée à André Nicolas pour *Je suis partout*, en septembre 1936, le futur dictateur exprime que « la prolongation de la guerre aura eu un avantage : celui de rendre plus définitive l'extirpation de notre sol du virus communiste⁴⁰⁶ », en ajoutant que face aux horreurs dont les rouges sont responsables, « il est impossible d'éviter l'exécution des coupables⁴⁰⁷ ». Franco affirme plus tard à Raymond Recouly, de *Gringoire*, que la victoire sera « complète », « certaine » et « prochaine », et que ses armées ont une supériorité « écrasante » face à celles de la République⁴⁰⁸. Dans cette longue interview, Franco fait quelques références au « nettoyage » (à lire, élimination de l'ennemi) de quelques régions, dans ce cas Séville. En effet, comme le signale Paul Preston, un des objectifs principaux de Franco dans la guerre était d'annihiler complètement l'armée républicaine, et de construire son futur comme dictateur, en éliminant d'abord toute opposition⁴⁰⁹. Il ne cherchait donc pas une victoire immédiate, sinon une victoire totale. Cela empêche donc toute possible solution pacifique. Queipo de Llano se montrait aussi très contraire à toute négociation et possible

⁴⁰² Lucien Maulvault, « Le vertige de la mort », *Je suis partout*, 9 juillet 1937.

⁴⁰³ Pierre Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 428, notes 1 et 2. D'après Chaminade : « Toutes les éléments qui ont voulu faire de l'Espagne une nouvelle Russie [...], doivent être exterminés jusqu'au dernier pour le bonheur de la paix et la prospérité de l'Espagne ».

⁴⁰⁴ B. Simionesco, « Le général Franco nous dit... », *Candide*, 30 juillet 1936.

⁴⁰⁵ *Ibid.*

⁴⁰⁶ André Nicolas, « Je suis partout interviewe Franco », *Je suis partout*, 19 septembre 1936.

⁴⁰⁷ *Ibid.*

⁴⁰⁸ Raymond Recouly, « Franco m'a annoncé sa victoire complète, certaine, prochaine », *Gringoire*, 5 mars 1937

⁴⁰⁹ Paul Preston, *La política de la venganza: el fascismo y el militarismo en la España del siglo XX*, Barcelone, Península, 1997, p. 81

réconciliation. Pour lui, comme il déclare à Pierre Héricourt, l'Espagne n'était pas divisée en deux parties similaires :

On ne compose pas moitié avec la peste et moitié avec la bonne santé. Nous voulons délivrer le pays de la peste et nous le délivrerons⁴¹⁰.

Les allusions au « nettoyage » nécessaire ne sont pas rares, le terme étant normalement entre guillemets, utilisé toujours comme un euphémisme pour se référer à l'élimination physique de l'ennemi. Thomas signale comment d'après le concept de *limpieza* (nettoyage) des autorités franquistes il fallait débarrasser le pays de ses maux, ce qui fut à l'origine d'une politique de répression organisée⁴¹¹. En effet, si l'objectif du soulèvement militaire était de libérer le pays du communisme, identifié avec l'ensemble de la gauche, les éléments perturbateurs étaient donc les communistes, c'est-à-dire, les gens de gauche, incarnés particulièrement dans les combattants républicains et les membres de syndicats et partis politiques de gauche. L'intelligentsia française d'extrême droite adopte et diffuse ouvertement cette idée.

Comme on a vu, la guerre civile espagnole est présentée à plusieurs reprises comme un affaire de vengeance sans pitié. Dans ce cas, la négociation serait impossible. Ainsi l'exprime Marcel Dutrey, avec un nouvel appel à la haine en septembre 1937, en affirmant qu'aucune négociation n'est pas possible puisque l'ennemi n'est pas égal aux vainqueurs :

Nulle part mieux qu'à Santander je n'ai senti la vanité des mots *Liberté, Égalité, Fraternité*. [...] Quelle farce ! Liberté à des gens esclaves des pires passions ? Égalité ? Comme si les hommes étaient égaux [...]. Fraternité ? Peut-on fraterniser avec des bêtes féroces ?⁴¹²

Cependant, il est à noter que dans les pages de la presse d'extrême droite on peut trouver parfois quelques rarissimes voix dissidentes qui transmettent un message différent. En février 1936, *Gringoire* publie un compte rendu de François Mauriac par rapport au livre *Cruelle Espagne* des frères Tharaud, qui venait d'être publié. Nous n'allons pas analyser ici en profondeur la figure de Mauriac, mais une mention à cet article s'avère intéressant. Mauriac, qui collabore avec *l'Action française* et *Le Figaro*,

⁴¹⁰ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 66.

⁴¹¹ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 219. Le terme « nettoyer » avait été utilisé aussi pour décrire la violence de gauche. Par exemple, A. de Grijalba, dans son seul article dans *Candide* (« Je suis un évadé. Échappé de l'enfer madrilène », *Candide*, 20 août 1936), dit qu'un anarchiste « avait été chargé de “nettoyer” avec sa colonne un pueblo voisin de Tolède ».

⁴¹² Marcel Dutrey, « Santander ou le commencement de la fin », *Gringoire*, 10 septembre 1937.

pour qui il publie le 25 juillet 1936 l'article « L'internationale de la haine », contre l'intervention française en Espagne, et qui est d'abord favorable aux rebelles, se voit horrifié par la brutale répression de Badajoz, et il sera par la suite critique vis-à-vis du camp franquiste. Cependant, selon Charpentier, au début 1937 Mauriac n'a pas encore complètement viré vers la condamnation du franquisme, en reprenant quelques-uns des arguments de la droite pro-franquiste pour la mentionnée critique de *Cruelle Espagne*⁴¹³.

En effet, *Cruelle Espagne* est un livre ouvertement favorable à Franco, mais Mauriac, dans sa critique, affirme que Tharaud « n'[a] aucun désir d'exciter notre indignation au bénéfice de l'un ou de l'autre camp⁴¹⁴ ». Mauriac défend aussi l'Église espagnole avec les mêmes arguments que la propagande franquiste, en affirmant que « quelle que soit la responsabilité de ce clergé, nul n'a droit de jeter la pierre à des gens qui ont eu environ seize mille de leurs massacrés⁴¹⁵ ». Néanmoins, à différence de la propagande franquiste (et de la plupart d'auteurs français favorables aux rebelles) qui considéraient que la construction du nouvel État se légitimait par la propre guerre, qui était en soi une « cause juste⁴¹⁶ », Mauriac ne considère pas la guerre espagnole comme juste par elle-même à cause de sa propre nature (selon la version officielle franquiste) de lutte contre les « rouges » et le communisme. Pour Mauriac, la postérité de la guerre et du nouveau régime dépendra de l'attitude des vainqueurs : « Selon ce que les vainqueurs auront fait de leur victoire, selon qu'ils en useront avec sagesse ou qu'ils mésuseront bassement, cette guerre civile revêtira dans l'Histoire des aspects bien différents⁴¹⁷ ». Et cela dépend fondamentalement de la politique envers les vaincus :

Le tout est de savoir si ce maître encore inconnu cèdera au démon de la facilité, en cherchant à écraser le vaincu et à l'anéantir, ou si, au contraire, il chargera ce peuple tout entier sur ses épaules et consentira à ne plus voir que ses blessures pour les panser avec amour. Au sortir de son enfer, l'Espagne risque d'en connaître un pire si le vainqueur cherche d'un seul côté les responsables⁴¹⁸.

D'après Mauriac, par conséquent, les responsables ne se trouvent pas seulement du côté républicain, à différence de ce qui affirme la version officielle franquiste, qui organisera par la suite une terrible répression unilatérale. Il ne laisse pas d'être intéressant

⁴¹³ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 345-349.

⁴¹⁴ François Mauriac, « Cruelle Espagne », *Gringoire*, 26 février 1937. Cité dans Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 348.

⁴¹⁵ *Ibid.*

⁴¹⁶ Francisco Sevillano Calero, « La imagen del enemigo en la guerra civil española », *op. cit.*, p. 113.

⁴¹⁷ François Mauriac, « Cruelle Espagne », *Gringoire*, 26 février 1937.

⁴¹⁸ *Ibid.*

de trouver ce témoignage dans un hebdomadaire comme *Gringoire*, qui défend une idée complètement manichéenne de la guerre civile espagnole. En tout cas, cet article n'est que l'exception qui confirme la règle.

Deuxième partie

Regards sur la « nouvelle Espagne ». Les intellectuels français d'extrême droite face à l'Espagne franquiste

Chapitre 5- Le camp franquiste vu par les intellectuels français d'extrême droite : ordre, unité et défense de la civilisation occidentale et chrétienne

La représentation du camp franquiste réalisée par les intellectuels français d'extrême droite est bien différente de celle du camp républicain. Si la République espagnole est vue comme l'incarnation de tous les maux de la révolution, la « nouvelle Espagne » est montrée comme un rempart contre le communisme. En réalité, le camp franquiste est défini *contre* l'ennemi. Pendant plusieurs mois, les rebelles n'indiquent pas quel type de système politique ils prétendent établir. Quelques journalistes, qui n'ont pas tort, présupposent très tôt que ce sera un système antiparlementaire, mais les spéculations sur le caractère du nouveau régime vont durer jusqu'à 1939. Franco est identifié depuis le début comme le chef principal du soulèvement, mais il n'y a pas aucune décision officielle établissant cela : en fait, il n'est nommé généralissime et chef du nouveau gouvernement qu'en octobre 1936. En outre, le camp rebelle ne constitue pas une unité : il est un conglomérat de partis et groupes politiques différentes (phalangistes, carlistes, monarchistes...) qui se réunissent de manière artificielle et non sans tensions internes en avril 1937 sous le nom de *FET y de las JONS (Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista)*.

Or, malgré toutes ces indéfinitions, l'extrême droite française s'intéresse fortement au sort du camp franquiste, perçu comme défenseur de l'ordre face à la barbarie. Les chefs soulevés, et particulièrement Franco, suscitent une grande fascination, et malgré la division politique interne, le camp franquiste est exalté comme le paradigme de l'union pour un objectif commun. En outre, le nouveau modèle d'État, même si la nature définitive du régime qui serait établi était incertaine pendant la guerre, est perçu comme un système à mi-chemin entre tradition et fascisme, qui pourrait servir de modèle pour la France.

Franco et les militaires rebelles sont considérés les représentants de la vraie Espagne. Nous avons vu précédemment comment la guerre est présentée comme une lutte de l'Espagne, nationale, contre le communisme moscovite, étranger ; et comment les Républicains sont désignés souvent sous le terme de « rouges » ou « marxistes ». Par conséquent, la terminologie est aussi très importante du côté franquiste. Le terme « rebelles », souvent utilisé par la presse de gauche mais aussi par l'historiographie postérieure, a été refusé par la droite française. Ainsi, Marcel Dutrey écrit dans

Gringoire : « Je me refuse à les appeler des rebelles⁴¹⁹ ». « Blancs⁴²⁰ » est parfois utilisé, en probable référence à la guerre civile russe, vu le fait que les républicains espagnols sont souvent appelés « Rouges ». Dans d'autres cas, les insurgés sont nommés « patriotes⁴²¹ » ou directement « Espagnols⁴²² », et ils sont identifiés avec l'ensemble du pays. Ainsi, *Candide* intitulé, en juillet 1936, une rubrique dédié au conflit « L'Espagne soulevée contre le Frente popular⁴²³ ». Néanmoins, les termes les plus habituels sont « nationaux » ou « nationalistes », suivant la propre terminologie officielle franquiste, qui qualifiait la guerre de « *Movimiento nacional* » (« Mouvement national »).

Dans la représentation de l'Espagne franquiste il y a une autre différence par rapport à la perception de l'Espagne républicaine : dans ce cas, les journalistes, reporters et écrivains se rendent vraiment sur place. Certes Jérôme Tharaud est allé à Barcelone, par exemple, mais cela constitue une exception. Dans le cas de l'Espagne franquiste, les reportages, interviews, récits de voyage, etc. procèdent vraiment de séjours dans le pays. Or, le fait de se rendre en Espagne ne signifie pas d'avoir vu la vérité, puisque le voyage politique était très encadré par les autorités franquistes avec l'objectif de transmettre une image positive du pays à l'étranger⁴²⁴. Le public visé par les nouvelles autorités sont les journalistes, politiciens et intellectuels partisans de leur cause. C'est dans ce cadre que voyagent Jérôme Tharaud, Pierre Héricourt, Claude Farrère, Robert Brasillach, Maurice Bardèche, Pierre Antoine Cousteau ou Charles Maurras, parmi beaucoup d'autres, étant tous des auteurs qui transmettent une image très positive de la « nouvelle Espagne ». Il est à noter que l'Espagne attire plus de voyageurs que les seuls correspondants de guerre. Franco aspire à convertir les régions conquises par son armée en destinations touristiques (uniquement pour les visiteurs favorables au régime), avec la création du Service National du Tourisme en 1938 et le lancement de la campagne « Visitez les routes de la guerre en Espagne »⁴²⁵. Ainsi, *Candide*, le 14 juillet 1938 inclut dans ses pages une annonce pour

⁴¹⁹ Marcel Dutrey, « Frontière espagnole », *Gringoire*, 28 août 1936. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 210.

⁴²⁰ René Richard, « L'armée espagnole a vaincu les milices soviétiques », *Je suis partout*, 21 novembre 1936.

⁴²¹ P.-A. Cousteau, « La guerre de libération espagnole », *Je suis partout*, 15 août 1936.

⁴²² René Richard, « La guerre civile devient une guerre européenne », *Je suis partout*, 28 novembre 1936.

⁴²³ *Candide*, 30 juillet 1936. Sous cette rubrique s'inclut le reportage de B. Simionesco « Le général Franco nous dit... ».

⁴²⁴ Mari Carmen Rodríguez, *op. cit.*, p. 103.

⁴²⁵ *Ibid.*, p. 113-117.

réaliser un « pèlerinage en Espagne »⁴²⁶ (évidemment, l'emploi d'un terme religieux n'est pas le fait du hasard).

Les trajets en Espagne franquiste sont toujours pareils, avec des arrêts dans les villes principales de la zone rebelle : Saint-Sébastien, Bilbao, Santander, Burgos, Salamanque, parfois Saint-Jacques-de-Compostelle, Séville, et Saragosse au retour, en passant éventuellement par Valladolid, Badajoz ou les faubourgs de Madrid. Charpentier signale comme ces voyages ont parfois une composante d'« acte de foi⁴²⁷ », pour connaître le système et l'organisation qu'on instaure dans la tellement admirée « nouvelle Espagne ». Les descriptions sont fréquemment idéalisées, puisque les autorités franquistes ne laissaient rien au hasard. Le journaliste André Jacquelin écrit, sur ce sujet : « je me souviens d'avoir vu de quelle façon Messieurs Farrère et Benjamin furent reçus à Salamanque, en Octobre 1937, et avec quels décors, quel camouflage... dès le premier jour mon opinion fut faite, je savais ce que les autorités de Franco attendaient d'eux⁴²⁸ ». En effet, la majorité d'écrits des journalistes français d'extrême droite sur la « nouvelle Espagne » sont extrêmement optimistes, et on trouve des récits de démonstrations de patriotisme qui semblent peu naturelles, et des descriptions qui semblent faites selon un modèle. Il est difficile à savoir jusqu'à quel point les témoignages enthousiastes des auteurs et journalistes correspondent à des expériences réelles, et en quelle mesure les autorités franquistes ont organisé le « décor ».

Cependant, la plupart de reporters français de droite qui voyagent en Espagne insistent sur la totale liberté de mouvement que les autorités rebelles leur ont concédé. « Jusque-là-vous êtes libre de faire ce que vous voudrez et d'aller où bon vous semble⁴²⁹ », auraient dit les autorités franquistes du Maroc à B. Simionesco. Selon Pierre Héricourt, Queipo de Llano lui aurait permis de voir « *ce que vous voudrez*⁴³⁰ ». Et Bertrand de Jouvenel vante le même aspect : « Durant cinquante jours j'ai couvert plus de 15000 kilomètres en Espagne au volant de ma petite Renault, sans que les autorités du camp

⁴²⁶ « Pèlerinage français en Espagne : 15 jours pour aller en Espagne franquiste », *Candide*, 14 juillet 1938.

⁴²⁷ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 337.

⁴²⁸ André Jacquelin, *Espagne et liberté: le second Munich*, Paris, Kérénac et Cie, 1945, p. 85-86. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 340. Claude Farrère est auteur du récit de voyage *Visite aux Espagnols : hiver 1938*, et René Benjamin signe plusieurs articles pour *Candide*.

⁴²⁹ B. Simionesco, « Le général Franco nous dit... », *Candide*, 30 juillet 1936.

⁴³⁰ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 65. Original en italique.

national aient opposé la moindre entrave à mes mouvements⁴³¹ ». Pierre Taittinger affirme aussi :

-Vous pouvez tout voir, m'avait dit le représentant du généralissime. Chez nous, tout se passe au grand jour. Vous êtes chez vous⁴³².

Et ainsi de suite. Ces voyages déterminent donc l'image de l'« Espagne nouvelle » transmise aux lecteurs. Néanmoins, beaucoup de jugements sur la guerre civile ne procèdent pas de voyages en Espagne, puisque, depuis le commencement de la guerre, les auteurs français d'extrême droite choisissent clairement leur camp, le franquiste, défenseur, d'après eux, de l'ordre et la civilisation occidentale.

« Civilisation contre barbarie » : le camp franquiste comme garant de l'ordre

Depuis le soulèvement de juillet 1936, les militaires insurgés sont perçus par les intellectuels français de droite comme les défenseurs de l'ordre, qui se lèvent contre une république identifiée à l'anarchie. De cette manière, la propre question de la défense de l'ordre est à l'origine de la justification de la guerre. En réalité, le maintien de l'ordre, suivant les principes d'autorité, hiérarchie et obéissance, est une des valeurs fondamentales communes aux différents courants de l'extrême droite française⁴³³.

Dans ce sens, les auteurs d'extrême droite sont à nouveau les porte-paroles de Franco à l'étranger, puisque Franco lui-même assure dans un interview pour *Candide*, tout au début de la guerre : « [...] nous voulons retrouver la fraternité disparue ; et nous considérons que le progrès social ne se développe bien que si l'ordre est d'abord assuré⁴³⁴ ». Et ceci est la lecture de la guerre qui prédomine. René Richard affirme très tôt que l'Espagne « est à la fois le moyen et l'enjeu d'une bataille entre les forces d'ordre et de désordre qui se partagent le continent⁴³⁵ ». Et, quelques mois après, il insiste, en argumentant pourquoi l'Espagne franquiste incarne l'ordre et la républicaine le désordre :

Comparez les deux Espagnes en lutte : l'une, la nationaliste, calme et ordonnée, absolument unie sous le prestige de son chef par la même espérance ; l'autre, la révolutionnaire, profondément divisée, anarchique, maintenue seulement sous le knout russe et déjà envahie et gouvernée par l'étranger⁴³⁶.

⁴³¹ Bertrand de Jouvenel, « Bertrand de Jouvenel explique pourquoi les nationaux gagnent », *Je suis partout*, 26 septembre 1936.

⁴³² Pierre Taittinger, « Huit jours en Espagne nationale », *Gringoire*, 10 novembre 1938.

⁴³³ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France...*, op. cit., p. 33-34.

⁴³⁴ B. Simionesco, « Le général Franco nous dit », *Candide*, 30 juillet 1936.

⁴³⁵ René Richard, « Guerre civile et complications internationales », *Je suis partout*, 8 août 1936.

⁴³⁶ René Richard, « Le Frente popular menace de craquer », *Je suis partout*, 19 décembre 1936.

Et, pour quelques auteurs, le caractère de lutte entre l'ordre et le désordre empêche même de considérer le conflit comme une guerre civile. Celle-ci est l'opinion exprimée par le Vicomte de la Rochefoucauld, correspondant de guerre pour *Gringoire* :

Aucun terme ne saurait être plus faux, quand il se rapporte aux événements actuels que celui de guerre civile. Rien de civil en effet, et dans aucun sens du mot. Il faut dire la guerre tout simplement, la guerre d'Espagne, devenue le terrain d'essai de la lutte sans merci entre les partis d'ordre et les semeurs de désordre, entre les reconstructeurs et les démolisseurs, entre ceux qui croient en quelque chose et ceux qui ne croient plus à rien [...] ⁴³⁷.

La guerre est vue, en somme, comme un conflit entre l'ordre et l'anarchie, une lutte entre la civilisation et la barbarie. Dans ce sens, les journalistes français de droite emploient souvent les opinions exprimées par le célèbre philosophe et écrivain espagnol Miguel de Unamuno, en principe rallié au camp rebelle au début de la guerre. L'objectif n'est pas d'aborder ce sujet en profondeur, déjà bien étudié, sinon de faire un commentaire pour comprendre l'usage de la figure d'Unamuno par l'intelligentsia française profranquiste.

-L'usage de la figure de Miguel de Unamuno

Résidant à Salamanca, ville immédiatement ralliée aux rebelles, Unamuno était un des intellectuels espagnols les plus prestigieux, avec des convictions démocratiques, antimilitaristes et anticléricales bien connues. Il attire les regards de la droite européenne depuis qu'il se prononce en faveur des rebelles dans un interview pour l'agence nord-américaine *International News*, pendant les premiers jours d'août ⁴³⁸. Postérieurement, dans un interview avec André Salmon, correspondant du *Petit Parisien*, publiée le 15 août sous le titre « Miguel de Unamuno est avec les rebelles », Unamuno affirme que la guerre est une « lutte entre la civilisation et la barbarie », déclarations célébrées par l'intelligentsia française de droite. Peu après, Unamuno est démis de ses fonctions de recteur de l'Université de Salamanque par les autorités républicaines ⁴³⁹, avant d'être réhabilité par Franco. En fait, quelques journalistes de la droite française signalent le ralliement d'Unamuno à l'insurrection plus tôt. Par exemple, le 8 août 1936, René Richard écrit, dans *Je suis partout* :

⁴³⁷ Vicomte de la Rochefoucauld, « Avec les bérets rouges dans la Sierra de Gredos », *Gringoire*, 27 novembre 1936.

⁴³⁸ Françoise Peyrègne, *op. cit.*, p. 137.

⁴³⁹ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 222.

[...] devant les excès, l'orgie crapuleuse de la tyrannie révolutionnaire, le cœur, le grand cœur de Miguel de Unamuno s'est soulevé. Il a crié son dégoût de cette république qu'il avait pourtant appelée de ses vœux⁴⁴⁰.

Pendant les mois suivants, Unamuno concède plusieurs interviews à exprimer ses opinions en faveur des rebelles⁴⁴¹, mais le 12 octobre 1936 a lieu un changement radical, lors de son affrontement avec le fondateur de la Légion Millán-Astray dans le cadre d'une cérémonie dans l'amphithéâtre de l'Université de Salamanque et la prononciation d'un discours critique avec le camp franquiste. Unamuno est à nouveau destitué de son poste de recteur de l'Université, cette fois-ci par les autorités franquistes. Ces événements sont ignorés par la presse française de droite, qui continue à présenter à Unamuno comme franquiste⁴⁴². Toutes ces contradictions se voient dans l'interview qu'Unamuno concède aux frères Tharaud, publiée le 10 décembre dans *Candide*, et postérieurement dans le livre *Cruelle Espagne*. Quand l'interview a lieu, Unamuno a déjà été destitué comme recteur, et il prononce des mots très critiques contre la République et Manuel Azaña, mais aussi contre les franquistes. Unamuno affirme par exemple haïr le fascisme et la Phalange, et il se prononce contre la répression phalangiste :

Ce n'est pas un bon chemin que les syndicats nationaux (entendez les Phalangistes) prétendent nous frayer par la force et la menace, en obligeant par la terreur à s'affilier à eux tous ceux qui ne sont ni convertisseurs ni convertis. Quelle triste chose ce serait si, à ce régime bolcheviste barbare, antisocial et inhumain on tentait de substituer un autre régime aussi barbare, antisocial et inhumain de servitude totale ! Ni l'un ni l'autre, puisqu'au fond c'est la même chose⁴⁴³.

En tout cas, malgré la complexité de la position idéologique d'Unamuno et son conflit avec les autorités franquistes, les Tharaud n'hésitent pas à intituler l'interview « Contre la barbarie marxiste », ce qui est tout à fait imprécis. Unamuno meurt le 31 décembre 1936, et il est impossible de connaître sa position idéologique finale, mais pour la plupart de la presse française, sa figure a travaillé en faveur des rebelles⁴⁴⁴. Et, en effet, à plusieurs reprises, les auteurs français d'extrême droite utilisent la figure d'Unamuno pour autoriser la cause franquiste, ce qui renforce l'image de la guerre comme une lutte

⁴⁴⁰ René Richard, « Guerre civile et complications internationales », *Je suis partout*, 8 août 1936.

⁴⁴¹ Françoise Peyrègne, *op. cit.*, p. 139.

⁴⁴² Pierre-Frédéric Charpenter, *op. cit.*, p. 224-226. Certains aspects de l'affrontement entre Millán-Astray et Unamuno et le discours de ce dernier ont été récemment mises en doute par les historiens.

⁴⁴³ Jérôme et Jean Tharaud, « Contre la barbarie marxiste. Entretien avec Miguel de Unamuno », *Candide*, 10 décembre 1936. L'interview est en bonne partie la reproduction d'un manifeste rédigé par Unamuno avec les commentaires du philosophe et les questions des journalistes.

⁴⁴⁴ Françoise Peyrègne, *op. cit.*, p. 140

entre civilisation et barbarie. À peine une semaine après l'interview d'André Salmon, un article non signé de *Je suis partout* indique déjà que les atrocités des « rouges » :

[...] justifie[nt] le cri de détresse du grand écrivain républicain Miguel de Unamuno : « Je suis avec les insurgés, parce que c'est la lutte de la civilisation contre la barbarie »⁴⁴⁵.

Raymond Recouly fait écho aussi des déclarations d'Unamuno peu après la célèbre interview. Dans un article intitulé précisément « Civilisation contre barbarie », il utilise le cas d'Unamuno, mais il commente aussi les exemples du médecin Gregorio Marañón et du philosophe Ortega y Gasset, en principe ralliés à la République mais qui avaient renoncé à la cause républicaine. Ensuite, Recouly explique de quelle manière les intellectuels finissent par s'attacher à l'ordre :

C'est l'éternelle loi des révolutions. Les intellectuels, les « penseurs » peuvent, à la rigueur, les préparer. Mais ce ne sont pas eux qui les exécutent.

Le mot profond de Goethe garde toute sa sévérité, toute sa force :

« J'aime mieux une injustice qu'un désordre ! »⁴⁴⁶

Ainsi, l'Espagne franquiste est vue comme la seule garante de l'ordre, image renforcée par la caution d'une importante figure intellectuelle dans une guerre où la plupart des auteurs célèbres s'était ralliée à la cause républicaine. Mais, pour se montrer comme le parti de l'ordre, le camp rebelle doit aussi assurer une unité interne.

La question de l'unité du camp rebelle

En tant que prétendu représentant de l'ordre et la stabilité, le camp rebelle devait montrer une image d'unité et de coordination qui n'était pas toujours réelle. En réalité, comme nous avons commenté, les insurgés, loin de constituer un bloc uniforme regroupaient plusieurs tendances politiques. À la conspiration militaire participent les carlistes (avec leurs milices armées, les *requetés*, notamment en Navarre), les monarchistes, les phalangistes et même quelques militaires d'idéologie républicaine. Cela est perçu par les journalistes français depuis le commencement de la guerre, mais au début d'une manière très imprécise. René Richard affirme, à propos du complot initial contre la République, avant le soulèvement militaire:

La première conception du complot libérateur semble avoir été politique et civile. Il s'agissait de découvrir, assez haut au-dessus des partis, les points d'un programme que

⁴⁴⁵ « La liaison nord-sud effectuée, les nationaux réduisent la côte du golfe de Gascogne », *Je suis partout*, 22 août 1936.

⁴⁴⁶ Raymond Recouly, « Civilisation contre barbarie », *Gringoire*, 21 août 1936.

pût adopter une minorité composite, allant des carlistes aux orléanistes, des fascistes aux catholiques sociaux et s'étendant jusqu'aux républicains tout court, revenus de leurs erreurs à force de déceptions⁴⁴⁷.

Le caractère mixte des opposants au gouvernement du *Frente popular* est donc comprise mais de manière très vague, ce qui se voit dans l'usage de termes comme « orléanistes », qui ne peuvent être appliqués qu'à la politique française. Bertrand de Jouvenel montre cette diversité politique dans un article où il rappelle l'ambiance qui régnait dans le bureau de Mola à Pampelune en juillet 1936 : « Il y avait des uniformes d'officier, il y avait des bérets rouges de requeté, il y avait des chemises bleues de phalangiste, et même des civils portant au bras la croix rouge de Gil Robles⁴⁴⁸ ». C'est-à-dire : la conspiration regroupe presque tout l'éventail de la droite espagnole en 1936. Cette diversité est reflétée dans les armées rebelles. En novembre 1936, Marcel Dutrey énumère dans *Gringoire* toutes les forces avec lesquelles compte Franco : « Marocains », « Légionnaires », « les volontaires de l'Action Populaire », « les “Chemises noires”, ces phalangistes », « les carlistes », « les membres de Rénovation espagnole »⁴⁴⁹.

Depuis les premiers jours de guerre, les hebdomadaires politiques de droite montrent un certain intérêt pour connaître les différents groupes qui luttent du côté des rebelles. Par exemple, les carlistes sont objet de deux reportages dans *Candide* et *Gringoire*⁴⁵⁰, mais les journalistes ne réalisent pas une analyse en profondeur des caractéristiques et intérêts de ce mouvement politique. Et, par exemple, en octobre 1936, Georges Suarez (1890-1944), rédacteur en chef de *Gringoire*, décrit dans cet hebdomadaire les différences entre carlistes et phalangistes, mais sa connaissance est aussi très superficielle. Il signale que les combattants Navarrais sont les « requetés », terme qu'il traduit par « volontaires », ce qui est incorrect ; et il identifie clairement la Phalange avec le fascisme⁴⁵¹, donc les différences politiques sont, en gros, comprises.

Parmi les différents partis et groupes politiques qui ont participé à l'insurrection militaire, carlistes et phalangistes ont été les plus importants. Le mouvement carliste

⁴⁴⁷ René Richard, « L'Espagne entre la vie et la mort », *Je suis partout*, 25 juillet 1937.

⁴⁴⁸ Bertrand de Jouvenel, « Portrait : Le général Mola », *Gringoire*, 11 juin 1937.

⁴⁴⁹ Marcel Dutrey, « Devant Madrid », *Gringoire*, 27 novembre 1936. Dutrey identifie pleinement la Phalange espagnole avec le fascisme italien, puisqu'il appelle les phalangistes « Chemises noires ». En réalité, la tenue des phalangistes était la chemise bleue.

⁴⁵⁰ Franz Toussaint, « Une journée chez les carlistes », *Candide*, 24 septembre 1936 ; Vicomte de la Rochefoucauld, « Avec les bérets rouges dans la Sierra de Gredos », *Gringoire*, 27 novembre 1936.

⁴⁵¹ Georges Suarez, « Arriba España ! », *Gringoire*, 16 octobre 1936. Le terme « requeté », qui ne veut pas dire « volontaire » en espagnol, n'a pas une traduction exacte, et il se réfère à la milice carliste ou aux soldats qui luttent dans cette milice.

trouve ses origines au XIXe siècle, avec la crise de succession de Ferdinand VII, qui déclenche une guerre (la Première Guerre carliste, 1833-1839) entre les partisans de Carlos María Isidro, frère du roi, comme successeur, et ceux de la fille du roi, Isabel, qui finit par régner. Cette Première Guerre carliste oppose, outre deux prétendants au trône, deux idéologies : celle des partisans d'Isabel, libéraux centralisateurs, et celle des carlistes, traditionalistes et défenseurs des autonomies locales. Pendant le XIXe siècle, il y a deux autres guerres carlistes, en 1845-1849 et 1872-1876⁴⁵². Le mouvement carliste, qui a aussi un important composant chrétien reprend de l'importance à Navarre depuis l'avènement de la République, où la population se rallie plus au carlisme qu'au nationalisme basque⁴⁵³. Les carlistes, avec leur milice armée, le *requeté*, se rallient au soulèvement militaire. Pour Brasillach et Bardèche la participation des carlistes donne à la guerre un sens traditionnel, voire éternel : « C'est parce que les soldats n'ont à remplacer dans les anciennes chansons le mot de "libéraux" par celui de "Rouges" que la guerre prend son aspect populaire et antique⁴⁵⁴ ».

Or, c'est la Phalange le mouvement politique qui a eu plus d'influence, mais avec des importantes modifications idéologiques par rapport à sa conception originelle. « Ce parti, qu'on ne prenait pas au sérieux auparavant, a fait depuis les élections [de février] des progrès tels que les Espagnols en sont surpris⁴⁵⁵ », peut-on lire dans *Candide* juste au début de la guerre. La Phalange avait été fondée par José Antonio Primo de Rivera en 1933, et elle a fusionné avec les aussi minoritaires Juntas Offensives Nacionales Sindicalistas (*Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista*, JONS) d'Onésimo Redondo en 1934, sous le nom de Phalange espagnole des JONS. C'était un mouvement inspiré par le fascisme italien, antilibéral et de caractère autoritaire et révolutionnaire⁴⁵⁶. Le parti avait eu peu de militants avant la guerre, et il obtient seulement 44000 suffrages dans toute l'Espagne lors des élections de février 1936. Postérieurement, la Phalange expérimente une forte croissance⁴⁵⁷. Selon Bennassar, entre juillet et décembre 1936, le parti passe de

⁴⁵² Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 12-13.

⁴⁵³ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 79-80.

⁴⁵⁴ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 79.

⁴⁵⁵ Martin, « La guerre civile en Espagne », *Candide*, 23 juillet 1936.

⁴⁵⁶ Gabriela de Lima Grecco, «Falange Española: de la corte literaria de José Antonio al protagonismo del nacionalcatolicismo», *História e Cultura*, volume. 5, n° extra 3, 2016, p. 102, disponible en ligne: <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=6077356>

⁴⁵⁷ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 309.

70000 membres à plusieurs centaines de milliers⁴⁵⁸, chiffre que Thomas augmente à plus d'un million⁴⁵⁹.

La participation de Phalange dans le camp rebelle n'est pas sans tensions, puisque jusqu'à 1937, plusieurs chefs phalangistes éprouvent une hostilité manifeste envers la monarchie⁴⁶⁰. La Phalange était aussi opposée à l'excessive influence de l'Église dans l'encadrement de la population⁴⁶¹. En outre, ce parti d'inspiration fasciste était mal vu par traditionalistes, carlistes et monarchistes ; et il y avait aussi des affrontements internes entre les anciens phalangistes et les nouveaux adhérents du parti⁴⁶².

En réalité, depuis le début de la guerre, les autorités du camp rebelle voulaient donner une image d'unité avec l'instauration d'une symbolique officielle unifiée. Pendant les premières semaines de guerre, il y a eu une grande diversité d'uniformes, drapeaux et symboles du côté des insurgés. C'est en août 1936 que les autorités de Burgos rendent officielle l'instauration du drapeau bicolore, rouge et jaune⁴⁶³. L'officialisation de l'hymne est postérieure, avec le choix de la *Marcha Granadera*. Les chansons carlistes et phalangistes, l'*Oriamendi* et le *Cara al sol*, respectivement, ont été reconnues comme « chants nationaux », et ils sonnaient dans les cérémonies officielles⁴⁶⁴. Cela provoque des conflits et, par exemple, la Phalange n'accepte pas de bon gré l'insaturation d'un hymne officiel différent au *Cara al sol*, et ses militants ont refusé pendant quelque temps de se lever et saluer la *Marcha Granadera* dans les cérémonies officielles⁴⁶⁵.

Parmi tous les mouvements qui avaient soutenu le soulèvement militaire, en 1937 seulement la Phalange et les carlistes maintiennent une certaine importance, et plusieurs parmi leurs membres étaient mécontents de Franco. En fait, carlistes et phalangistes essaient de pousser à une éventuelle fusion des partis, mais sans succès⁴⁶⁶. Les tensions n'échappent pas aux observateurs de droite, qui essaient toutefois de souligner l'union entre les différents groupes politiques qui s'étaient levés contre la République. Ainsi, en

⁴⁵⁸ *Ibid.*, p. 175.

⁴⁵⁹ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 389.

⁴⁶⁰ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 309.

⁴⁶¹ Gabriela de Lima Grecco, *op. cit.*, p. 104.

⁴⁶² Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 168.

⁴⁶³ Zira Box, « Símbolos eternos de España. El proceso de institucionalización de la bandera y el himno en el franquismo », in Stéphane Michonneau et Xosé M. Núñez Seixas (dir.), *Imaginaris y representaciones de España durante el franquismo*, Madrid, Casa Velázquez, 2014, p. 7., disponible en ligne: <https://books.openedition.org/cvz/1156?lang=es>

⁴⁶⁴ *Ibid.*, p. 13.

⁴⁶⁵ *Ibid.*, p. 20.

⁴⁶⁶ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 485-486.

février 1937, René Richard trouve un signe du futur triomphe des rebelles dans « le ferme maintien de l'Union, au camp des nationaux, malgré les plus perfides manœuvres et en dépit du tempérament espagnol, enclin aux jalousies, aux suspicions⁴⁶⁷ ». Il considère qu'il y a un « faisceau national formé par l'armée, la phalange et les requetés⁴⁶⁸ », et que « [c]es trois forces sont les seules qui existent dans l'Espagne de 1937, les seules qui auront voix au chapitre après la victoire⁴⁶⁹ ». Ces forces vont être finalement unies, mais de manière artificielle.

Franco, avec un décret, ordonne l'unification de carlistes et phalangistes le 19 avril 1937, ce qui a comme conséquence la fondation du parti unique Phalange Espagnole Traditionaliste et des J.O.N.S., avec Franco lui-même comme chef⁴⁷⁰. À partir du décret d'unification, la doctrine révolutionnaire de la Phalange perd de l'influence face aux éléments traditionalistes et conservateurs⁴⁷¹. Le long nom du parti montre clairement son origine artificielle, et donne lieu à quelques équivoques dans la presse française : Ainsi, *Gringoire*, salue la fondation du « parti national-socialiste [sic], fusion des phalangistes et des requetés⁴⁷² ». Pour Pierre Bonardi, cette unification est un puissant argument pour démontrer l'unité absolue régnant dans le camp franquiste :

Les chefs de l'une et l'autre formation [carlistes et phalangistes] ayant maintenant prêté serment d'obéir aux statuts de la F.E.T et de la J.O.N.S., de *vivre en fraternité*, d'obéir strictement aux ordres de Franco, où peut-on voir désormais du côté des trois grands partis le moindre élément de trouble dans l'Espagne nationale de demain ?

Comme dans l'armée : union totale⁴⁷³.

Le comte de Saint-Aulaire parle même d'une « union sacrée de tous les partis, depuis les carlistes jusqu'aux républicains nationaux contre l'assaut de la barbarie marxiste⁴⁷⁴ ». À nouveau, la connaissance des partis est floue, puisqu'il est impossible d'identifier ces « républicains nationaux », mais l'objectif est de transmettre une image d'union indissoluble, ce qui est renforcé par l'usage de terminologie propre de la Première Guerre mondiale.

⁴⁶⁷ René Richard, « Un courageux effort des rouges a été brisé », *Je suis partout*, 27 février 1937. Il est à noter la mention au tempérament espagnol.

⁴⁶⁸ *Ibid.*

⁴⁶⁹ *Ibid.*

⁴⁷⁰ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 490-491.

⁴⁷¹ Gabriela de Lima Grecco, *op. cit.*, p. 100.

⁴⁷² « Répétez-le. Les réformes sociales chez Franco », *Gringoire*, 30 avril 1937.

⁴⁷³ Pierre Bonardi, « Franco, dictateur », *Gringoire*, 17 décembre 1937.

⁴⁷⁴ Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne. La question des volontaires », *Je suis partout*, 7 janvier 1938.

Encore en juillet 1938, *Je suis partout*, dans le numéro spécial consacré à l'Espagne, essaie de présenter tous les partis et groupes politiques du camp rebelle, même si le décret d'unification avait déjà été imposé et Franco s'était érigé comme chef indiscutable. L'hebdomadaire inclut des articles sur les monarchistes, le carlisme, *Acción Española*, et la Phalange, tous rédigés par des journalistes ou politiciens espagnols⁴⁷⁵. L'analyse de ces articles est moins intéressante dans le cadre de ce travail, puisqu'il s'agit de traductions et transmettent l'opinion officielle franquiste sur ces groupes politiques, mais le fait que cela soit publié dans *Je suis partout* montre l'intérêt de l'hebdomadaire pour identifier et connaître tous les groupes politiques impliqués dans le camp rebelle. Dans ce même numéro, Robert Brasillach exalte l'unité des franquistes, malgré la diversité politique :

Mais tout peut servir à la tâche commune, quand la passion, l'intelligence, la foi forgent les esprits et les cœurs. Ils n'étaient point royalistes, les jeunes gens de la Phalange de José Antonio [...], mais ils saluaient déjà l'antique monarchie avec un respect que n'ont jamais eu nos démocrates. Ils voulaient le retour aux plus belles traditions, ces paysans carlistes [...], qui composent les soldats les plus splendides de l'Espagne, ces chouans⁴⁷⁶ magnifiques, qui se battent avec la croix [...]. Aujourd'hui, attendant que l'avenir donne à l'Espagne, après la guerre, son régime définitif, ils sont unis par la volonté du général Franco pour le même travail⁴⁷⁷.

Les différents groupes politiques, en somme, partagent un objectif commun et ont Franco comme chef indiscutable. René Benjamin insiste sur la figure du chef unificateur de toutes les tendances politiques. En décembre 1938, il décrit une cérémonie officielle où il y a des tensions entre carlistes et phalangistes, deux collectifs différents qui, selon le journaliste, trouvent leur lien dans l'autorité du chef :

« Le général Franco ne fait pas un signe, qui pourrait s'interpréter d'une manière ou de l'autre. [...] N'est-il pas le chef de tous ? Simplement l'air de dire : « Si vous me regardiez bien, si vous me compreniez bien, vous verriez en moi la raison d'être unis »⁴⁷⁸.

En somme, les intellectuels français d'extrême droite reconnaissent de manière très nuancée les divisions internes du camp franquiste. Les mentions de la tension sont compensées avec des allusions à la capacité de Franco d'unir les différents factions, ou

⁴⁷⁵ J.-F. de Lequerica, « Calvo Sotelo et l'opinion monarchique » ; Víctor de la Cerna [sic., Víctor de la Serna], « Víctor Pradera et le carlisme » ; José Pemartín, « Ramiro de Maetzu et l' "Action Espagnole" » ; M. Aznar, « José Antonio Primo de Rivera, créateur de la Phalange », *Je suis partout*, 15 juillet 1938.

⁴⁷⁶ Les chouans étaient des paysans royalistes de l'Ouest de France qui se sont levés contre la 1^{ère} République Française entre 1792 et 1800.

⁴⁷⁷ Robert Brasillach, « L'unité espagnole », *Je suis partout*, 15 juillet 1938.

⁴⁷⁸ René Benjamin, « Le roi des Asturies sera-t-il roi d'Espagne ? », *Candide*, 21 décembre 1938.

au besoin de lutter ensemble pour l'objectif commun. Les articles et reportages, par intérêt ou par ignorance des journalistes, ne transmettent pas la tension du processus d'unification. Le camp franquiste est donc vu comme un bloc uni et parfaitement organisé, chargé de défendre l'ordre et la tradition espagnole contre le communisme. Cela est renforcé par la justification religieuse de la guerre. Cette idée, diffusée par la propagande rebelle, est reprise par les auteurs français d'extrême droite, qui l'associent aussi à la défense de la civilisation occidentale.

La justification religieuse de la guerre et les discours de « Croisade » et « Reconquête »

-La perception du camp franquiste comme le défenseur de la foi et de la civilisation chrétienne occidentale

Les auteurs français favorables aux rebelles, de la même manière que les autorités franquistes, attribuent à la guerre un caractère religieux, qui s'avère souvent forcé. En fait, le soulèvement militaire de juillet 1936 n'avait aucune inspiration religieuse, d'autant plus qu'une partie notable de l'armée rebelle était composée par des soldats musulmans. C'est l'évêque de Pampelune, capitale de la Navarre, qui le 23 août qualifie la guerre de « croisade ». En bonne partie, la justification religieuse était une réponse à la violence anticléricale en zone républicaine.

« Croisade » mais aussi « *Reconquista* » ou « Reconquête » étaient donc des termes habituels pour désigner la guerre espagnole du côté franquiste. En décembre 1936, le cardinal Isidro Gomá, archevêque de Tolède et primat d'Espagne, affirme aussi que la guerre espagnole est une « véritable croisade »⁴⁷⁹, et beaucoup d'autres évêques et archevêques soutiennent ouvertement la cause franquiste, en réalisant parfois des dons économiques⁴⁸⁰. Malgré les évidentes contradictions de la justification religieuse de la guerre, l'armée rebelle comptait donc avec l'appui institutionnel de l'Église, ce qui s'est fait encore plus évident avec la publication de la Lettre Collective des évêques espagnols en juillet 1937, signée par le mentionné Isidro Gomá et la plupart des évêques espagnols, avec de rarissimes refus⁴⁸¹. Le soutien presque unanime de ces évêques à la cause franquiste ne coïncidait pas avec la position officielle du Vatican, puisque le pape Pie XI

⁴⁷⁹ David Wingeate Pike, « L'Église et la guerre d'Espagne. Apports nouveaux », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 246, 2012/2, p. 108, disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2012-2-page-107.htm>

⁴⁸⁰ *Ibid.*, p. 108-11.

⁴⁸¹ *Ibid.*, p. 109.

était méfiant envers Franco, à cause des exécutions de plusieurs religieux basques (il ne faut pas oublier que les nationalistes basques, ralliés à la République pour des questions autonomistes, étaient catholiques), et de sa proximité avec Hitler et Mussolini⁴⁸². Peu importe ce fait, puisque le camp franquiste exploite de manière continuelle la justification religieuse, reprise par les auteurs français d'extrême droite.

Selon Pierre-Frédéric Charpentier, le terme « croisade » est plus employé après le premier trimestre de la guerre⁴⁸³, mais on trouve des exemples plus tôt. Francis d'Aguez s'exprime ainsi en septembre 1936 dans les pages de *Gringoire* : « C'est bien d'une croisade qu'il s'agit : les nationaux de Franco et de Mola se sont "croisés" pour abattre la loque rouge du marxisme, qui dissimule aux masses ignorantes et dupées son vrai visage [...]»⁴⁸⁴. Aussi en septembre, Marcel Dutrey définit le conflit comme une « croisade », cette fois-ci contre les Russes, en ajoutant une prévision trop optimiste sur sa durée :

C'est bien aujourd'hui la croisade contre le Kalmouk, comme ce fut jadis la croisade contre le Maure. Il fallut cinq siècles aux Espagnols pour se débarrasser du premier. Encore cinq semaines et ils auront anéanti le second⁴⁸⁵.

Pierre Gaxotte identifie aussi la guerre espagnole à une nouvelle Reconquête dans le violent éditorial qu'il signe en juillet 1938 pour le numéro spécial de *Je suis partout* dédié à la guerre espagnole:

Qu'ils sont beaux ces soldats de vingt ans, qui, depuis vingt-quatre mois, reconquièrent leur patrie vallée par vallée, montagne par montagne. Ce sont les fils des compagnons du Cid. Leurs pères ont mis des siècles à repousser l'Arabe. Ils ne mettront pas trois ans à repousser l'Asiate, l'immonde bête vomie par les steppes russes⁴⁸⁶.

La plupart d'auteurs français d'extrême droite suivent donc, à nouveau, la stratégie de propagande, dans ce cas religieuse, employée par les autorités franquistes. Cette stratégie peut se percevoir dans les déclarations que Franco lui-même fait aux journalistes français. Ainsi, il explique à Henri Massis (1886-1970) que l'unité et la fraternité de l'Espagne se trouvent dans le catholicisme⁴⁸⁷ ; et il affirme dans une interview avec Claude Farrère que la guerre est en réalité une croisade : « Ce qui compte, ce que je voudrais que vous fissiez comprendre à la France [...], c'est que notre guerre

⁴⁸² Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 393. Paul Preston signale que les carlistes avaient demandé l'exécution de treize prêtres basques à Guipuscoa (in *Une guerre d'extermination, op. cit.*, p. 601)

⁴⁸³ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 303.

⁴⁸⁴ Francis d'Aguez, «Portrait : Le général Mola », *Gringoire*, 18 septembre 1936.

⁴⁸⁵ Marcel Dutrey, « Avec l'armée nationale du Nord », *Gringoire*, 4 septembre 1936.

⁴⁸⁶ Pierre Gaxotte, « Vive l'Espagne ! Vive Franco ! », *Je suis partout*, 15 juillet 1938.

⁴⁸⁷ Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

n'est pas une guerre civile, une guerre de partis, une guerre de pronunciamiento, mais une croisade : la croisade des hommes qui croient en Dieu, [...], qui luttent contre les hommes sans foi, sans morale, sans noblesse [...]»⁴⁸⁸ ». René Benjamin donne une vision similaire dans les pages de *Candide*, car il considère que les franquistes vont gagner la guerre pour une question presque spirituelle qui mélange la guerre et la religion :

Terre d'esprit ! C'est par l'esprit que les nationaux vaincront. Les rouges ont renié non seulement la plus grande force du monde, mais ce qui est la nature même d'Espagne. [...] L'anticléricalisme, l'antimilitarisme, ces deux rancunes, ont brouillé la vision claire qu'ils auraient dû garder de leur patrie⁴⁸⁹.

Benjamin ne manque pas de mentionner des caractéristiques des Espagnols dues au déterminisme géographique pour expliquer pourquoi en Espagne le marxisme ne peut pas triompher et pour indiquer quelle est la raison de l'importance de la religion dans le pays :

Une terre pareille n'est pas faite pour les courtes théories du marxisme, pour de plates satisfactions matérielles. C'est une terre féconde, mais qui a l'air d'un désert. Ce sont d'immenses plaines, où l'homme est rare, où il se trouve seul avec Dieu⁴⁹⁰.

Les frères Tharaud donnent une explication similaire. Les mouvements révolutionnaires ne peuvent pas triompher en Espagne parce qu'il s'agit d'une nation d'identité catholique. Jérôme Tharaud réfléchit à ce propos quand il se promène dans les rues de Badajoz :

Tous les gens qui tout à l'heure allaient et venaient devant les cafés de la place, se trouvaient maintenant rassemblés dans ces modestes oratoires. C'était l'heure où dans toute l'Espagne on récite des litanies pour le succès des armes de Franco. Et je songeais dans ce bruit de prières : « Lénine avait vu juste quand il avait prédit que dans cette Espagne au sol pauvre, et où la vie est généralement si dure, il fallait s'attendre à des mouvements agraires et ouvriers ; mais il ne s'était certainement pas douté de la puissance de la réaction que devaient rencontrer les mouvements de cette sorte ». C'est qu'il était enclin, comme tous les marxistes, à sous-estimer la puissance du sentiment religieux. Pour la plupart des gens d'ici, civilisation espagnole et catholicisme se confondent⁴⁹¹.

Et c'est cette identification entre l'Espagne et le catholicisme qui explique le caractère religieux de la guerre : « L'Espagne se soulève moins, à cette heure, contre un

⁴⁸⁸ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 52.

⁴⁸⁹ René Benjamin, « L'an III de la nouvelle Espagne », *Candide*, 16 novembre 1938.

⁴⁹⁰ *Ibid.*

⁴⁹¹ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 158-159.

gouvernement qui voudrait changer les formes économiques et sociales, que contre un État qui prétend faire d'une vieille nation catholique une nation sans Dieu⁴⁹² ».

L'image de lutte pour la religion chrétienne est aussi très présente dans *Le siège de l'Alcazar*, de Henri Massis et Robert Brasillach, qui font allusion constamment à la dévotion des assiégés. Les auteurs transcrivent « la prière qu'un des assiégés de l'Alcazar adressait à la Vierge souterraine⁴⁹³ », qui conclut de cette manière :

Les Rouges pensent. Penser n'est rien. Nous croyons⁴⁹⁴.

Et, dans un sens plus ample, cette lutte de caractère religieux est assimilée à la défense de la civilisation occidentale fondée sur la tradition et la chrétienté. Ainsi, Georges Suarez affirme :

De chez elle [l'Espagne] est parti un grand souffle purificateur qui doit régénérer notre vieil Occident. C'est un grandiose service que l'Espagne rend au monde en se levant pour la foi menacée, pour défendre un trésor commun à tous les peuples civilisés, d'idéalisme et de traditions⁴⁹⁵.

Pour Henri Massis, qui s'exprime dans la même logique, les aspects religieux et traditionnels de l'Espagne font de ce pays « la suprême réserve morale de l'Occident⁴⁹⁶ ». Et, à la veille de la victoire franquiste, Jean d'Elbée fait un bilan particulièrement provoquant sur le triomphe de la « croisade » : « [...] C'est Franco qui est actuellement le seul authentique champion de la chrétienté et de la civilisation contre une des formes les plus pernicieuses de satanisme depuis le commencement des temps : le bolchevisme⁴⁹⁷ ».

Cependant, cette justification religieuse de la guerre, avec le discours de « croisade » et « Reconquête » et l'argument de la défense de la tradition et la civilisation occidentale n'était pas exempte de contradictions, d'autant plus quand une partie importante de l'armée franquiste était constituée par des mercenaires marocains, les *regulares*.

⁴⁹² *Ibid.* Il est à noter que Tharaud considère à nouveau que le camp franquiste représente toute l'Espagne.

⁴⁹³ Henri Massis Robert Brasillach, *op. cit.*, p. 115, note de bas de page 1.

⁴⁹⁴ *Ibid.*

⁴⁹⁵ Georges Suarez, « Arriba España! », *Gringoire*, 16 octobre 1936.

⁴⁹⁶ Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

⁴⁹⁷ Jean d'Elbée, « À la veille de la victoire », *Je suis partout*, 24 février 1939.

-Les contradictions des discours de « croisade » et « Reconquête »

L'usage de troupes nord-africaines du côté rebelle était prévu depuis la planification initiale du soulèvement⁴⁹⁸. Ces *regulares* ont participé de manière brutale à la répression, avec des violences habituelles contre la population civile, en constituant, avec les légionnaires, un instrument de terreur⁴⁹⁹, terreur provoqué par leur comportement dans la victoire, avec des exécutions, viols, ou mutilations de cadavres⁵⁰⁰, aspects passés sous silence par les auteurs français d'extrême droite.

Ces *regulares* suscitent un grand intérêt chez les reporters français, qui signent des articles et reportages où les troupes marocaines sont décrites avec curiosité (et parfois avec des nuances racistes) pour leur exotisme. Par exemple, Jérôme Tharaud, dans *Cruelle Espagne*, peu de pages après la description antérieurement citée de l'esprit catholique du pays, admire, avec un ton très romantique, la figure d'un jeune soldat marocain blessé, qu'il identifie à un prince arabe, en affirmant : « si le destin avait été conséquent jusqu'au bout, il aurait dû mettre ce soir, dans le lit du Berbère, la plus belle fille de la ville⁵⁰¹ ». Mais, hors de cette concession exotique, Tharaud veut indiquer clairement que ces soldats musulmans luttent aussi pour la civilisation occidentale :

Et ce que j'oublierai moins encore, ce fut quand El Mizzan me déclara en excellent français : « Si les troupes de Franco n'avaient pas été victorieuses, c'en était fait de la civilisation d'Occident ! » Paroles mémorables sur les lèvres d'un Maure, dans la cité du *Romancero* et du *Cid* !⁵⁰²

El Mizzan (Mohammed ben Mizzian) était le seul officier marocain de l'armée franquiste. En réalité, sa colonne de *regulares*, qui avait avancé depuis le sud de l'Espagne jusqu'à Tolède, avait eu un comportement particulièrement brutal⁵⁰³. Mais les musulmans ralliés à Franco pouvaient avoir d'autres motivations. Pierre Héricourt commente les déclarations d'un chef indigène du Maroc, qui affirme que les musulmans sont avec Franco en raison de sa lutte anticommuniste, parce que le communisme est toujours contre la religion, mais aussi pour une question d'antisémitisme, argument qui semble étonnant

⁴⁹⁸ Paul Preston, *Une guerre d'extermination*, *op. cit.*, p. 199-200. Son usage en Espagne n'était pas nouveau. Franco, chargé de coordonner la répression de la Révolution des Asturies en 1934, avait envoyé des troupes marocaines dans la région pour en finir avec la révolte (*Ibid.*, p. 132).

⁴⁹⁹ *Ibid.*, p. 443-444.

⁵⁰⁰ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 98.

⁵⁰¹ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 167.

⁵⁰² *Ibid.*, p. 205-206.

⁵⁰³ Paul Preston, *Une guerre d'extermination*, *op. cit.*, p. 458.

dans un pays comme l'Espagne, où la population juive est extrêmement minoritaire : « Franco fait la guerre aux Juifs... donc notre guerre⁵⁰⁴ ».

Franco lui-même, dans son interview avec Claude Farrère, essaie d'argumenter, avec des résultats discutables, que Chrétiens et Musulmans combattent également pour Dieu dans la guerre espagnole :

[...] notre guerre est une guerre religieuse. Nous tous qui combattons, Chrétiens ou Musulmans, nous sommes les soldats de Dieu, et nous nous battons non contre d'autres hommes, mais contre l'athéisme et le matérialisme, contre tout ce qui abaisse l'humanité [...]⁵⁰⁵.

Dans ce cadre de guerre « religieuse », le portrait des troupes marocaines tracé par Marcel Dutrey, reporter de *Gringoire* qui se trouvait en Andalousie, est étonnant. Dutrey présente un récit pittoresque et semi-humoristique sur l'histoire d'un jeune soldat marocain, porteur d'eau à Melilla, qui rêvait d'une récompense de deux mille pesetas promise à tout soldat capable de mettre hors de combat un « tank russe ». Le soldat affirme : « Avec deux mille pesetas, je peux acheter une femme à Melilla ! [...] [U]ne femme neuve, une vierge !⁵⁰⁶ ». À différence de ce que les auteurs de droite faisaient souvent avec les miliciens républicains, Dutrey se garde bien de critiquer les mœurs sexuels du jeune soldat marocain. Mais l'histoire continue encore. Le jeune soldat réussit à s'emparer d'une maison occupée par des soldats républicains, en tuant cinq et en faisant un prisonnier, qui portait avec lui 20000 pesetas. Dutrey affirme que « certains de ces billets étaient tachés de sang⁵⁰⁷ », en suggérant ainsi que le milicien les aurait volés. En tout cas, Dutrey plaisante encore sur l'argent et les femmes : Avec les 20000 pesetas « c'est dix femmes désormais qu'il [le jeune soldat] pourrait acheter à son retour à Melilla !⁵⁰⁸ ». Cependant, le partage de l'argent provoque un conflit, et c'est finalement un « vieux *mehallah* » qui décide : « Mahomet lui-même n'a jamais eu plus de quatre femmes ! », donc, selon les calculs, le jeune soldat peut garder seulement 8000 pesetas⁵⁰⁹. Le récit est anecdotique, et probablement faux en bonne partie, puisque les reportages de Marcel Dutrey prennent souvent un ton entre fantaisiste, mais il montre les contradictions qui pose la prétendue justification de la guerre comme « Reconquista » à caractère

⁵⁰⁴ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 55.

⁵⁰⁵ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 52.

⁵⁰⁶ Marcel Dutrey, « Le chemin de Malaga », *Gringoire*, 29 janvier 1937.

⁵⁰⁷ *Ibid.*

⁵⁰⁸ *Ibid.*

⁵⁰⁹ *Ibid.*

religieux et la différente attitude qu'ont les journalistes et reporters français d'extrême droite à l'heure de juger certains comportements des soldats, en fonction de l'armée où ils combattent. C'est aussi un exemple du caractère exotique qui prenaient quelques descriptions de la guerre espagnole, tendance qui procédait de l'association faite par les auteurs du Romantisme entre l'Espagne et l'Orient et l'Afrique, qui est reprise par plusieurs journalistes qui écrivent sur le conflit⁵¹⁰.

En effet, la justification religieuse du conflit et la conception de la guerre comme une lutte entre l'Espagne et l'étranger tombent souvent dans la contradiction. En fait, pour quelques auteurs, ce sont les troupes nord-africaines qui défendent réellement la civilisation chrétienne et occidentale. Jean Vertex, tout au début de la guerre, rapporte dans les pages de *Candide* une conversation sur l'Espagne avec un professeur français qui transmet une image très sombre du caractère brutal de la guerre, avec un ton d'ailleurs raciste :

-Et pourtant, Monsieur, l'Islam conquiert l'Espagne pour la seconde fois !

C'était vrai, mais contre Moscou ! Or, j'imaginai tristement les affreuses conséquences de ce gigantesque conflit mettant curieusement aux prises deux philosophies orientales : celle de Lénine, la juive, et celle de Mahomet [...]. Effrayante mêlée qui détruisit tous les Goya de Barcelone et incendia la bibliothèque de Grenade, avec ses cent mille volumes anciens. Car tel est le bilan de l'humanité en l'an 1936⁵¹¹.

Dans *Je suis partout*, René Richard considère que la guerre qui doit sauver l'Europe a un caractère très peu européen, aussi à cause de la provenance nord-africaine d'une bonne partie de l'armée franquiste :

Par un caprice du destin, l'Espagne, le pays le moins européen d'Europe, va servir, sinon d'arbitre, du moins de Pré-aux-clercs⁵¹² aux deux blocs qui s'opposent contre le continent : Centre contre Est. Et c'est la Russie, nation quasi asiatique, qui ouvre la lutte en venant mesurer ses forces contre des armées levées en Afrique⁵¹³.

Malgré les contradictions, l'image du camp franquiste comme défenseur de l'ordre, la civilisation et les valeurs chrétiennes se maintient dans les écrits des auteurs français d'extrême droite tout au long du conflit. Pour eux, la « nouvelle Espagne » était un modèle, dont les vertus s'incarnaient dans ses chefs.

⁵¹⁰ Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 125-128. Cette historienne apporte plus d'exemples de cette association dans son chapitre « La España oriental : magia y violencia » (*Ibid.*, p. 125-156).

⁵¹¹ Jean Vertex, « J'ai eu peur en Espagne », *Candide*, 13 août 1936.

⁵¹² Prairie parisienne où avaient lieu des duels.

⁵¹³ René Richard, « La guerre civile devient une guerre européenne », *Je suis partout*, 28 novembre 1936.

Chapitre 6. La représentation des chefs du camp rebelle

Les journalistes français d'extrême droite s'intéressent fortement aux acteurs du soulèvement militaire et de la guerre civile, particulièrement aux chefs du camp rebelle. Comme nous avons vu précédemment, les politiques républicains (Azaña, Largo Caballero, Negrín, La Pasionaria, etc.) sont représentés de manière extrêmement méprisante, habituellement déshumanisés, et montrés comme des brutes, des assassins ou des voleurs, sans aucune analyse supplémentaire. Or, cela est très différent de l'autre côté.

Les profils, biographies et interviews de Franco et d'autres chefs militaires rebelles sont très habituelles dans la presse de droite. L'admiration que suscitent ces personnages n'est pas étonnante. La ligne éditoriale de *Candide*, *Gringoire* et *Je suis partout* est ouvertement antiparlementaire ; les intellectuels qui décrivent l'Espagne franquiste dans la presse ou des récits de voyage mettent en évidence ses idées antidémocratiques. En fait, tous les courants d'extrême droite réclament un pouvoir fort, la sauvegarde des valeurs de la société et ont une préférence pour la dictature autoritaire⁵¹⁴. Pendant l'entre-deux-guerres, la presse française de droite avait suivi attentivement le parcours des autres dictateurs européens, Mussolini, Hitler ou Salazar, à la recherche d'un modèle pour la France⁵¹⁵, surtout parce que la droite et l'extrême droite française n'avait pas été capable de se doter d'un leader indiscutable⁵¹⁶. Dans le cas de la « nouvelle Espagne », le chef est Franco, centre des regards des journalistes français d'extrême droite. Mais ces journalistes s'intéressent aussi (mais en moindre mesure) à d'autres militaires comme Queipo de Llano, surtout, ou plus rarement Mola. En fait, dans la propagande franquiste, Franco apparaît clairement comme le chef, mais son « culte » n'exclut pas l'exaltation de l'armée ou d'autres personnages « secondaires », dont Queipo et Mola, mais aussi Moscardó, héros de l'Alcazar de Tolède, et d'autres militaires du soulèvement⁵¹⁷.

Il y a d'autres figures plutôt symboliques louées aussi par les journalistes d'extrême droite. Calvo Sotelo constitue un exemple, comme nous avons mentionné dans le premier chapitre, et sa figure est associée au déclenchement de la guerre et il est

⁵¹⁴ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France...*, *op. cit.*, p. 34.

⁵¹⁵ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 309.

⁵¹⁶ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France...*, *op. cit.*, p. 52.

⁵¹⁷ José Carlos Mainier, «La construcción de Franco: primeros años», *Archivos de la filmoteca: Revista de estudios históricos sobre la imagen*, n° 42-43, 2002, «Materiales para una iconografía de Francisco Franco», p. 30-31.

considéré comme un « martyr de la cause ». José Antonio Primo de Rivera, fondateur de Phalange et icône de la propagande franquiste, qui était en prison au début de la guerre et qui est exécuté en novembre 1936 est aussi un cas notable. Il n'est jamais interviewé par les hebdomadaires politiques, mais il est rappelé dans plusieurs textes et articles. Mais, dans ce chapitre, nous nous intéresserons par les figures de ceux qui ont été vraiment interviewées : Franco, Queipo de Llano et Mola.

La plupart des interviews avec les chefs du soulèvement militaire sont publiées logiquement par la presse de droite, depuis le début du conflit, et on trouve plusieurs exemples dans les hebdomadaires politiques et culturels, notamment *Candide* et *Gringoire*, et en moindre mesure, *Je suis partout*. Comme le signale David Wingate Pike, concernant les interviews aux chefs des deux camps, les déclarations ont été souvent « impromptues, mal pesées, trop sommaires dans leurs jugements⁵¹⁸ ». Mais ce ne sont pas les déclarations des chefs le seul aspect intéressant. Les appréciations des journalistes, qui vont de la description physique du personnage jusqu'au commentaire des aspects purement politiques indiquent aussi les aspects qui sont valorisés dans la figure du chef.

Franco

Franco est vu par l'extrême droite française comme l'« homme providentiel »⁵¹⁹, et les descriptions des journalistes sont très élogieuses. Le portrait physique est habituel, accompagné d'une description de sa personnalité et de ses mérites politiques. Cependant, l'éloge finit par être parfois un dithyrambe. Pour quelques journalistes, Franco a l'allure d'un saint, calme, sage et austère, et, en somme, il constitue le modèle de chef, autoritaire mais humain, capable d'unir tous les groupes politiques de son camp, avec une idéologie qui mélange le fascisme et le traditionalisme. Même si Franco n'était pas le chef indiscutable au début de la guerre, puisqu'il n'était pas le seul organisateur du soulèvement, il était un des militaires les plus connus et tous ses possibles rivaux commencent à disparaître depuis juillet 1936. Calvo Sotelo est assassiné avant la guerre; Sanjurjo, qui en théorie devait commander le soulèvement, meurt dans un accident d'avion en juillet 1936; José Antonio Primo de Rivera est exécuté en prison par les républicains en novembre 1936; et Mola, principal organisateur du coup d'État, décède dans un autre accident d'aviation en 1937⁵²⁰. Mais le pouvoir de Franco n'était pas encore

⁵¹⁸ David Wingate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, op. cit., p. 26

⁵¹⁹ Pierre-Frédéric Charpentier, op. cit., p. 308.

⁵²⁰ *Ibid.*, p. 310.

constitué en juillet 1936. Le 21 septembre 1936, une réunion des généraux rebelles décide d'établir un commandement unique, avec Franco à sa tête. Après la libération de l'Alcazar de Tolède, qui est aussi un grand événement de propagande, le 27 septembre 1936, Franco est nommé Chef du Gouvernement de l'État et « Généralissime »⁵²¹. En tout cas, il reçoit les éloges des milieux de la droite française depuis bien avant cette nomination.

B. Simionesco, correspondant au Maroc, est un des premiers journalistes à interviewer Franco pour la presse française, le 30 juillet 1936. Le journaliste s'étonne de sa jeunesse : « Une porte s'ouvre, et voici devant moi, la main tendue, étonnamment jeune, les yeux clairs et rieurs dans une figure tannée par vingt ans de services sous le soleil africain, le général Franco⁵²² ». Son aspect physique est aussi vanté par Raymond Recouly, qui trouve que Franco a une « belle tête purement espagnole⁵²³ » et, en le comparant avec Jean Chiappe, il affirme que le chef espagnol est un « pur latin⁵²⁴ ».

En revenant au à la première interview citée, selon Simionesco, le général est calme, austère, avec une attitude différente de celle des chefs fascistes, mais avec des idées semblables : « Il parle calmement, posément, sans éclat, avec une voix douce et des gestes mesurés qui contrastent singulièrement avec le ton mussolinien de ses proclamations⁵²⁵ ». En effet, la perception de ce ton mussolinien est particulièrement importante, puisque, dans ce moment-là, en juillet 1936, les militaires rebelles sont très loin d'avoir un modèle politique organisé. En tout cas, Simionesco perçoit déjà une influence fasciste dans le discours du chef.

Franco est perçu parfois comme une personne charismatique. Pierre Héricourt trouve en lui une figure même séduisante : « Il faut l'avoir vu un instant, dès le début du soulèvement, ce jeune capitaine de 44 ans, [...] pour comprendre l'étonnante séduction qu'il a pu exercer aussi bien sur ses aînés que sur ses cadets⁵²⁶ ». René Benjamin, dans *Candide*, fait une description identique :

« Ah ! ce regard ! Comme celui de tous les êtres rares, il est inoubliable. Regard inquiet, frémissant et pourtant plein de douceur, un regard qui interdit une définition

⁵²¹ Paul Preston, *La política de la venganza...*, *op. cit.*, p. 67.

⁵²² B. Simionesco, « Le général Franco nous dit », *Candide*, 30 juillet 1936.

⁵²³ Raymond Recouly, « Franco m'a annoncé sa victoire complète, certaine, prochaine », *Gringoire*, 5 mars 1937.

⁵²⁴ *Ibid.* Jean Chiappe, qui était d'origine corse, avait été le préfet de police de Paris. Proche des ligues, il est destitué par Edouard Daladier le 3 février 1934. Ce renvoi est une des causes des manifestations des ligues du 6 février 1934 (Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire : l'échappée belle*, *op. cit.*, p. 35).

⁵²⁵ B. Simionesco, « Le général Franco nous dit », *Candide*, 30 juillet 1936.

⁵²⁶ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 22. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 311.

simple du général Franco. L'homme est délicieux... et mystérieux. C'est un miracle de tendresse et d'énergie [...] ⁵²⁷.

Et Marcel Chaminade va même plus loin :

Une extraordinaire fascination se dégage de cet homme d'une exquise courtoisie. Est-ce son regard vif, lumineux, d'une fraîcheur presque enfantine qui lui donne ce charme étrange, cette étonnante séduction ? ⁵²⁸

La profusion de descriptions physiques et psychologiques du général provoque quelques contradictions. En réalité, Franco n'était guère charismatique. De voix aigüe et peu doué pour l'oratoire, ses apparitions publiques étaient loin de celles de Mussolini, par exemple. Son image charismatique s'est construite surtout avec des écrits d'autres auteurs et avec les images apportées par la photographie, le cinéma et l'art officiel ⁵²⁹. Pierre Bonardi, dans *Gringoire*, peint un personnage moins charismatique, plus modeste, construit à force de travail, sans magnétisme inné et très loin de provoquer, comme disait Chaminade, « une extraordinaire fascination », mais qui rentre, en tout cas, dans la liste de dictateurs européens :

Parmi les cinq dont il fera partie, je veux dire Mustapha Kemal (qui ouvrit la voie, s'il vous plaît), Mussolini et Hitler, Franco est comme Salazar, nettement désavantagé. Il n'a ni l'œil magnétique et la désinvolture élégante du Turc, ni le lyrisme torturé de l'Allemand d'Autriche, ni le magnétisme irrésistible du Romagnol. Il n'a, lui, qu'une ressource, qui n'est ni la désinvolture, ni le lyrisme, ni le magnétisme, mais bel et bien le succès par le travail ⁵³⁰.

Il y a néanmoins d'autres contradictions. Henri Massis insiste, Franco est « un héros qui [est] aussi un "homme normal" ⁵³¹ », ce qui, d'après lui, est un atout ; mais pour le comte de Saint-Aulaire le dictateur adopte des caractéristiques presque religieuses : « Je ne l'ai pas vu, mais je l'ai senti partout ⁵³² », affirme-t-il lors de son voyage en Espagne. Il faut noter que Saint-Aulaire est extrêmement élogieux avec Franco, dans la forme et dans le fond, en frôlant parfois le ridicule, comme quand il arrive à écrire :

⁵²⁷ René Benjamin, « Avec Franco, général et chef d'État », *Candide*, 22 juillet 1937.

⁵²⁸ Marcel Chaminade, « Franco le libérateur », *Candide*, 12 novembre 1936. Comme le signale Pierre-Frédéric Charpentier (in *op. cit.*, p. 311), Marcel Chaminade écrit dans le même article qu'une partie du succès de Franco provient de son origine galicienne : « [L]'horrible virus de l'*invidia democratica* ne les a pas infectés [les Galiciens]. Ils sont physiquement et spirituellement sains ».

⁵²⁹ Ángel Llorente Hernández, « La construcción de un mito: La imagen de Franco en las artes plásticas en el primer franquismo (1936-1945) », *Archivos de la filmoteca: Revista de estudios históricos sobre la imagen*, n° 42-43, 2002, « Materiales para una iconografía de Francisco Franco », p. 48.

⁵³⁰ Pierre Bonardi, « Franco, dictateur », 17 décembre 1937.

⁵³¹ Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

⁵³² Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne », *Je suis partout*, 7 janvier 1938.

Je ne sais pas si Franco est un dictateur. En tout cas le régime de l'Espagne nationaliste, c'est la dictature de la confiance -ou plutôt de la certitude- ratifiée par le plébiscite du sourire⁵³³.

Franco est une sorte d'antithèse de tout ce qui représente pour l'extrême droite le camp républicain. D'après les descriptions des journalistes profranquistes qui l'interviewent, il est austère, travailleur, infatigable, sans ambition personnelle, mais aussi humain et miséricordieux, tout au contraire des chefs de la République. En fait, cette image est en bonne partie construite par lui-même : « Je ne suis pas un homme d'État et je n'entends rien à la politique⁵³⁴ », déclare-t-il à B. Simionesco. Marcel Chaminade insiste sur le fait que Franco « vit en ascète » et qu'il « n'a jamais voulu se mêler à la cuisine politique⁵³⁵ ». En réalité, l'attitude de militaire sans ambitions politiques compose un pilier fondamental de son image de propagande⁵³⁶.

Franco, qui constitue donc un modèle de chef pour l'extrême droite française, est vanté aussi par sa capacité de travail et son humanité. Par exemple, le portrait tracé par Marcel Chaminade reprend le topique du chef infatigable, qui travaille la nuit entière, pendant que le peuple dort :

-Mais quand le général prend-il le temps de dîner ?

L'officier lève les bras d'un geste vague.

-Quand il peut. À minuit, à une heure, et il redescend travailler après jusqu'à trois, quatre heures, quelquefois plus tard. Il ne se repose jamais. Il est infatigable⁵³⁷.

L'autre topique répété est celui du chef humain et juste. « Il fera de son mieux -signale Raymond Recouly- pour aplanir la fossé entre les deux Espagnes, pour sceller l'une à l'autre les deux moitiés de son pays⁵³⁸ ». Franco est vu ici comme une sorte de pacificateur, puisque Recouly ne fait pas allusion à une union violente. Et Jean d'Elbée, dans un reportage sur l'Espagne franquiste, l'appelle « Franco le magnanime⁵³⁹ » et affirme que, selon les mots du dictateur, « [l]es fils de l'Espagne qui se sont trompés ou ont été seulement trompés, mais sans aller jusqu'au crime, sont assurés de pouvoir rentrer sans crainte et sans dommage dans le giron de la mère patrie⁵⁴⁰ ». Claude Farrère exprime

⁵³³ Saint-Aulaire, « Sur la frontière », *Je suis partout*, 19 novembre 1937.

⁵³⁴ B. Simionesco, « Le général Franco nous dit... », *Candide*, 30 juillet 1936.

⁵³⁵ Marcel Chaminade, « Ces messieurs du Frente popular », *Je suis partout*, 17 octobre 1936.

⁵³⁶ José Carlos Mainier, *op. cit.*, p. 30.

⁵³⁷ Marcel Chaminade, « Franco le libérateur », *Candide*, 12 novembre 1936.

⁵³⁸ Raymond Recouly, « Franco m'a annoncé sa victoire complète, certaine, prochaine », *Gringoire*, 5 mars 1937.

⁵³⁹ Jean d'Elbée, « Comment on vit en Espagne rénovée », *Je suis partout*, 1 mai 1937.

⁵⁴⁰ *Ibid.*

une opinion similaire. Il s'indigne contre les critiques de la presse de gauche contre Franco, parce que, d'après Farrère, Franco est humain, miséricordieux et il veut seulement organiser son pays : « [...] un généralissime moins jaloux de gagner les batailles que d'humaniser la guerre, de ravitailler les villes conquises et d'empêcher les petits enfants d'avoir faim mérite mieux que le flot de boue incessamment déversé sur lui par une presse dont le moins qu'on puisse dire d'elle est qu'elle n'est pas impartiale⁵⁴¹ ». Il est sans doute étonnant que Farrère, spécifiquement invité en Espagne par le service de presse et propagande franquiste (*Servicio de Prensa y Propaganda*)⁵⁴² critique la presse de gauche à cause de qu'elle n'informe pas de manière impartiale sur la guerre. Mais c'est à nouveau le comte de Saint-Aulaire qui va le plus loin dans les éloges. Pour lui, Franco est un exemple d'humanité, un créateur et le « père » de la « nouvelle Espagne » :

Enfin, Franco est humain parce qu'il éprouve fortement cette passion qui est la noblesse de l'homme, la passion de créer, de répandre la vie, de se dévouer à une cause qui lui survit et le dépasse. Il adore sa petite fille, mais il a un autre fille toute jeune, déjà grande, qui lui rend en gloire ce qu'elle en reçoit de force : Une nouvelle Espagne⁵⁴³.

Ce recours à l'image paternelle est intéressant. D'après ces définitions, Franco est vu, en définitive, non seulement comme un dirigeant ou un chef militaire, sinon comme un constructeur, protecteur et paternel. Les autres chefs militaires vont recevoir des éloges démesurés, mais pas jusqu'à ce niveau. Comme l'indique José Carlos Mainier, ce type d'image paternelle sera aussi utilisé par Pétain, qui se considérait le père collectif de la France⁵⁴⁴.

Et, en outre, Franco est perçu comme le sauveur de l'Espagne et encore de l'Europe. Cela se voit dans la terminologie employée pour le décrire. L'usage du mot « libérateur » (ou encore « *Libertador* ») est habituel. Déjà en novembre 1936, Marcel Chaminade le définit comme « l'homme qui a sauvé l'Europe », et il affirme qu'il « a abattu le marxisme⁵⁴⁵ ». Conclusions sans doute précipitées, puisqu'il restait encore plus de deux ans de guerre. Mais il est à noter que Chaminade considère Franco comme le vainqueur du marxisme tout entier, non seulement en Espagne. L'extrême droite française, farouchement anticommuniste, considérait déjà que le Front populaire français voulait rapprocher la France de l'URSS, et préparer le pays pour la guerre, toujours selon

⁵⁴¹ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 67.

⁵⁴² Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 337.

⁵⁴³ Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne », *Je suis partout*, 7 janvier 1938.

⁵⁴⁴ José Carlos Mainier, *op. cit.*, p. 28.

⁵⁴⁵ Marcel Chaminade, « Franco le libérateur », 12 novembre 1936.

les intérêts soviétiques. La première guerre d'un conflit généralisé serait donc la guerre espagnole⁵⁴⁶. L'Espagne, selon la thèse de l'extrême droite, était le pays désigné par Moscou pour répandre la révolution, mais Franco avait arrêté ce processus, en sauvant ainsi l'Espagne, la France et l'ensemble du continent.

Raymond Recouly insiste sur le même aspect. Lors de son interview avec Franco en mars 1937, il signale que le chef « porte sur ses épaules les destinées de l'Europe », dans un contexte où « [c]'est non seulement le sort de l'Espagne qui se joue [...], mais, pour une part, celui de l'Europe [...]»⁵⁴⁷.

Mais c'est Henri Massis qui donne une des images les plus claires de l'interprétation que fait l'extrême droite française de la figure de Franco. Il écrit, lors de son interview du chef militaire en août 1936 : « Franco, à cette heure, c'est l'Espagne⁵⁴⁸ ».

Queipo de Llano

Le général rebelle Queipo de Llano, chef de l'insurrection à Séville, est, après Franco, le militaire auquel les journalistes français profranquistes dédient le plus d'attention dans les reportages et interviews dédiés à la guerre d'Espagne. Sa figure reçoit un traitement très différent de celle de Franco. Il est, selon Pierre Bonardi, « l'une des personnalités les plus pittoresques de cette terrible aventure⁵⁴⁹ ». Cette affirmation est très représentative, parce que Queipo est présenté réellement comme un personnage romanesque, « pittoresque », comme le protagoniste d'une aventure littéraire. L'aventure est la prise de Séville au début du soulèvement, par rapport à laquelle Pierre Gaxotte montre aussi son admiration : « J'entends encore le général Queipo de Llano, grand diable sec, me raconter cette histoire, plus belle, plus grisante, plus invraisemblable que n'importe quelle Iliade [...]»⁵⁵⁰.

Dans les hebdomadaires de droite, on raconte plusieurs fois le récit de cet évènement, en employant comme seule source le récit de Queipo de Llano lui-même. Cette version des faits est publiée dans le spécial de *Je suis partout* de juillet 1938⁵⁵¹, et elle est reprise par Brasillach et Bardèche dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne*. Une

⁵⁴⁶ Serge Bernstein et Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 277 et 280.

⁵⁴⁷ Raymond Recouly, « Franco m'a annoncé sa victoire complète, certaine, prochaine », *Gringoire*, 5 mars 1937.

⁵⁴⁸ Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

⁵⁴⁹ Pierre Bonardi, « Franco, dictateur », *Gringoire*, 17 décembre 1937.

⁵⁵⁰ Pierre Gaxotte, « Vive l'Espagne ! Vive Franco ! », *Je suis partout*, 15 juillet 1937.

⁵⁵¹ Général Queipo de Llano, « Comment j'ai pris Séville », *Je suis partout*, 15 juillet 1937.

autre version, très semblable, avait été publiée dans *Gringoire* en avril 1937, lors d'une interview de Raymond Recouly à Queipo de Llano⁵⁵².

La version finale, tel qu'elle est publiée dans l'*Histoire de la guerre d'Espagne* est extraite en bonne partie de l'édition du 18 juillet 1937 du journal *ABC* de Séville, et comme le reconnaissent Brasillach et Bardèche, « [c]e récit doit un peu de son pittoresque au verbe du général Queipo de Llano⁵⁵³ ». D'après cette version, qui est racontée dans sa plus grande partie à la première personne, à Séville il y avait entre 50000 et 60000 syndicalistes, la plupart armés, et seulement 1500 phalangistes. Après avoir arrêté lui seul les officiers de la garnison de Séville fidèles à la République, Queipo ne peut réunir que 130 hommes, à l'attente de renforts. Il réussit quand même à s'emparer du central téléphonique, du palais du gouverneur et d'autres bâtiments stratégiques, dont la station de Radio-Séville⁵⁵⁴. Ainsi, selon Brasillach et Bardèche : « Au soir du 18 juillet, par une série de coups de main de condottiere, le général Queipo s'était emparé du pouvoir à Séville et annonçait avec le plus grand sérieux, à la radio, le triomphe du mouvement nationaliste dans toute la Péninsule⁵⁵⁵ ».

Tel est le récit diffusé par les journalistes français d'extrême droite. Les références à la bravoure de Queipo, normalement accompagnées de quelque commentaire humoristique, sont habituelles. Ainsi l'exprime René Benjamin :

Comment évoquer cette aventure sans éclater de rire ? C'est si bien mené, si bien gagné, d'une si chaleureuse et invraisemblable audace qu'on admire... mais on rit !⁵⁵⁶

Cette version des événements à Séville est reprise, en gros, par Hugh Thomas⁵⁵⁷. Cependant, la prise de Séville n'a pas été tellement épique. Bennassar ajoute que Queipo avait fait entrer quelques camions avec des troupes marocaines et de légionnaires dans la ville, et que les milices ouvrières manquaient d'armes⁵⁵⁸. Selon Preston, la rébellion à Séville, loin d'être spontanée comme le suggère le récit de Queipo, avait été préparée très en avance avec près de 4000 hommes⁵⁵⁹.

⁵⁵² Raymond Recouly, « Comment j'ai pris Séville. Déclarations du général Queipo de Llano à Raymond Recouly », *Gringoire*, 9 avril 1937.

⁵⁵³ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 93.

⁵⁵⁴ *Ibid.*, p. 89-96.

⁵⁵⁵ *Ibid.*, p. 96.

⁵⁵⁶ René Benjamin, « Le prince des Asturies sera-t-il roi d'Espagne? », *Candide*, 21 décembre 1938.

⁵⁵⁷ Hugh Thomas, *op. cit.*, 175-177.

⁵⁵⁸ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 81.

⁵⁵⁹ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 210.

Malgré la réalité historique, en tout cas, dans le récit de la guerre réalisé par les intellectuels français d'extrême droite, Queipo reste comme un héros qui a réussi grâce à son astuce personnelle. Raymond Recouly le compare avec Aymerillot, personnage de *La légende des siècles* qui aurait pris lui seul Narbonne⁵⁶⁰, et Claude Farrère le considère « un personnage extraordinaire, véritable conquistador de la race des Cortez et des Pizarre⁵⁶¹ ». Cet éloge du héros solitaire se perçoit aussi, par exemple, dans les titres des sous-parties du chapitre dédié aux premiers moments du soulèvement dans la mentionnée *Histoire de la guerre d'Espagne*, de Brasillach et Bardèche. La partie de Séville est intitulée « Un homme prend Séville », en contraste avec les sous-parties précédentes, « L'armée gagne Burgos », « La Phalange emporte Valladolid » ou « La garde soumet l'Aragon »⁵⁶².

La prise de Séville a comme conséquence un aspect plus épineux : la brutale répression qu'elle déclenche. Comme il est habituel, cette violence a été minimisée ou justifiée par les auteurs français d'extrême droite⁵⁶³. Sur ces événements, Brasillach et Bardèche signalent :

La conquête du faubourg de Triana donna lieu en particulier à une lutte terrible et fut marquée par une répression sans merci. La terreur assura la discipline que le nombre ne pouvait imposer⁵⁶⁴.

Ils justifient la répression par l'infériorité numérique des troupes de Queipo et la nécessité de maintenir l'ordre. Claude Farrère commente aussi le sujet de la violence après la prise de la ville. L'écrivain rapporte les mots de Queipo de Llano lui-même :

[...] Nous n'avons condamné que des incendiaires et des assassins. Mais il me fallait signer les ordres d'exécution, et je ne m'y résolvais pas. On est soldat, on n'est pas bourreau. Ce n'a été qu'au bout de plusieurs jours que je suis tombé à l'improviste sur une cave où ces coquins avaient emprisonné des otages, des femmes, des prêtres, tous garrotés, tous mourant de faim et de soif, et tous arrosés de pétrole, pour qu'ils brûlassent vifs, si par hasard le feu les prenait. [...] Alors, le sang m'est monté au cerveau et j'ai signé les ordres d'exécution, tous d'un trait. Au fait, ce n'était que justice⁵⁶⁵.

⁵⁶⁰ Raymond Recouly, « Comment j'ai pris Séville. Déclarations du général Queipo de Llano à Raymond Recouly » *Gringoire*, 9 avril 1937.

⁵⁶¹ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 61

⁵⁶² Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*

⁵⁶³ Nous abordons ce sujet ici et non dans le chapitre 4 parce que les justifications de la violence sont étroitement liées à la représentation du personnage.

⁵⁶⁴ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 96.

⁵⁶⁵ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 65.

C'est un excellent exemple de justification de la terreur blanche par la terreur rouge. Cette explication semble convaincante à Farrère, qui indique que « la justice est la passion de cet homme⁵⁶⁶ ». En réalité, la répression a été particulièrement dure à Séville, avec des bombardements aériens sur le quartier de La Macarena et des exécutions systématiques qui se sont prolongées pendant plusieurs mois⁵⁶⁷. Selon Bennassar, la répression après le soulèvement provoque près de 8000 morts dans la province de Séville avant janvier 1937⁵⁶⁸, et Preston donne un chiffre supérieur à 12500 pendant toute la guerre⁵⁶⁹. Or, malgré la violence, Claude Farrère ne cache pas son admiration pour Queipo de Llano : « La foule andalouse, qui avait d'abord baptisé Queipo de Llano "le général aux mains rouges", l'appelle à présent : "le gouverneur juste"⁵⁷⁰ ».

Queipo de Llano est aussi exalté comme symbole de la guerre moderne, grâce à son usage de la radio. Il avait fait des transmissions radiophoniques un de ses principaux instruments de guerre et propagande depuis le début de l'insurrection. *Radio Sevilla*, où Queipo émettait, a été une des sources d'information habituelles des médias profranquistes⁵⁷¹. Raymond Recouly n'a pas tort quand il indique : « La radio, dont ce soldat très moderne [Queipo de Llano] a su admirablement se servir, qui a joué un grand rôle, le plus grand, peut-être, dans l'enlèvement de cette ville, est devenue, entre ses mains, un grand instrument d'information et de propagande⁵⁷² ». Cette affirmation est accompagnée d'une réflexion sur la nature de la guerre qui montre, hors du parti pris, que les journalistes ont la conscience de que le conflit espagnol est différent des guerres antérieures, en bonne partie par l'importance des médias :

Nous n'avons évidemment pas l'habitude de voir, chez nous, les généraux se substituer aux journalistes. Mais cette guerre civile constitue quelque chose de nouveau qui comporte des méthodes nouvelles⁵⁷³.

B. Simionesco commente aussi avec un ton plus humoristique l'activité de propagande de Queipo de Llano : « [...] quand il prononce le mot "España" quelque chose

⁵⁶⁶ *Ibid.*

⁵⁶⁷ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 211-217

⁵⁶⁸ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 113.

⁵⁶⁹ Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 18.

⁵⁷⁰ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 65-66.

⁵⁷¹ Émile Temime, « L'écho de la guerre civile espagnole en juillet 1936, amplification ou déformation de l'évènement », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°7-8, 1986, « L'année 1936 dans le monde », p. 14, disponible en ligne : https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1986_num_7_1_401430.

⁵⁷² Raymond Recouly, « Comment j'ai pris Séville. Déclarations du général Queipo de Llano à Raymond Recouly », *Gringoire*, 9 avril 1937.

⁵⁷³ *Ibid.*

vibre dans l'éther, et j'ai vu passer bien souvent chez les plus rouges de ses auditeurs je ne sais pas quel courant d'émotion qui n'était pas de la colère⁵⁷⁴ ». Queipo avait fait de la radio un instrument de propagande mais aussi de terreur. Par exemple, dans le contexte de la bataille de Badajoz, il exalte sur Radio-Séville la puissance sexuelle des « Mores » et encourage les viols de femmes républicaines⁵⁷⁵. Ce type d'allocutions, particulièrement violentes, étaient habituelles⁵⁷⁶.

Mais, dans le récit de l'extrême droite française, peu importe l'usage indiscriminée de la terreur, dans la radio ou en déclenchant une répression brutale : tout cela est passé souvent sous silence. Queipo de Llano est, selon cette représentation, l'incarnation de la bravoure, l'astuce et le héros « pittoresque » de la guerre.

Le général Mola

Le général Mola est en réalité le principal organisateur du coup d'État⁵⁷⁷. Il avait été nommé gouverneur militaire de la Navarre par les autorités républicaines, où il avait réussi à obtenir plusieurs ralliements de militaires pour le soulèvement⁵⁷⁸. Mola avait été choisi par les officiers conspirateurs comme « directeur » du complot⁵⁷⁹, et il décide finalement la date de l'insurrection⁵⁸⁰. En outre, pendant la préparation du soulèvement, il délivre des instructions secrètes à d'autres officiers en ordonnant d'employer une violence brutale et l'exécution des officiers fidèles au gouvernement républicain, pour empêcher la réaction de la gauche⁵⁸¹. Néanmoins, les auteurs profranquistes lui mentionnent beaucoup moins qu'à Franco ou Queipo de Llano.

Mola est décrit par les journalistes français d'extrême droite comme un personnage prudent, froid, bon organisateur, étant une sorte d'antithèse de l'homme d'action qui serait Queipo de Llano. En tout cas, Mola est exalté comme chef en raison, selon Marcel Dutrey, de sa prudence :

Comme un reporter indiscret lui demandait pourquoi il ne tentait pas une avance immédiate sur Tolède pour délivrer les cadets toujours assiégés dans l'Alhambra [sic],

⁵⁷⁴ B. Simionesco, « En écoutant le général Queipo de Llano », *Je suis partout*, 8 août 1936.

⁵⁷⁵ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 98.

⁵⁷⁶ Paul Preston apporte plus d'exemples (*Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 221-222).

⁵⁷⁷ *Ibid.*, p. 181.

⁵⁷⁸ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 69.

⁵⁷⁹ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 138.

⁵⁸⁰ *Ibid.*, p. 167.

⁵⁸¹ *Ibid.*, p. 139; Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 199.

Mola répondit : « Si Dieu nous a placé la tête plus haut que le cœur, c'est pour que notre raison commande à nos sentiments ! » Un chef !⁵⁸²

Georges Suarez, qui réalise une très brève interview de Mola pour *Gringoire* en octobre 1936, s'exprime avec des termes similaires. Le personnage lui donne « une impression d'autorité⁵⁸³ », en partie à cause de son aspect impassible :

Les poches gonflées de papiers, le regard soudainement redevenu aigu et pénétrant, le général Mola se lève. Il est de nouveau impassible : l'apôtre s'est effacé devant le chef, un grand chef⁵⁸⁴.

La figure de Mola passe à l'arrière-plan pendant les mois suivants, et c'est seulement sa mort dans un accident d'aviation en juin 1937 qui fait que son nom apparaît à nouveau dans les pages des hebdomadaires. Marcel Chaminade, qui avait connu Mola à Valladolid, le décrit dans *Je suis partout* de la même manière que les autres journalistes, comme un personnage serein, prudent, intellectuel, en signalant qu'il était un « grand chef⁵⁸⁵ ».

Cependant, en juin 1937 la presse française a perdu en partie l'intérêt pour la guerre espagnole, et la manque de répercussion de la nouvelle de la mort de Mola fait réfléchir Bertrand de Jouvenel, qui considère que la presse française, et en particulier la parisienne, se concentre sur des événements plus banals :

[...] Chaque fois qu'on y revient [à Paris], on est effrayé de trouver la ville si provincialisée, si uniquement occupée de ses petites marionnettes. [...] « *Le public ne s'intéresse plus à l'Espagne* » disent les salles de rédaction. Peut-être bien. L'Espagne, c'est loin. C'est un autre monde. Où l'échelle de valeurs est différente. Et où, par exemple, un discours de M. Pierre-Étienne Flandin ne serait pas un fait important⁵⁸⁶.

Mais déjà en 1937 la figure de Franco était déjà prédominante, et le reste des chefs avaient perdu une partie de sa répercussion. En tout cas, l'analyse des interviews et écrits à propos des chefs du camp soulevé indique clairement l'intérêt qu'expérimentent les auteurs français d'extrême droite par les figures autoritaires. L'attention est portée presque exclusivement sur les chefs, et non sur les formes d'organisation du territoire, les institutions ou les organismes de gouvernement.

⁵⁸² Marcel Dutrey, « Sur le front de Saint-Sébastien », *Gringoire*, 11 septembre 1936.

⁵⁸³ Georges Suarez, « Déclarations du général Mola à l'envoyé spécial de *Gringoire* », *Gringoire*, 23 octobre 1936.

⁵⁸⁴ *Ibid.*

⁵⁸⁵ Marcel Chaminade, « La grande figure du général Mola », *Je suis partout*, 12 juin 1937.

⁵⁸⁶ Bertrand de Jouvenel, « Portrait : Le général Mola », *Gringoire*, 11 juin 1937.

Même si aux yeux des intellectuels français d'extrême droite la guerre civile est parfaitement justifiée, le camp rebelle symbolise l'ordre, la civilisation et la défense de la religion et il est dirigé par des chefs compétentes, il faut doter encore à la lutte d'un component symbolique majeur. La guerre d'Espagne est aussi un affrontement de propagande, où chaque camp essaie, parmi d'autres choses, de trouver des figures ou des événements héroïques. La transmission de cette image héroïque à l'étranger du camp choisi correspond en bonne partie aux journalistes, écrivains et reporters, et les intellectuels français profranquistes vont se livrer ardemment à cette tâche.

Chapitre 7. L'exaltation de l'armée franquiste : de l'éloge de la jeunesse combattante à la création de mythes héroïques

L' éloge de la jeunesse combattante

Quelques auteurs français d'extrême droite identifient fréquemment les soldats de l'armée franquiste à une jeunesse héroïque, idéalisée. Dans ce point, ils suivent à nouveau les intentions de la propagande officielle des rebelles. Cette mise en valeur des soldats franquistes, cette exaltation de leur « héroïsme », sert pour construire un mythe favorable au camp des insurgés, ce qui est une stratégie pour doter la guerre civile d'une signification majeure. Comme nous avons commenté précédemment, la charge idéologique du soulèvement militaire est plutôt faible, et elle se construit presque uniquement *contre* l'ennemi. Dans l'hétérogène camp nationaliste, le seul point commun entre les différents groupes est la lutte contre le gouvernement du *Frente popular*, sans accord sur la nature du nouvel régime. Par conséquent, la question propagandiste est essentielle pour le camp rebelle, d'autant plus que la République faisait un grand effort de propagande, avec des partisans de grand talent artistique et littéraire en Espagne et à l'étranger. Pour le camp rebelle, il fallait donner une image positive du soulèvement à l'intérieur et à l'extérieur d'Espagne, et répondre aux héros populaires de la République. Les héros du camp soulevé, donc, seraient les « saints » et « guerriers » qui appuient la « Croisade »⁵⁸⁷, quelle qu'elle soit. En outre, il fallait transmettre aussi une sensation d'unité vers un objectif commun, malgré les différences politiques internes. Une manière de le faire est de montrer la bravoure des jeunes soldats qui luttent contre le même ennemi.

Il est vrai que les auteurs français d'extrême droite combattent l'image des héros populaires de la République avec les constantes descriptions de la « terreur rouge » et en présentant les soldats de ce camp comme des brutes violentes et vicieuses. Et, en revanche, ils donnent une impression beaucoup plus aimable des combattants franquistes. Cependant, selon Pierre-Frédéric Charpentier, dans les écrits des intellectuels français favorables à Franco il y a très peu de lyrisme guerrier et d'exaltation belliqueuse, à cause du ton pacifiste des écrits de guerre produits en France pendant l'entre-deux-guerres⁵⁸⁸. En outre, l'extrême droite française a une tendance pacifiste, contre le bellicisme dont

⁵⁸⁷ Andrée Bachoud, « Guerre civile. Mythes et propagandes. L'exemple des cadets de l'Alcazar », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, volume 70, n°1, 2003, « Espagne : la mémoire retrouvée (1975-2002) », p. 8, disponible en ligne : https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2003_num_70_1_402446 .

⁵⁸⁸ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 120-121.

elle accuse le gouvernement de Front populaire⁵⁸⁹. Par conséquent, il n'y a presque pas d'appels explicites à la guerre ni d'exaltation de la violence, mais, en tout cas, la célébration de la jeunesse guerrière n'est pas rare. Il est à noter, toutefois, que dans le récit de la guerre civile espagnole fait par les auteurs français d'extrême droite il y a plus de critiques contre les miliciens républicains que d'éloges de l'armée franquiste.

Dans ce chapitre, nous allons distinguer entre les éloges de la jeunesse combattante et les exaltations de quelques événements perçus comme héroïques, comme le siège de l'Alcazar de Tolède, qui devient un mythe pour la propagande franquiste.

Sans doute, parmi tous les auteurs français qui écrivent sur la guerre civile espagnole, c'est Robert Brasillach qui est un des admirateurs les plus fervents des épopées de la jeunesse héroïque. On trouve un exemple clair dans la célébration faite par l'écrivain de la bravoure d'un groupe de phalangistes de Valladolid tués par l'armée républicaine peu après le soulèvement militaire quand ils se dirigeaient vers Madrid pour essayer de prendre la capitale :

Ils sont jeunes, ils sont candides, la guerre les amuse, ils croient qu'ils vont prendre Madrid. C'est un départ naïf et merveilleux, par un beau matin d'été, où va se sacrifier la plus belle jeunesse castillane. [...] C'est à l'Alto de Leon que la Phalange perdit ses meilleurs militants, et qu'Onesimo Redondo, pris dans une embuscade de miliciens, tomba pour l'Espagne le 26 juillet 1936. La mort venait au rendez-vous fixé depuis longtemps par ces enfants héroïques⁵⁹⁰.

Cet extrait de Brasillach montre assez bien le héros-type fasciste, dont une de ses caractéristiques est le combat exalté et enthousiaste, qui arrive jusqu'au sacrifice personnel pour le bien de la nation⁵⁹¹. Il ne faut pas oublier que nous analysons ces extraits dans le cadre de la guerre civile espagnole. L'Espagne franquiste a été fréquemment associée au fascisme, mais le débat historiographique sur la nature du nouveau régime, fasciste ou non, a été intense⁵⁹². En tout cas, ce qui est clair est que beaucoup d'intellectuels français d'extrême droite associent le camp franquiste (notamment la

⁵⁸⁹ Michel Lacroix, *op. cit.*, par. 47. Comme le numéro de page n'est pas disponible dans la version en ligne, je cite en suivant les paragraphes, tel qu'ils sont indiqués dans le site web. Cette citation correspond au premier chapitre, « "Ce fort, ce libre, ce héros" : le culte du chef ».

⁵⁹⁰ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 86.

⁵⁹¹ Michel Lacroix, *op. cit.*, par. 45.

⁵⁹² Sur les différentes interprétations de la nature du franquisme, voir un bref résumé dans : Francisco Sevillano Calero, *Propaganda y medios de comunicación en el franquismo (1936-1951)*, Alicante, Publicaciones de la Universidad de Alicante, 1998, p. 38-53, disponible en ligne : <https://blogs.ua.es/franciscosevillano/files/2012/06/Propaganda-y-medios-de-comunicaci%C3%B3n.pdf>

Phalange) au fascisme, et ils admirent les caractéristiques de la jeunesse combattante à la manière fasciste.

C'est sans doute Brasillach qui exprime le plus son admiration pour cette jeunesse en armes. Il associe fascisme et jeunesse, et il considère celle-ci comme un des plus importants attributs de la nation. Cela est d'autant plus notable quand quelques secteurs de l'extrême droite française voyaient le gouvernement de leur pays comme une gérontocratie, et admiraient les jeunesses fascistes étrangères⁵⁹³. Comme le signale Michel Lacroix, même si la jeunesse et la violence sont très présentes dans les reportages de *Je suis partout*, il n'y a pas d'éloge de la guerre, puisqu'il s'agit d'un hebdomadaire ouvertement pacifiste. Cependant, dans les ouvrages littéraires de Brasillach (notamment dans *Les sept couleurs* et *Comme le temps passe*), le culte de la jeunesse conduit au bellicisme et la violence, avec une exaltation explicite de ceux qui meurent jeunes⁵⁹⁴. C'est cela qu'on peut percevoir dans l'extrait antérieur sur la mort d'Onésimo Redondo et d'autres jeunes phalangistes. Mais cette exaltation de la mort héroïque renvoie aussi au caractère romantique qui prend la guerre civile espagnole pour quelques auteurs, qui a été, probablement, comme l'indique Maurizio Serra, le dernier conflit romantique de l'Europe⁵⁹⁵. Évidemment, cela vaut pour la droite mais aussi pour la gauche, dans ce qui est beaucoup plus une question de représentation que d'analyse de la réalité.

Brasillach écrit plus de textes admiratifs sur la jeunesse combattante. Dans un des passages dédiés à la guerre espagnole dans son autobiographie, *Notre avant-guerre*, il rapporte l'histoire, racontée par un légionnaire, d'un jeune soldat qui s'est enrôlé dans la Légion pour venger la mort de son père aux mains des républicains:

Un beau jour, le gosse part pour le lycée, ses livres sous le bras. Seulement, il avait emprunté de l'argent à sa sœur : trois jours après il était à la légion. Il faut croire que ça l'intéressait de se battre contre ceux qui lui ont tué leur père. Il a dix-huit ans, il a été blessé cinq fois, tout le monde l'aime. Il ne boit pas, il ne pense pas aux femmes. Il joue beaucoup, par exemple. Nous sommes ensemble à la Cité Universitaire. Quand il a un peu d'argent, il descend à Tolède et il s'achète un kilo de caramels. C'est un gosse⁵⁹⁶.

Ici, l'exaltation de l'héroïsme juvénile arrive jusqu'à l'infantilisation du combattant. Il ne s'agit pas seulement d'un jeune guerrier, sinon d'un adolescent, voire

⁵⁹³ Michel Lacroix, *op. cit.*, chapitre 2 : « Le fascisme en culottes courtes : le discours fasciste sur la jeunesse », par. 1 et 2

⁵⁹⁴ *Ibid.*, par. 91 et 94.

⁵⁹⁵ Maurizio Serra, *op. cit.*, p. 161-162.

⁵⁹⁶ Robert Brasillach, *op. cit.*, p. 328-329.

d'un enfant. C'est la même logique que nous trouvons, en partie, dans le récit franquiste des cadets de l'Alcazar de Tolède.

Parfois, l'armée franquiste est identifiée uniquement à la jeunesse combattante. Celle-ci est l'idée transmise par Pierre Gaxotte en juillet 1938 : « Depuis deux ans, la jeunesse d'Espagne se bat pour sa patrie, pour son honneur, pour sa foi⁵⁹⁷ ». Marcel Dutrey fait dans *Gringoire* une exaltation similaire. En premier lieu il montre son admiration pour le mépris de la mort et le sacrifice pour un idéal des « fascistes », éloge qui ne peut pas aller sans une critique ouverte des miliciens républicains :

Viva la muerte ! crient soudain une centaine de fascistes. [...] Cette glorification de la mort du soldat en pleine action est une des caractéristiques de cette armée de nationaux, volontaires luttant pour le seul idéal, alors que de l'autre côté, les trois quarts de la canaille communiste combattent le moins possible pour la solde que leur verse Moscou⁵⁹⁸.

Mais ce qui frappe aussi Dutrey, dans la même ligne que Brasillach, c'est la jeunesse des combattants. Selon son raisonnement, non seulement les soldats franquistes sont braves, sinon qu'ils sont aussi très jeunes, en donnant ainsi une image héroïque :

Autre chose de frappant chez les combattants, c'est leur jeunesse. Pas un seul homme mûr parmi eux et très peu d'hommes dans la force de l'âge. Vingt ans, comme moyenne. C'est la croisade des jeunes ! [...] Ce sera leur victoire et à vous qui êtes nés avant 1900, à vous tous si coupables déjà de tant de fautes, la jeunesse qui combat ne laissera aucune occasion de venir saboter sa victoire !⁵⁹⁹

Ainsi, Dutrey considère la guerre comme un point de non-retour, où les jeunes construisent un nouveau pays dépourvu des erreurs du passé, ce qui renforce l'image de « nouvelle Espagne » ou « Espagne rénovée », en suivant la terminologie employée par l'extrême droite française. En outre, on peut lier la jeunesse des soldats avec la jeunesse des chefs, puisque, comme nous avons vu précédemment, la relative jeunesse de Franco est l'un des aspects les plus remarquables par les intellectuels français profranquistes. Ironiquement, en reprenant l'extrait de Marcel Dutrey, Franco était né avant 1900.

⁵⁹⁷ Pierre Gaxotte, « Vive l'Espagne ! Vive Franco ! », *Je suis partout*, 15/7/1938.

⁵⁹⁸ Marcel Dutrey, « Sur le front de Saint Sébastien », *Gringoire*, 11 septembre 1936. L'usage du terme « fascistes » dans ce reportage est peu clair. Probablement il s'agit de légionnaires, puisqu'ils utilisaient le cri de « Viva la muerte ».

⁵⁹⁹ *Ibid.*

Les mythes héroïques

-Le siège de l'Alcazar de Tolède

La culmination de l'exaltation de l'héroïsme du côté franquiste se trouve dans le récit du siège de l'Alcazar. Ici, nous n'allons pas analyser en détail tout l'usage par la propagande franquiste de cet événement, puisque cela dépasse les limites de ce travail. Nous aborderons seulement le discours d'une partie de l'intelligentsia française d'extrême droite à ce propos. Il est intéressant de voir comment l'événement est apprécié par sa nature symbolique, avec un mélange entre mythe et réalité. Les faits sont les suivants : à Tolède, il y avait des affrontements depuis le 18 juillet. Le gouvernement de Madrid envoie vers la ville des gardes d'assaut et des miliciens, et les militaires favorables au soulèvement s'enferment dans l'Alcazar, siège de l'Académie militaire, et dans quelques bâtiments proches. Environ 2000 personnes restent enfermées pendant plus de deux mois, sous le commandement du général Moscardó, en résistant au siège de l'armée républicaine. Les troupes rebelles, dirigées par le général Varela et composées surtout de soldats marocains et de légionnaires, mettent fin au siège le 27 septembre⁶⁰⁰. L'Alcazar était en réalité une forteresse avec beaucoup moins de valeur stratégique que symbolique, mais le siège a tous les ingrédients pour faire de lui une grande opération de propagande⁶⁰¹.

À nouveau c'est Robert Brasillach qui exalte le plus la jeunesse héroïque. Dans son article « Nos "Marins de Cronstadt" », paru dans *Je suis partout* à la veille de la fin du siège, il reconnaît la valeur de propagande de l'événement, en le comparant aux films soviétiques :

[...] [J]e dois dire que le film que j'ai vu me paraît dépasser, et de beaucoup, *Les Marins de Cronstadt* en vertus héroïques. J'ai contemplé, sur l'écran magique, cette ville d'ocre et de soleil que je connais bien, ses ruelles étouffées, ses grilles forgées, ses portes barbares. [...] Aussi vite, aussi magistralement qu'Eisenstein résume l'Espagne au début de *Tonnerre sur le Mexique*, le metteur en scène inconnu résumait la grandeur âpre d'une cité éternelle⁶⁰².

Plusieurs aspects ressortent dans cet extrait. En premier lieu, dans le titre de l'article, hors de la comparaison avec le film soviétique paru en 1936, il est à noter l'usage

⁶⁰⁰ Andrée Bachoud, *op. cit.*, p. 8-9.

⁶⁰¹ Maurizio Serra, *op. cit.*, p. 191.

⁶⁰² Robert Brasillach, « Lettre à une provinciale. Nos marins de Cronstadt », *Je suis partout*, 26 septembre 1936.

du pronom « nos ». Ce « nos » englobe probablement tous les anticommunistes, plus que les profranquistes, puisque dans le même article, Brasillach, qui affirme être allé au cinéma pour voir *Les Marins de Cronstadt*, dit admirer « combien nos communistes sont prompts à applaudir quand on leur montre comment se défend la patrie russe, eux qui siffleraient un soldat français à Verdun⁶⁰³ ». Mais, aussi, il est à noter la manière dont Brasillach considère Tolède comme une cité éternelle, ce qui joue un rôle de premier ordre dans la création du mythe du siège : en effet, le mythe est plus puissant si la localisation est symbolique.

Brasillach continue avec une description romanesque du siège, pour mieux insister sur le fait qu'il ne s'agit pas d'aucun film :

Je suis bien forcé de vous avouer qu'il vous faudra pénétrer pour cela [voir le film] dans quelque salle des châteaux de l'âme, comme disent les mystiques espagnols. C'est là seulement, et par la grâce de votre imagination [...] que vous pourrez voir nos *Marins de Cronstadt* à nous, que nous appellerons, si vous voulez bien, *Les Cadets de Tolède*. Car ce film n'existe pas⁶⁰⁴.

Et, une fois présenté l'événement, Brasillach raisonne sur sa force symbolique comme instrument de propagande :

Le bolchevisme russe a compris la vertu des images et des mythes. Pourquoi n'honorierions-nous pas, nous aussi, nos héros et nos saints ? Aux marins de Cronstadt morts sans savoir pourquoi, pour une internationale dont ils ignoraient même le nom, il convient d'opposer des héros plus volontaires et plus conscients. Les cadets de Tolède, certes, appartenaient d'abord à l'Espagne, dont ils sont une incarnation symbolique désormais aussi admirable que celle des héros de la *Reconquista* et du chevalier enterré à Burgos [le Cid]. Mais de si hautes vertus peuvent servir d'exemple à tous, et nous avons le devoir de dire que nous les honorons⁶⁰⁵.

À nouveau, on trouve l'habituelle opposition, présente dans les textes des intellectuels français d'extrême droite, entre les communistes inconscients, qui méconnaissent la cause qu'ils défendent et les nationalistes qui luttent pour leur pays, dans ce cas l'Espagne. Mais le plus intéressant est l'incarnation dans les cadets de l'Alcazar d'une série de vertus qui peuvent servir pour les autres nations, la France y compris. Nous trouvons plus de comparaisons du siège de l'Alcazar à la fiction dans un article non signé de *Je suis partout* : « Pourquoi dissimuler que, nous aussi, à mille kilomètres de l'Espagne [...], nous avons frissonné d'allégresse et d'émotion en

⁶⁰³ *Ibid.*

⁶⁰⁴ *Ibid.*

⁶⁰⁵ *Ibid.*

apprenant que l'atroce cauchemar avait pris fin, que les méchants étaient punis, que les héros étaient sauvés, comme dans les contes de fées ?⁶⁰⁶ ». Et le journal insiste, la France peut extraire une leçon des événements de Tolède : « Ils [les cadets de l'Alcazar] nous ont enseigné que la victoire n'est qu'à celui qui fait le sacrifice de sa vie⁶⁰⁷ ».

Quelques semaines après la fin du siège de l'Alcazar, Robert Brasillach et Henri Massis publient chez Plon la brochure *Les cadets de l'Alcazar*, qui obtient un grand succès, avec près de 50000 exemplaires vendus en France et plusieurs traductions⁶⁰⁸. Cet ouvrage est considéré par Michel Lacroix comme une manifestation du fascisme français catholique. La brochure présente la guerre espagnole comme une véritable croisade, et elle emploie la prétendue résistance des cadets comme un mythe fondateur du nouvel État espagnol⁶⁰⁹. L'ouvrage n'est pas exact du point de vue historique, notamment dans ce qui se réfère au rôle des cadets. Dans la première version, de 1936, Massis et Brasillach affirment que ce sont les jeunes cadets qui ont défendu la forteresse, ce qui n'est pas vrai, puisque la plupart des apprenants étaient en vacances. En 1939, Plon réédite l'ouvrage avec quelques corrections sous le titre *Le siège de l'Alcazar*⁶¹⁰. Ainsi, dans la nouvelle version, les auteurs indiquent qu'il y avait uniquement huit cadets⁶¹¹, mais ils considèrent peu important ce fait, puisque la légende et la propagande étaient plus importantes : « Car, bien qu'ils aient été peu nombreux dans la citadelle, c'est sous le nom des "Cadets de l'Alcazar" que l'histoire aussitôt légendaire des assiégés commença d'être connue⁶¹² ». Clairement, ce n'était pas l'exactitude historique l'objectif de Massis et Brasillach. Il est à noter, par exemple, que Brasillach, qui voyage assidument en Espagne, ne se rend pas sur place pour préparer la brochure⁶¹³, mais cela n'est pas un indice décisif, parce que les récits des reporters qui disent avoir été présents peu après la fin du siège de l'Alcazar (comme Marcel Dutrey, de *Gringoire*, ou Jérôme Tharaud, de *Candide*) ne sont pas beaucoup plus fiables du point de vue historique.

⁶⁰⁶ « Tolède délivrée », *Je suis partout*, 3 octobre 1936.

⁶⁰⁷ *Ibid.*

⁶⁰⁸ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 317.

⁶⁰⁹ Michel Lacroix, *op. cit.*, chapitre 1, « "Ce fort, ce libre, ce héros" : le culte du chef », par. 23.

⁶¹⁰ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 318-319.

⁶¹¹ Henri Massis et Robert Brasillach, *op. cit.*, p. 75. Charpentier signale, par exemple, que dans la version de 1939, Brasillach et Massis ont omis toute allusion à l'assassinat de blessés et personnel de santé républicain par les troupes franquistes lors de la prise de la ville (Pierre Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 319).

⁶¹² Henri Massis et Robert Brasillach, *op. cit.*, p. 78

⁶¹³ Dans *Notre avant-guerre*, Brasillach raconte qu'il a voyagé en Espagne en 1934, 1938 et en deux occasions en 1939. Par conséquent, il n'y a eu aucun voyage préparatoire pour écrire *Les cadets de l'Alcazar*.

Les récits du siège de l'Alcazar, particulièrement celui de Massis et Brasillach, dédient plusieurs pages à la farouche résistance des assiégés, aux terribles conditions de vie dans le bâtiment et aux essais répétés des républicains de s'emparer de la forteresse. Ici, nous laisserons cela de côté pour nous centrer sur un aspect plus précis. Probablement, c'est la prétendue exécution du jeune fils du colonel Moscardó par les républicains qui est l'aspect le plus utilisé comme symbole de propagande. Il y a en tout cas plusieurs contradictions entre les différentes versions de l'évènement⁶¹⁴. Nous analyserons ici la version de Massis et Brasillach. D'après eux, pour forcer la reddition de l'Alcazar, les républicains appellent Moscardó par téléphone en le menaçant d'exécuter son fils, Luis. La conversation téléphonique entre Moscardó et son fils est reconstruite par Brasillach et Massis tout au début de l'ouvrage :

-Qu'y a-t-il, mon petit ?

-Rien, papa, rien... Ils disent qu'ils me fusilleront si tu ne veux pas te rendre.

Mais à peine Luis a-t-il prononcé ces paroles que le commissaire marxiste saisit le téléphone et confirme, à son tour, la menace. Une dernière fois, le colonel Moscardó répète que les événements ont placé l'Alcazar sous sa garde et qu'il ne saurait l'abandonner sans faillir à son devoir... On lui permet encore de dire quelques mots encore à son fils. [...]

-Tu sais ce que je pense. S'il est certain qu'ils vont te fusiller, recommande ton âme à Dieu, aie une pensée pour l'Espagne et une pensée pour le Christ-Roi !

-C'est bien, je le ferai, dit Luis, et il ajouta : « *Un beso muy fuerte, papá.*

-*Adiós, hijo mío. Un beso muy fuerte*⁶¹⁵.

Dans cet extrait, Moscardó incarne l'honneur du militaire qui suit les ordres et qui accomplit le devoir sans tenir compte des conséquences. Son fils représente le jeune sacrifié par la cause, dans la ligne d'exaltation de la jeunesse héroïque commentée antérieurement. Le caractère religieux et nationaliste du soulèvement est aussi mis en premier plan, avec les mentions explicites de l'Espagne et du Christ-Roi. Dans le récit de Massis et Brasillach, Moscardó symbolise à nouveau l'honneur et le sacrifice militaire quand l'armée franquiste arrive à Tolède :

⁶¹⁴ L'âge du fils de Moscardó varie selon les récits. Dans la première version de leur brochure, Brasillach et Massis indiquent qu'il a 18 ans (Andrée Bachoud, *op. cit.*, p. 9), tandis que dans la deuxième ils signalent qu'il avait 17 (Henri Massis et Robert Brasillach, *op. cit.*, p. 70). Le reporter de *Gringoire* Marcel Dutrey affirme qu'il avait 15 (Marcel Dutrey, « Dans l'Alcazar de Tolède », *Gringoire*, 9 octobre 1936). Hugh Thomas rapporte que Luis Moscardó avait 24 ans et que, en réalité, il avait été exécuté en août, un mois après la prétendue conversation téléphonique, qui, toutefois, d'après lui, semble avoir eu lieu (Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 254).

⁶¹⁵ Henri Massis et Robert Brasillach, *op. cit.*, p. 70.

Quand le colonel Moscardo rassemble ses officiers et ses soldats dans la cour de l'Alcazar pour recevoir le général Varela, qui n'a voulu entrer dans la ville qu'en grand uniforme et en gants blancs, il s'avance vers lui, puis le salue en lui disant :

-Ici, rien à signaler, mon général⁶¹⁶.

Moscardó reste finalement comme le héros du récit. Ainsi, pour les frères Tharaud, en insistant sur le caractère de lutte contre l'étranger que les auteurs français de droite attribuent à la guerre civile, le colonel « a défendu dans ces ruines ce que mon ami Maëstu [sic, Ramiro de Maeztu], fusillé, m'a-t-on dit, ces jours derniers, par les Rouges, appelait "l'Españolidad" [*Españolidad*], l'essence de son pays⁶¹⁷».

Tous les auteurs français profranquistes convergent pour souligner l'importance symbolique de l'Alcazar. Marcel Dutrey n'hésite pas à affirmer, de manière certainement hyperbolique, qu'une partie considérable de la population de la Terre avait suivi attentivement les événements :

Cependant, de par le monde, des centaines de millions [sic] de braves gens gardaient leur pensée fixe sur Tolède. C'est que la résistance de l'Alcazar [...] était devenue le symbole de la lutte des soldats contre les assassins, de l'Europe contre l'Asie, de la civilisation contre les barbares⁶¹⁸

Et pour les Tharaud, le siège de l'Alcazar est un symbole de la persistance de l'Espagne éternelle et qui restera dans la mémoire collective de la guerre civile espagnole :

Quand les détails de cette affreuse guerre se seront peu à peu effacés des esprits, le souvenir de la défense de ces murs que j'ai devant moi surnagera dans les mémoires. Ils n'avaient cependant aucune importance stratégique. [...] Mais ils représentaient un morceau de la plus vieille Espagne, et avec eux c'est cette vieille Espagne qui refusait de disparaître⁶¹⁹.

Malgré les contradictions des successives versions du mythe et la manque de véracité historique du récit, le siège de l'Alcazar est l'exemple le plus clair de l'action de propagande de l'extrême droite française en faveur du camp franquiste, avec un discours fondé essentiellement sur l'héroïsme, mais il n'est pas le seul.

⁶¹⁶ *Ibid.*, p. 118.

⁶¹⁷ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 206.

⁶¹⁸ Marcel Dutrey, « Dans l'Alcazar de Tolède », *Gringoire*, 9 octobre 1936.

⁶¹⁹ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 204.

-D'autres événements héroïsés : le siège d'Oviedo et la résistance du sanctuaire de la Vierge de la Cabeza

Il y a d'autres événements de la guerre qui sont revendiqués par les auteurs français d'extrême droite comme des exemples d'héroïsme. C'est le cas, par exemple du siège d'Oviedo.

Dans cette ville asturienne, le soulèvement avait échoué. Le colonel Aranda, gouverneur militaire de la ville, avait annoncé sa fidélité à la République. Les leaders ouvriers d'Oviedo croient donc convenable d'envoyer les milices minières pour renforcer l'armée républicaine à Leon et Madrid. Antonio Aranda, dans ce moment, profite l'occasion pour s'emparer de la ville et rallier Oviedo au soulèvement militaire⁶²⁰. La garnison était fortement armée, et Aranda comptait avec lui près de 2300 hommes⁶²¹. Oviedo est ensuite assiégée par les troupes républicaines pendant trois mois, jusqu'à l'arrivée d'une colonne rebelle en provenance de Galice, quand la situation était déjà critique. Dans la ville, plusieurs prisonniers et otages républicains sont exécutés sans procès pendant le siège⁶²². L'importance d'Oviedo réside dans le fait que c'était le seul territoire au pouvoir des insurgés dans les Asturies, une région minière et ouvrière, où la révolution de 1934 avait été particulièrement importante. Ainsi, pour Marcel Dutrey, la résistance d'Oviedo au siège constitue un événement symbolique:

Oviedo [...] garde toujours une valeur morale. La résistance d'Oviedo est un symbole, comme la résistance de l'Alcazar, comme la résistance de Notre-Dame de la Cabeza qui, là-bas, dans les montagnes de Cordoue, tient toujours après plus de sept mois de siège...⁶²³

Brasillach et Bardèche expriment la même opinion, en affirmant qu'« on a magnifié les défenseurs de la ville assiégée à peu près à l'égal des défenseurs de Tolède⁶²⁴ ». Pour les auteurs français d'extrême droite, Oviedo est, donc, un autre exemple de résistance héroïque. Ainsi, Brasillach et Bardèche indiquent que le colonel Aranda, avec deux ou trois mille soldats, avait tenu un siège contre trente mille

⁶²⁰ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 89.

⁶²¹ *Ibid.*, p. 101.

⁶²² Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 615-617.

⁶²³ Marcel Dutrey, « Aux écoutes de la bataille pour Oviedo », *Gringoire*, 12 mars 1937.

⁶²⁴ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 249.

hommes⁶²⁵, et rapportent des exemples d'héroïsme individuel et mépris de la mort, selon la même logique avec laquelle ils exaltent la jeunesse phalangiste :

Il y a dans la cité assiégée des Allemands, des Suisses, des Autrichiens, des Italiens, des Sud-Américains. Ils déclarent avec enthousiasme qu'ils ne veulent pas abandonner Oviedo et qu'ils préfèrent attendre la glorieuse entrée des colonnes qui marchent sur la ville. L'attitude des hôtes étrangers produit une impression énorme, le colonel Aranda la fait connaître à tous et les invite le 6 septembre à boire un verre en l'honneur de l'Espagne dans un café. L'aviation marxiste, précisément ce jour-là, bombarde terriblement la ville⁶²⁶.

Un autre exemple employé en moindre mesure pour exalter l'héroïsme du combat des franquistes est le siège du sanctuaire de la Vierge de la Cabeza, mentionné par Marcel Dutrey dans l'article cité antérieurement. Dans la province de Jaén, en Andalousie, un groupe de militaires et de gardes civiles s'enferment dans le sanctuaire de la Vierge de la Cabeza, avec près de 800 civils. Le sanctuaire est assiégé entre septembre 1936 et mai 1937 par les troupes républicaines. Finalement, le lieu est pris et le capitaine Cortes, leader des assiégés, est blessé à mort. Bennassar signale que cet événement a été moins exploité par la propagande franquiste à cause de la défaite et de l'humanité montré par les miliciens républicains envers les assiégés après la victoire⁶²⁷. À ces facteurs, on pourrait ajouter le manque de symbolisme du lieu face à Tolède, par exemple. En tout cas, Brasillach et Bardèche dédient plusieurs pages de l' *Histoire de la guerre d'Espagne* au siège du sanctuaire⁶²⁸.

Pendant ces chapitres, nous avons développé la question de la légitimation de la guerre, en analysant en détail la vision du camp franquiste qui ont les auteurs français d'extrême droite. Ces auteurs justifient la guerre, admirent les militaires rebelles comme des figures autoritaires et des modèles de chef et participent à la propagande pro-franquiste avec le récit des prouesses héroïques de l'armée franquiste. Cependant, toute cette guerre doit aboutir à la construction d'un nouvel État, avec une organisation politique et sociale différente. Dans le chapitre suivant nous verrons l'attitude de ces journalistes, écrivains et reporters face à ce qu'ils appellent la « nouvelle Espagne ».

⁶²⁵ *Ibid.* Non toutes les informations coïncident. Par exemple, René Richard avait informé dans *Je suis partout* de que la proportion du combat était de 3000 hommes contre « 15000 anarchistes résolu à les massacrer » (René Richard, « La manœuvre de Moscou pour sauver le communisme en Espagne », *Je suis partout*, 17 octobre 1936).

⁶²⁶ *Ibid.*, p. 252.

⁶²⁷ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 335-336.

⁶²⁸ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 261-269.

Chapitre 8. L'attitude des intellectuels français profranquistes face à la « nouvelle Espagne »

L'incertitude sur la nature du nouveau régime

Pendant les premiers moments de la guerre, le système politique qu'instaureraient les militaires insurgés en cas de victoire était encore inconnu. Les journalistes français se lancent dans une série de spéculations pour essayer de définir quelle serait l'organisation future de l'Espagne.

Quelques semaines après le début de la guerre, René Richard spéculait avec « un régime militaire qui, ou bien gouvernerait par un directoire ou bien assurerait la protection d'un grand réformateur civil⁶²⁹ », dans le même article où il affirme que la dernière chance de survivance de la République se trouvait dans une victoire des rebelles, « ceux que l'on nomme bien improprement “fascistes” et “royalistes”⁶³⁰ ». André Nicolas voit beaucoup plus de possibilités pour une dictature, selon un argumentaire qui combine l'aversion pour la démocratie du journaliste lui-même avec quelques considérations sur le caractère espagnol :

En fait, la démocratie, qui ne convient à aucun peuple, est particulièrement néfaste pour les tempéraments méridionaux qui se laissent plus facilement que d'autres exciter par les propagandes démagogiques. Mais, sous d'autres régimes nous avons vu l'Espagne fidèle à ses traditions, suivre des chefs en ayant en vue la grandeur du pays et le bonheur de son peuple⁶³¹.

L'allusion au « tempérament méridional » est intéressante. Comme le signale Andrea Fernández-Montesinos, la presse française se réfère constamment au tempérament pour classer tous les espagnols sous les mêmes catégories⁶³². Il y avait quelques caractéristiques associées à ce tempérament, comme la bravoure, l'individualisme, la discipline ou le refus des influences étrangères, parmi d'autres⁶³³. En interprétant lui-même les caractéristiques du tempérament méridional, Nicolas arrive à la conclusion de que le meilleur système serait une dictature, et il met l'exemple de « la dictature du général Primo de Rivera », qui « a assuré à la péninsule plus de six années

⁶²⁹ René Richard, « La lutte entre les nationaux et les soviets », *Je suis partout*, 1 août 1936.

⁶³⁰ *Ibid.*

⁶³¹ André Nicolas, « Réflexions sur le soulèvement », *Je suis partout*, 15 août 1936.

⁶³² Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 341.

⁶³³ *Ibid.*, p. 344-345

de paix⁶³⁴ ». Nicolas insiste sur les principes fondamentaux qui doivent unir les nouveaux maîtres de l'Espagne à l'heure de définir le nouveau régime :

Si la question de régime divise encore les Espagnols patriotes, celle de l'antiparlementarisme les unit, et le progrès des idées de reconstruction sociale, conforme à la tradition, semble assurer la péninsule contre le retour des fausses idéologies⁶³⁵.

Les éloges de l'autoritarisme sont fréquents dans les opinions d'extrême droite. Cette préférence pour les solutions autoritaires peut être un exemple de ce que Pierre Laborie dénomme « dérives pré-vichystes de l'opinion française⁶³⁶ ». En effet, toujours selon Laborie, les obscures années de Vichy ne peuvent pas être considérées comme une « parenthèse », sinon que cette période est la culmination d'une tendance antérieure de quelques secteurs politiques français⁶³⁷. Dans ce sens, pour les intellectuels français d'extrême droite, l'instauration d'un régime politique autoritaire en Espagne pourrait être un exemple pour la France.

En tout cas, ces suppositions des premiers moments laissent voir le caractère contradictoire du soulèvement militaire. Comme le signale Pierre Vilar, le soulèvement est « négatif et ambigu », parce qu'il mélange, pendant les premiers moments, la lutte contre le désordre et la révolution avec la théorique défense de l'ordre républicain, tout en maintenant des nostalgies monarchistes ; et finit par déclencher une contre-révolution conservatrice qui s'accompagne de vocabulaire et symbolique phalangiste, proche du fascisme⁶³⁸. En tout cas, même s'il y a une organisation progressive des territoires conquis, la priorité de Franco ne sera pas la construction du nouvel État jusqu'à la fin 1937⁶³⁹. Celle-ci est aussi l'opinion de Raymond Recouly en mars 1937:

Franco reprendrait volontiers le mot célèbre de Clemenceau : « *Je fais la guerre.* » Tout le reste passe au second plan⁶⁴⁰.

⁶³⁴ André Nicolas, « Réflexions sur le soulèvement », *Je suis partout*, 15 août 1936. Curieusement, pas tous les journalistes arrivent à la même conclusion suivant le flou concept de « tempérament » espagnol ou méridional. Andrea Fernández-Montesinos signale comment *Le Temps* affirme en 1939 que « le tempérament espagnol ne s'[était] jamais longtemps accommodé d'un gouvernement à forme dictatoriale » (« Bulletin du jour. Après la chute de Madrid », *Le Temps*, 30 mars 1939. Cité par Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 443).

⁶³⁵ André Nicolas, « Réflexions sur le soulèvement », *Je suis partout*, 15 août 1936.

⁶³⁶ Pierre Laborie, *op. cit.*

⁶³⁷ *Ibid.*, p. 89-90.

⁶³⁸ Pierre Vilar, *op. cit.*, p. 77.

⁶³⁹ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 166.

⁶⁴⁰ Raymond Recouly, « Franco m'a annoncé sa victoire complète, certaine, prochaine », *Gringoire*, 5 mars 1937.

En fait, l'Espagne rebelle n'a pas un gouvernement conventionnel jusqu'en février 1938, quand il est établi un cabinet présidé par Franco, avec un mélange de militaires et civils comme ministres⁶⁴¹. Dans son article, Recouly est moins inspiré quand il spéculé sur une possible restauration monarchique, dans laquelle « Franco recevra, disons plutôt qu'il prendra le titre de *régent* [...]»⁶⁴². Pour le journaliste, il y a un indice qui n'est pas banal : « Fait qui n'est pas sans signification ni sans portée, l'ancien hymne royal, la marche des *granaderos* [*Marcha Granadera*], vient d'être officiellement rétabli ces jours-ci»⁶⁴³. Curieusement, cet indice était mal interprété par Recouly. Les autorités franquistes ont effectivement adopté des symboles traditionnellement liés à la couronne, comme le drapeau bicolore et la mentionnée *Marcha Granadera* (aussi connue comme *Marcha Real*), mais sans le consensus de toutes les forces politiques (la Phalange, par exemple, n'était pas d'accord) et dépourvus de leur connotation monarchique. C'est pour cela que le régime franquiste a toujours évité d'appeler l'hymne espagnol « *Marcha Real* »⁶⁴⁴.

Claude Farrère est plus adroit dans ses prédictions, écrites pendant l'hiver 1937, lors de son voyage en Espagne. Il considère que Franco est « le dictateur tout puissant des deux tiers de l'Espagne, et qui, demain en sera le *duce* incontestable et incontesté»⁶⁴⁵. Et il ajoute :

[I]l marquait clairement son éloignement de toutes les vieilles formules qui avaient acheminé l'Espagne vers sa décadence. Ni la monarchie d'avant 1931, ni la république d'après, et moins encore l'anarchie mâtinée de communisme de 1936 [...]. Il fallait évidemment du nouveau⁶⁴⁶.

Cette description d'une rupture avec tout système antérieur renvoie immédiatement à un régime autoritaire de teinte fasciste. Le comte de Saint-Aulaire, de son côté, affirme très clairement que le régime sera antiparlementaire, en insistant sur le rôle fondamental qu'accomplira le chef dans le nouveau régime :

Il [Franco] est assez silencieux pour que, sans être prophète et sans tenir compte d'autres indices non moins décisifs, on soit certain que le futur régime d'Espagne sera antiparlementaire. Ce régime sera ce qu'il voudra. « Maître de l'heure », comme disent les Arabes, il est maître du jour et du lendemain⁶⁴⁷

⁶⁴¹ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 174-175.

⁶⁴² Raymond Recouly, « Franco m'a annoncé sa victoire complète, certaine, prochaine », *Gringoire*, 5 mars 1937.

⁶⁴³ *Ibid.*

⁶⁴⁴ Zira Box, *op. cit.*, p. 18-19.

⁶⁴⁵ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 47.

⁶⁴⁶ *Ibid.*, p. 68.

⁶⁴⁷ Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne », *Je suis partout*, 7 janvier 1938.

Franco lui-même informe plus clairement sur le modèle politique qui va être instauré en Espagne dans un interview publié dans *Candide* en août 1938. Il montre son aversion personnelle pour la démocratie, qui, d'après lui, « n'engendre que l'erreur et le mal⁶⁴⁸ », pour affirmer :

[L]e régime nouveau qui s'imposera à l'Espagne -celui que, pour un certain temps la dictature devra maintenir- ce nouvel ordre politique sera nécessairement totalitaire. Je le définirais : un régime autoritaire d'intégration nationale⁶⁴⁹.

L'instauration d'un régime autoritaire dirigé par Franco, comme on a vu, chef indiscutable de la « nouvelle Espagne » et un modèle pour plusieurs journalistes français, est clairement énoncée. Cependant, cela n'arrête pas toutes les spéculations. René Benjamin, qui ne cache jamais son admiration pour Franco, laisse voir ses préférences monarchiques plusieurs fois. En novembre 1938, à la suite d'un voyage en Espagne, il affirme :

Les esprits avisés ne vivent guère de jours, là-bas, sans se poser la question. Et plus ils cherchent un régime favorable à rallier le conservateur et le révolté, plus ils se persuadent que la monarchie, traditionnelle à l'Espagne, pourrait seule jouer ce rôle d'apaisement⁶⁵⁰.

Et, encore en décembre, l'incertitude continue. René Benjamin fait une interview à Rome de Juan de Bourbon, fils d'Alphonse XIII et héritier de la couronne espagnole, publiée sous le titre : « Le prince des Asturies sera-t-il roi d'Espagne ? ». Cela est présenté comme une possibilité, non comme une certitude, comme le montre aussi le chapeau de l'article : « Au moment où la question de la restauration se fait de plus en plus brûlante, l'opinion souhaite de connaître la figure de l'infant don Juan, peut-être appelé à jouer un rôle si considérable dans l'histoire de l'Espagne⁶⁵¹ ». Benjamin, de quelque manière aveuglé par ses propres préférences, trouve que le rétablissement de la monarchie en Espagne pourrait être aussi un bon exemple pour la France :

Il se pourrait que le rétablissement là-bas d'une monarchie qui serait chrétienne et populaire aide singulièrement à rendre des institutions simples, honnêtes et fortes à ce peuple français qui doit le meilleur de ses mœurs aux actes de ses rois et aux vertus de ses saints⁶⁵².

⁶⁴⁸ Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

⁶⁴⁹ *Ibid.*

⁶⁵⁰ René Benjamin, « L'an III de la nouvelle Espagne », *Candide*, 16 novembre 1938.

⁶⁵¹ René Benjamin, « Le prince des Asturies sera-t-il roi d'Espagne ? », *Candide*, 21 décembre 1938.

⁶⁵² *Ibid.*

En tout cas, malgré l'incertitude sur les caractéristiques définitives du nouveau régime, nous percevons que la figure de Franco comme chef autoritaire permanent ou temporaire était présente dans toutes les spéculations lancées par les journalistes français d'extrême droite. En outre, l'indiscutable caractère antiparlementaire du nouveau régime montre que les militaires soulevés ne voulaient pas seulement finir avec la République, sinon abolir définitivement le système démocratique, aspect très bien reçu par l'extrême droite française. Mais, hors des considérations à propos du régime politique qui serait établi, il est intéressant d'analyser la perception des intellectuels français d'extrême droite sur les réformes qui ont lieu en Espagne franquiste.

La perception de la « nouvelle Espagne »

-Le mélange entre fascisme et traditionalisme

L'instauration du régime franquiste fait croire à la droite européenne (et notamment française) à la possibilité d'une voie nationale du fascisme, en combinant les éléments autochtones (dans ce cas espagnols) avec l'appartenance à la communauté spirituelle de tradition européenne et occidentale⁶⁵³. Ainsi, les journalistes français d'extrême droite admirent les réformes menées dans le « nouvel État » par les autorités franquistes. Leurs impressions se voient renforcées par la réalisation de plusieurs voyages en zone franquiste, et elles sont conditionnées par le parcours individuel de chaque journaliste. Comme le signale Pierre-Frédéric Charpentier, la guerre est plutôt une question de perception que d'exactitude⁶⁵⁴. L'aspect le plus important sur la « nouvelle Espagne » perçue par les journalistes sera la combinaison entre nouveauté relative et tradition.

Robert Brasillach et Maurice Bardèche se trouvent parmi les témoins les plus enthousiastes à propos de ce qu'ils voient en Espagne. Leurs opinions sont aussi intéressantes, parce qu'elles résultent d'un voyage réalisé en 1938, quand l'organisation de l'Espagne franquiste est déjà plus avancée. « L'extraordinaire vertu de l'Espagne - affirment-ils - est d'avoir su que cette guerre était en même temps une Révolution, tout autant que la Révolution russe, et la seule Révolution faite dans le combat depuis 1917⁶⁵⁵ ». Il y a plusieurs aspects étonnants dans cette affirmation, qu'auraient pu approuver, avec un sens bien différent, les anarchistes de Barcelone pendant l'été 1936.

⁶⁵³ Maurizio Serra, *op. cit.*, p. 200.

⁶⁵⁴ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 147.

⁶⁵⁵ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 369.

En premier lieu, Brasillach et Bardèche considèrent les réformes de l'Espagne franquiste comme une « révolution », ce qui montre qu'ils s'attachent aux éléments les plus novateurs de l'Espagne franquiste. En outre, la comparaison avec la Révolution russe de 1917 présente la construction de la « nouvelle Espagne » comme un point de non-retour dans l'histoire européenne, mais aussi comme une alternative non réactionnaire à la révolution communiste. Par conséquent, pour eux, le régime franquiste n'est pas uniquement le résultat d'une guerre contre-révolutionnaire avec des objectifs purement réactionnaires. En fait, il est vrai que pendant les premiers moments du franquisme, à cause de l'influence de Phalange, il y a eu une relative volonté fasciste de modernisation, mais le régime a rapidement perdu toute idéologie précise⁶⁵⁶.

Cependant, il ne faut pas oublier le lien entre l'Espagne et la tradition fait fréquemment en France. Nous avons déjà commenté que « l'Espagne éternelle » était très présente dans l'image que les journalistes français avaient sur le pays voisin. Brasillach et Bardèche le montrent à plusieurs reprises dans l' *Histoire de la guerre d'Espagne*. Pour eux, l'Espagne était la « [t]erre classique des *pronunciamientos* », avec « l'histoire la plus miraculeuse (celle de la nation qui a donné un Nouveau Monde à la civilisation), les artistes les plus près de notre cœur, les mystiques les plus hardis dans l'aventure, la terre même des conquérants, conquistadors de l'âme ou conquistadors de la planète [...] »⁶⁵⁷. D'après eux, cette Espagne ne pouvait pas bien recevoir les doctrines révolutionnaires et antireligieuses, comme le communisme : « [l']Espagne de Charles Quint regardait avec stupeur les cortèges de Barcelone⁶⁵⁸ », affirmaient-ils. En outre, un des aspects identitaires de l'Espagne, pour les auteurs de droite, est le catholicisme, et le discours sur la guerre espagnole, comme nous avons commenté dans le cinquième chapitre, est imprégné de terminologie religieuse et de références à la Croisade, suivant la propagande franquiste. Et, aussi, l'Église devient rapidement un des plus importants soutiens du régime franquiste. Ainsi, Brasillach et Bardèche, en employant un terme très habituel à droite, parlent de « moderne Reconquête⁶⁵⁹ ». En fait, selon Michel Lacroix, Brasillach était partisan d'une union entre fascisme, catholicisme et militarisme⁶⁶⁰, ce qui

⁶⁵⁶ Adriana de Lima Grecco, *p. cit.*, p. 111

⁶⁵⁷ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 17.

⁶⁵⁸ *Ibid.*, p. 18.

⁶⁵⁹ *Ibid.*, p. 370

⁶⁶⁰ Michel Lacroix, *op. cit.*, Chapitre 1, « “Ce fort, ce libre, ce héros” : le culte du chef », par. 25.

apparemment serait en train de se réaliser en Espagne. En raison de tout cela, pour Brasillach et Bardèche, la « nouvelle Espagne » doit combiner innovation et tradition :

C'est ainsi que l'Espagne de 1938 étonne sans doute [...] l'univers contemporain, en instaurant une sorte de catholicisme fasciste, dont l'originalité lui appartient en propre. C'est le sentiment de la fraternité, de la communion des fidèles dans la nation et dans l'amour, qui sert de philosophie agissante à cette nation qui s'élève⁶⁶¹.

Ce mélange entre fascisme et tradition est aussi perçu par Pierre Antoine Cousteau, qui le trouve dans les consignes d'« austérité » :

En faisant de l'austérité un mot d'ordre, le fascisme espagnol suit la loi commune à tous les fascismes. [...] Alors, par réaction [contre les « libéraux, francs-maçons et les marxistes de Madrid, de Barcelone et de Valence », comme avait affirmé Cousteau lui-même], systématiquement, l'Espagne de Franco prend le contre-pied de l'Espagne de Staline. D'où sa volonté de se battre chastement, d'où les consignes d'*Austeridad*... [...] ⁶⁶²

En fait, même si le régime franquiste n'était pas purement fasciste, après la guerre civile il y a un désir d'imprégner de fascisme la société et la culture, en bonne partie par le corps de doctrine et la politique culturelle de Phalange, mais sans sa composante révolutionnaire⁶⁶³. Ces aspects fascistes procèdent aussi du lien de l'Espagne de Franco avec l'Allemagne et l'Italie, et se traduisent dans l'usage de symbolique fasciste, l'organisation d'événements massifs, le culte de la personnalité du chef et aussi de l'usage de la terreur et de la répression⁶⁶⁴. Mais il ne faut pas oublier les éléments traditionalistes et catholiques, très importants aussi. Les nouvelles autorités font un grand effort pour instaurer un nouvel ordre moral, par exemple, en favorisant le modèle de famille traditionnelle, en impulsant la censure des films et la purge des bibliothèques publiques⁶⁶⁵, et en multipliant les cérémonies religieuses, comme les actions de grâces. En outre, dans quelques zones du pays, les curés ont obtenu un statut privilégié⁶⁶⁶. Cette combinaison de nouveauté et tradition se voit aussi dans les mesures sociales du nouveau régime, un des aspects auxquels les intellectuels français d'extrême droite prêtent le plus d'attention.

⁶⁶¹ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 381. Les réflexions procèdent du voyage de Brasillach, Bardèche et Pierre Antoine Cousteau en Espagne en juillet 1938.

⁶⁶² P.-A. Cousteau, « Saragosse by night », *Je suis partout*, 5 août 1938.

⁶⁶³ Gabriela de Lima Grecco, *op. cit.*, p. 100.

⁶⁶⁴ *Ibid.*, p. 103.

⁶⁶⁵ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 173-174

⁶⁶⁶ *Ibid.*, p. 171-172.

-La question sociale

Les auteurs français d'extrême droite insistent à plusieurs reprises sur le fait que le nouveau régime n'est pas réactionnaire, et ils exaltent sa vocation sociale. En effet, on était conscient qu'en Espagne il fallait mener des réformes profondes. Robert Brasillach s'exprime dans *Je suis partout* à ce propos :

On ne fera rien en Espagne sans régler la question agraire, et déjà l'on y travaille. On ne fera rien en Espagne sans arracher le peuple des villes à la misère, et l'œuvre admirable de l'*Auxilio Social* s'y attache déjà⁶⁶⁷.

Raymond Recouly, de son côté, fait allusion au problème social dans les villes : « Le prolétariat espagnol, celui des campagnes autant que celui des villes, a été pendant longtemps beaucoup trop négligé, beaucoup trop abandonné à lui-même⁶⁶⁸ ». Et, Marcel Chaminade affirme que la question sociale est au cœur des inquiétudes des rebelles, qui veulent finir avec ces inégalités : « C'est contre les excès du capitalisme, contre les féodaux de la finance que luttent les armées du général Franco⁶⁶⁹ ». Cela montre que, pour le journaliste, la guerre n'est pas une simple réaction, sinon qu'il y a des éléments anticapitalistes, proches, par conséquent, au fascisme. L'argument semble contradictoire parce que, à droite, la guerre avait été justifiée maintes fois comme un combat légitime contre le communisme. Jean d'Elbée, dans *Je suis partout*, explique aussi que l'Espagne de Franco lutte contre le capitalisme : « [...] la famille et la Patrie, la compétence [...] et les corporations peuvent détruire le capitalisme en ne laissant au capital que la place à laquelle il doit se tenir : ce n'est pas la première⁶⁷⁰ ».

Parmi l'hétéroclite camp nationaliste, c'est la Phalange qui a une vocation sociale plus marquée, comme le perçoit Marcel Dutrey, qui voit dans ce mouvement une sorte d'antidote contre le communisme :

La Phalange, c'est la fin du marxisme, ce marxisme qui voulait des foules ibériques affamées, enragées, pour les envoyer à l'assaut du monde. Et de tous ses

⁶⁶⁷ Robert Brasillach, « L'unité espagnole », *Je suis partout*, 15 juillet 1938. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 342.

⁶⁶⁸ Raymond Recouly, « Tableaux de l'Espagne en armes », *Gringoire*, 21 mai 1937.

⁶⁶⁹ Marcel Chaminade, « Ces messieurs du Frente popular », *Je suis partout*, 17 octobre 1936. Chaminade apprécie cet aspect probablement parce qu'il était un admirateur reconnu du fascisme. Il est l'auteur de la préface de l'ouvrage de Bernard Deschamps *La vérité sur Guadalajara*, préface dans laquelle il donne son opinion sur le fascisme, qui peut être appliquée au cas espagnol : « Mais là où les vieilles démocraties libérales étalent, en face des problèmes vitaux, une carence politique et sociale complète, le fascisme à la fois révolutionnaire et traditionaliste, antimarxiste et anticapitaliste, aborde ces difficultés audacieusement, les attaque de front » (Marcel Chaminade, préface à Bernard Deschamps, *La vérité sur Guadalajara*, Paris, Denoël, 1938, p. 11)

⁶⁷⁰ Jean d'Elbée, « Comment on vit en Espagne rénovée », *Je suis partout*, 1 mai 1937.

adversaires, ceux que le marxisme hait le plus, sont les Phalangistes, parce que le plus près du peuple, parce que le peuple lui-même⁶⁷¹.

En fait, selon quelques auteurs, seulement Franco serait capable d'appliquer des réformes sociales, puisque la République, soi-disant proche des travailleurs, n'avait pas été capable de faire quelque chose de pareil. D'après Henri Massis, cette orientation sociale est ignorée délibérément par les milieux antifranquistes :

Ne lui a-t-on pas dit que Franco fait la guerre pour rétablir un régime de tyrannie oppressive, dont le peuple ouvrier serait la première victime ? Que le fascisme espagnol ait pour principal objet d'organiser la défense du travailleur, d'améliorer ses conditions de travail et de vie personnelle, c'est ce qu'on lui laisse entièrement ignorer⁶⁷².

Concernant les mesures sociales, un des éléments de la « nouvelle Espagne » qui provoque plus de curiosité chez les auteurs français est l'*Auxilio Social* (Secours social). Cette institution avait été fondée à Valladolid par Mercedes Sanz Bachiller, veuve du phalangiste Onésimo Redondo, en hiver 1936, et une de ses tâches principales était d'accueillir des orphelins de guerre⁶⁷³. L'institution, qui exerce une activité sociale supérieure à celle de l'Église, dispose de près de 3000 centres dans tout le territoire à la fin de la guerre⁶⁷⁴. Pour Brasillach et Bardèche, il s'agit d' « un immense réseau d'entr'aide sociale qui assure à la fois la diffusion de l'idéal phalangiste et l'organisation de la justice sociale⁶⁷⁵ », avec un esprit « à la fois chrétien et fasciste⁶⁷⁶ ». En réalité, c'est cet esprit « chrétien et fasciste » est ce que beaucoup d'intellectuels français d'extrême droite veulent trouver dans l'Espagne franquiste

-« *Ordre* », « *joie* » et « *abondance* » : le portrait enthousiaste de la vie quotidienne en Espagne franquiste

Les intellectuels français qui voyagent en Espagne franquiste insistent souvent sur les mêmes aspects. Ils témoignent des changements qui se produisent dans le pays, où on voit « marcher du même pas la conquête militaire et la réorganisation intérieure⁶⁷⁷ ». Avec leurs descriptions des conditions de vie dans les territoires contrôlés par les militaires rebelles, ces journalistes ont l'objectif de compenser l'image des insurgés transmise par la propagande républicaine et par la presse de gauche. Dans ces descriptions,

⁶⁷¹ Marcel Dutrey, « Avec l'armée nationale du Nord », *Gringoire*, 4 septembre 1936.

⁶⁷² Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

⁶⁷³ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 389.

⁶⁷⁴ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 173.

⁶⁷⁵ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 377.

⁶⁷⁶ *Ibid.*, p. 378.

⁶⁷⁷ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 201.

habituellement très idéalisées, Pierre Frédéric Charpentier voit trois piliers fondamentaux : l'ordre public, l'abondance alimentaire et l'éloge de la politique sociale⁶⁷⁸, que nous avons déjà traité. On pourrait ajouter à ces trois principes, qui sont bien corrects, le retour de la vie normale et l'expression publique de joie et de soulagement de la population. Suivant ces tendances, Brasillach et Bardèche essaient de contester les critiques contre le gouvernement franquiste avec leurs propres observations :

Les marxistes ont beaucoup parlé de l'atmosphère de terreur et de délation qui régnait chez Franco : il faut pourtant se rappeler qu'ils ne pouvaient en avoir aucun témoignage personnel, et qu'on doit toujours se méfier des récits des expulsés. [...] Quant à « l'atmosphère de terreur et de délation », on pouvait se rendre compte aisément, en voyageant en Espagne, que l'Espolon de Burgos, même sous la menace des raids d'avions, était toujours aussi gracieux et aussi animé [...].⁶⁷⁹

L'argumentation est claire : d'après Brasillach et Bardèche les observations optimistes de ceux qui se rendent en Espagne ont beaucoup plus de valeur que les critiques versées contre Franco par la presse de gauche. Il est étonnant, en tout cas, que ces auteurs affirment qu'il ne faut pas faire totale confiance aux récits des expulsés (ou des échappés), quand ces témoignages sont la source principale de plusieurs reportages sur la « terreur rouge » dans la presse française de droite. La plupart d'auteurs français profranquistes s'accordent : en Espagne nationaliste on récupère la vie normale, l'ordre règne, l'organisation de l'État progresse. Cela explique aussi les habituelles références au prétendu désir de la population d'une victoire des rebelles. Cela commence très tôt, et par exemple, à la fin d'août 1936, un article non signé de *Je suis partout* signale déjà que, à Malaga, « la population civile attend avec une impatience à peine dissimulée l'arrivée des libérateurs⁶⁸⁰ », de même qu'à Madrid, où « [n]aturellement, les survivants [de la « terreur rouge »] font -avec quelle ferveur !- des vœux pour le triomphe de Franco⁶⁸¹ ». Et, encore, René Richard affirme en 1937 que, à Madrid, « il reste encore 700.000 personnes qu'on ne peut plus nourrir et qui attendent le général Franco comme un sauveur⁶⁸² ». Et ainsi de suite.

Les commentaires sur le rétablissement de l'ordre et le retour à la vie normale sont aussi des ressources très employées pour assurer aux lecteurs que la « nouvelle Espagne » fonctionne. Dans ce sens, il semble qu'il existe un modèle de description qui se répète à

⁶⁷⁸ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 338-339.

⁶⁷⁹ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 209.

⁶⁸⁰ « Les nationaux ont repris l'offensive », *Je suis partout*, 29 août 1936.

⁶⁸¹ *Ibid.*

⁶⁸² René Richard, « L'armée nationale dévale sur la capitale », *Je suis partout*, 13 mars 1937.

plusieurs reprises. Ainsi, Bertrand de Jouvenel affirme en septembre 1936 que, dans le territoire pris par les troupes de Mola au nord de l'Espagne, « l'ordre règne, les magasins sont ouverts, les usines travaillent, les administrations publiques fonctionnent et même les transports sont bientôt rétablis⁶⁸³ » ; Marcel Dutrey indique q'« [à] Teruel toutes les banques étaient ouvertes et il fallait faire queue au cinéma⁶⁸⁴ » ; et selon Didier Poulain, à Vitoria « il faut pour rappeler les hasards du feu, le passage d'une ambulance, le grondement d'une escadrille partant pour Madrid ou le défilé d'une batterie changeant de position⁶⁸⁵ », et on peut même bien manger, puisqu' « aux terrasses des cafés les clients décortiquent des assiettes d'écrevisses ou de crevettes roses⁶⁸⁶ ». Cet ordre est également exalté par Henri Massis, qui donne une description qui ne semble pas correspondre à une situation de guerre et répression :

[...] [L]'ordre y règne sans que la police fasse sentir sa surveillance : c'est un ordre sans contrainte qui ne « pèse pas sur les épaules » ! Mais ce qui surprend davantage, c'est ce qu'une telle atmosphère a d'allègre, de vif, je dirais presque de joyeux [...]⁶⁸⁷.

D'après ces représentations, donc, seul le camp franquiste peut garantir l'ordre et le ravitaillement de la population. Dans ce sens s'exprime Jean d'Elbée, qui fait une description particulièrement exaltée. En premier lieu, il veut distinguer clairement le régime franquiste d'un gouvernement de Front populaire :

Ils ne proclament pas qu'ils amènent Pain, Paix et Liberté [devise du Front populaire français pour les élections de 1936], mais ils le font, ils le montrent. En face on le proclame et il n'y a en réalité que Terreur, Famine et Tyrannie⁶⁸⁸.

Et, ensuite il emploie une comparaison avec l'Antiquité romaine (qui s'avère presque messianique) pour montrer la grandeur des généraux espagnols, présentés comme des sauveurs du peuple, notamment de la faim, en opposition à la misère que, d'après le journaliste, la République avait provoquée : « Comme les Imperators de Rome, les généraux espagnols font immédiatement suivre leurs armées d'immenses trains de ravitaillement, et lorsqu'ils entrent dans les villes reconquises, ils sont accueillis par les mères à genoux qui, les bras levés, leur tendent, en pleurant, nourrissons exsangues⁶⁸⁹ ».

⁶⁸³ Bertrand de Jouvenel, « Bertrand de Jouvenel explique pourquoi les nationaux gagnent », *Je suis partout*, 26 septembre 1936.

⁶⁸⁴ Marcel Dutrey, « Sur le front de Teruel où tout est silence aujourd'hui », *Gringoire*, 26 mars 1937.

⁶⁸⁵ Didier Poulain, « Comment j'ai vu la guerre d'Espagne », *Candide*, 5 août 1937.

⁶⁸⁶ *Ibid.*

⁶⁸⁷ Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

⁶⁸⁸ Jean d'Elbée, « Comment on vit en Espagne rénovée », *Je suis partout*, 1 mai 1937.

⁶⁸⁹ *Ibid.*

Le rétablissement de l'ordre et le ravitaillement de la population conduit, à suivre ces chroniques, à la prospérité. Ainsi, les descriptions de la « nouvelle Espagne » des journalistes français d'extrême droite incluent des nombreuses références à l'abondance de nourriture en territoire franquiste⁶⁹⁰. Par exemple, dans le même article où Jean d'Elbée décrivait l'entrée des généraux comme des sauveurs, il fait toute une critique gastronomique d'un restaurant à Saint Sebastian, où il trouve « *pisto madrilenno* », « *calamares en su tinta* », « *paella à la valenciana* », « *le fromage de Vera, le dulce de leche* [...] », etc. Et il ajoute : « Il y a peu d'oranges. Elles pourrissent chez les rouges⁶⁹¹ ». En lien avec les politiques sociales et l'abondance alimentaire on trouve l'admiration pour la politique franquiste du « plat unique » (« *plato único* »), consistant à obliger aux établissements à offrir aux clients un seul plat de repas un des jours de la semaine et donner une partie de l'argent obtenu à des organisations sociales du régime, dont le mentionné *Auxilio Social*, parmi d'autres. La description de Maurice Bardèche, qui appelle cette pratique « repas fasciste », peut servir comme exemple :

[...] Comme le plat unique est généralement une de ces *paellas* somptueuses qui comprennent du riz, des moules, des morceaux de poulets, du jambon, des écrevisses, de la langouste et quelques autres friandises, cette « privation » est très supportable⁶⁹².

Ces descriptions de l'abondance avaient beaucoup d'aspects en commun avec la propagande officielle du régime franquiste. Ainsi, Franco lui-même affirme lors du discours du Nouvel An de 1938, qu'en Espagne « il y a du pain pour tous⁶⁹³ ».

Cependant, parfois, il y a des descriptions moins optimistes de l'Espagne franquiste. Comme nous l'avons vu, plusieurs observateurs essaient d'ignorer que le pays se trouve en état de guerre, en décrivant la situation de tranquillité et d'ordre régnante. Mais, par exemple, en novembre 1938, René Benjamin donne dans les pages de *Candide* une image moins optimiste : « Je viens de vivre ce drame en Espagne nationale, où des villes d'une population moyenne, qui respiraient à l'aise, sont aujourd'hui remplies, bondées, maculées par une surcharge de blessés, de permissionnaires, d'exilés malheureux, qui, les uns sur les autres tournent sur place, attendant seulement que le temps passe⁶⁹⁴ ». B. Simionesco transmet aussi une image plus réaliste de la guerre dans

⁶⁹⁰ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 341.

⁶⁹¹ Jean d'Elbée, « Comment on vit en Espagne rénovée », *Je suis partout*, 1 mai 1937.

⁶⁹² Maurice Bardèche, « Petits croquis de la vie espagnole », *Je suis partout*, 5 août 1938. Cité par Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 342.

⁶⁹³ David Wingate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 293.

⁶⁹⁴ René Benjamin, « L'an III de la nouvelle Espagne », *Candide*, 16 novembre 1938.

sa description de la situation à Tanger, ville qui n'était pas directement théâtre de guerre puisqu'elle était sous contrôle international, mais où la haine entre Espagnols était évidente :

Dans cette ville où chacun se connaît, où l'on s'aimait encore hier, la confiance a fait place à la délation, la sympathie à la haine [...]. Celui qui porte sur la poitrine les cinq flèches d'Antonio Primo de Rivera regarde haineusement cet autre qui arbore le marteau et la faucille.⁶⁹⁵

Ces descriptions sont très loin de la joie décrite par d'autres auteurs, mais elles constituent des exceptions qui confirment la règle. En fait, Benjamin et Simionesco étaient ouvertement profranquistes, et normalement ils suivent la norme de représenter le conflit espagnol comme une lutte manichéenne où l'ordre et la prospérité peuvent seulement se trouver en Espagne franquiste.

-L'exaltation nationaliste

Tous les auteurs français de droite et extrême droite qui voyagent en Espagne franquiste font une description enthousiaste des manifestations d'exaltation nationaliste. Une des caractéristiques partagées par l'extrême droite française, si hétérogène qu'elle soit, est le nationalisme, symbolisé par des figures et des emblèmes diverses de l'histoire du pays⁶⁹⁶. Cela peut s'appliquer à l'admiration professée pour la « nouvelle Espagne », qui construit une grande partie de sa symbolique nationale avec des figures mythiques et historiques du passé. Un exemple est l'adoption de la devise des Rois Catholiques, l'aigle, le joug et les flèches⁶⁹⁷, et on pourrait ajouter les mentions constantes à la *Reconquista*, au Cid, etc. Franco lui-même déclare à Henri Massis que son objectif politique est purement nationaliste, en refusant l'influence étrangère (qui, d'autre part, était indéniable) :

Notre mouvement ne risque pas de subir de déformation étrangère... Il ne court pas le danger de se « fasciser », de se « nazifier » moins encore⁶⁹⁸.

Les manifestations nationalistes sont donc très appréciées par les journalistes français d'extrême droite. Parmi les descriptions les plus enthousiastes se trouve celle que fait Jérôme Tharaud de l'ambiance à Badajoz, où, selon l'auteur, peu de temps après

⁶⁹⁵ B. Simionesco, « Tanger, panier de crabes », *Candide*, 14 janvier 1937.

⁶⁹⁶ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France...*, *op. cit.*, p. 48.

⁶⁹⁷ À propos de la connotation symbolique et l'origine de ces éléments, voir : Antonio López Fonseca, « Iconografía clásica en la propaganda "nacional" », in Emilio Peral Vega et Francisco Sáez Raposo (dir.), *op. cit.*, p. 379-389.

⁶⁹⁸ Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

l'effroyable bataille et la répression qui avaient eu lieu dans la ville, la population exprimait sa joie et sa ferveur patriotique :

La ville avait un air de fête. On respirait après le hideux cauchemar. C'était à cette heure du crépuscule où tout le monde sort de chez soi pour faire un tour sur la place, et monter et descendre la grand'rue [...]. À toutes les fenêtres les drapeaux rouge et or, qui sont les vieilles couleurs de l'Espagne. Aux balcons, des tapis de brillantes couleurs, comme à Marrakech ou à Fez dans les jours de réjouissance, et des bandes d'étoffe avec ces mots : « Vive l'Espagne ! Vive l'armée ! Vive les milices des fils de la patrie ! »⁶⁹⁹

L'ambiance de la ville le renvoie même à l'Espagne romantique, éternelle, en liant ainsi, encore une fois, le nouveau régime et la tradition :

Ces drapeaux, ces étoffes, toute cette jeunesse donnaient aux petites rues assez tristes de Badajoz un grand éclat d'enthousiasme et de vie. Je croyais l'Espagne romantique, l'Espagne des peignes d'écaïlle, des éventails, des accroche-cœurs, des mantilles et des œillades, tombée au royaume des vieilles lunes, ou du moins en train de disparaître. Erreur ! À Badajoz, cette Espagne existe toujours⁷⁰⁰.

B. Simionesco est aussi témoin d'autres manifestations de nationalisme exacerbé qui le fascinent. À Séville, il affirme trouver « cette atmosphère de volupté [qu'il n'a] connue qu'à Paris le 11 novembre 1918⁷⁰¹ », ce qui est, sans doute, fortement symbolique. Et voici tout ce qui émerveille Simionesco :

Drapeaux, étendards, oriflammes, banderoles, pièces d'étoffes cramoisies au travers desquelles on a cousu une bande de lamé or, tapis même, sont accrochés aux balcons et descendent jusqu'à terre. Des affiches démesurées, des panneaux gigantesques surgissent au coin des rues : « *Arriba España ! Vivan los hijos de la patria ; Ahora o nunca ! Viva el ejército ! Viva España !* »⁷⁰²

Drapeaux, étendards, affiches et consignes auxquels s'ajoutent les chansons, notamment l'hymne phalangiste *Cara al sol*, duquel Simionesco reproduit la première strophe. La chanson donne lieu à une sorte d'extase patriotique :

Et le chant grandit, s'enfle, gagne de rue en rue, monte de fenêtre en fenêtre où des têtes apparaissent derrière les drapeaux, pour parvenir à une sorte de paroxysme lorsque la foule s'écrie d'un seul élan :

*-España... una ! España... grande !... España... libre!*⁷⁰³

⁶⁹⁹ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 153.

⁷⁰⁰ *Ibid.*, p. 153-154. Cet extrait, tiré dans son cas de l'article des frères Tharaud paru dans *Candide* « Badajoz conquise et fervente » (22 octobre 1936) est cité aussi par Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga (*L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p.408), qui voit ici un lien entre l'Espagne franquiste et l'Espagne romantique rapportée par Théophile Gautier.

⁷⁰¹ B. Simionesco, « Itinéraire de Rabat à Paris à travers l'Espagne », *Je suis partout*, 31 octobre 1936. Le sujet de la citation a été changé par question de concordance.

⁷⁰² *Ibid.*

⁷⁰³ *Ibid.*

Suivant le récit de Simionesco, on trouve un point où la symbolique nationaliste devient un imaginaire purement fasciste. Dans une course de taureaux, évènement qui lie à nouveau le nouvel État avec l'Espagne éternelle, où « la passion patriotique se superposait à la passion des toros⁷⁰⁴ », le journaliste décrit des « étoffes multicolores timbrées çà et là de croix gammées, de faisceaux et des cinq flèches phalangistes⁷⁰⁵ ». Le cadre fasciste se complète avec les acclamations au chef charismatique, dans ce cas, Queipo de Llano, « le populaire libérateur de Séville⁷⁰⁶ », puisque quand il rentre dans la place « l'orchestre joua l'hymne de la Phalange, et vingt mille bras tendus saluèrent à la romaine⁷⁰⁷ ». En effet, l'ensemble de l'article montre l'admiration de Simionesco pour l'Espagne franquiste et les manifestations nationalistes qui ont lieu. En outre, la minutieuse description de la *corrida* rappelle les récits romantiques de l'Espagne, où l'assistance à une course de taureaux était presque une étape obligée⁷⁰⁸. Cette description de l'exaltation patriotique montre les efforts, déjà commentés, des autorités franquistes pour doter le nouvel État d'une symbolique, ce qui est très apprécié par les observateurs français d'extrême droite. Pour eux, la « nouvelle Espagne », fasciste ou non, monarchique ou non, est une culmination du nationalisme qu'ils considèrent absent en France.

Il est clair que l'image de l'Espagne transmise par ces journalistes, reporters et écrivains ne correspond pas à la réalité de la guerre. Le conflit était cruel, la répression, féroce, et la situation à l'arrière n'était pas idéale. Cependant, ce qu'on trouve dans les récits c'est tout joie, abondance, nationalisme, ordre, sécurité. Agissaient-ils à nouveau en tant que porte-paroles des autorités franquistes à l'étranger ? Voulaient-ils montrer les bienfaits d'une possible insurrection contre le Front populaire ? Ce qui est sûr c'est que ces auteurs considéraient qu'une grande partie du secret des succès de la « nouvelle Espagne » résidait dans l'instauration d'un régime autoritaire et l'abolition d'une démocratie qu'ils détestaient profondément. Ainsi l'exprime Robert Brasillach dans *Je suis partout*, déjà en 1939 :

Dix collaborateurs de *Je suis partout* sont allés en Espagne, et leur accord est unanime : l'Espagne est un grand pays. Le courage de son peuple, sa dignité, ont toujours été admirables, mais gâchés par les nuées du parlementarisme et du libéralisme.

⁷⁰⁴ *Ibid.*

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ *Ibid.*

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 483.

Aujourd'hui, l'Espagne découvre que son passé prodigieux peut être garant d'un avenir immense [...] ⁷⁰⁹.

⁷⁰⁹ Robert Brasillach, « Pour accroître les chances de la France, établissons l'axe Paris-Burgos », *Je suis partout*, 10 février 1939.

Troisième partie

L'Espagne, un affaire de politique intérieure en France

Chapitre 9. L'attitude des auteurs français d'extrême droite face à la guerre internationale : la question de la non-intervention française et le rôle de l'Allemagne et l'Italie

La guerre civile espagnole devient rapidement un conflit international. Depuis le début, les deux camps en lice reçoivent de l'aide étrangère dans une plus ou moins large mesure. Par conséquent, pour plusieurs pays, la guerre civile d'Espagne devient une matière essentielle de la politique extérieure. Le conflit, bien entendu, a aussi des conséquences immédiates dans la politique intérieure et extérieure française. La France doit décider comment agir de l'autre côté des Pyrénées, en aidant au gouvernement démocratique républicain ou en maintenant une politique de neutralité à l'égard de l'Espagne.

Dans la question de la possible intervention française dans la guerre civile espagnole pèse profondément le risque de conflagration européenne. La réaction des auteurs français d'extrême droite face à cette question suit la logique de la peur, mais cela n'est pas exclusif à eux. Comme le signale Pierre Laborie, pendant la guerre civile, « l'Espagne rend la France malade de la peur⁷¹⁰ », ce qui peut se percevoir dans les réactions de la presse, mais aussi dans la politique gouvernementale concernant la question espagnole. En France, évidemment, on craignait une nouvelle guerre européenne, après le traumatisme de la Première Guerre mondiale, très présent dans l'ensemble de la société. Cela explique l'importance du pacifisme dans la politique et la société française de l'entre-deux-guerres. Ainsi, le pacifisme était un principe fondamental pour les socialistes, parti essentiel du gouvernement de Front populaire, auquel appartenait le président du Conseil Léon Blum⁷¹¹. Cependant, Blum, à cause de la dangereuse situation européenne, se détache progressivement des principes du pacifisme socialiste pour adopter une politique de Front populaire, en favorisant davantage la défense nationale⁷¹² face aux menaces extérieures.

Néanmoins, pendant les années 30, le pacifisme laisse d'être monopole de la gauche. Au sein de la droite française, en lien avec l'arrivée du Front populaire au gouvernement et l'éclatement de la guerre en Espagne, il apparaît un pacifisme de droite,

⁷¹⁰ Pierre Laborie, *op. cit.*, p. 97.

⁷¹¹ Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 302.

⁷¹² Gilbert Merlio, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *Les cahiers Irice*, n°8, 2011/2, p. 55, disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2011-2-page-39.htm#>.

influencé par l'anticommunisme, mais aussi par le désir d'entamer des bonnes relations avec l'Italie fasciste. Une des premières expressions de ce néo-pacifisme avait été le « Manifeste des intellectuels pour la défense de l'Occident », lancé par Henri Massis en octobre 1935, contre les sanctions à l'Italie fasciste pour l'invasion de l'Éthiopie⁷¹³. La plupart d'intellectuels qui signent ce manifeste soutiennent ouvertement Franco pendant la guerre civile⁷¹⁴. Cette droite pacifiste critique de manière très violente le gouvernement français pour son prétendu désir d'intervenir en Espagne.

La question de l'aide du Front populaire français à la République espagnole

En Espagne, le soulèvement militaire de la nuit du 17 juillet au Maroc dégénère en guerre civile, qui, à cause des circonstances, devient une guerre internationale. La France doit décider quelle position adopter, puisqu'elle est directement concernée par les événements de l'autre côté des Pyrénées. L'Espagne républicaine, immédiatement après le coup d'État, demande de l'aide au gouvernement français pour en finir avec le soulèvement. Ainsi, le 19 juillet, José Giral, nouveau premier ministre espagnol, envoie un télégramme à Léon Blum à ce propos. Blum veut aider l'Espagne républicaine, et le 21 juillet il ordonne à Pierre Cot, ministre de l'Air, d'organiser l'envoi d'avions et des armes en Espagne⁷¹⁵. Logiquement, la proximité idéologique des deux gouvernements de Front populaire était une des raisons pour l'intervention⁷¹⁶, mais il existait aussi un accord commercial de 1935 entre l'Espagne et la France qui permettait cette éventuelle livraison d'armement⁷¹⁷. Cependant, depuis très tôt, toute possible aide à la République espagnole est attaquée par la presse de droite. Déjà le 22 juillet, Maurice Pujo, de l'*Action française*, lance une campagne de presse contre le gouvernement de Léon Blum par la présence d'officiers de l'Armée de l'Air espagnole à Paris ; et le jour suivant, Raymond Cartier affirme dans *L'Écho de Paris* que Blum avait l'intention de livrer des armes au gouvernement républicain espagnol⁷¹⁸. Le gouvernement britannique se montre immédiatement opposé à toute possible intervention française dans les affaires d'Espagne⁷¹⁹. En même temps, la campagne de presse continue, et elle se fait plus intense le 25 juillet à cause des révélations faites aux journaux de droite par quelques membres

⁷¹³ *Ibid.*

⁷¹⁴ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 293.

⁷¹⁵ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne, op. cit.*, p. 65.

⁷¹⁶ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 238.

⁷¹⁷ *Ibid.*; David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne, op. cit.*, p. 66.

⁷¹⁸ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 239.

⁷¹⁹ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne, op. cit.*, p. 65.

du corps diplomatique espagnol à Paris, l'ambassadeur Juan Cárdenas, l'attaché militaire Antonio Barroso et le chargé d'affaires Cristóbal del Castillo (tous les trois favorables aux rebelles et qui démissionnent peu après le soulèvement) sur les démarches pour la fourniture d'armement français à l'Espagne⁷²⁰. Le même jour, le gouvernement français émet un communiqué en affirmant que la France n'interviendra pas dans la guerre espagnole, intention réaffirmée le 31 juillet par Pierre Cot devant les députés. En réalité, l'opposition était aussi intérieure, parce que dans le cabinet de Blum, la plupart de ministres étaient contre l'aide à l'Espagne républicaine⁷²¹. En outre, la campagne de presse continue pendant les semaines suivantes, et elle connaît un véritable succès⁷²².

-La première réaction : la campagne de presse intensive de juillet-août 1936 contre l'intervention en Espagne

Les hebdomadaires de droite dénoncent aussi farouchement toute possible tentative d'aide à l'Espagne républicaine. Nous analyserons dans cette sous-partie les premières réactions à l'internationalisation de la guerre, en juillet-août 1936, en suivant, dans ce cas, un ordre plus chronologique que thématique.

Candide, *Gringoire* et *Je suis partout* se rallient un peu plus tard à la campagne de presse. Ni *Candide*, le 23 juillet (le premier jour que l'hebdomadaire informe sur le soulèvement militaire en Espagne) ni *Gringoire*, le 24, n'incluent aucune mention aux intentions du gouvernement français de livrer d'armement au gouvernement républicain espagnol. Mais le 25 juillet, moment où la campagne de la presse de droite contre l'intervention arrive à son paroxysme, une brève de *Je suis partout* se fait déjà l'écho de cette question⁷²³. Pierre Gaxotte signe un violent article dans *Candide* le 30 juillet, en affirmant que « la France n'est plus gouvernée selon l'intérêt français, mais selon les lois d'une solidarité "Front populaire" qui s'étend à tout et qui menace, dans leur existence, les États non inféodés à Moscou⁷²⁴ », et que l'intervention française conduirait aussitôt à la guerre européenne, qui aurait lieu, d'abord, sur le sol espagnol :

Mais s'il y a une solidarité Front populaire à Paris, pourquoi n'y aurait-il pas à Berlin et à Rome une solidarité fasciste et une solidarité conservatrice à Londres et à

⁷²⁰ *Ibid.*, p. 80, Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 238. Bennassar indique que le 90% des diplomates espagnols s'étaient ralliés aux rebelles au moment du soulèvement (in *op. cit.*, p. 175).

⁷²¹ Geneviève Dreyfus-Armand, « La France et la guerre d'Espagne : Un pays passionné, profondément fracturé », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *op. cit.*, p. 60.

⁷²² Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 240.

⁷²³ « Les démarches de Madrid », *Je suis partout*, 25 juillet 1936.

⁷²⁴ Pierre Gaxotte, « Blum, Moch et Cot marchands de canons », *Candide*, 30 juillet 1936

Tokio ? Pourquoi, à l'exemple du Front populaire parisien, Londres, Berlin et Rome n'enverront-ils pas des avions, des armes et des aviateurs au parti de leurs sympathies ? Sur le sol espagnol, la guerre civile serait doublée d'une guerre franco-anglaise, franco-allemande, ou franco-italienne ! [...] ⁷²⁵ »

Gaxotte arrive plus loin, et il dénonce que c'est précisément la guerre l'objectif du Front populaire français, d'après lui, complètement contrôlé par l'Union Soviétique :

[...] C'est donc que Blum, Moch et Cot veulent la guerre. C'est donc que Blum, Moch et Cot n'ont été délégués par Moscou à la tête du Front populaire que pour provoquer la guerre ⁷²⁶.

Comme nous l'avons vu, l'importance de l'anticommunisme dans la justification du soutien au camp rebelle dans la guerre espagnole par la droite française est fondamentale. Dans la question de la possible intervention en Espagne, cet anticommunisme est particulièrement intense. Après la victoire du Front populaire en France, chaque incident politique est interprété par une bonne partie de la droite comme un indice du complot communiste en marche. La presse de droite insiste sur le danger d'une révolution immédiate et l'éclatement d'une guerre générale selon les intérêts de Moscou, dont le conflit espagnol ne serait que la première étape ⁷²⁷. Celle-ci est donc l'argumentation de Pierre Gaxotte. En réalité, le rappel de ce danger de guerre devient une des ressources les plus fréquentes pour critiquer le gouvernement de Léon Blum. La menace d'affrontement européen est aussi claire pour Le gardien de la valise (collaborateur de *Je suis partout* chargé de la chronique « Le Quai d'Orsay », dédiée à la politique extérieure), qui avait probablement dans sa tête le précédent de la Grande Guerre quand il montre sa peur d'un conflit à échelle européenne impulsé par un incident mineur qui déclencherait la machinerie de guerre :

Qu'un membre de la nombreuse colonie allemande soit tué par une balle française, que le "Deutschland" riposte par le canon... et l'engrenage se met en marche. Où s'arrêtera-t-il ? ⁷²⁸

Raymond Recouly considère dans *Gringoire* que, en aidant la République espagnole, le Front populaire français soutient un gouvernement qui « n'est pas l'expression de la volonté nationale ⁷²⁹ », mais aussi, que Blum essaie de sauver une cause

⁷²⁵ *Ibid.*

⁷²⁶ *Ibid.* Jules Moch était le secrétaire général du gouvernement.

⁷²⁷ Serge Bernstein et Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 279-280.

⁷²⁸ Le gardien de la valise, « L'affaire des armes et la politique d'intervention », *Je suis partout*, 1 août 1936. Le *Deutschland* était un bateau de guerre allemand qui se trouvait sur la côte espagnole.

⁷²⁹ Raymond Recouly, « Deux camps en Europe : marxistes et antimarxistes. La France doit choisir », 31 juillet 1936.

déjà perdue. La France, donc, interviendrait dans un conflit qu'elle ne pourrait pas gagner :

Lorsqu'une nation, un individu, sans qu'aucune nécessité vitale ne les y oblige, se mêlent à une querelle, à une bataille qui ne les concerne en rien, la prudence la plus élémentaire leur commande de se mettre du côté de celui qui a le plus de chances de l'emporter.

Or, dans cette lutte actuellement engagée en Europe entre le communisme et l'antimarxisme, le premier des deux adversaires est absolument sûr d'être vaincu par le second⁷³⁰.

La guerre espagnole est vue depuis le début comme un conflit international, et pour Recouly, en fait, il y a déjà une guerre européenne en marche : celle du communisme contre l'anticommunisme. D'après le journaliste, l'avantage est clair pour l'anticommunisme à cause de la force des dictatures européennes, notamment (mais non seulement) l'Italie et l'Allemagne. Recouly exprime une admiration peu dissimulée par les régimes autoritaires: « L'ensemble de ces États représente, par leur situation géographique au centre même de l'Europe, au nœud des grandes voies de communication, par leur puissance militaire, la discipline sociale, la cohésion, une force formidable, un bloc contre lequel personne ne peut rien⁷³¹ ». De l'autre côté, d'après Recouly, se trouvent seulement la Russie, la France, l'Espagne et la Tchécoslovaquie, et « [s]i une lutte venait à s'engager entre les deux, son résultat ne saurait faire aucune doute⁷³² ». Par conséquent, le fait d'aider à la République espagnole signifie, tout d'abord, s'engager avec le perdant.

David Wingeate Pike, à travers plusieurs exemples de presse, indique quelques-uns des arguments employés par les journalistes français de droite pour clamer contre l'intervention en Espagne. À droite, on considérait que Blum aidait plus le *Frente popular* (gouvernement considéré illégitime) que l'Espagne ; que l'intervention pourrait conduire à une guerre avec l'Allemagne et l'Italie ; que la France courait le risque de se brouiller avec le futur gouvernement espagnol depuis le début ; et qu'il faudrait défendre à nouveau la frontière des Pyrénées⁷³³. En fait, ces arguments se répètent dans l'ensemble de la presse de droite, et les hebdomadaires politiques ne constituent pas une exception.

Pendant les premiers moments de la guerre les événements internationaux se succèdent. L'Italie et l'Allemagne interviennent aussi dans le conflit espagnol. Aucun de

⁷³⁰ *Ibid.*

⁷³¹ *Ibid.*

⁷³² *Ibid.*

⁷³³ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne, op. cit.*, p. 84-87.

ces deux pays participe à la préparation du soulèvement militaire en Espagne, mais ils réagissent rapidement une fois la guerre a commencée. Le 26 juillet, à peine une semaine après l'éclatement du conflit, Hitler s'engage à envoyer de l'aide matérielle à Franco, grâce à la médiation de deux Allemands résidants au Maroc espagnol. Et, par rapport à l'Italie, l'envoyé des militaires rebelles à Rome, Luis Bolín, se réunit le 21 juillet avec le ministre italien des Affaires étrangères, le comte Ciano. Finalement, Mussolini approuve l'envoi de matériel de guerre en Espagne le 26 du même mois. C'est grâce aux avions allemands et italiens que Franco peut envoyer ses troupes du Maroc dans la Péninsule, avec un pont aérien⁷³⁴. L'aide des puissances autoritaires est, donc, décisive depuis le premier moment. Il est à noter que les journalistes français sont très tôt conscients de cette aide. Ainsi, par exemple, René Richard affirme le 15 août que « [c]'est le renforcement de son aviation [de Franco], grâce aux appareils allemands et italiens, qui lui a permis de passer, les 6, 7 et 8 août environ 5000 hommes⁷³⁵ ». En tout cas, malgré l'aide italienne et allemande, le gouvernement français continue à envoyer peu de matériel et de manière secrète⁷³⁶. Devant les fortes pressions d'une partie importante de son cabinet, l'impitoyable campagne de presse menée par les journaux de droite contre l'aide à la République espagnole, et la forte pression du gouvernement britannique, Léon Blum affirme le 8 août que la France suivrait une politique de non-intervention, qui est acceptée par l'Angleterre le 15 août, par l'Italie et l'Allemagne le 21 et 24 août, respectivement, et par vingt-six autres pays. C'est l'origine du Comité de non-intervention, qui se réunit à Londres le 9 septembre 1936 pour la première fois, et qui demeure complètement impuissant tout au long de la guerre⁷³⁷. Ainsi, dans leur bilan de la guerre civile, Brasillach et Bardèche signalent qu'« il est bien évident que la farce de la non-intervention [...] n'a eu rigoureusement aucune importance diplomatique ni militaire⁷³⁸ », et qu'elle s'agit d'une « véritable fumisterie⁷³⁹ ».

Malgré le changement de politique extérieure du gouvernement français, les critiques de la presse de droite ne s'arrêtent pas. La campagne de presse est ouvertement reconnue par Raymond Recouly. D'après lui, pour lutter contre l'aide française au

⁷³⁴ Jean François Berdah, « L'internationalisation de la guerre », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *op. cit.*, p. 78-80.

⁷³⁵ René Richard, « Franco joue et gagne », *Je suis partout*, 15 août 1936.

⁷³⁶ David Wingate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 101.

⁷³⁷ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 156-157.

⁷³⁸ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 227.

⁷³⁹ *Ibid.*

bolchevisme : « [i]l ne reste qu'une seule force : la presse indépendante, essayant d'alerter le pays, de le mettre en garde contre les périls de toutes sortes, financier, social, extérieur, qui le menacent⁷⁴⁰ ». Dans *Candide*, Pierre Gaxotte continue à insister sur le fait que le gouvernement Blum cherche la guerre :

Tout se passe comme si le Front populaire cherchait à provoquer une guerre européenne. Quand on connaît les intentions de Moscou, on est presque obligé d'admettre que ce dessein caché est la seule explication possible aux événements qui se déroulent⁷⁴¹.

Le 8 août, René Richard affirme dans *Je suis partout* que l'aide française à l'Espagne permet donc l'Allemagne et l'Italie d'intervenir dans le conflit. Selon Richard, ces puissances avaient tout intérêt à aider les militaires rebelles, et elles avaient besoin d'un prétexte : « la faute espérée ayant été commise à Paris, l'Italie, avec précautions, l'Allemagne, avec brutalité, ont commencé à jouer leur partie en livrant des avions au général Franco et en lui témoignant leur sympathie⁷⁴² ». Richard trouve les raisons de l'intervention (« aberration », dit-il) dans « un aveugle amour [du gouvernement français] pour la cause des Soviétiques⁷⁴³ ». Et, aussi dans *Je suis partout*, Pierre-Antoine Cousteau emploie un autre argument. D'après lui, la France doit être pragmatique et ne pas provoquer une inimitié de l'autre côté des Pyrénées, puisque les rebelles vont gagner la guerre :

Fatalement, si Franco triomphe, ses sympathies iront à ceux qui l'ont soutenu. Que ces sympathies restent platoniques et ne compromettent pas notre sécurité, cela dépend de nous et de nous seuls. Il dépend de nous de ne pas rompre les ponts, de ne pas irriter gratuitement par des harangues haineuses les patriotes qui demain, sans doute, seront les maîtres de l'Espagne [...] ⁷⁴⁴.

La campagne de presse contre l'intervention française qui avait commencé en juillet 1936 s'atténue quelques semaines plus tard. En tout cas, les dénonciations des risques de l'intervention en Espagne sont constantes pendant toute la guerre.

-Une campagne constante contre l'aide à l'Espagne républicaine

Les critiques contre l'aide à l'Espagne républicaine continuent donc à partir de la première moitié d'août 1936, quand commence à se définir la politique officielle de non-intervention. À l'extrême droite, on insiste à plusieurs reprises et avec des différents

⁷⁴⁰ Raymond Recouly, « La France au secours du bolchevisme ? », *Gringoire*, 7 août 1936.

⁷⁴¹ Pierre Gaxotte, « Le Front populaire en quête d'un prétexte de guerre ? », *Candide*, 6 août 1936.

⁷⁴² René Richard, « Guerre civile et complications internationales », *Je suis partout*, 8 août 1936.

⁷⁴³ *Ibid.*

⁷⁴⁴ P.-A. Cousteau, « La guerre de libération espagnole », *Je suis partout*, 15 août 1936.

arguments sur le fait que la France a mal choisi son camp. Ainsi, pour Pierre-Antoine Cousteau, la menace réelle pour la France n'est pas Franco (l'article porte l'expressif sous-titre « Non, ce n'est pas Franco qui menace la France »), sinon l'excessive influence communiste présente en France :

Une France nationale et régénérée, une France qui aurait rompu avec Moscou n'aurait rien à craindre de Franco. Au contraire⁷⁴⁵.

Cette même opinion est défendue quelques mois plus tard par Raymond Recouly :

Une fois de plus, en Espagne aujourd'hui, comme en Italie il y a un an, nous misons sur le mauvais cheval. [...]

Il faut être idiot pour ne pas le voir [que Franco gagnera la guerre] et plus idiot encore de nous brouiller d'avance avec ceux qui gouverneront l'Espagne demain !⁷⁴⁶

Mais l'enjeu le plus brûlant est toujours le possible éclatement d'une guerre européenne. Didier Poulain signale qui est le seul responsable du risque de guerre, en affirmant qu' « [i]l est certain que si la guerre éclate demain, CE SERA À CAUSE DU FRONT POPULAIRE, à cause de la passion partisane du ministre de l'Air, à cause des trahisons officielles répétées, par lesquelles nous livrons nos meilleurs armes aux Soviets [...] »⁷⁴⁷ » ; guerre qui pour Pierre Gaxotte est déjà en train de se préparer :

L'or arrive par lingots. Des millions sont dépensés pour créer, dans nos rangs, l'état d'hallucination et d'ivresse meurtrière qui doit précéder l'agression. Meetings, affiches, radio, fausses nouvelles, tout est mis en œuvre pour persuader aux Français, non seulement que la tuerie est fatale, mais qu'elle est nécessaire. [...] On arrive à persuader à des masses surchauffées et aveugles que le seul moyen de conserver la paix est de déclarer la guerre. [...] ⁷⁴⁸

Comme d'habitude, Léon Blum est une des cibles principales des critiques, et il est tenu comme le principal responsable de l'aide en cachette apportée à la république espagnole. Ainsi l'exprime cette caricature de *Je suis partout*, prise de l'hebdomadaire satirique italien *Il Travaso delle Idee*⁷⁴⁹:

⁷⁴⁵ *Ibid.*

⁷⁴⁶ Raymond Recouly, « Ne nous brouillons avec l'Espagne de demain », *Gringoire*, 11 septembre 1936.

⁷⁴⁷ Didier Poulain, « Si la guerre éclate demain nous saurons de qui c'est la faute », *Candide*, 20 août 1936. L'italique et les majuscules sont du journaliste.

⁷⁴⁸ Pierre Gaxotte, « La France offerte en proie à l'Allemagne pour le salut des soviets », *Candide*, 27 août 1936.

⁷⁴⁹ *Je suis partout*, 5 septembre 1936.



LE VOLONTAIRE. — Tu viens avec nous, camarade ?
 BLUM. — Non, il faut que je m'occupe du pacte de non-intervention.
 (Traverso delle Idee.)

Le gouvernement de Léon Blum démissionne en juin 1937, et Camille Chautemps est nommé nouveau président du Conseil. Cependant, les critiques à cause de la politique espagnole continuent. Par exemple, en octobre 1937, Raymond Recouly signe un article dans *Candide* au titre peu subtil, « Les ministres Blum, Violette, Delbos, Auriol, Cot, Monnet, Campinchi et Moutet veulent la guerre », où il affirme qu'« [i]l existe un danger de guerre, le plus grave, le plus inquiétant que notre pays ait couru depuis l'armistice⁷⁵⁰ ». Mais, quelle est l'aide réelle que la France a proportionné à la République ? Il est à noter que la France, de la même manière que l'ensemble des puissances européennes, n'a jamais respecté complètement la non-intervention. Jusqu'à juin 1937, pendant que Pierre Cot est ministre de l'Air, les aéroports français prêtent assistance aux avions républicains, et même quelques avions français sont directement envoyés en Espagne entre août et octobre 1936, même si la frontière était officiellement fermée⁷⁵¹. De manière plus générale, entre septembre 1936 et juin 1938, moment où se produit une nouvelle fermeture de la frontière, le gouvernement français favorise l'arrivée de l'aide soviétique à l'Espagne et tolère le passage des volontaires des Brigades

⁷⁵⁰ Raymond Recouly, « Les ministres Blum, Violette, Delbos, Auriol, Cot, Monnet, Campinchi et Moutet veulent la guerre », *Gringoire*, 15 octobre 1937. Violette était ministre d'État, Delbos des Affaires étrangères, Auriol de la Justice, Cot de l'Air, Monnet de l'Agriculture, Campinchi de la Marine et Moutet des Colonies.

⁷⁵¹ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 302.

Internationales⁷⁵². Ces transgressions de la non-intervention sont vivement dénoncées par les journalistes d'extrême droite et Raymond Recouly, à nouveau, ironise sur la difficulté variable de la traversée des Pyrénées : « Par une étrange interférence de la politique sur la géographie, les Pyrénées ont été pratiquement supprimés entre la France et l'Espagne rouge ; mais elles se sont vu soulevées, renforcées, elles sont devenues un obstacle infranchissable, une vraie muraille de Chine, du côté de l'Espagne nationaliste⁷⁵³ ». Plusieurs articles font référence à ce sujet. « Ouvrez la frontière ! crient les communistes. Elle n'a jamais été fermée⁷⁵⁴ », intitule Jean Meillonas un article dans *Je suis partout* en novembre 1937. Brasillach et Bardèche commentent aussi avec acidité les envois d'armes en cachette :

[...] [L]'hypocrisie bat son plein, et les partis révolutionnaires proclament qu'ils rassemblent des aliments pour Madrid et Barcelone affamées. Par malheur, de temps à l'autre, un camion de gâteaux secs fait explosion⁷⁵⁵.

La fourniture d'armes cachées est aussi le sujet d'une caricature publiée dans *Je suis partout* en septembre 1936⁷⁵⁶, extraite de l'hebdomadaire satirique italien *Il Settebello* :

⁷⁵² Frédéric Monier, « Le désengagement des démocraties : l'invention française de la non-intervention », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *op. cit.*, p. 107.

⁷⁵³ Raymond Recouly, « La muraille des Pyrénées », *Gringoire*, 19 février 1937. Les mentions à la « suppression » des Pyrénées (que Recouly emploie de manière ironique) étaient habituelles chez les journalistes français lors de la guerre d'Espagne, et procèdent du titre d'un article du communiste André Wurmser réclamant de l'aide française pour la République espagnole publié dans *Vendredi* en juillet 1936, intitulé « Il n'y a plus de Pyrénées », en reprenant cette formule attribué à Louis XIV, prononcée originalement à propos de la Succession espagnole en 1700 (Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 229).

⁷⁵⁴ Jean Meillonas, « "Ouvrez la frontière !" crient les communistes. Elle n'a jamais été fermée », *Je suis partout*, 12 novembre 1937.

⁷⁵⁵ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 311.

⁷⁵⁶ *Je suis partout*, 26 septembre 1936.



Et ainsi de suite. Cependant, en réalité, l'aide reçue par la République espagnole, la française y comprise, malgré les dénonciations de la droite, a été sensiblement mineure par rapport à celle reçue par l'Espagne franquiste de la part de l'Italie et l'Allemagne⁷⁵⁷, comme nous verrons plus en détail. La République espagnole n'obtient aucun avantage de la non-intervention, et elle se voit forcée à acheter très cher du matériel médiocre⁷⁵⁸.

Le bref retour de Léon Blum au pouvoir entre le 13 mars et le 10 avril 1938 déclenche plus d'accusations. Dans ce moment-là, Léon Blum songe à une possible intervention directe en Espagne, raison pour laquelle il convoque le Comité permanent de la défense nationale le 15 mars 1938. L'intervention est finalement refusée, mais le gouvernement autorise le 17 mars une nouvelle ouverture de la frontière pour la livraison d'armes à la République espagnole⁷⁵⁹. À droite, les réactions ne se font pas attendre. Henri Béraud (1885-1958), ancienne star du grand reportage et éditorialiste de *Gringoire*, considère que la France a été très proche d'entrer dans le conflit, avec toutes les conséquences que cela suppose :

La France a le droit de savoir qu'un jour de l'autre semaine la guerre a montré son visage à notre porte. Il y eut, ce jour-là, une réunion secrète de plusieurs ministres où, sans consulter ni les chambres, ni la commission des affaires étrangères, ni la commission

⁷⁵⁷ Jean-François Berdah, « L'internationalisation de la guerre », *op. cit.*, p. 84.

⁷⁵⁸ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 264.

⁷⁵⁹ Michel Catala, « L'attitude de France face à la guerre d'Espagne. L'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 29-3, 1993, p.246-247, disponible en ligne : https://www.persee.fr/doc/casa_0076-230x_1993_num_29_3_2673

de l'Armée, ils décidèrent l'envoi de trois divisions françaises en Espagne. On comprend ce qu'il en fût advenu⁷⁶⁰.

Béraud trouve des similarités entre la guerre d'Espagne et les tensions internationales dérivées de l'invasion italienne de l'Éthiopie en 1935. Dans son article, il s'adresse à la jeunesse française. Il est à noter le ton humanitaire qu'il prétend donner à son discours :

Non, tu ne feras pas cette guerre. Non, jamais ! Pas plus pour l'Espagne anarchiste que pour l'Éthiopie esclavagiste. Pas plus pour les déterreurs de nonnes que pour les marchands de captifs. Pas plus pour les bourreaux de prêtres que pour les flambeurs d'hommes. Pas plus pour les assassins que pour les Abyssins. Pas plus pour Negrin que pour le Négus !

Non⁷⁶¹.

Pour Béraud, donc, le fait d'intervenir en Espagne en faveur de la République serait pareil au fait d'être intervenu en 1935 en faveur de l'Éthiopie, dans ce qui aurait été soutenir, en reprenant la formule tant de fois utilisée par les auteurs d'extrême droite, la barbarie contre la civilisation⁷⁶². Aussi dans *Gringoire*, Raymond Recouly annonce : « Le danger, on peut le croire, n'est nullement imaginaire, il est au contraire très réel⁷⁶³ ».

La dénonciation des risques d'une possible intervention française en Espagne passe à un arrière-plan à partir d'avril 1938, quand la victoire des franquistes commence à être claire, et la droite, comme nous analyserons postérieurement, réclame avec insistance la reconnaissance de Franco et l'établissement de relations diplomatiques avec Burgos. Cependant, en janvier 1939, la Chambre de députés française discute encore sur une possible intervention en Espagne. Léon Blum, déjà hors du gouvernement, affirme au nom de la Gauche que la France pouvait sauver encore la République espagnole⁷⁶⁴. Finalement, la Chambre vote contre l'intervention. La presse de droite fait peu d'attention à ce dernier essai d'aider la République espagnole, et elle ne mène pas une campagne pour la non-intervention comme en juillet 1936⁷⁶⁵. Parmi les hebdomadaires de droite, seulement *Gringoire* clame son indignation le 19 janvier en attaquant directement Léon Blum, avec une série de brèves intitulés « Monsieur Blum, vous ne ferez pas couler le

⁷⁶⁰ Henri Béraud, « À bas la guerre ! », *Gringoire*, 25 mars 1938.

⁷⁶¹ *Ibid.*

⁷⁶² Il faut rappeler que Béraud avait soutenu cette invasion et il avait été un des signataires du déjà mentionné « Manifeste des intellectuels pour la défense de l'Occident ».

⁷⁶³ Raymond Recouly, « Une menace contre la paix », *Gringoire*, 25 mars 1938.

⁷⁶⁴ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 342.

⁷⁶⁵ *Ibid.*, p. 344.

sang français ! », et une caricature de Roger Roy, où on voit Léon Blum en train de pousser un soldat vers la frontière espagnole⁷⁶⁶ :



L'extrême droite française n'avait déjà plus de raison de s'inquiéter d'une possible intervention en Espagne. Barcelone tombe le 26 janvier, les réfugiés commencent à arriver en masse à la frontière française et la guerre durera à peine un mois de plus.

Pendant toute la guerre, les critiques de l'extrême droite contre le gouvernement de Front populaire par rapport aux événements espagnols sont féroces. Toute aide fournie par la France est dénoncée. Mais il est clair que la France n'est pas le seul pays à intervenir de quelque manière dans le conflit espagnol. L'Italie et l'Allemagne apportent une aide décisive à Franco. À l'extrême droite, les réactions face à l'intervention italienne et allemande sont bien différentes que dans le cas français.

La réaction face à l'aide de l'Italie et l'Allemagne aux rebelles

La politique officielle de non-intervention est rompue, de manière différente, par toutes les puissances européennes, ce qui est perçu par les journalistes. « Tandis qu'il doctrinait la non-intervention [le comité de Londres], ses membres les plus importants, Russie, France, Allemagne, Italie, intervenaient au maximum, en des sens contraires, soit

⁷⁶⁶ Roger Roy, « Je finirai bien par t'y faire aller », *Gringoire*, 19 janvier 1939.

en niant cette intervention, soit en la proclamant⁷⁶⁷», affirme André Tardieu en juillet 1937. De manière plus lyrique s'exprimeront Brasillach et Bardèche dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne* : « [...] tandis que Genève et Londres [sièges de la Société des Nations et du comité de non-intervention] sont le théâtre d'opérations purement verbales, la guerre en effet s'installe et continue, et les religions du fascisme et de l'antifascisme envoient des contingents d'hommes soutenir sur la brûlante terre espagnole leurs causes respectives⁷⁶⁸ ».

En tout cas, et malgré l'alarmisme de la presse de droite, l'aide la plus décisive, comme nous l'avons mentionné, ne procède pas de la France, sinon de l'Italie et l'Allemagne. Ainsi le reconnaissent les frères Tharaud, qui ajoutent le Portugal dans l'équation : « Avec Hitler et Mussolini, Salazar aura été la meilleure chance de Franco⁷⁶⁹ ». Ces pays interviennent rapidement dans le conflit, et non seulement avec l'envoi d'avions pour rendre possible le pont aérien Tanger-Séville pour les troupes de Franco tout au début de la guerre. Au cours de 1936, et surtout à partir de 1937, cette aide se multiplie. Ainsi, l'Allemagne organise depuis le 30 octobre 1936 un soutien aérien et terrestre fondamental pour Franco. Parmi cette aide, se trouve la Légion Condor, encore renforcée en janvier 1937. L'Italie fait de même, surtout après la reconnaissance officielle de Franco par Mussolini en novembre 1936. Les armées italiennes en Espagne sont organisées progressivement jusqu'à la création en février 1937 du *Corpo Truppe Volontaire* (CTV), qui intègre les miliciens volontaires fascistes⁷⁷⁰. Selon Jean-François Berdah, pendant toute la guerre, plus de 76000 soldats luttent dans les CTV, contingent supérieur à toutes les autres troupes étrangères en Espagne⁷⁷¹. L'aide militaire étrangère à Franco est donc très évidente, et un sujet incommode, puisque pendant tout le conflit, les journalistes français d'extrême droite insistent sur le fait que le soulèvement militaire en Espagne a un objectif essentiellement nationaliste (rappelons que le camp franquiste est appelé « national », « nationaliste » et même assimilé avec l'ensemble de l'Espagne).

⁷⁶⁷ André Tardieu, « Guerre ou paix », *Gringoire*, 15 juillet 1937.

⁷⁶⁸ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 228.

⁷⁶⁹ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 147. Cité dans Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 277. La participation du Portugal en faveur de Franco a été aussi importante, mais elle a été peu abordée dans la presse française de l'époque.

⁷⁷⁰ Jean-François Berdah, « L'internationalisation de la guerre », *op. cit.*, p. 83-84.

⁷⁷¹ *Ibid.*, p. 84. Comme le signale Hugh Thomas (in *op. cit.*, p. 448), une grande partie des volontaires fascistes italiens n'étaient pas réellement des volontaires.

Tout au long de la guerre, ces intellectuels, si farouchement opposés à l'intervention française en faveur de la République, montrent beaucoup moins de fermeté dans leurs appréciations de l'aide allemande et italienne en faveur des rebelles. Habituellement, elle est justifiée comme une réponse à l'aide russe et française. Ainsi l'exprime Raymond Recouly dans *Gringoire* :

Dans la liste des puissances ayant pris parti pour l'un des deux belligérants, c'est la France qui vient en tête. [...]

Les Allemands et les Italiens se sont bornés à suivre notre exemple. Ils se sont engagés délibérément, surtout les derniers, dans une course que nous avons ouverte.

Nous n'avons pas le droit de nous en indigner⁷⁷².

En fait, cet argument n'explique pas les raisons authentiques de l'engagement de ces puissances dans la guerre espagnole. L'Allemagne et l'Italie interviennent en suivant des intérêts géopolitiques, stratégiques, politiques et économiques⁷⁷³. Pendant les premières semaines de guerre, la France livre à l'Espagne autour de soixante-dix avions, et les envois d'armes continuent en cachette pendant une bonne partie de la guerre, mais en moindre mesure que ce dont la République espérait au début du conflit⁷⁷⁴. C'est l'URSS qui fournit plus d'aide (notamment matérielle) à l'Espagne républicaine, mais seulement à partir d'octobre 1936⁷⁷⁵, par conséquent elle est loin d'avoir pris l'initiative de l'intervention en Espagne. En outre, comme nous l'avons commenté, de la même manière que le gouvernement républicain, les militaires rebelles, depuis le coup d'État, demandent de l'aide aux puissances qu'ils considèrent comme des alliées potentielles, dans ce cas l'Italie et l'Allemagne. L'aide italienne et allemande, donc, n'est pas une réponse aux modestes livraisons françaises de matériel de guerre à l'Espagne républicaine, ni à l'aide soviétique.

La République espagnole reçoit la plupart de l'aide humaine de la part des Brigades Internationales, créées en octobre 1936, avec initiative et monopole communiste. Le député français André Marty se trouve à la tête de ces Brigades⁷⁷⁶. D'après Berdah, plus de 32000 volontaires s'engagent dans ce corps militaire entre 1936

⁷⁷² Raymond Recouly, « Guerre en Espagne et paix en Europe », *Gringoire*, 9 juillet 1937.

⁷⁷³ Jean-François Berdah, « L'internationalisation de la guerre », *op. cit.*, p. 80.

⁷⁷⁴ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 134.

⁷⁷⁵ Jean-François Berdah, « L'internationalisation de la guerre », *op. cit.*, p. 82.

⁷⁷⁶ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 146.

et 1938, avec une notable majorité de Français⁷⁷⁷. À ce propos, Pierre Antoine Cousteau signale :

Le gros des « volontaires » russes ne vient pas de Russie. Il vient de France et les bolcheviks ont recruté leur chair à canon dans les asiles de nuit de l'émigration⁷⁷⁸.

Le comte de Saint-Aulaire dans *Je suis partout*, trouve que c'est Moscou (qui aurait eu la complicité française) qui aurait toute la responsabilité de l'intervention italienne et allemande :

Il y a entre ces deux interventions quelques différences qui justifient la première [l'intervention allemande et italienne] et condamnent la seconde [la russe et la française].

D'abord, la seconde, celle des Soviétiques, est la première chronologiquement. En pareil cas, la priorité implique la responsabilité des interventions ultérieures qu'elle provoque. [...] ⁷⁷⁹.

En somme, l'aide des Soviétiques est la première, mais aussi la plus importante quantitativement :

Autre différence : l'intervention soviétique n'a pas seulement la priorité, elle a aussi la supériorité. L'armée soviétique étant, par définition, l'armée de la révolution mondiale, a fait, pour son triomphe en Espagne, un effort plus puissant que l'effort collectif des puissances anticommunistes [...]. ⁷⁸⁰

En outre, l'aide russe et française à la République est perçue comme la cause principale du prolongement de la guerre. Ainsi, en décembre 1936, René Richard n'hésite pas à affirmer que « [s]i les deux factions espagnoles étaient réellement privées l'une et l'autre de tout secours de l'étranger, la victoire des nationaux serait aussi certaine que rapide⁷⁸¹ », argument qui est repris plus d'un an plus tard par Saint-Aulaire, qui considère, dans l'article cité plus haut, que cette aide étrangère à la République est « la principale cause de la durée du drame espagnol ainsi que de son atrocité⁷⁸² ». En fait, à nouveau, les opinions des auteurs français profranquistes sont les mêmes que celles de Franco lui-même, qui, en mars 1937 déclare à Raymond Recouly : « [...] si la France -disons plutôt certains membres de leur gouvernement- n'avait pas abondamment fourni aux rouges des

⁷⁷⁷ Jean-François Berdah, « L'internationalisation de la guerre », *op. cit.*, p. 85. Les estimations du nombre de Français engagés dans les Brigades varie. Berdah, suivant les chiffres officiels du quartier général des Brigades signale 8962. Bennassar cite Rémi Skoutelski, qui augmente la chiffre jusqu'à 12000 (Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 148).

⁷⁷⁸ P.-A. Cousteau, « À Moscou... par Madrid ! », *Je suis partout*, 27 février 1937.

⁷⁷⁹ Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne. La question des volontaires », *Je suis partout*, 7 janvier 1938.

⁷⁸⁰ *Ibid.*

⁷⁸¹ René Richard, « Évolution vers la guerre d'usure », *Je suis partout*, 12 décembre 1936.

⁷⁸² Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne. La question des volontaires », *Je suis partout*, 7 janvier 1938.

armes, des munitions, des volontaires, la guerre serait terminée depuis plusieurs mois déjà⁷⁸³. »

Les journalistes français d'extrême droite ne justifient pas seulement l'intervention italienne et allemande, sinon qu'ils répètent maintes fois que, malgré l'aide reçue, l'Espagne « nationale » maintient toute son indépendance des puissances étrangères. René Richard trouve un indice infailible dans le caractère indépendant des Espagnols : « Voyez-vous les Espagnols, les hommes les plus susceptibles du monde, les plus intraitables sur leur indépendance, acceptant que leur avenir soit décidé par l'étranger ?⁷⁸⁴ ». Raymond Recouly pense la même chose : d'après lui, il est impossible qu'un peuple « foncièrement, farouchement nationaliste, débordant d'une fierté patriotique, qui confine par moments à la xénophobie⁷⁸⁵ » puisse se soumettre à la domination étrangère. Pour Saint-Aulaire, la première tâche de la « nouvelle Espagne » sera de se débarrasser de l'influence étrangère reçue de manière temporaire pendant la guerre :

Les nationaux, parce que ce sont des nationaux, n'auraient rien de plus pressé, après leur triomphe, que de purger les hypothèques étrangères, s'il y en avait. Il faut ignorer de leur patriotisme fier et ombrageux pour en douter⁷⁸⁶.

Le journaliste accompagne son argumentation d'exemples historiques : « Après l'intervention anglaise de 1808-1815, dont Wellington a été le héros, contre Napoléon, intervention autrement puissante que celle des italo-allemands contre les Soviets, l'intégrité de l'Espagne a été respectée, comme elle le sera en 1822 après l'intervention de Louis XVIII en faveur de Ferdinand VII⁷⁸⁷ ». La perception des Espagnols comme un peuple de caractère indépendant était déjà ancienne, et constitue un autre des stéréotypes sur l'Espagne répétés par les auteurs français du XIX^e siècle et repris par les journalistes français lors de la guerre civile⁷⁸⁸. L'exemple historique de Saint-Aulaire donne un aspect éternel à cette indépendance, et les mentions au nationalisme soulignent l'impossibilité de toute possible influence étrangère. Pierre-Antoine Cousteau, de son côté, trouve

⁷⁸³ Raymond Recouly, « Franco m'a annoncé sa victoire complète, certaine, prochaine », *Gringoire*, 5 mars 1937.

⁷⁸⁴ René Richard, « Évolution vers la guerre d'usure », *Je suis partout*, 12 décembre 1936.

⁷⁸⁵ Raymond Recouly, « Les ministres Blum, Violette, Delbos, Auriol, Cot, Monnet, Campinchi et Moutet veulent la guerre », *Gringoire*, 15 octobre 1937.

⁷⁸⁶ Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne. La question des volontaires », *Je suis partout*, 7 janvier 1937.

⁷⁸⁷ *Ibid.*

⁷⁸⁸ Andrea Fernández Montesinos-Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 441-442

insensé que l'Espagne « patriote » ait mené une guerre pour finir par se soumettre à la domination d'autres puissances :

APRÈS LA VICTOIRE, FRANCO CONSERVERA SA LIBERTÉ. Il est certain que Franco est tenu pour l'instant à certains ménagements [...] mais il est inconcevable que des patriotes espagnols aient pu entreprendre cette terrible aventure et mener jusqu'à son terme une guerre de libération, simplement pour se mettre, après la victoire, sous le contrôle de l'Italie et de l'Allemagne⁷⁸⁹.

Comme il est habituel, les journalistes français d'extrême droite s'érigent en porte-paroles non-officiels de Franco, qui, en 1938, déclare à Henri Massis :

L'Allemagne nous a fourni le matériel qui nous faisait défaut pour lutter contre l'outillage russe que les Rouges avaient en abondance. Mais, tout cela, nous l'avons payé, et nous l'avons payé comptant... [...] nous n'avons de dettes envers personne...⁷⁹⁰

Cette indépendance du camp franquiste était mise en contrepoids avec la soumission complète de la République espagnole aux intérêts de Moscou. « Qui pourrait considérer comme régulier un gouvernement qui viole ses propres lois et qui a remis ses pouvoirs aux Russes ?⁷⁹¹ » se demande René Richard dans *Je suis partout*. Et Saint-Aulaire affirme :

[...] les contingents italiens et les techniciens allemands sont sous les ordres de Franco qui réunit dans ses mains tous les pouvoirs civils et militaires. Lui seul commande. Au contraire, de l'autre côté, les miliciens espagnols sont sous les ordres des Soviétiques. Ce qu'on appelle le « gouvernement légal » n'est qu'un faux nez de Moscou. Et, ce qu'il appelle son « armée » ne se bat que sous les plis du drapeau rouge timbré de la faucille et du marteau⁷⁹².

Il est clair que l'influence communiste dans la politique républicaine pendant la guerre civile est indéniable, comme le montre, par exemple, l'épuration violente des anarchistes et de membres du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), opposés aux directives communistes. Or, affirmer que seulement Franco commande les armées rebelles et les forces étrangères est tout à fait inexact. La Légion Condor allemande avait une indépendance presque totale au Nord de l'Espagne, en utilisant, comme nous l'avons vu, les villes de Durango et Guernica pour essayer son armement. Mais les contingents italiens agissent aussi parfois de manière indépendante. Par exemple, dans la prise de la

⁷⁸⁹ P.-A. Cousteau, « Il faut reconnaître Franco », *Je suis partout*, 13 janvier 1939. Les majuscules sont de Cousteau.

⁷⁹⁰ Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938. Pour mieux insister sur ce fait, *Candide* place un extrait de ces déclarations d'indépendance comme chapeau de l'interview.

⁷⁹¹ René Richard, « Les milices russo-madriléennes... battues par l'armée nationale », *Je suis partout*, 7 novembre 1936.

⁷⁹² Saint-Aulaire, « Choses vues en Espagne. La question des volontaires », *Je suis partout*, 7 janvier 1938.

ville de Malaga participent environ 10000 soldats italiens sous les ordres du commandant de Roatta, qui agissait de manière presque autonome, à la recherche d'une victoire à la gloire de l'Italie⁷⁹³. Dans la bataille de Guadalajara, en mars 1937, qui finit avec une défaite des rebelles, le corps des troupes volontaires italien regroupe 35000 soldats, avec commandement autonome⁷⁹⁴. En fait, Brasillach et Bardèche reconnaissent que les Italiens « sont les seuls à avoir une organisation indépendante et proprement italienne⁷⁹⁵ ». L'évacuation des contingents allemands et italiens n'intervient pas avant juin 1939⁷⁹⁶. L'aide de l'Italie et l'Allemagne aux rebelles était donc bien réelle, et elle n'était pas toujours contrôlée par Franco.

Néanmoins, la réalité de cette intervention n'empêche pas la construction de théories du complot sur l'usage de ce fait. Ainsi, Brasillach et Bardèche considèrent que l'aide étrangère à Franco a été fortement instrumentalisée... par les Juifs, qui l'ont employée, avec d'autres stratagèmes de manipulation de l'information pour déclencher une guerre internationale contre les puissances fascistes :

Mais il est évident désormais que le plus grand intérêt de l'Espagne pour ceux qui aiment tant à s'apitoyer sur elle est en réalité d'offrir un admirable terrain aux excitations révolutionnaires. Exploitation des moindres incidents, exploitation de l'aide italienne ou allemande, cela ne suffit pas : il faut tout un renfort de fausses nouvelles, délibérément inventées, répandues par les agences Havas et Fournier, qui dirigent les Juifs internationaux, afin de faire sortir de cette guerre locale la grande révolte universelle contre le fascisme, et surtout contre Hitler⁷⁹⁷.

À l'extrême droite, l'attitude pour la non-intervention ne répond pas seulement à la peur de la guerre générale, sinon à la peur au communisme. En raison de cela, toute aide en faveur de la République espagnole semble une aberration. En revanche, quelques auteurs font des appels à la fourniture d'aide à Franco pour qu'il puisse gagner la guerre de la manière la plus rapide possible. En novembre 1936, René Richard considère que les dés sont déjà jetés et qu'il faut seulement accélérer la fin du conflit.

Il faut en finir, et à tout prix, pour l'Espagne et pour l'Europe. Tout ce qui aidera Franco à terminer la guerre civile sera humain et conforme aux vœux des hommes de

⁷⁹³ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 447-448.

⁷⁹⁴ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 162.

⁷⁹⁵ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 232.

⁷⁹⁶ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 706.

⁷⁹⁷ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 240

cœur, dans tous les pays. Tout secours, toute arme envoyés aux massacreurs prolongeront la tuerie sans modifier les résultats d'une guerre d'où l'Espagne sortira régénérée⁷⁹⁸.

Richard répète son appel quelques mois après, en ajoutant, cette fois-ci, la nuance du respect de la neutralité : « Les amis de la paix en Espagne -et nous en sommes- seraient bien mieux inspirés en aidant, de tous les moyens laissés à la neutralité, le chef national à en finir avec un adversaire impuissant⁷⁹⁹. »

En réalité, il n'est pas surprenant que, par des préférences politiques, les intellectuels français d'extrême droite souhaitent une victoire des rebelles en Espagne. La représentation de la guerre civile et la dénonciation de l'intervention française en Espagne s'accompagnent d'une campagne parallèle pour renforcer les liens d'amitié entre l'Espagne et la France et pour reconnaître officiellement le gouvernement de Franco.

⁷⁹⁸ René Richard, « L'armée espagnole a vaincu les milices soviétiques », *Je suis partout*, 21 novembre 1936.

⁷⁹⁹ René Richard, « Les rêveries de la médiation », *Je suis partout*, 29 mai 1937.

Chapitre 10. Les relations entre la France et l'Espagne de Franco

Les auteurs français d'extrême droite sont donc radicalement opposés à toute aide possible de la France à la République espagnole. Leurs sympathies sont clairement pour l'Espagne rebelle, et tout au long du conflit, ils montrent leur admiration pour Franco et les réformes menées dans la « nouvelle Espagne ». Farouchement opposés au Front populaire français, beaucoup parmi ces journalistes, reporters et écrivains expriment à plusieurs reprises leur mépris de la démocratie et leur espoir dans les modèles autoritaires. Par conséquent, ces auteurs sont déçus quand la France refuse de reconnaître le gouvernement franquiste de l'autre côté des Pyrénées. Pendant toute la guerre, dans les reportages, articles et récits de voyage, ces intellectuels essaient de décrire la bonne disposition des Espagnols envers les Français, d'assurer qu'ils ne confondent pas le gouvernement français avec le pays « réel », et que l'amitié entre la France et l'Espagne est nécessaire en cas de guerre européenne.

La France et l'Espagne : l'insistance sur la différenciation entre la France « légale » du Front populaire et la France « réelle »

Pour mon compte, bien que l'on soit tenté de fuir pour quinze jours notre pays cafardeux, je n'ai pas envie de quitter la France : il est trop humiliant de se montrer à l'étranger en sujet de M. Blum [...]. Il me suffit de lire les journaux et d'allumer la radio : une haine mortelle monte autour de notre pays. Si elle ne s'exprime pas encore par des actes brutaux, c'est parce que les politiques prudents n'écartent pas de leurs calculs la possibilité d'un rétablissement national à Paris⁸⁰⁰.

Ainsi s'exprime Pierre Gaxotte dans *Candide* en juillet 1936, quand la guerre civile vient d'éclater, et à peine deux mois après que Léon Blum ait constitué son cabinet de gouvernement. Il est à noter l'usage du terme « sujet », de réminiscences monarchiques (régime que Gaxotte, en tant que maurrassien et collaborateur de *l'Action Française* ne renie pas), comme si Léon Blum aurait pris le pouvoir de manière absolue. La haine mortelle évoquée par Gaxotte procède évidemment des voisins non démocratiques de la France : l'Allemagne, l'ennemi traditionnel, qui menait une politique militariste et expansionniste devant la faible réponse des démocraties européennes ; l'Italie, à laquelle la France, avec la Grande Bretagne, avait imposé des sanctions à la suite de la brutale invasion de l'Éthiopie, sanctions durement critiquées à droite par le risque de mécontenter Mussolini ; auxquelles s'ajoute depuis juillet 1936 l'Espagne rebelle, qui se levait contre

⁸⁰⁰ Pierre Gaxotte, « Blum, Moch et Cot marchands de canons », *Candide*, 30 juillet 1936.

un gouvernement de Front populaire similaire au Français, et qui était d'autant plus hostile quand le gouvernement français avait décidé de soutenir la République espagnole. Gaxotte, de manière peu dissimulée, trouve comme seule solution pour la France un coup d'État similaire à l'espagnol. Progressivement, les solutions proposées par les intellectuels français d'extrême droite seront plutôt l'établissement de bonnes relations avec la « nouvelle Espagne », pour avoir un allié de l'autre côté des Pyrénées. Mais, pour justifier cette reconnaissance, il fallait démontrer qu'en Espagne il y avait des bons sentiments envers la France.

La presque totalité des journalistes et écrivains français d'extrême droite qui se rendent en Espagne expriment que les Espagnols font une distinction entre le gouvernement du Front populaire et la France « réelle ». Cela reprend le concept de Maurras de la différenciation entre le pays légal (celui des institutions, du gouvernement), implanté de manière artificielle sur le pays réel (celui de la famille, le travail, la tradition, etc.). En Espagne, la France est mal vue, puisqu'elle est assimilée au Front populaire, à Léon Blum, et aux livraisons d'armes à la République⁸⁰¹. La presse phalangiste, par exemple, fait d'agressives campagnes antifrançaises⁸⁰², de même que d'autres journaux franquistes, particulièrement à partir de 1938, quand la victoire est plus proche⁸⁰³. En tout cas, les intellectuels français font un effort pour montrer toutes les occasions dans lesquelles cette différenciation a été faite. Ainsi décrit Pierre Héricourt une situation dans un contrôle frontalier pour arriver à Tétouan, dans le Maroc espagnol :

Derrière nous, sans que nous ayons l'air de comprendre, d'autres phalangistes causaient avec des douaniers.

-Ce sont des Français ! dit l'un d'eux d'un ton un peu hostile.

-Oui, mais ce ne sont pas des Français comme les autres : ils aiment la grande Espagne... ils détestent comme nous les marxistes !⁸⁰⁴

Un des points communs les plus importants entre ces Français et les Espagnols favorables au soulèvement est, par conséquent, l'anticommunisme. Pour Héricourt, de la même manière que pour le reste des intellectuels français de droite, dans l'Espagne rebelle, ce qui détestent les Espagnols de la France c'est le gouvernement de Front populaire et sa prétendue tendance communiste, non la France en tant que telle. André Nicolas, correspondant en Espagne de *Je suis partout*, souligne déjà cette différenciation

⁸⁰¹ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 337.

⁸⁰² Michel Catala, *op. cit.*, p. 253.

⁸⁰³ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 340-341.

⁸⁰⁴ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 43.

en août 1936 : « Ici, nous sommes l'objet de toutes les attentions des chefs comme des soldats, qui, malgré les envois d'armes de notre gouvernement aux oppresseurs de leur pays, savent que la France n'est pas plus le *Front populaire* que l'Espagne n'était le *Frente popular*⁸⁰⁵ ». D'après ce raisonnement, la différenciation est encore plus claire que l'Espagne avait passé aussi par un gouvernement des partis de gauche. C'est plus ou moins la même chose que déclare le général rebelle Cabanellas à Georges Suarez dans *Gringoire* : « En ce qui concerne la France, nous savons distinguer entre le Front populaire et la nation française, et nous nous rendons compte qu'une grande partie de celle-ci n'approuve pas l'appui effronté que les marxistes ont reçu par la frontière franco-espagnole [...]»⁸⁰⁶ ». De manière similaire s'exprime Raymond Recouly en juillet 1937 :

Si Franco et ses partisans, de plus en plus nombreux, de plus en plus forts, ne sont pas animés envers la France d'une sympathie très vive, il faut avouer que nous avons fait ce qu'il fallait pour cela.

Et cependant -les nationaux espagnols le savent- la grande majorité de nos compatriotes souhaitent de tout cœur la défaite des rouges, qui n'ont qu'un désir : bolchéviser l'Espagne⁸⁰⁷.

Le vice-amiral Joubert, aussi dans *Gringoire*, exprime que, certes cette différenciation est faite par les élites franquistes espagnoles, ce n'est pas le cas du peuple, qui subit les conséquences les plus dures de la guerre, desquelles il responsabilise notamment la France :

Le général Franco m'a dit :

-J'aime la France, elle n'a rien à craindre de nous.

Tous les Espagnols cultivés m'ont affirmé la même sympathie ; ils distinguent entre la France et le Front populaire.

Mais comment cette distinction serait-elle faite par le peuple, qu'informent seulement des récits de journaux et des émissions radiophoniques, exaspéré par l'afflux d'hommes et de matériel qui traverse notre frontière ?⁸⁰⁸

Cela suppose une inquiétude pour les journalistes français d'extrême droite : comment démontrer donc que la « vraie France » souhaite une victoire des rebelles espagnols quand le gouvernement français s'obstine à aider la République ? Ainsi, Didier Poulain proteste contre le déshonneur qui suppose l'intervention française dans la guerre :

⁸⁰⁵ André Nicolas, « Non, les nationaux ne sont pas les ennemis de la France », *Je suis partout*, 22 août 1936

⁸⁰⁶ Georges Suarez, « Arriba España! », *Gringoire*, 16 octobre 1936.

⁸⁰⁷ Raymond Recouly, « Guerre en Espagne et paix en Europe », *Gringoire*, 9 juillet 1937.

⁸⁰⁸ Vice-amiral Joubert, « L'Espagne et la France demain », *Gringoire*, 24 décembre 1937

Tout ce qui est honnête, propre et sain chez nous, fait des vœux pour le succès du général Franco et de ses troupes.

C'est pourquoi nous regrettons ardemment de voir des aviateurs de chez nous, pilotes, mécaniciens et constructeurs, subir l'influence de Pierre Cot, mentir lamentablement, tricher et dissimuler pour le service d'une cause perdue et dont la défense nous déshonore⁸⁰⁹.

La question de la déshumanisation de l'ennemi a été déjà traité dans ce travail, mais il faut mentionner toutefois l'opposition faite par le journaliste entre ce qui est « sain » et ceux qui sont hostiles à Franco (identifiés au « communisme de Madrid », comme le signale Poulain dans le même article). D'après Poulain, donc, la majorité de la France doit subir les conséquences de la politique de la minorité qui gouverne, en accusant directement Pierre Cot, ministre de l'Air sous le gouvernement du Front populaire, qui était une des cibles préférées de l'extrême droite française lors de la guerre espagnole, à cause de son rôle d'organisateur de l'envoi d'armes en Espagne républicaine, avec l'accord de Léon Blum.

Pour mieux rassurer les lecteurs français sur le fait que la « nouvelle Espagne » avait une disposition cordiale envers la France, les journalistes français de droite multiplient les mentions aux déclarations de bonne foi de Franco. Pierre Héricourt, élogieux avec Franco jusqu'à l'extrême, rapporte ces déclarations du futur dictateur sur ses sentiments à l'égard de la France :

-On se trompe. On se trompe absolument, et j'en suis peiné. J'ai toujours sincèrement aimé la France. [...]

[J]e vous l'affirme nettement, nous savons faire les distinctions qui s'imposent. Nous aussi, nous avons subi la domination de formations politiques qui donnaient de notre pays une idée menteuse. Nous pourrions à bon droit nous plaindre de maints procédés hostiles. Mais ce n'est pas à la France que nous les imputons⁸¹⁰.

« Je sais distinguer entre la noble nation sœur de l'Espagne et le gouvernement qui l'abuse et trahit la civilisation⁸¹¹ », affirme Franco à Claude Farrère en 1937. Henri Massis rapporte que Franco lui montre « quels sont ses sentiments à l'égard de la France, de la France vraie qu'il ne confond pas avec l'autre⁸¹² ». En fait, quelques secteurs de la

⁸⁰⁹ Didier Poulain, « Qui envoie des appareils de bombardement aux communistes espagnols ? », 17 septembre 1936. Il faut rappeler que Poulain, ici très critique avec l'aide française à la République, reconnaîtra quelques mois plus tard les terribles « expériences de laboratoire » des Allemands pour tester leur armement dans la ville de Durango (Didier Poulain, « Comment j'ai vu la guerre d'Espagne », *Candide*, 5 août 1937).

⁸¹⁰ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 142-143. Italique de l'auteur.

⁸¹¹ Claude Farrère, *op. cit.*, p. 52.

⁸¹² Henri Massis, « Franco nous a dit », *Candide*, 18 août 1938.

droite et de l'armée française étaient convaincus de la francophilie de Franco, ce qui était une perception erronée⁸¹³.

Pour les auteurs français d'extrême droite, malgré la politique officielle du gouvernement par rapport à la guerre espagnole, il y avait déjà quelques liens entre l'Espagne et la France par la bonne attitude des chefs soulevés à l'égard du pays voisin, puisqu'ils faisaient la distinction entre la France « réelle » et la France « légale ». En fait, on était conscient des similitudes entre la France et l'Espagne, surtout par l'existence de gouvernements de gauche dans les deux pays. C'est pour cela que les journalistes français comparent souvent l'Espagne et la France et transmettent la menace de l'éclatement d'une possible guerre civile française similaire à l'espagnole. La peur de la guerre, toutefois, se mêle à l'espoir d'un soulèvement pour finir avec le Front populaire.

Les liens entre la France et l'Espagne : l'Espagne comme menace et modèle

Les auteurs français d'extrême droite insistent à plusieurs reprises sur les similitudes entre la République espagnole et la France du Front populaire. À leurs yeux, en Espagne se produit un mouvement libérateur pour éliminer la menace communiste. Dans le contexte des années trente, quand la paranoïa anticommuniste embrouille tous les jugements sur la situation française réalisés par les intellectuels d'extrême droite, le cas espagnol peut servir d'exemple pour la France. Pour quelques auteurs, la possibilité d'un coup d'État contre le Front populaire est envisageable. Ainsi, dans l'article cité antérieurement, Pierre Gaxotte affirme que si la France n'a reçu aucune attaque directe de ses voisins c'est parce que les gouvernements autoritaires européens attendent la possibilité d'un coup d'État similaire à l'espagnol en France⁸¹⁴.

Mais, en même temps, la guerre d'Espagne pèse comme une menace. D'après le raisonnement réalisé par l'extrême droite française (et, une fois de plus, par la propagande franquiste), l'Espagne républicaine se trouvait dans un état tellement déplorable qu'il a fallu à tout prix en finir avec le gouvernement du *Frente popular*, même si cela pourrait provoquer une guerre très violente, comme c'est le cas. Dans les reportages et récits sur l'Espagne on trouve plusieurs avertissements et menaces sur les similitudes entre la France du Front populaire et la République espagnole immédiatement avant la guerre. Ainsi, le général Yagüe, qui avait commandé les troupes légionnaires et

⁸¹³ Frédéric Monier, *op. cit.*, p. 113.

⁸¹⁴ Pierre Gaxotte, « Blum, Moch et Cot marchands de canons », *Candide*, 30 juillet 1936.

de soldats nordafricains lors de la campagne d'Estrémadure, en août 1936, déclare à Marcel Chaminade quelques mois après :

Et la France ? Arriverez-vous à surmonter vos difficultés dans à-coups ? Pourrez-vous éviter le heurt ? Je ne suis pas sans inquiétudes. En Espagne cela a commencé exactement comme chez vous. Je fais des vœux ardents pour que vous ne connaissiez pas les horreurs de la guerre civile. C'est abominable, abominable⁸¹⁵.

Yagüe avait déclenché une répression terrible à Badajoz⁸¹⁶, donc son émotion devant les horreurs de la guerre civile peut paraître étonnante. Mais ce n'est pas la seule déclaration de ce type. Peu de jours après, Charles Kunstler rapporte dans *Je suis partout* les mots prononcés par une couple française qui venait de s'échapper de Malaga, encore sous contrôle républicain : « Ce qui se passe en France ressemble étrangement à ce qui s'est passé en Espagne quand le Front populaire a triomphé... Prenez garde !⁸¹⁷ »

Déjà en juillet 1936, Franco prévient B. Simionesco qu'il fallait défendre la France : « La France est un pays magnifique, gardez-la bien, gardez-la bien !⁸¹⁸ » Et Franco lui-même sera encore plus explicite dans un interview avec Marcel Chaminade en novembre 1936, en comparant, comme il est habituel à l'extrême droite, le communisme avec une maladie, dont la France serait infectée :

Le bolchevisme est une peste et quand la gangrène se met quelque part, elle va vite. Vous aussi, en France, vous êtes malades. J'ai peur que vous ne glissiez sur la même pente que nous. [...] Il est temps de réagir⁸¹⁹.

Les frères Tharaud, de leur côté, rapportent le type de conversations sur la France qui s'entament en Espagne :

C'est toujours la même chose en Espagne : sitôt qu'un Espagnol se rencontre avec un Français, son premier mot est pour lui demander :

-Eh bien ! quand la révolution éclatera-t-elle chez vous ?

Vous lui répondez que, Dieu merci, nous espérons bien l'éviter, et que l'exemple de l'Espagne donne précisément à réfléchir aux plus fous. Mon capitaine, bien entendu, me fit l'éternelle question, et moi l'éternelle réponse. « Tant mieux ! » répliqua-t-il, mais avec un accent où je crus sentir le regret que dans les jours terribles que traverse son pays, le monde tout entier ne fût pas à feu et à sang⁸²⁰.

⁸¹⁵ Marcel Chaminade, « Le pont de Talavera », *Candide*, 1 octobre 1936.

⁸¹⁶ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 290; Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 450-452 ; Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 97-98.

⁸¹⁷ Charles Kunstler, « Les atrocités rouges de Malaga », *Je suis partout*, 17 octobre 1936. L'extrait cité sert aussi de sous-titre de l'article : « "Ce qui se passe en France ressemble au début du Front populaire en Espagne. Prenez garde", nous dit un survivant ».

⁸¹⁸ B. Simionesco, « Le général Franco nous dit... », *Candide*, 30 juillet 1936.

⁸¹⁹ Marcel Chaminade, « Franco le libérateur », *Candide*, 12 novembre 1936.

⁸²⁰ Jérôme et Jean Tharaud, *op. cit.*, p. 220. L'opinion que la guerre espagnole peut dissuader d'entreprendre d'autres guerres en Europe n'est pas très habituelle dans le contexte tendu des années trente, mais les

Finalement, le coup d'État ne se produit pas en France, la menace communiste n'amène pas à la révolution et le pays ne submerge pas dans une guerre civile. Les problèmes immédiats, notamment à partir de 1939, seront différents, mais non moins graves. En tout cas, ce type d'analyses et d'avertissements sur la situation espagnole indique assez bien quel message voulaient transmettre les auteurs français d'extrême droite à propos des répercussions en France de la guerre civile espagnole.

Les relations diplomatiques entre la France et l'Espagne rebelle : une campagne dans la longue durée pour la reconnaissance officielle de Franco

Pendant toute la guerre, la France n'a que très peu de relation avec l'Espagne franquiste. Il n'y a aucun contact officieux en 1936 ni en 1937, malgré les réclamations de Jean Herbette, ambassadeur à Madrid replié à Saint-Jean-de-Luz, d'une reconnaissance de Franco après la chute du Pays Basque, pendant l'été 1937⁸²¹. En 1937, la Grande Bretagne échange des agents officieux avec l'Espagne franquiste, mesure qui ne sera pas suivie par la France⁸²². Il est à noter que l'Angleterre avait des forts intérêts commerciaux en Espagne⁸²³.

Déjà en novembre 1936, Pierre Antoine Cousteau publie un article dans *Je suis partout* intitulé « Quand la France reconnaîtra-t-elle Franco ? », où il écrit que, comme toujours, la France a choisi le mauvais camp:

[...] Dans cette affaire d'Espagne, la France n'a cessé de miser sur le mauvais tableau. Et plus elle perd, plus elle s'acharne. Il sera facile à Angleterre -puisque c'est elle que toujours on nous donne comme modèle- de nouer au lendemain de la victoire nationale des relations amicales avec Franco. [...] Nous, nous ne voulons rien savoir⁸²⁴.

Les premières réclamations, donc, datent de 1936, quand il restent près de deux ans et demi jusqu'à la fin de la guerre. Cette demande de Cousteau est même antérieure à la reconnaissance de Franco par l'Allemagne et l'Italie, ses principaux alliés, qui se produit le 18 novembre 1936.

Tharaud ne sont pas les seuls à penser de cette manière. Ainsi, Didier Poulain affirme que « le conflit d'Espagne aura peut-être pour conséquence dernière d'éloigner pour longtemps la foudre qui rôde autour du Brenner, de Dantzig et ailleurs... [...] » (« Que nous apprend la guerre espagnole ? », *Candide*, 22 avril 1937).

⁸²¹ Michel Catala, *op. cit.*, p. 244-245.

⁸²² *Ibid.*, p. 246.

⁸²³ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 288.

⁸²⁴ P.-A. Cousteau, « Quand la France reconnaîtra-t-elle Franco ? », *Je suis partout*, 14 novembre 1936.

Concernant la question de la reconnaissance de Franco, comme l'indique Pike, dans la diplomatie internationale, un État étranger qui se trouve dans une guerre civile passe par plusieurs étapes : l'admission de l'état d'insurrection, l'octroi des droits de belligérant, la reconnaissance *de facto* des nouvelles autorités et finalement, la reconnaissance *de jure*. Le système de non-intervention en soi indique la reconnaissance du premier état de la guerre civile, mais cela ne veut pas dire que les insurgés soient considérés officiellement comme des belligérants. Si un État reconnaît deux belligérants dans une guerre civile, il est obligé de maintenir une position neutre, et chaque camp a les droits et devoirs d'un pays engagé dans une guerre régulière. La droite française a réclamé l'octroi des droits de belligérant à Franco, sans comprendre toujours les nuances entre ce fait et la reconnaissance officielle du gouvernement franquiste⁸²⁵. En effet, dans le cas des hebdomadaires de droite, la différence entre la reconnaissance des droits de belligérant et la reconnaissance de Franco comme gouvernant de l'Espagne n'est pas claire. Ainsi, par exemple, en janvier 1939, avec la guerre déjà très avancée, Pierre Antoine Cousteau réclame la reconnaissance de Franco et Armand Magescas uniquement l'octroi des droits de belligérant⁸²⁶, tout cela dans le même numéro de *Je suis partout*.

En fait, peu importent ces nuances. Ce qu'on transmet à plusieurs reprises est la nécessité d'établir des relations diplomatiques avec Burgos et de finir avec l'hostilité de la France envers Franco. Le risque de guerre européenne, et surtout d'attaque de l'Allemagne, est, à nouveau, un des arguments les plus puissants pour lancer cette politique. Ainsi l'affirme Pierre Gaxotte :

-Sommes-nous capables de faire à la fois la guerre sur le Rhin, sur les Alpes et sur les Pyrénées ?

-Non.

-Une politique qui consiste à nous mettre en état de guerre virtuelle avec tous nos voisins est-elle concevable ?

-Non.

-Si nous sommes menacés sur le Rhin, notre tâche la plus pressée n'est-elle pas de libérer les frontières des Alpes et des Pyrénées ?

-Assurément.

-Le général Franco et tous les chefs de l'Espagne nationale ne sont-ils pas pétris de culture française ? [...] N'en ont-ils pas rapporté pour notre pays de l'admiration, de la sympathie ? [...] Et si nous craignons que l'Allemagne et l'Italie ne prennent une trop grande place à Burgos, n'est-ce pas une raison de plus pour y envoyer au plus vite un

⁸²⁵ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, op. cit., p. 175-176.

⁸²⁶ P.-A. Cousteau, « Il faut reconnaître Franco » et Armand Magescas, « Burgos n'est pas Rome... et Franco est un belligérant », *Je suis partout*, 13 janvier 1939.

ambassadeur de France ? [...] Et si nous voulons demain entretenir avec Franco des rapports de bon voisinage, n'est-il pas absurde d'attendre, pour le reconnaître, le moment où nous ne pourrions plus faire autrement, c'est-à-dire, le moment où nous n'aurons plus aucun mérite ?⁸²⁷

Le journaliste emploie ici deux arguments très habituels pour la réclamation d'un rapprochement avec Franco. De la même manière que la plupart d'intellectuels français d'extrême droite, Gaxotte réfléchit dans la perspective d'une future guerre européenne, dans laquelle le majeur risque pour la France est l'allemand. Par conséquent, le rapprochement avec Franco (mais aussi avec Mussolini) supposerait d'assurer deux des trois frontières de la France, et il ne resterait qu'à défendre la frontière allemande. Sur cet aspect s'écrie, en 1938, en majuscules, René Richard : « IL FAUT RECONNAITRE IMMÉDIATEMENT FRANCO ET ASSURER AINSI NOTRE DERNIÈRE FRONTIÈRE PAISIBLE⁸²⁸ ». Mais aussi, Gaxotte reconnaît un autre fait, que Franco reçoit une excessive influence allemande et italienne, ce qui peut être dangereux pour la France. Comme l'expriment plusieurs journalistes, ne pas reconnaître Franco signifie le pousser vers l'Allemagne et l'Italie. « Le général Franco n'est pas germanophile par nature ; il a été poussé sous la protection d'Hitler par notre propre attitude à son égard⁸²⁹ », affirme René Richard. « [N]ous faisons tout ce qu'il faut maintenant pour pousser Franco et les nationalistes espagnols dans les bras de Mussolini et d'Hitler⁸³⁰ », insiste Raymond Recouly. Et un expert militaire, le vice-amiral Joubert, avertit : « Contribuer à faire durer une guerre aussi vaine que meurtrière serait créer une inguérissable rancœur chez ceux dont la puissance ressuscitée peut avoir à choisir, demain, entre la France et ses ennemis [...]»⁸³¹. Et, encore en 1939, Pierre-Antoine Cousteau utilise cet argument dans *Je suis partout* : « [...] plus on s'obstine dans cette absurde politique, et plus on pousse Franco dans les bras des Allemands et des Italiens, plus on compromet l'inévitable reprise des relations diplomatiques avec la véritable Espagne⁸³² ». Et ainsi de suite.

Cependant, la France continue sans établir aucun contact avec l'Espagne franquiste, mais elle continue à maintenir ses relations avec la République espagnole. Ainsi, en 1937, la France planifie d'envoyer l'ambassadeur Eirik Labonne en Espagne

⁸²⁷ Pierre Gaxotte, « Un ambassadeur à Burgos ou le luxe des trois frontières », *Candide*, 14 juillet 1937.

⁸²⁸ René Richard, « Pas de guerre, à bas Moscou. Reconnaissance immédiate de Franco », 18 mars 1938.

⁸²⁹ René Richard, « La guerre civile devient une guerre européenne », *Je suis partout*, 28 novembre 1936.

⁸³⁰ Raymond Recouly, « Les folies de notre politique espagnole », *Gringoire*, 15 janvier 1937.

⁸³¹ Vice-amiral Joubert, « L'Espagne et la France demain », *Gringoire*, 24 décembre 1937.

⁸³² P.-A. Cousteau, « Il faut reconnaître Franco », *Je suis partout*, 13 janvier 1939.

républicaine⁸³³, ce qui déclenche la colère d'Henri Béraud, le plus violent pacifiste, qui revient en septembre 1937 à la thèse de que le gouvernement français veut la guerre :

[...] Labonne ira à Valence et la France, absente de la Ville Éternelle, aura son ambassade auprès des anarchos. Place à la diplomatie dynamique ! Ce qu'on veut, c'est du pétard, ce qu'on exige c'est l'explosion. Il s'agit, coûte que coûte, de créer l'incident. Imiter l'Angleterre, s'abstenir, causer avec le futur maître des Espagnes, sans doute serait-ce la paix. À bas la paix ! N'importe la débâcle de ces rouges, à qui on a livré le meilleur de nos armes ! N'importe le million quotidien, versé par notre bourse aux réfugiés qui nous insultent ! N'importe la honte d'être le seul grand peuple au monde représenté, bicorné en tête, chez les bourreaux de femmes et les violateurs de tombes ! On veut la guerre⁸³⁴.

La France ne se rapproche pas de l'Espagne franquiste jusqu'en 1938, après le deuxième cabinet Blum. En avril 1938, Édouard Daladier succède à Léon Blum comme président du Conseil. Daladier a l'objectif de se rapprocher du gouvernement de Burgos, non pour des questions idéologiques (même si les contraintes de ce genre étaient moindres que sous le gouvernement Blum), sinon principalement par un intérêt stratégique, pour assurer la frontière pyrénéenne. Daladier avait le soutien des responsables de la politique étrangère française, Alexis Léger, secrétaire général du Quai d'Orsay, et le ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet. Cependant, cette possibilité est très critiquée par la presse de gauche. En outre, la situation européenne tendue conditionne aussi la reconnaissance de Franco⁸³⁵.

Du côté de l'extrême droite, Charles Maurras fait un voyage en Espagne en mai 1938, dans lequel il est fort bien reçu par les autorités franquistes⁸³⁶. Le voyage a une notable répercussion, et Brasillach et Bardèche, en reprenant la différenciation entre pays réel et pays légal écrivent dans leur *Histoire de la guerre d'Espagne* que « la France, à défaut d'un ambassadeur légal a un ambassadeur réel : Charles Maurras est reçu à Burgos non pas même comme un diplomate, mais comme un chef d'État⁸³⁷ ». Cependant, cela n'améliore pas, bien entendu, les relations officielles entre la France et l'Espagne, et

⁸³³ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 289. Labonne sera envoyé à Barcelone, lors du transfert du gouvernement républicain de Valence à la capitale catalane.

⁸³⁴ Henri Béraud, "Au feu!", *Gringoire*, 22 septembre 1937. En réalité, la France n'était pas « absente » de Rome, comme l'affirme Béraud. Il n'avait pas d'ambassadeur français à Rome, mais Jules-François Blondel exerçait la fonction de chargé d'affaires dans la capitale italienne (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Liste chronologique des ambassadeurs depuis 1875 », site web : <https://it.ambafrance.org/Liste-chronologique-des> [Consulté le 29 mai 2020]).

⁸³⁵ Michel Catala, *op. cit.*, p. 248.

⁸³⁶ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 524-525.

⁸³⁷ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 398.

curieusement, les mentions de ce voyage dans les hebdomadaires français de droite sont peu nombreuses et assez brèves⁸³⁸.

En juin 1938, *Je suis partout* redouble la pression en faveur de l'établissement de relations diplomatiques avec Franco. Le 10 du même mois, en *Une*, sous le titre en gros caractères « Il faut reconnaître Franco », l'hebdomadaire présente une lettre ouverte que chaque lecteur de *Je suis partout* devait envoyer au président de la République pour réclamer la reconnaissance du gouvernement de Burgos, selon la lettre, « dans la seule considération du bien public, de la sécurité de nos frontières, et de nos intérêts matériels et moraux [...] »⁸³⁹.

La France entreprend une politique plus active, et à la fin 1938, elle signe avec l'Angleterre un accord pour reconnaître les droits de belligérant de Franco si tous les combattants étrangers de l'Espagne sont retirés du conflit, mais Franco refuse cette possibilité⁸⁴⁰. À droite, on essaie de présenter cet argument à l'inverse, et ainsi, pour René Richard, c'est précisément le maintien des troupes étrangères en Espagne la raison pour reconnaître les droits de belligérant de Franco :

Et c'est précisément parce qu'il reste encore beaucoup de volontaires étrangers en Espagne franquiste, qu'il faut tenir notre engagement. Sans cela, notre dérobade devant la belligérance autorise non seulement Franco à conserver les Italiens qui lui restent, mais encore Mussolini à renvoyer en Espagne ceux qu'il a rappelés, accompagnés de quelques renforts. La paresse et la mauvaise foi auraient encore fait du beau travail !⁸⁴¹

En 1939, les appels à la reconnaissance se font encore plus pressants. Il est à noter que la crise par les prétentions allemandes en Tchécoslovaquie avait déjà éclaté en septembre 1938 et la paix européenne avait été sauvée au dernier moment par les fragiles accords de Munich, qui supposent une cession énorme à l'Allemagne nazie et le fin de l'indépendance tchécoslovaque. Cela augmente à droite les réclamations pour la reconnaissance de Franco, pour chercher une future neutralité espagnole en cas de conflit européen⁸⁴².

⁸³⁸ Par exemple, *Candide* publie deux brèves non-signées sous le titre « Charles Maurras en Espagne » le 19 mai 1938.

⁸³⁹ « Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République », *Je suis partout*, 10 juin 1938.

⁸⁴⁰ David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 331. Pike estime ces combattants à 10000 du côté républicain et entre 50000 et 60000 du côté franquiste.

⁸⁴¹ René Richard, « Pour une politique française en Espagne », *Je suis partout*, 4 novembre 1938.

⁸⁴² Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 530.

En janvier 1939, Pierre-Antoine Cousteau continue à affirmer que la France est du mauvais côté dans la guerre espagnole :

Au moment où la victoire de Franco se précise, la France aveuglée, dupée, trahie, opte pour la plus exécrable des politiques. Elle laisse passer sa chance. Elle double sa mise sur le tableau perdant. On voudrait nous conduire au suicide que l'on ne s'y prendrait pas autrement⁸⁴³.

Pour être encore plus clair, le journaliste s'exclame, en majuscules, « LA FRANCE DOIT TRAITER TOUT DE SUITE AVEC FRANCO⁸⁴⁴ ». Une semaine plus tard, Cousteau n'hésite pas à dénoncer un véritable complot pour conduire la France à la guerre :

EN UN MOT, L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DU REICH ET DE L'ITALIE EXIGE QUE LA FRANCE N'ENVOIE PAS D'AMBASSADEUR À BURGOS. Et c'est justement ce qu'exige maintenant -et sur quel ton !- toute la racaille judéo marxiste et rouge-chrétienne qui emplit l'air de ses hurlements de détresse.

Jamais encore nous n'avons assisté à une aussi formidable conspiration, à un effort aussi gigantesque pour précipiter la France dans une effroyable catastrophe, pour anéantir nos dernières chances de paix sur les Pyrénées⁸⁴⁵.

Dans *Candide*, on peut lire la liste de toutes les raisons existantes pour reconnaître finalement le gouvernement de Burgos :

Il est pourtant clair comme le jour que nous avons le plus urgent besoin d'un ambassadeur, plus un sou de commerce avec l'Espagne ; plus d'escale pour nos avions sur la route du Maroc ; pas moyen de rapatrier les dizaines de milliers de réfugiés qui envahissent notre pays ; pas moyen de surveiller le retrait des légionnaires fascistes ; pas moyen de compter sur la neutralité de l'Espagne en cas de guerre méditerranéenne. Tout cela, M. Daladier le sait, mais M. Daladier ne fait rien⁸⁴⁶.

Robert Brasillach en ajoute une autre raison, d'ordre culturel. D'après lui, l'amitié avec la France « c'est un moyen pour nous affirmer une civilisation commune, celle de deux des plus vieux peuples de l'Europe⁸⁴⁷ ».

Finalement, en février 1939, le gouvernement français envoie le sénateur Léon Bérard en Espagne pour négocier la reconnaissance du gouvernement franquiste. Franco exige des dures conditions : la reconnaissance *de jure* et la restitution des navires

⁸⁴³ P.-A. Cousteau, « Il faut reconnaître Franco », *Je suis partout*, 13 janvier 1939.

⁸⁴⁴ *Ibid.*

⁸⁴⁵ P.-A. Cousteau, « Soutenir les marxistes de Barcelone c'est assassiner la France », *Je suis partout*, 20 janvier 1939.

⁸⁴⁶ L'Observateur, « Les discours: les bons et les mauvais », *Candide*, 1 février 1939.

⁸⁴⁷ Robert Brasillach, « Pour accroître les chances de la France établissons l'axe Paris-Burgos », *Je suis partout*, 10 février 1939.

républicains, œuvres d'art et trésors espagnols déposés en France pendant la guerre⁸⁴⁸, conditions acceptées par la France. De cette manière, l'Espagne franquiste autorise de recevoir un ambassadeur français. Finalement, le 27 février, la France et la Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement franquiste. Le jour suivant, Azaña, qui se trouvait déjà à Paris, démissionne comme président de la République⁸⁴⁹. L'ambassadeur en Espagne sera le maréchal Pétain, fort bien reçu par *Candide* :

La nomination du maréchal Pétain, qui comble notre vœu, a reçu l'adhésion enthousiaste de la France entière. Quel représentant plus digne d'elle, de son passé, de sa gloire, pouvait-elle souhaiter ?⁸⁵⁰

Le même jour, Pétain lui-même tente de rassurer les lecteurs de *Candide* dans une interview expressivement intitulée « On peut faire confiance au général Franco...⁸⁵¹ ». Dorénavant, aux yeux de la France, il y avait seulement un gouvernement en Espagne. La France reconnaissait ainsi un gouvernement dictatorial, qui n'aurait aucune clémence avec les vaincus, et qui avait expressément renoncé à accepter une amnistie et n'avait donné aucune garantie contre la répression⁸⁵². René Richard ne voit aucun problème dans ce dernier fait : « Franco a bien fait de ne pas transiger sur l'amnistie, car le principe de responsabilité, inscrit au fronton du nouvel État, est la garantie même de la moralité et de la volonté réformatrice du régime⁸⁵³ ».

Or, l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays n'était pas la seule question brûlante entre la France et l'Espagne. Pendant toute la guerre, mais notamment à la fin du conflit, des milliers de personnes traversent la frontière française pour chercher refuge en France, de manière temporelle ou permanente. Cela constitue un affaire diplomatique, mais aussi humanitaire, qui marque profondément la mémoire de la guerre civile espagnole. Les intellectuels français d'extrême droite écrivent à propos de cet aspect, avec un regard qui est habituellement xénophobe.

⁸⁴⁸ Hugh Thomas, *op. cit.*, p. 676.

⁸⁴⁹ *Ibid.*, p. 686-687.

⁸⁵⁰ « L'ambassadeur de la France », *Candide*, 8 mars 1939.

⁸⁵¹ Jean Wilmès, « “On peut faire confiance au général Franco...” Déclarations à *Candide* du Maréchal Pétain », *Candide*, 8 mars 1939.

⁸⁵² David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 357.

⁸⁵³ René Richard, « La République espagnole est morte ! VIVE L'ESPAGNE ! », *Je suis partout*, 3 mars 1939.

Chapitre 11. L'arrivée de réfugiés espagnols en France

L'offensive franquiste commencée en décembre 1938, la prise de Barcelone en janvier et la défaite républicaine définitive sur le front de la Catalogne ont comme conséquence un évènement tragique d'énorme répercussion en France : l'arrivée massive de réfugiés espagnols, civils et militaires, qui traversent la frontière française entre la fin janvier et les premiers jours de février, dans des conditions terribles de froid, pluie et misère. Cela provoque des réactions très violentes chez les journalistes français d'extrême droite, notamment contre les combattants républicains qui cherchent refuge en France. La représentation de la *Retirada* et des réfugiés espagnols par ces journalistes est le point culminant du processus de déshumanisation des soldats républicains qui a lieu depuis le début de la guerre civile. Cependant, cette dernière vague de réfugiés est la plus importante, mais non la seule qui se produit pendant le conflit.

Il y a des mouvements de population vers la France depuis le début de la guerre. Selon Célia Keren, ce sont les monarchistes, conservateurs et libéraux les premiers exilés de la guerre d'Espagne, échappant aux violences révolutionnaires en zone républicaine⁸⁵⁴. Parfois, les mouvements de réfugiés des deux zones de l'Espagne, la républicaine et la rebelle ont lieu simultanément. Ainsi, pendant juillet et août 1936 quelques réfugiés de droite arrivent en France fuyant la Catalogne, et en même temps, plusieurs Basques traversent la frontière à cause des combats et de la répression des insurgés. Cependant, les chiffres de réfugiés sont encore réduits, et la plupart de personnes rentrent en Espagne peu de temps après⁸⁵⁵. C'est en 1937 que se produit la première grande entrée de réfugiés espagnols en France, à cause de la campagne du Nord et la prise de plusieurs régions par l'armée franquiste. Célia Keren estime que 120000 personnes passent la frontière entre mai et octobre 1937⁸⁵⁶, chiffre que Bennassar considère excessif⁸⁵⁷. En tout cas, les chiffres sont très considérables. Le gouvernement français est déjà conscient de la situation des réfugiés et émet, en mai 1937, une instruction pour coordonner la dispersion des exilés dans le territoire français⁸⁵⁸.

⁸⁵⁴ Célia Keren, « Sur les routes. Exilés et réfugiés de la guerre d'Espagne », in Jordi Canal et Vincent Duclert, (dir.), *op. cit.*, p. 134. Keren signale que ces départs se concentrent en 1936, mais que ce phénomène a lieu pendant toute la durée de la guerre.

⁸⁵⁵ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 354-357.

⁸⁵⁶ Célia Keren, *op. cit.*, p. 137.

⁸⁵⁷ Bartolomé Bennassar *op. cit.*, p. 358.

⁸⁵⁸ *Ibid.*, p. 359.

En somme, l'arrivée de réfugiés espagnols en France n'est pas uniquement une question de 1939. Par conséquent, même si la plupart des écrits sur les réfugiés dans la presse a lieu à la fin de la guerre, il y a des articles relatifs à ce sujet depuis plus tôt. Déjà en août 1936, Henri Béraud considère que « l'affreuse misère andalouse » est un des dangers étrangers qui menacent la France⁸⁵⁹. En septembre, Marcel Dutrey écrit à propos de la possibilité d'établir des camps de réfugiés en France : « [...] notre gouvernement de Front populaire [...] prépare en Cerdagne française des camps de désinfection à l'intention des milliers et des milliers de miliciens qui, bientôt pressés par les nationaux, vont venir se réfugier chez nous⁸⁶⁰ ». Et, en novembre, René Richard s'écrie contre « l'envahissement de notre territoire par les réfugiés marxistes⁸⁶¹ ». La xénophobie est, comme nous pouvons constater, très présente. Cependant, les exemples les plus notables se trouvent à partir de 1937.

Les réfugiés espagnols en 1937 et 1938

L'arrivée de réfugiés espagnols en France inquiète sérieusement à droite. Ainsi, en février 1937, Pierre Veber, dans *Candide*, considère convenable de fermer la frontière pour les Espagnols et d'« interdire l'entrée en France d'une foule de gens et de choses indésirables⁸⁶² ». Et il ajoute :

[...] Quelle que soit l'issue de la guerre civile espagnole, il refluera en France des réfugiés auxquels nous ne pourrions refuser l'hospitalité. [...] Déjà nos départements limitrophes de l'Espagne sont envahis par de nouveaux arrivants qui traitent un peu la France en pays conquis. On estime à plus de cent mille le nombre des réfugiés que nous devons accueillir. Ce n'est pas rassurant⁸⁶³.

Dans cet article, on peut noter une distinction entre les réfugiés victimes de la guerre et ceux qui profitent la situation de manière illicite. En gros, cela correspond à la différenciation faite par les autorités françaises entre réfugiés civils et militaires qui aura lieu en 1939. L'arrivée de réfugiés espagnols en 1937 est traitée même d'invasion par le dessinateur de *Gringoire* Roger Roy⁸⁶⁴, en la comparant à celles que la France avait subies

⁸⁵⁹ Henri Béraud, « La France à tout le monde », *Gringoire*, 7 août 1936. Cité dans Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 192.

⁸⁶⁰ Marcel Dutrey, « Puigcerda-l'abattoir », *Gringoire*, 25 septembre 1936.

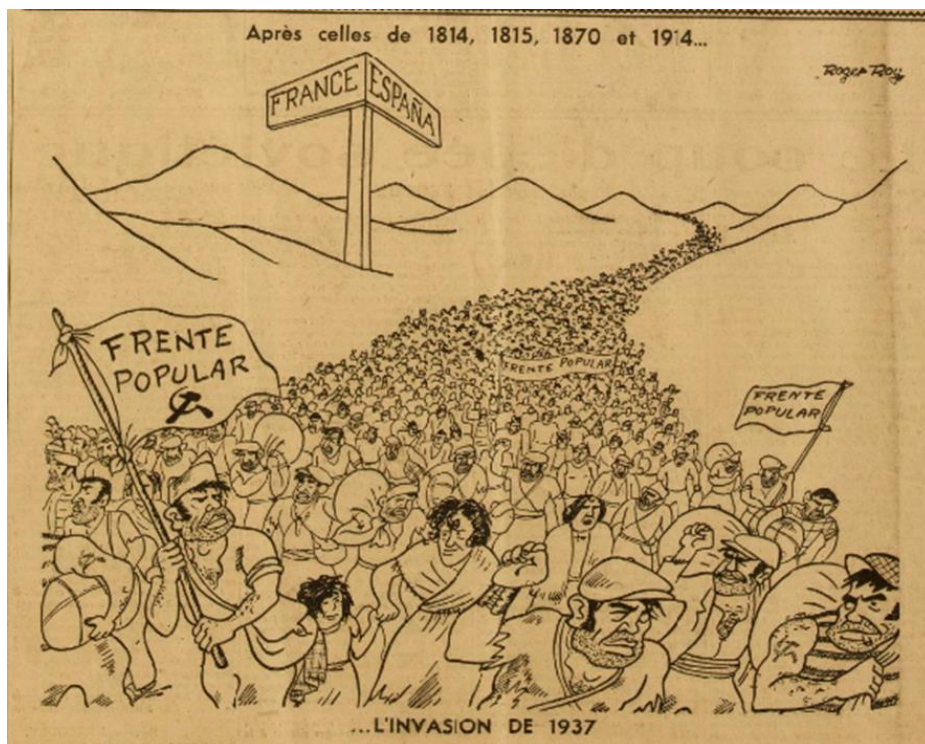
⁸⁶¹ René Richard, « L'armée espagnole a vaincu les milices soviétiques », *Je suis partout*, 21 novembre 1936.

⁸⁶² Pierre Veber, « Les 4 jeudis. Fermeture », *Candide*, 25 février 1936.

⁸⁶³ *Ibid.*

⁸⁶⁴ Roger Roy, « Après celles de 1814, 1815, 1870 et 1914... l'invasion de 1937 », *Gringoire*, 19 septembre 1937.

dans l'histoire contemporaine. Il est à noter que l'ensemble des réfugiés est représenté comme des brutes et délinquants stéréotypés :



En 1937, il y aussi quelques mentions des évacuations d'enfants à l'étranger. Ainsi, Marcel Dutrey, dans un reportage consacré à la prise du Pays Basque par l'armée franquiste, commente le témoignage d'une mère dont sa fille a été évacuée en Russie :

-On m'a pris mes enfants par surprise en me disant : « Tous les membres non combattants d'une même famille seront embarqués ensemble ! » Mais on fit embarquer les enfants les premiers. Et quand vint le tour des mères, on nous déclara qu'il n'y avait plus de place. Nous les rendra-t-on jamais, nos petits ? Ceux qui sont en France ou en Angleterre, sans doute. Mais les autres, ceux qu'on a conduits en Russie ou au Mexique? Ma petite, elle, se trouve, paraît-il, à Leningrad. Son groupe avait pour gardienne une milicienne aux mœurs libres. Je suis une honnête femme, moi, je ne voudrais pas qu'on apprenne à ma petite des vilaines choses...⁸⁶⁵

Depuis la fin 1936, quelques enfants républicains ont été évacués à l'étranger, premièrement en Belgique et depuis janvier 1937, en France, mais aussi vers d'autres pays comme la Grande-Bretagne, le Mexique ou l'URSS. La grande majorité des évacuations a été organisée par pétition des parents, qui adressaient une demande aux autorités républicaines⁸⁶⁶, donc l'image transmise par Dutrey ne correspond pas à la réalité. En outre, à partir du printemps 1937, le gouvernement républicain favorise

⁸⁶⁵ Marcel Dutrey, « Pendant que les gudaris se rendent... », *Gringoire*, 9 juillet 1937.

⁸⁶⁶ Célia Keren, *op. cit.*, p. 138-139.

l'évacuation de colonies d'enfants sous la tutelle d'enseignants espagnols⁸⁶⁷. Dans le reportage, l'enseignante qui accompagne ces enfants partis en bateau est aussitôt identifiée à une prostituée, en suivant l'habituelle logique de diffamation et ridiculisation des femmes de gauche habituelle sous la plume des journalistes français d'extrême droite. Plus grave encore était une brève de *Gringoire* publiée quelques mois avant, en avril, où l'hebdomadaire rapportait une information de Marcel Dutrey, à nouveau, qui affirmait que deux enfants soldats républicains avaient été tués accidentellement par les rebelles. Cette situation tragique (utilisée, bien entendu, pour délégitimer, à nouveau, l'armée républicaine), inspire au journaliste la réflexion suivante: « Mais, pour ces deux pauvres petits, la mort n'était-elle pas préférable au sort de tant d'autres enfants de familles bourgeoises qui, une fois leurs parents exécutés, sont expédiés par bateaux entiers en Russie ?⁸⁶⁸ »

Un an après, en février 1938, encore bien avant l'exode massif de 1939, Lucien Rebatet (1903-1972), antisémite, profasciste et une des figures principales de *Je suis partout* dénonce de manière très violente dans ce journal l'arrivée d'Espagnols révolutionnaires en France. L'article, appartenant à la série « Les émigrés politiques de France », porte le significatif sous-titre de « L'écume d'une guerre civile⁸⁶⁹ ». Rebatet reconnaît que parmi les réfugiés espagnols arrivés en France depuis 1936, plusieurs sont déjà rentrés en Espagne, mais, parmi eux, « les rouges furent en proportion insignifiante⁸⁷⁰ ». Rebatet s'attaque aussi à ces exilés, qui d'après lui restent en France sans rien faire, et il les traite d'hypocrites : « Puisque les tranchées de l'antifascisme sont devant Madrid, pourquoi des centaines de gaillards frais et dispos boivent-ils chaque soir le manzanilla dans les restaurants espagnols du IXe arrondissement, qui sont devenus autant de quartiers généraux des réfugiés ?⁸⁷¹ ». Ensuite, le journaliste se réjouit à décrire la commodité des exilés espagnols qui habitent en France, qui n'ont pas besoin de travailler :

On comprend que, dans ces conditions, les réfugiés espagnols : universitaires, médecins, journalistes, ouvriers, ne se soucient guère d'envahir à la façon des Juifs les

⁸⁶⁷ *Ibid.*, p. 139.

⁸⁶⁸ « Répétez-le : Deux petits cadavres », *Gringoire*, 2 avril 1937. D'après la brève, l'information procède du témoignage de Marcel Dutrey, mais elle n'est pas signée.

⁸⁶⁹ Lucien Rebatet, « Les émigrés politiques en France. Les Espagnols rouges », *Je suis partout*, 25 février 1938. La tendance raciste et xénophobe de *Je suis partout* venait de loin, depuis son tournant idéologique de 1932 (Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944...*, *op. cit.*, p. 81-82).

⁸⁷⁰ Lucien Rebatet, « Les émigrés politiques en France. Les Espagnols rouges », *Je suis partout*, 25 février 1938.

⁸⁷¹ *Ibid.*

professions et les métiers français. Presque tous vivent fort bien, sans posséder aucun emploi défini. Dans les villages du Sud-Ouest, le Secours rouge alimente cette population, les centres d'hébergement font le reste. La lie de l'Espagne rouge [...] peut consacrer tous ses loisirs à la révolution⁸⁷².

Outre l'antisémitisme qui se dégage de cet extrait, Rebatet identifie clairement les réfugiés républicains au danger révolutionnaire pour la France. Mais aussi, avec son affirmation qu'ils vivent sans travailler, Rebatet reprend les mêmes logiques de délégitimation qu'utilisent beaucoup d'autres journalistes de droite : la dénonciation de l'hypocrisie des chefs des organisations ouvrières et des militants de gauche qui en réalité ne travaillent pas, mais qui disent agir au nom des travailleurs.

En avril 1938 Raymond Recouly réclame âprement dans *Gringoire* la fermeture de la frontière française pour les réfugiés espagnols. Depuis février 1938, il y a une nouvelle vague de réfugiés vers la France, après la défaite républicaine de Teruel, à la suite de laquelle autour de 7000 personnes, dont une partie de l'armée républicaine, entrent dans la région des Hautes Pyrénées. La frontière française avait été fermée en janvier par le gouvernement français, et rouverte le 13 mars avec l'éphémère retour au pouvoir de Léon Blum. La chute définitive d'Aragon en mars 1938 accélère la vague migratoire, et en avril, 25000 réfugiés espagnols avaient traversé la frontière⁸⁷³. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'article de Recouly. Le ton du journaliste est aussi extrêmement violent : « Durant les journées, les semaines qui vont suivre, si des mesures rigoureuses ne sont pas prises immédiatement, notre pays va être envahi, submergé par des hordes de réfugiés espagnols, dont l'entretien, le transport nous coûteront des sommes énormes⁸⁷⁴ ». Pour Recouly, les réfugiés sont donc des envahisseurs, comme démontre l'usage du terme « horde »⁸⁷⁵. En fait, l'emploi d'un vocabulaire apocalyptique et catastrophiste pour se référer aux réfugiés espagnols est fréquent dans la presse française

⁸⁷² *Ibid.*

⁸⁷³ Jean-François Berdah, « The Devil in France. The Tragedy of Spanish Republicans and French policy after the Civil War (1936-1945) », in Gudmundur Halfdanarson (dir.), *Discrimination and tolerance in historical perspective*, Alcalá, Universidad de Alcalá, 2008, p. 307-309, disponible en ligne: https://hal.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/374318/filename/The_Devil_in_France-Transversal_Vol.3.pdf.

⁸⁷⁴ Raymond Recouly, « Fermons la frontière d'Espagne ! », *Gringoire*, 8 avril 1938.

⁸⁷⁵ La première entrée de « horde » dans le dictionnaire Larousse est : « Troupe sauvage causant des dommages par sa violence », ce qu'on peut identifier difficilement avec l'arrivée de réfugiés à travers la frontière française.

de toutes les tendances politiques, notamment par rapport à la *Retirada* de 1939⁸⁷⁶, mais, aussi précédemment. Et Recouly continue :

Devant l'inondation qui se prépare, la France a le devoir de fermer hermétiquement sa frontière. L'humanité, le droit d'asile n'ont rien à faire en tout cela, contrairement à ce qu'on essaie de persuader aux nigauds⁸⁷⁷.

Recouly explique plus en détail les raisons de son inquiétude. D'après lui, si ceux qui rentrent en Espagne sont des miliciens, le gouvernement français leur permettra ensuite de rentrer en zone républicaine pour continuer à lutter dans la guerre, ce qui serait une violation de la non-intervention. Mais, s'il s'agit de civils, ils n'auraient aucune raison de fuir l'Espagne, puisque « l'immense majorité d'entre eux ne demandent qu'à rester dans leurs villages, en attendant, sans inquiétude, tout au contraire, l'arrivée des troupes nationales, qui jamais, au demeurant, n'ont fait le moindre mal aux populations⁸⁷⁸ ». Cette migration de civils s'explique seulement, selon Recouly, par les sinistres manœuvres des autorités républicaines : « Ce sont les autorités, les troupes rouges, qui obligent les non-combattants à évacuer leurs demeures, à s'enfuir pêle-mêle avec l'armée en déroute, au prix des plus terribles souffrances⁸⁷⁹ ». Cet argument sera employé à plusieurs reprises par les auteurs français d'extrême droite, ce qui conduit finalement à la négation de la réalité de l'exil, puisque, selon cette théorie, il n'y a pas de réfugiés, seulement des miliciens « rouges » et des civils qui sont forcés à suivre l'armée en déroute⁸⁸⁰. Il y aurait, donc, parmi les réfugiés, des coupables et des victimes. Mais Recouly n'a pas aucun problème à généraliser quand il prévient « des dégâts moraux que risque de nous causer cette invasion des réfugiés espagnols », qu'il qualifie de « lie de l'Espagne rouge », « pègre de Barcelone », et « bande d'envahisseurs, faméliques, les dents longues et l'estomac creux⁸⁸¹ ».

Une semaine après, Ferri-Pisani décrit, aussi dans *Gringoire*, l'arrivée d'un groupe de réfugiés en France. Dans sa description, il y a un mélange de différents arguments pour mépriser les Espagnols qui voulaient traverser la frontière. Le journaliste

⁸⁷⁶ Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 354-355. « Invasion » ou « exode » étaient parmi les termes plus utilisés, étant ce dernier aussi employé par plusieurs historiens.

⁸⁷⁷ Raymond Recouly, « Fermons la frontière d'Espagne ! », *Gringoire*, 8 avril 1938.

⁸⁷⁸ *Ibid.*

⁸⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁸⁰ Par exemple, Marcel Dutrey signale que, lors de la prise du Pays Basque par les franquistes, « les Rouges-séparatistes ont obligé la population à les suivre dans leur retraite » (« Le chemin de Bilbao », *Gringoire*, 25 juin 1937.

⁸⁸¹ Raymond Recouly, « Fermons la frontière de l'Espagne ! », *Gringoire*, 8 avril 1938.

nie l'existence d'un danger réel pour la population civile en zone républicaine, et attribue la peur envers les armées franquistes à la propagande du gouvernement. D'après son récit, les réfugiés qui traversent la frontière ont peur de quelques soldats français du Maroc, ce qui a une explication claire : « C'est qu'ils les connaissent déjà, ces cavaliers d'Afrique, pour les avoir vus dans les gravures de propagande par lesquelles Madrid, Valence et Barcelone s'efforcent d'inculquer aux masses naïves la terreur et la haine de Franco⁸⁸² ». La dénonciation de la propagande est un recours largement exploité. Cette propagande contre les troupes marocaines dans les affiches républicaines avait vraiment existé⁸⁸³, mais il est indéniable que les *regulares* avaient participé de manière brutale à la répression dans les zones prises par l'armée franquiste. Ferri-Pisani, toutefois, est conscient du caractère dramatique de la situation de quelques réfugiés : « Évidemment, à voir passer la lamentable colonne de ces *campesinos* [paysans] dépenaillés et de ces femmes avec des enfants sur les bras, on est saisi par la pitié et l'on ne raisonne plus⁸⁸⁴ ». Cependant, Ferri-Pisani n'hésite pas à insinuer que beaucoup des réfugiés sont des criminels révolutionnaires. Ainsi, en décrivant un groupe de femmes, le journaliste ajoute : « Combien de ces voix qui, ici, se font plaintives, ont encouragé un bandit de père, de mari ou de fils à commettre un ou plusieurs de ces sept-cent-vingt-deux assassinats qui ensanglantèrent Barbastro ?⁸⁸⁵ »

La chute de Barcelone et l'exode massif de janvier-février 1939

Les événements s'aggravent avec la chute de Barcelone le 26 janvier 1939, après laquelle près de demi-million de personnes arrivent en France. Initialement, la frontière était fermée, mais la France l'ouvre pour les civils la nuit du 27 au 28 janvier. Elle n'est ouverte pour les militaires que le 5 février, et elle sera fermée officiellement à partir du 9 du même mois (le 13 en pratique)⁸⁸⁶. Le contexte de cette arrivée massive de réfugiés a été particulièrement dur, à cause du climat de xénophobie existant en France⁸⁸⁷. Les républicains espagnols, et notamment les combattants, étaient vus comme des révolutionnaires dangereux et des « indésirables », suivant l'expression utilisée pour se

⁸⁸² Ferri-Pisani, « Avec les Espagnols de l'armée en déroute », *Gringoire*, 15 avril 1938.

⁸⁸³ Dans les affiches républicaines contre les troupes nordafricaines ces soldats étaient représentés, non sans des connotations racistes, avec des attributs simiesques, déshumanisés (Álvaro López Fernández, *op. cit.*, p. 180).

⁸⁸⁴ Ferri-Pisani, « Avec les Espagnols de l'armée en déroute », *Gringoire*, 15 avril 1938.

⁸⁸⁵ *Ibid.* La violence révolutionnaire et anticléricale avait été particulièrement dure à Barbastro, où l'évêque et 105 prêtres ont été assassinés (Paul Preston, *Une guerre d'extermination...*, *op. cit.*, p. 357).

⁸⁸⁶ Célia Keren, *op. cit.*, p. 141.

⁸⁸⁷ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 369.

référer à quelques groupes d'immigrants par le ministre de l'Intérieur français Albert Sarraut dans une circulaire d'avril 1938⁸⁸⁸. Dans la presse, on trouve parfois une différenciation entre les civils, présentés comme des victimes et les miliciens, vus comme une menace dangereuse⁸⁸⁹, mais les généralisations sont aussi habituelles. Concernant la question des réfugiés, les trois hebdomadaires de droite se livrent à une tâche de diffamation et déshumanisation pour mieux alarmer sur le danger que cet accueil suppose pour la France.

Henri Béraud ne se montre pas particulièrement compréhensif dans son article pour *Gringoire* du 9 février 1939, où il affirme que « les Espagnols de l'armée en déroute amen[e]nt dans notre maison leurs gales, leurs typhus, leurs poux, leurs disputes, leurs haines, leurs doctrines et leurs explosifs [...] »⁸⁹⁰. Pour Béraud, en somme, les Espagnols sont seulement des porteurs de maladies, des révolutionnaires dangereux ou les deux choses à la fois. Parmi ces réfugiés, d'après Béraud, il y a :

[u]n grand nombre d'innocents, bien sûr. Mais autant et peut-être davantage de bandits⁸⁹¹.

Béraud considère les réfugiés comme « un fleuve sans visage et sans nom », en affirmant que « les victimes allaient pas au pas avec les bourreaux »⁸⁹². Le journaliste trouve une des explications de cette migration massive dans la crédulité du peuple espagnol, qui avait cru toute la propagande antifranquiste : on revient ici au topique de l'Espagne arriérée, où le peuple, ignorant, est facilement trompé par les gouvernants. Mais, d'après Béraud, ces réfugiés fuyaient aussi la « terreur rouge », donc la responsabilité tombe de manière double sur les Républicains :

Vieillards, femmes, gosses, ils ont fui. Que fuyaient-ils ? Peut-être l'armée victorieuse, dont on leur faisait grand peur. Il faut connaître la campagne espagnole, ses terreurs, sa crédulité, son ignorance médiévale, pour comprendre l'effroi de ces pauvres gens. On leur a dit que les Maures étaient anthropophages et plus d'un le croyait. Mais plus encore craignaient-ils les Rouges, le sanglant délire des « anars » et des bolcheviks assiégés, pris au piège, les massacres dans les prisons, la chasse à la mitrailleuse, les feux de peloton dans la lueur des incendies, les bûchers au pétrole, les camions d'enterrés vivants -comme à Santander, comme à Grenade, comme à Tortosa...⁸⁹³

⁸⁸⁸ Célia Keren, *op. cit.*, 141.

⁸⁸⁹ Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle...*, *op. cit.*, p. 267.

⁸⁹⁰ Henri Béraud, « Donnez-leur tout de même à boire », *Gringoire*, 9 février 1939.

⁸⁹¹ *Ibid.*

⁸⁹² *Ibid.*

⁸⁹³ *Ibid.*

La France, selon Béraud, n'est pas prête pour accueillir tous ces réfugiés, donc il faudrait rapatrier ces migrants en Espagne, ce qui, d'après lui, ne poserait aucun problème :

On nous dit que l'Espagne nationale tend les bras à tous ses enfants perdus. Si, selon toute justice, le général Franco se réserve de châtier après jugement les bourreaux de son peuple, il ouvre à tous les autres les portes de la Patrie⁸⁹⁴.

Cet argument est aussi un leitmotiv dans le traitement de la question des réfugiés espagnols par les intellectuels français d'extrême droite. Comme nous avons mentionné précédemment, les autorités franquistes approuvent en février 1939 la loi de responsabilités politiques, qui condamne l'appartenance à des partis et syndicats de gauche de manière rétroactive, en éliminant ainsi toute possibilité de réconciliation. Par conséquent, les personnes ayant appartenu à quelque organisation de gauche ne peuvent pas recommencer leur vie en Espagne franquiste, puisqu'ils courent le risque de subir des représailles. Dans son argumentation, Béraud ne tient pas compte de cet aspect.

Le même jour, *Gringoire* opte par la généralisation absolue des réfugiés en publiant plusieurs brèves sur le sujet regroupés sous le titre « La lie de l'anarchie mondiale est en France », où on affirme que « la frontière française était largement ouverte à toute l'armée rouge qui, pendant trois jours, en formation militaire, est rentrée sur notre sol avec armes et bagages, canons et chars d'assaut, sans oublier, bien entendu, le fruit précieux de ses pillages à travers les provinces traversées pendant la retraite⁸⁹⁵ », ce qui n'est qu'un mensonge. En fait, la frontière était fortement surveillée, avec 30000 effectifs pour contrôler l'entrée des réfugiés dans les régions pyrénéennes⁸⁹⁶, et les autorités françaises ont considéré tous les hommes d'âge mûr, même les non-combattants, comme des militaires et ils ont été internés dans les camps de concentration (terme officiel, dépourvu en 1939 de la connotation qu'il a aujourd'hui)⁸⁹⁷. Cette entrée en France, bien peu glorieuse, n'est pas celle en formation militaire et en attitude de guerre décrite par *Gringoire*. En outre, pour *Gringoire*, les « couards qui se réfugient en France » sont « les individus qui ont laissé commettre, quand ils ne les ont pas directement ordonnés, cinq cent mille assassinats⁸⁹⁸ ». Et, pour exprimer que les non coupables n'ont

⁸⁹⁴ *Ibid.*

⁸⁹⁵ « La lie de l'anarchie mondiale est en France », *Gringoire*, 9 février 1939.

⁸⁹⁶ Florence Guilhem, *L'obsession du retour. Les républicains espagnols 1939-1945*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2005, p. 11, disponible en ligne : <https://books.openedition.org/pumi/10599>.

⁸⁹⁷ Célia Keren, *op. cit.*, p. 142.

⁸⁹⁸ « La lie de l'anarchie mondiale est en France », *Gringoire*, 9 février 1939.

pas aucun risque s'ils retournent en Espagne, on recourt à l'hypocrisie en affirmant que Franco « n'a exercé aucunes représailles dans les nombreuses provinces que, depuis lors [juillet 1936], il a conquises⁸⁹⁹ ».

Pendant les semaines suivantes, toutes les plumes importantes de *Gringoire* rédigent des articles très alarmistes, en employant toujours les mêmes arguments. André Tardieu voit dans l'arrivée de réfugiés une manœuvre de Negrín, « qui y voyait un moyen, en affolant la France, de provoquer des incidents et une intervention de la dernière heure⁹⁰⁰ ». Parmi ces réfugiés, il y aurait « nombre de voleurs et d'assassins, qui venaient de tuer onze évêques, des milliers de prêtres et de nonnes [...]»⁹⁰¹ ». Ces opinions sont partagées par Raymond Recouly, qui affirme que « M. Negrín [...] a conseillé, sinon imposé le lamentable exode des populations civiles, avec l'unique intention de mêler les fuyards innocents au flot des miliciens, des voleurs et des assassins, créant, entre l'Espagne et nous, une situation très dangereuse et quasi-inextricable⁹⁰² ». René Richard, dans *Je suis partout*, trouve aussi que l'arrivée massive de réfugiés est responsabilité du gouvernement républicain : « Le crime de la République espagnole, ce n'est pas d'être vaincue : c'est cette trahison des chefs, cette immonde cruauté envers le peuple que l'on oblige à fuir devant ceux qui lui apportent le pain et la paix, et que l'on attire dans ce traquenard de la frontière où, par centaines, par la faute d'Azaña et de Negrín, des enfants sont morts de froid et de faim⁹⁰³ », affirme-t-il, qui n'hésite pas à conclure avec une formule biblique : « Que le sang des innocents tombe sur leur tête !⁹⁰⁴ »

Pierre Héricourt, dans son bilan particulier de la guerre civile, *Pourquoi Franco a vaincu* trouve, dans un passage particulièrement inhumain consacré aux réfugiés, que la fuite de l'armée républicaine a été très peu honorable :

Cette nuit du 5 au 6 février 1939 restera dans l'histoire comme le souvenir de la plus odieuse et la plus lâche débâcle. Jamais des êtres humains ne s'étaient déshonorés aussi vite, aussi complètement. L'approche du drapeau rouge et or des armées de Franco avait semé l'épouvante du jugement dernier⁹⁰⁵.

⁸⁹⁹ *Ibid.*

⁹⁰⁰ André Tardieu, « Perspectives franco-espagnoles », *Gringoire*, 2 mars 1939.

⁹⁰¹ *Ibid.*

⁹⁰² Raymond Recouly, « L'agonie de l'Espagne rouge », *Gringoire*, 9 mars 1939.

⁹⁰³ René Richard, « Après la chute de Barcelone », *Je suis partout*, 3 février 1939.

⁹⁰⁴ *Ibid.*

⁹⁰⁵ Pierre Héricourt, *op. cit.*, p. 316.

Les hebdomadaires de droite publient plusieurs caricatures sur les réfugiés espagnols, en les représentant invariablement comme des assassins et des voleurs, avec des visages dégénérés et les mains tachées de sang. Les dessins sont habituellement très similaires, comme montrent ces deux exemples, « Qu’osez-vous insinuer sur ses souvenirs de famille⁹⁰⁶ » et « Et maintenant, je viens “travailler” en France⁹⁰⁷ », publiées dans *Je suis partout* et *Gringoire* respectivement :



⁹⁰⁶ « Qu’osez-vous insinuer sus ses souvenirs de famille », *Je suis partout*, 3 février 1939.

⁹⁰⁷ A.R. Charlet, « Et maintenant, je viens “travailler” en France », *Gringoire*, 26 janvier 1939.

Parmi les articles sur les réfugiés, il est surprenant de trouver quelques -rarissimes- portraits plus dignes et réalistes de la situation à la frontière. Au milieu de la *Retirada*, Jean Bouchon signe un reportage dans *Candide* qui a un ton bien différent de ceux d'Henri Béraud, Tardieu ou Recouly. Bouchon fait une description plus objective des réfugiés espagnols, sans employer des termes méprisants comme les déjà mentionnés « lie », ou « écume », et sans identifier la presque totalité de réfugiés à des révolutionnaires dangereux ou des assassins. La description de Bouchon des Espagnols attendant pour entrer en France est exceptionnelle pour les journaux de droite parce qu'elle humanise les réfugiés :

La femme aux cheveux blonds collés en paquets par la pluie, mais qui remet de temps en temps du rouge sur ses lèvres pour se soutenir et retarder l'heure de l'abandon et de la faiblesse, comme les hommes fumeraient s'ils avaient encore des cigarettes. La paysanne solide qui a posé son baluchon plein de provisions, bien droit sur sa tête, afin de gagner de la place dans la cohue et d'être prête aussitôt à franchir la corde. Le milicien blessé appuyé sur une béquille, ou le bras enveloppé de pansements et soutenu par une carcasse en fil de fer, tout son barda sur le dos, ployant sous le poids, mais ne le déposant pas pour ne pas perdre une minute quand viendra l'ordre de passer. L'homme bien mis qui s'adresse poliment aux autorités, l'homme au manteau de cuir que le policier reconnaît, et de petites gens, les plus nombreux, silencieux, anonymes, cachés par la couverture qu'ils ont jetée sur leurs épaules⁹⁰⁸.

Bouchon, cependant, soutient aussi que les réfugiés ont été trompés par la propagande républicaine :

Pourquoi sont-ils partis, ces paysans et ces commerçants ? Ils sont partis pris de peur comme des moutons quand ils ont vu le flot qui traversait leur pays et ils se sont mêlés à ce flot. On leur a dit que les fascistes les tueraient. Ils l'ont cru [...] ⁹⁰⁹.

Les réfugiés espagnols n'ont pas dû seulement traverser la frontière dans des conditions pénibles, sinon qu'ils ont dû supporter des conditions d'accueil que, pendant les premières semaines, comme le signale Bennassar, ont été « absolument calamiteuses »⁹¹⁰. Cette partie de l'exil est aussi commentée par les hebdomadaires d'extrême droite, mais en moindre mesure.

L'accueil des réfugiés

Les premiers hommes considérés militaires à traverser la frontière ont été envoyés aux camps de concentration d'Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien et Barcarès, et ils ont dû

⁹⁰⁸ Jean Bouchon, « Les derniers jours de la Catalogne », *Candide*, 1 février 1939.

⁹⁰⁹ *Ibid.*

⁹¹⁰ Bartolomé Bennassar, *op. cit.*, p. 371.

travailler pour les construire eux-mêmes. Selon Célia Keren, en mars 1939 il y avait plus de 80000 personnes à Argelès et autour de 70000 au camp de Barcarès⁹¹¹. Ces camps étaient situés directement sur le sable de la plage et entourés de barbelés, et les conditions de vie étaient pénibles, même s'il y a eu une amélioration progressive. Avec le temps, les autorités françaises établissent tout un réseau de camps de réfugiés⁹¹².

Or, dans la presse parisienne, la guerre civile et le sort des réfugiés espagnols en France passent en mars à un arrière-plan⁹¹³. Les événements en Europe centrale et l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie occupent les Unes des journaux. C'est pourquoi dans les hebdomadaires d'extrême droite il y a relativement peu de nouvelles sur les camps de réfugiés, et celles-ci sont uniquement des brèves non-signées. En fait, depuis février, *Candide* et *Gringoire* publient de nombreuses brèves sur des crimes et exactions commis par les réfugiés espagnols en France. Il est à noter que cela n'est pas exclusif de ces hebdomadaires ni seulement de 1939, puisque depuis 1936, une partie de la presse faisait allusion aux assassinats, incendies, vols et crimes divers dont les Espagnols en France seraient responsables⁹¹⁴. Les réfugiés, que *Gringoire* appelle à plusieurs reprises « déserteurs », sont identifiés dans l'ensemble avec des voleurs et des assassins. Concernant les camps de concentration, on reconnaît les pénibles conditions de vie, mais on attribue la responsabilité aux réfugiés eux-mêmes. Ainsi, *Candide* signale qu'à Argelès « [l]es Espagnols ont fait savoir qu'ils étaient des hommes libres et qu'ils ne participeraient pas à cette construction [de baraquements pour le camp]⁹¹⁵ ». Dans *Gringoire*, on s'écrit qu'à Argelès, 85000 « déserteurs » sont gardés par 500 soldats, « ce qui est dérisoire⁹¹⁶ » et on montre une grande inquiétude parce que « la saison touristique, qui commence normalement à Pâques, est définitivement gâchée⁹¹⁷ ». Il n'a pas de problème irrésoluble, comme le montre cette brève de *Gringoire*, publiée quelques semaines plus tard :

Toute la côte des Pyrénées-Orientales recevait, chaque année, pendant les fêtes de Pâques, des milliers de touristes dont la venue était une source de profits importants pour les commerçants. Cette année, les touristes ne sont pas venus. Ils ont opté pour la

⁹¹¹ Célia Keren, *op. cit.*, p. 142

⁹¹² *Ibid.*, p. 371-374.

⁹¹³ La presse régionale des zones les plus concernées par l'arrivée de réfugiés traite cet aspect plus en détail, mais cela échappe aux limites de ce travail.

⁹¹⁴ Emmanuelle Salgas, « L'opinion publique et les représentations des réfugiés espagnols dans les Pyrénées Orientales (janvier-septembre 1939) », in Jean Sagnes et Sylvie Caucanas (dir.), *op. cit.*, p. 191.

⁹¹⁵ « À l'ombre des "héros" en fuite », *Candide*, 8 mars 1939.

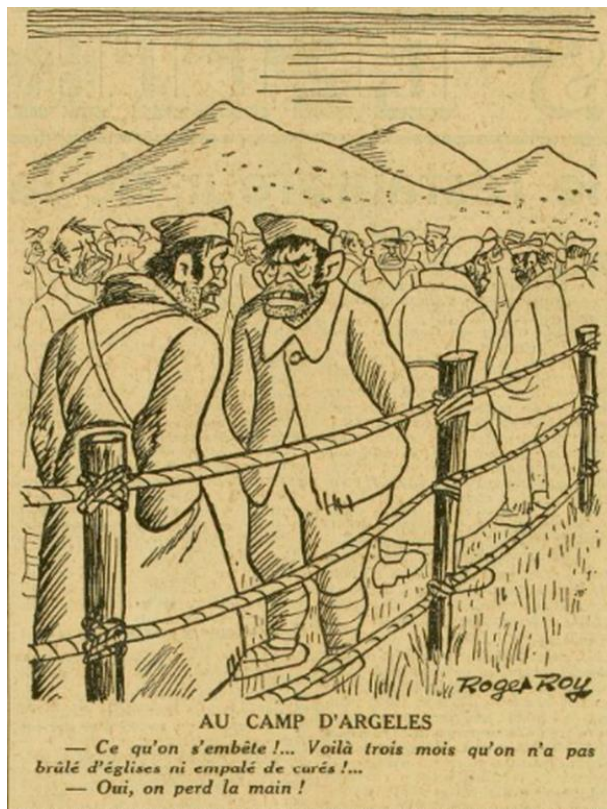
⁹¹⁶ « Répétez-le », *Gringoire*, 9 mars 1939.

⁹¹⁷ *Ibid.*

côte basque à qui l'invasion rouge fut épargnée et à laquelle le voisinage des troupes de Franco pendant toute la guerre civile a valu de conserver l'ordre et la paix⁹¹⁸.

Gringoire s'inquiète aussi parce que, dans les camps, il y a beaucoup de population improductive qui, en plus, doit être surveillée. Dans un contexte international tendu, avec la menace de guerre pesant sur l'horizon, *Gringoire* se demande si les réfugiés espagnols ne pourraient pas constituer une utile main d'œuvre forcée sous contrôle militaire: « Pourquoi, bien encadrés par quelques sections de Sénégalais, ne pas les utiliser à des travaux de protection immédiate dans certaines régions, à l'aménagement de routes stratégiques, à l'établissement de casemates contre les bombardements aériens ?⁹¹⁹ »

En outre, la situation dans les camps de réfugiés est aussi source de caricatures pour *Gringoire*. Ainsi, Roger Roy emploie tous les topiques sur les « rouges » dans la caricature « Au camp d'Argelès⁹²⁰ », qui constitue un des meilleurs exemples des déshumanisation des réfugiés espagnols, publiée le 6 avril 1939, deux mois après la *Retirada*, et avec la guerre déjà finie.



⁹¹⁸ « Répétez-le », *Gringoire*, 6 avril 1939.

⁹¹⁹ « Répétez-le », *Gringoire*, 23 mars 1939.

⁹²⁰ Roger Roy, « Au camp d'Argelès », *Gringoire*, 6 avril 1939. Cité par Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *L'Espagne éternelle*, op. cit., p. 269.

Mais, pour les journalistes français de droite, la solution au problème était claire : le rapatriement des réfugiés en Espagne. À ce propos se prononce P.-L. Mesnil dans *Je suis partout*, avec un article au titre expressif : « Les Rouges exploitent notre pitié en repoussant chez nous les malheureux qu'ils ont affamés ». Selon Mesnil la meilleure possibilité pour toutes les parties serait de renvoyer les réfugiés en Espagne :

On a le droit d'être ému devant ces pitoyables misères. Mais on a le droit aussi de se poser d'autres questions :

1°. Est-il admissible de conserver, sous le fallacieux prétexte de camp de concentration, des révolutionnaires valides ? De laisser passer les déserteurs qui « déjouent » la surveillance ?

2°. Ne doit-on pas s'émouvoir à l'idée que des réfugiés, en très mauvais état physique, peuvent contaminer les Français ?

Et surtout ne faut-il pas dire ceci :

C'est par un mensonge évident que les rouges ont persuadé à de pauvres gens qu'ils devaient fuir. Nous devons tout mettre en œuvre pour leur dire la vérité et pour négocier leur retour chez Franco. S'imagine-t-on que les nationalistes mangent les petits enfants tout crus ?

IL FAUT RENVOYER EN ESPAGNE NATIONALE LES FEMMES ET LES ENFANTS, QUI N'ONT RIEN À CRAINDRE.

Tel est notre véritable devoir de charté et d'humanité envers nos compatriotes et **ENVERS LES REFUGIÉS**⁹²¹.

Mesnil trouve ici le même double risque qu'avait évoqué Henri Béraud : plusieurs réfugiés ne sont pas seulement des miliciens révolutionnaires, sinon qu'ils sont porteurs de maladies et possible source de contagion. Le journaliste emploie aussi un autre des arguments répétés jusqu'à l'infini par les auteurs français d'extrême droite : les réfugiés innocents ont été trompés par la propagande républicaine, et ils peuvent rentrer tranquillement en Espagne, puisqu'ils ne subiront pas des représailles du gouvernement franquiste.

Mais, il y aurait des problèmes pour le rapatriement. Ainsi, *Candide* affirme que « [l]es Espagnols qui déclaraient vouloir regagner l'Espagne nationale ne pouvaient compter sur aucune bonne volonté⁹²² », et, d'après *Gringoire*, « [m]algré la reconnaissance officielle du gouvernement Franco par la République française, les réfugiés qui se réclament de Burgos continuent à être soumis à des vexations qui ne connaissent pas les réfugiés rouges⁹²³ ». En réalité, il y avait des problèmes pour le rapatriement des réfugiés,

⁹²¹ P.-L. Mesnil, « Les Rouges exploitent notre pitié en repoussant chez nous les malheureux qu'ils ont affamés », *Je suis partout*, 3 février 1939. En majuscule dans l'original.

⁹²² « À L'ombre des "héros" en fuite », *Candide*, 8 mars 1939.

⁹²³ « Répétez-le », *Gringoire*, 6 avril 1939.

mais il ne s'agit pas de ceux évoqués par les hebdomadaires de droite. L'entrée d'une partie importante de l'armée républicaine au début février en France avait eu lieu en même temps que le voyage en Espagne de Léon Bérard, envoyé du gouvernement français pour négocier une reconnaissance officielle du gouvernement franquiste⁹²⁴. Cependant, les accords Bérard-Jordana du 25 février ne règlent pas la question du retour des réfugiés, et les autorités franquistes acceptent seulement le rapatriement de 50000 réfugiés si la France effectue le paiement au gouvernement de Burgos de l'or de la Banque d'Espagne que la République espagnole avait déposé en France. En somme, le gouvernement français ne peut pas compter avec les autorités franquistes pour accélérer le rapatriement⁹²⁵. Et, en outre, malgré les incitations de plus en plus pressantes des autorités françaises aux réfugiés pour revenir en Espagne, avec des campagnes d'affichage, menaces de réquisitions ou l'insistance sur le fait que les Espagnols devraient être incorporés dans la Légion étrangère ou dans des formations de travailleurs, beaucoup de réfugiés décident de ne pas rentrer en Espagne à cause des nouvelles lois répressives de Franco, notamment la déjà mentionnée Loi des responsabilités politiques et de la répression du communisme, du 9 février 1939⁹²⁶.

La représentation des réfugiés suit donc un modèle clair : Quelques-uns parmi eux sont présentés comme des victimes, à cause de leur misère et des terribles conditions de voyage, sous le froid et la pluie. Cependant, on assure qu'ils n'ont rien à craindre en Espagne franquiste, et qu'ils ont fui à cause de la propagande républicaine. Par conséquent, les réfugiés pourraient être rapatriés en Espagne sans problème. Mais, cachés parmi ces réfugiés innocents, il y aurait aussi un grand nombre de révolutionnaires violents et dangereux, dégénérés coupables de la « terreur rouge », ce qui constitue un grand danger pour la France. En outre, plusieurs auteurs font des généralisations et portent un regard extrêmement xénophobe envers les réfugiés. En tout cas, tous les auteurs français d'extrême droite s'accordent sur le fait que le gouvernement français commet une grave erreur en accueillant les réfugiés. Ainsi l'expriment Robert Brasillach et Maurice Bardèche dans *l'Histoire de la guerre d'Espagne*. Ils considèrent quand même que la France a accompli un devoir humanitaire dont elle ne doit pas avoir honte, ce qui

⁹²⁴ Jean-François Berdah, « The Devil in France... », *op. cit.*, p. 311.

⁹²⁵ Florence Guilhem, *op. cit.*, p. 16.

⁹²⁶ *Ibid.*, p. 16-21.

est une prise de position exceptionnelle dans l'univers xénophobe de l'extrême droite française :

Il est certain que beaucoup d'inconvénients auraient été évités si la frontière avait pu être purement et simplement fermée, et si on avait eu le courage de comprendre qu'il n'y avait aucune cruauté à laisser en Espagne des gens qui n'étaient menacés, pour la plupart, que par une terreur imaginaire. Certes, le gouvernement français eut des excuses : l'humanité, les traditions charitables de la France, les fables nées d'une sorte d'hystérie populaire, les spectacles poignants de la déroute, légitimaient d'une certaine manière cette faute généreuse. La France est *la seule* à l'avoir commise, il ne faut l'oublier, et elle n'a rien, en un sens, dont on doive rougir. Seulement la générosité n'interdit pas la réflexion⁹²⁷.

Comme le signale Pierre-Frédéric Charpentier à propos des intellectuels français d'extrême droite, beaucoup parmi ceux qui ont justifié depuis 1936 une guerre sainte pour défendre la religion catholique oublient rapidement les fondements élémentaires de la charité chrétienne⁹²⁸. Mais aussi, *Candide* semble avoir oublié aussi un appel que l'hebdomadaire lui-même avait fait en août 1936, « *Candide et l'Espagne qui souffre* », pour faire un don de matériel médical « reparti exactement par moitié : moitié à la Croix-Rouge gouvernementale, moitié à la Croix-Rouge des insurgés », parce que « [l]a pitié n'a pas d'opinion politique⁹²⁹ ». Et l'appel continuait : « Et *Candide* ne sera que trop heureux si cette initiative doit être suivie par d'autres Français, qui auront choisi la pitié de préférence à la haine⁹³⁰ ». En 1939, *Candide*, de la même manière que *Gringoire et Je suis partout*, choisit la haine.

⁹²⁷ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 415.

⁹²⁸ Pierre-Frédéric Charpentier, *op. cit.*, p. 561.

⁹²⁹ « "Candide" et l'Espagne qui souffre », *Candide*, 13 août 1936.

⁹³⁰ *Ibid.*

Conclusion

À partir de la fin février 1939, quand la guerre espagnole est en train de finir, tous les regards français sont déjà posés vers les événements en Europe, à l'attente d'une guerre internationale qui semble très proche. Dans les hebdomadaires de droite, avec l'exception de *Je suis partout*, l'information sur l'Espagne s'était progressivement réduite depuis la grande vague de réfugiés de la fin janvier et début février. Cela n'empêche toutefois que plusieurs auteurs célèbrent avec enthousiasme la victoire de l'armée franquiste. Par exemple, le 24 février 1939, Jean d'Elbée, collaborateur de *Je suis partout*, décrit à la perfection, mais de manière involontaire, la nature de la guerre civile qui finissait déjà. Le journaliste visite Séville, et il est émerveillé devant la beauté de la ville et l'ordre qu'y règne, ce qui le fait rappeler un poème :

Dans son poème sur les villes d'Espagne, Manuel Machado les caractérise chacune par une épithète choisie, mais quand il arrive à Séville... « Sevilla... », il s'arrête, hésite, et ajoute seulement « y Sevilla ». Oui, Machado a raison, sa beauté passe les mots, et en la retrouvant ainsi, intacte, on pense, avec un frémissement fait de peur rétrospective et de reconnaissance, au coup d'audace de Queipo de Llano, le conquistador de Séville [...]⁹³¹.

Le frère de Manuel Machado, Antonio, poète aussi, venait de mourir à Collioure, en France, sur la route de l'exil, deux jours avant la publication de l'article cité. Très probablement, Jean d'Elbée ne connaissait pas la nouvelle de la mort d'Antonio Machado au moment de rédiger son reportage pour *Je suis partout*. Mais, en tout cas, cette casualité montre la division entre Espagnols qui avait été cause et conséquence de la guerre. En même temps, en France, le discours des auteurs d'extrême droite sur la guerre d'Espagne n'avait fait qu'exalter cette division. Pendant toute la guerre, les articles, reportages et récits de voyage sur l'Espagne se construisent selon un argumentaire fondé sur la délégitimation et la déshumanisation de l'ennemi, et sur la justification de la guerre et sa violence.

Il est à noter que beaucoup d'intellectuels français de toutes les tendances politiques ont regardé et représenté la guerre espagnole de manière partielle, en fermant les yeux dans certains moments ou en oubliant de manière sélective les atrocités commises par le camp pour lequel ils avaient pris parti. Si cela n'est pas exclusif de l'extrême droite, on trouve cette attitude dans l'énorme majorité d'écrits sur la guerre des

⁹³¹ Jean d'Elbée, « À la veille de la victoire », *Je suis partout*, 24 février 1939.

intellectuels de cette tendance politique. Tout ce qui peut être polémique, discutable, ou nuisible pour l'image du camp rebelle est systématiquement ignoré, minimisé ou justifié, selon les circonstances, sans hésiter à employer le mensonge ou l'allusion à quelque prétendu complot, comme celui qui dénonce Robert Brasillach sur les massacres de Badajoz, d'après lui, utilisées de manière intéressée par la presse favorable à la République pour cacher la « terreur rouge » ; ou l'histoire de la destruction de Guernica par les propres basques, selon la version diffusée par les autorités franquistes et reprise de manière acritique par les auteurs français d'extrême droite.

L'image de la guerre civile transmise par les auteurs français profranquistes est incohérente et parfois contradictoire dans plusieurs aspects, mais non en ce qui concerne la déshumanisation de l'ennemi. Cette tendance est maintenue jusqu'à la fin du conflit, comme il est évident dans les réactions racistes et xénophobes des auteurs cités face à l'arrivée de réfugiés républicains en France. Cela explique aussi la manque d'appels à la réconciliation entre les deux parties de l'Espagne. On trouve un des rares exemples dans *l'Histoire de la guerre d'Espagne* de Brasillach et Bardèche, mais il est difficile de savoir si les auteurs exhortent vraiment à chercher une réconciliation ou s'il ferment les yeux devant la politique répressive des autorités franquistes :

[...] [C]'est aussi de la paix avec soi-même que l'Espagne a besoin, pour apaiser les haines, pour réconcilier les frères séparés, pour empêcher toutes luttes entre les diverses fractions des vainqueurs, et là, c'est à elle-même qu'elle doit demander les moyens et les remèdes⁹³².

Les mêmes auteurs qui justifient la guerre contre l'ennemi à tout prix se sont livrés à une tâche bien différente concernant le camp franquiste. Comme l'indique Maurizio Serra, les « esthètes armés », et on pourrait élargir cela aux intellectuels, dans les contextes de dictature, deviennent des clandestins, des persécutés ou des propagandistes⁹³³. Dans ce cas, les intellectuels français d'extrême droite sont devenus, en général, des propagandistes de Franco à l'étranger. Néanmoins, il semble que beaucoup parmi eux ont trouvé en Espagne le modèle politique qu'ils cherchaient : un pouvoir fort, sous le contrôle d'un chef autoritaire, qui regarde en même temps vers un passé glorieux et mythifié et vers les dictatures fascistes européennes. Les similitudes entre l'Espagne et la France font augmenter cette admiration : Si dans le pays voisin l'armée avait réussi à faire tomber un gouvernement démocratique de gauche, pourquoi

⁹³² *Ibid.*, p. 436

⁹³³ Maurizio Serra, *op. cit.*, p. 18.

on ne pourrait pas faire le même en France ? Pour les auteurs français d'extrême droite, la démocratie est l'ennemi qu'il fallait vaincre. Jean d'Elbée, à nouveau, admire le bon fonctionnement de l'Espagne franquiste, précisément parce qu'elle n'est pas démocratique : « Miracle du gouvernement personnel, du gouvernement qui a une tête, un cœur, une volonté, une mémoire, au lieu de cette épouvantable démocratie, monstre sans tête, dont l'idéal serait de désigner chacun par le numéro de sa charte d'électeur⁹³⁴ ».

D'après ces auteurs, la démocratie était la coupable des tous les maux de l'Espagne, mais aussi de la France. Les doutes de la France pour reconnaître officiellement le gouvernement de Franco provoquent cette inquiétante réflexion de Pierre-Antoine Cousteau :

Et il apparaît de plus en plus que le maintien de la démocratie est incompatible avec le salut de la France. Si la France n'anéantit pas la démocratie, la démocratie finira par tuer la France⁹³⁵.

Un des aspects fondamentaux des représentations de la guerre civile construites par les auteurs français d'extrême droite est l'omniprésente influence de la peur. Il y a une grande peur au communisme et la révolution, comme le montre l'apocalyptique message transmis par Marcel Dutrey dans *Gringoire* en août 1936, où il affirme que la terreur révolutionnaire qui a lieu en Espagne arrivera bientôt à la France : « Écoutez moi bien : vivriez-vous dans le plus petit village de France que votre maison est déjà marquée, avec la somme d'argent à y prendre, l'inventaire de mobilier à y piller, le nombre des femmes à y violer, le nombre des hommes à y égorger⁹³⁶ ». Mais, outre cette prétendue menace de la révolution communiste, la peur principale était provoquée par la possibilité d'une nouvelle guerre européenne. Cela explique l'attitude des auteurs français d'extrême droite par rapport à la politique que le gouvernement français doit adopter à l'égard de l'Espagne: les pressions pour ne pas intervenir en Espagne en faveur de la République, la campagne pour une reconnaissance de Franco, le refus de l'arrivée de réfugiés espagnols, la négation de la réalité de l'exil des Républicains espagnols... Sans être complètement dépourvus de raison, Robert Brasillach et Maurice Bardèche affirment que « le Front populaire français a été battu en Espagne⁹³⁷ ».

⁹³⁴ Jean d'Elbée, « Comment on vit en Espagne rénovée », *Je suis partout*, 10 avril 1937.

⁹³⁵ P.-A. Cousteau, « Soutenir les marxistes de Barcelone c'est assassiner la France », *Je suis partout*, 20 janvier 1939.

⁹³⁶ Marcel Dutrey, « Frontière espagnole », *Gringoire*, 28 août 1936.

⁹³⁷ Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, reprise dans Robert Brasillach, Œuvres complètes, tome 5, Paris, Club de l'Honnête Homme, 1964., p. 580. De manière exceptionnelle, cette citation a été reprise

Toutefois, les peurs et les désirs des auteurs français d'extrême droite à propos de la guerre espagnole se sont accomplis seulement en partie. Certes le communisme n'a pas triomphé en Espagne, et il ne s'est pas étendu non plus en France, mais, à différence de ce qu'affirmaient Brasillach et Bardèche, Franco n'a pas « barré la route au communisme international⁹³⁸ ». L'aide non-officielle de la France à la République espagnole ne conduit pas non plus à la guerre européenne, qui, en tout cas, ne tardera pas à éclater, mais à cause de l'expansionnisme de l'Allemagne nazie. Et, finalement, l'Espagne n'a pas été non plus un modèle de régime autoritaire, mélange de catholicisme et fascisme qui ferait oublier le détesté système démocratique, sinon uniquement une dictature anachronique qui s'éteindra, avec son dictateur, en 1975.

d'une édition postérieure de l'*Histoire de la guerre d'Espagne*, à cause d'un problème de numérisation des dernières pages de la version originale, consultée en ligne.

⁹³⁸ *Ibid.*, p. 437.

Sources et bibliographie

Sources primaires

Sources de presse

Candide : tous les numéros entre juillet 1936 et avril 1939.

Gringoire : tous les numéros entre juillet 1936 et avril 1939.

Je suis partout : tous les numéros entre mai 1936 et avril 1939.

Ouvrages publiés pendant ou immédiatement après la guerre d'Espagne

BRASILLACH Robert et BARDECHE Maurice, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Paris, Plon, 1939.

DESCHAMPS Bernard, *La vérité sur Guadalajara*, préface de Marcel Chaminade, Paris, Denoël, 1938.

DUVAL, Général, *Les leçons de la guerre d'Espagne*, préface du général Weygrand, Paris, Plon, 1938.

FARRERE Claude, *Visite aux Espagnols (hiver 1937)*, Paris, Flammarion, 1937.

HERICOURT Pierre, *Pourquoi Franco a vaincu*, préface de Francisco Franco, Paris, Baudinière, 1939.

MASSIS Henri et BRASILLACH Robert, *Le siège de l'Alcazar*, préface du général Moscardó, Paris, Plon, 1939.

THARAUD Jérôme et Jean, *Cruelle Espagne*, Paris, Plon, 1937.

Écrits autobiographiques

BRASILLACH Robert, *Notre Avant-guerre*, Paris, Plon, 1941, rééd. 1973.

Bibliographie

République, guerre civile espagnole et franquisme

BACHOUD Andrée, « Guerre civile. Mythes et propagandes. L'exemple des cadets de l'Alcazar », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, volume 70, n°1, 2003, « Espagne

: la mémoire retrouvée (1975-2002), p. 7-11, disponible en ligne : https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2003_num_70_1_402446 .

BENASSAR Bartolomé, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, coll. « Pour l'Histoire », 2004.

BERDAH Jean François, « L'internationalisation de la guerre », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 117-132.

BOX Zira, « Símbolos eternos de España. El proceso de institucionalización de la bandera y el himno en el franquismo », in Stéphane Michonneau et Xosé M. Núñez Seixas (dir.), *Imaginarios y representaciones de España durante el franquismo*, Madrid, Casa Velázquez, 2014, p. 7-23, disponible en ligne: <https://books.openedition.org/cvz/1156?lang=es> .

CASANOVA Julián, « República y guerra civil », in Josep Fontana et Ramón Villares (dir.), *Historia de España*, vol. 8, Barcelona, Crítica, 2007.

DE LIMA GRECCO Gabriela, « Falange Española: de la corte literaria de José Antonio al protagonismo del nacionalcatolicismo », *Historia e Cultura*, 2016, volume. 5, n° extra 3, 2016, p. 98-118, disponible en ligne: <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=6077356> .

GONZÁLEZ CALLEJA Eduardo, « La necrológica de la violencia sociopolítica en la primavera 1936 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°41-1, 2011, p. 37-60, disponible en ligne: <https://journals.openedition.org/mcv/3825> .

-« La Guerre Civile dans la mémoire collective des Espagnols », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 263-276.

LÓPEZ FERNÁNDEZ Álvaro, « La deformación del enemigo en la cartelística republicana », in Emilio Peral Vega et Francisco Sáez Raposo (dir.), *Métodos de propaganda activa en la Guerra Civil española: Literatura, arte, música, prensa y educación*, Madrid, Iberoamericana, 2015, p. 169-196.

LÓPEZ FONSECA Antonio, « Iconografía clásica en la propaganda “nacional” », in Emilio Peral Vega et Francisco Sáez Raposo (dir.), *Métodos de propaganda activa en la*

Guerra Civil española: Literatura, arte, música, prensa y educación, Madrid, Iberoamericana, 2015, p. 365-393.

LLORENTE HERNÁNDEZ Ángel, «La construcción de un mito: La imagen de Franco en las artes plásticas en el primer franquismo (1936-1945)», *Archivos de la filmoteca: Revista de estudios históricos sobre la imagen*, nº 42-43, 2002, «Materiales para una iconografía de Francisco Franco», p. 46-75.

MAINIER José Carlos, «La construcción de Franco: primeros años», *Archivos de la filmoteca: Revista de estudios históricos sobre la imagen*, nº 42-43, 2002, «Materiales para una iconografía de Francisco Franco», p. 26-45.

MICHONNEAU Stéphane, « Ruines et monuments de la Guerre civile espagnole », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 245-262.

NASH Mary, *Rojas: Las mujeres republicanas en la guerra civil*, Madrid, Taurus, 2006 [édition originale, *Defying male civilization : women in the Spanish Civil War*, Denver, Arden Press, 1995].

PRESTON Paul, *La política de la venganza: el fascismo y el militarismo en la España del siglo XX*, Barcelone, Península, 1997 [édition originale, *The Politics of Revenge: Fascism and the Military in 20th century Spain*, Londres, Routledge, 1990].

-*Une guerre d'extermination. Espagne 1936-1945*, Paris, Belin, 2016 [édition originale, *The Spanish Holocaust: Inquisition and Extermination in Twentieth Century Spain*, Londres, Harper & Collins, 2012].

RICHARD Élodie et WORMS Charlotte, « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire d'Espagne, de la Seconde République à la transition », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 277-313.

RODRÍGUEZ TRANCHE Rafael, «Miedo y terror en el Madrid republicano. De los bombardeos a la Quinta columna», in Nancy Berthier et Vicente Sánchez-Biosca (dir.), *Retóricas del miedo: Imágenes de la guerra civil española*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 115-126, disponible en ligne: <https://eprints.ucm.es/35988/> .

SEVILLANO CALERO Francisco, *Propaganda y medios de comunicación en el franquismo (1936-1951)*, Alicante, Publicaciones de la Universidad de Alicante, 1998,

disponible en ligne: <https://blogs.ua.es/franciscosevillano/files/2012/06/Propaganda-y-medios-de-comunicaci%C3%B3n.pdf> .

- «La imagen del enemigo en la guerra civil española», in Jordi Canal et Eduardo González Calleja (dir.), *Guerras civiles. Una clave para entender la Europa de los siglos XIX y XX*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 105-117, disponible en ligne: <https://books.openedition.org/cvz/1102?lang=es> .

TEMIME Émile, « L'écho de la guerre civile espagnole en juillet 1936, amplification ou déformation de l'évènement », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°7-8, 1986, « L'année 1936 dans le monde », p. 13-17, disponible en ligne : https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1986_num_7_1_401430 .

THOMAS Hugh, *La guerre d'Espagne. Juillet 1936-mars 1939*, Paris, Robert Laffont, 1961, rééd. 1985. [Édition originale, *The Spanish Civil War*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1961].

VILAR Pierre, *La guerre d'Espagne 1936-1939*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1986, rééd. 2002.

WINGEATE PIKE David, «L'Église et la guerre d'Espagne. Apports nouveaux», in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 246, 2012/2, p. 107-116, disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2012-2-page-107.htm> .

YUSTA Mercedes, « La guerre civile espagnole (1936-1939) », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 32-49.

La guerre d'Espagne et la France

BERDAH Jean-François, « The Devil in France. The Tragedy of Spanish Republicans and French policy after the Civil War (1936-1945) », in Gudmundur Halfdanarson (dir.), *Discrimination and tolerance in historical perspective*, Alcalá, Universidad de Alcalá, 2008, p. 301-318, disponible en ligne: https://hal.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/374318/filename/The_Devil_in_France-Transversal_Vol.3.pdf .

DREYFUS-ARMAND Geneviève, « La France et la guerre d'Espagne : Un pays passionné, profondément fracturé », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 50-63.

CATALA Michel, « L'attitude de France face à la guerre d'Espagne. L'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 29-3, 1993, p. 243-262, disponible en ligne : https://www.persee.fr/doc/casa_0076-230x_1993_num_29_3_2673 .

GUILHEM Florence, *L'obsession du retour. Les républicains espagnols 1939-1945*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2005, disponible en ligne : <https://books.openedition.org/pumi/10599> .

KEREN Célia, « Sur les routes. Exilés et réfugiés de la guerre d'Espagne », in Jordi Canal et Vincent Duclert, (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 133-149.

LABORIE Pierre, « Espagnes imaginaires et dérives pré-vichystes de l'opinion française : 1936-1939 », in Jean Sagnes et Sylvie Caucans (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne : actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2004, p. 88-99.

MONIER Frédéric, « Le désengagement des démocraties : l'invention française de la non-intervention », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 106-116.

SALGAS Emmanuelle, « L'opinion publique et les représentations des réfugiés espagnols dans les Pyrénées Orientales (janvier-septembre 1939), in Jean Sagnes et Sylvie Caucanas (dir.), *Les Français et la guerre d'Espagne : actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2004, p. 185-194.

WINGEATE PIKE David, *Les Français et la guerre d'Espagne, 1936-1939*, préface de Pierre Renouvin, Paris, Presses universitaires de France, 1975.

Histoire des intellectuels (generalités)

JULLIARD Jacques et WINOCK Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français : les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, rééd. 2002.

WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Éditions du Seuil, coll. Points, 1997

Les intellectuels et la guerre d'Espagne

BERTRAND DE MUÑOZ Maryse, « La guerre civile espagnole de 1936-1939 : sa réception et sa perception parmi les intellectuels et écrivains français (I) », in Mercè Boixareu et Robin Lefere (dir.), *L'histoire de l'Espagne dans la littérature française*, Paris, Honoré Champion, 2003, p. 715-726.

CHARPENTIER Pierre-Frédéric, *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne : Une guerre civile par procuration (1936-1939)*, Paris, Éditions du Félin, 2019.

-FERNÁNDEZ-MONTESINOS GURRUCHAGA Andrea, *L'Espagne éternelle: la pervivencia de los estereotipos románticos de España en Francia durante la guerra civil española*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2015, thèse de doctorat non publiée, disponible en ligne: <https://dialnet.unirioja.es/servlet/tesis?codigo=99142> .

-« L'image de l'Espagne en France, 1936-1939 », in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La guerre d'Espagne : Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 64-75.

FREDERIC Madeleine, « La guerre d'Espagne et les poètes français », in Mercè Boixareu et Robin Lefere (dir.), *L'histoire de l'Espagne dans la littérature française*, Paris, Honoré Champion, 2003, p. 743-756.

PEYREGNE Françoise, « Les derniers mois de la vie d'Unamuno d'après la presse française », in Serge Salaün et Carlos Serrano (dir.), *Autour de la guerre d'Espagne 1936-39*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1993, p. 137-154.

RODRIGUEZ Mari Carmen, « Voyager dans une Espagne en guerre », in Olivier Dard, Emmanuel Mattiati, Christophe Poupault et Frédéric Sallée (dir.), *Voyager dans les Etats autoritaires et totalitaires de l'Europe de l'entre-deux-guerres : confrontations aux régimes, perceptions des idéologies et comparaisons*, Chambéry, Université Savoie Mont Blanc, 2017, p. 103-123.

SERRA Maurizio, *Une génération perdue: Les poètes guerriers dans l'Europe des années 1930*, Paris, Éditions du Seuil, 2015 [édition originale, *L'esteta armato. Il Poeta-Condottiero nell'Europa degli anni Trenta*, Bologne, Il Mulino, 1990].

Histoire de la politique française des années trente

BERSTEIN Serge et BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France, tome 1, 1917-1940*, Paris, Olivier Orban, 1987.

BLANCHARD Emmanuel, « Le 6 février 1934, une crise policière ? », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n°128 2015/4, disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2015-4-page-15.htm>.

CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane, *L'extrême droite en France : De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Questions au XXes », 1996.

LACROIX Michel, *De la beauté comme violence : l'esthétique du fascisme français, 1919-1939*, Montreal, Presses de l'Université de Montreal, coll. « Socius », 2004.

MERLIO Gilbert, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *Les cahiers Irice*, n°8, 2011/2, p. 39-59 , disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2011-2-page-39.htm#>.

SIRINELLI Jean François (dir.), *Histoire des droites, tome 2, Cultures*, Paris, Gallimard, 1992, rééd 2006.

VIGREUX Jean, *Le front populaire 1934-1938*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2011.

- *Histoire du front populaire : l'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2016.

Histoire de la presse

BOUCHARENC Myriam, *L'écrivain-reporter au cœur des années trente*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

CHARLE Christophe, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. «L'Univers historique», 2004.

CHARON Jean-Marie et POUTHIER Jean-Luc, « La presse », in Jean François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites, tome 2, Cultures*, Paris, Gallimard, 1992, rééd 2006, p. 131-161.

CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane, article « Candide », in Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français : les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, rééd. 2002, p. 252-254.

DILOUDONNAT Pierre-Marie, *Je suis partout (1930-1944) : les maurrassiens devant la tentation fasciste*, Paris, La Table Ronde, 1973.

- *Les 700 rédacteurs de « Je suis partout » 1930-1944*, Paris, Sedopols, 1993.

MARTIN Marc, *Médias et journalistes de la République*, Paris, Éditions Odile Jacob, coll. « Histoire, hommes, entreprises », 1997.

ROUSSELLIER Nicolas, article « Gringoire », in Jacques Julliard et Michel Winock, *Dictionnaire des intellectuels français : les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, rééd. 2002, p. 666-668.

Autres

DAVIE Neil, « Corps et délinquance juvénile en Angleterre dans les années 1830-1865 : le milieu remis en question ? », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n°8, 2006, p. 49-62, disponible en ligne : <https://journals.openedition.org/rhei/367> .

Table de matières

DECLARATION SUR L'HONNEUR DE NON-PLAGIAT.....	1
REMERCIEMENTS.....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION.....	4
PREMIERE PARTIE- La représentation de l'ennemi : le camp républicain vu par les auteurs français d'extrême droite.....	20
CHAPITRE 1- De la justification du soulèvement militaire à la justification de la guerre civile.....	21
La République espagnole sous le gouvernement de <i>Frente popular</i> : un mauvais exemple pour la France à la veille des élections	22
Juillet 1936 : l'assassinat du député monarchiste Calvo Sotelo et le coup d'État. La guerre espagnole a commencé.....	26
La légitimité de la révolte et la prétendue responsabilité du gouvernement républicain.....	29
CHAPITRE 2- La dénonciation de la « terreur rouge » en zone républicaine.....	34
La violence à l'arrière : dénonciation de la « terreur rouge » dans les villes républicaines.....	37
La question de la violence anticléricale.....	49
Une réponse au ralliement massif d'intellectuels en faveur de la République : la dénonciation de la violence contre les intellectuels de droite en zone républicaine.....	52
CHAPITRE 3- La délégitimation du camp républicain : de la déshispanisation à la déshumanisation de l'ennemi.....	55
La déshispanisation de l'ennemi : la République, espagnole ou étrangère ?.....	55
Ridiculisaiton, diffamation et insultes : la délégitimation des représentants du camp républicain.....	58
Accusations contre les combattants de gauche.....	58
La ridiculisaiton des femmes combattantes.....	60
La diffamation contre les chefs républicains.....	64
La déshumanisation de l'ennemi.....	68
Une explication à la violence de la guerre : du caractère espagnol à la brutalité des miliciens républicains.....	68

CHAPITRE 4- L'attitude des intellectuels français d'extrême droite face à la répression franquiste et la violence contre la population civile : minimisation, justification et usage du mensonge.....	75
La représentation des bombardements contre la population civile.....	75
Les bombardements de Madrid : reconnaissance nuancée et minimisation des événements.....	76
Le cas de Guernica : l'usage du mensonge pour cacher une réalité inconmode.....	79
La justification de la répression et de la « terreur blanche » : de la nécessité de maintenir l'ordre à la vengeance.....	84
Un exemple de justification de la violence : la répression de Badajoz...	88
La justification de la guerre dirigée vers la destruction complète de l'ennemi...	91

DEUXIEME PARTIE- Regards sur la « nouvelle Espagne » : les intellectuels français d'extrême droite face à l'Espagne franquiste..... 96

CHAPITRE 5- Le camp franquiste vu par les intellectuels français d'extrême droite : ordre, unité et défense de la civilisation occidentale et chrétienne.....	97
« Civilisation contre barbarie » : le camp franquiste comme garant de l'ordre...100	
L'usage de la figure de Miguel de Unamuno.....	101
La question de l'unité du camp rebelle.....	103
La justification religieuse de la guerre et les discours de « Croisade » et « Reconquête ».....	109
La perception du camp franquiste comme le défenseur de la foi et la civilisation chrétienne occidentale.....	109
Les contradictions des discours de « Croisade » et « Reconquête ».....	113
CHAPITRE 6- La représentation des chefs du camp rebelle.....	116
Franco.....	117
Queipo de Llano.....	122
Le général Mola.....	126
CHAPITRE 7- L'exaltation de l'armée franquiste : de l'éloge de la jeunesse combattante à la création de mythes héroïques.....	129
L'éloge de la jeunesse combattante.....	129
Les mythes héroïques.....	133
Le siège de l'Alcazar de Tolède.....	133
D'autres événements héroïses: le siège d'Oviedo et la résistance du sanctuaire de la Vierge de la Cabeza.....	138

CHAPITRE 8- L'attitude des intellectuels français profranquistes face à la « nouvelle Espagne ».....	140
L'incertitude sur la nature du nouveau régime.....	140
La perception de la « nouvelle Espagne ».....	144
Le mélange entre fascisme et traditionalisme.....	144
La question sociale.....	147
« Ordre », « joie » et « abondance » : le portrait enthousiaste de la vie quotidienne en Espagne franquiste.....	148
L'exaltation nationaliste.....	152
TROISIEME PARTIE- L'Espagne, un affaire de politique intérieure en France.....	156
CHAPITRE 9- L'attitude des auteurs français d'extrême droite face à la guerre internationale : la question de la non-intervention française et le rôle de l'Allemagne et l'Italie.....	157
La question de l'aide du Front populaire français à la République espagnole...	158
La première réaction : la campagne de presse intensive de juillet-août 1936 contre l'intervention en Espagne.....	159
Une campagne constante contre l'aide à l'Espagne républicaine.....	163
La réaction face à l'aide de l'Italie et l'Allemagne aux rebelles.....	169
CHAPITRE 10- Les relations entre la France et l'Espagne de Franco.....	177
La France et l'Espagne : l'insistance sur la différenciation entre la France « légale » du Front populaire et la France « réelle ».....	177
Les liens entre la France et l'Espagne : l'Espagne comme menace et modèle.....	181
Les relations diplomatiques entre la France et l'Espagne : une campagne de presse dans la longue durée pour la reconnaissance officielle de Franco.....	183
CHAPITRE 11- L'arrivée de réfugiés espagnols en France.....	190
Les réfugiés espagnols en 1937 et 1938.....	191
La chute de Barcelone et l'exode massif de janvier-février 1939.....	196
L'accueil des réfugiés.....	201
CONCLUSION.....	207
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	211

Résumé

La guerre civile espagnole (1936-1939) a eu des répercussions politiques et culturelles internationales. La France a été le pays où les événements espagnols ont eu une influence majeure, en raison de la proximité géographique et des nombreux liens qui existaient entre les deux pays. Une longue liste d'intellectuels français a pris parti en faveur de l'un ou l'autre camp en guerre. Même si les auteurs favorables à la République sont beaucoup plus connus aujourd'hui, un important groupe d'auteurs, écrivains et journalistes d'extrême droite, opposés au système démocratique et parlementaire, a ardemment soutenu la cause des rebelles espagnols. Beaucoup parmi eux ayant voyagé en Espagne, ils ont critiqué et délégitimé la République et montré leur admiration pour l'Espagne franquiste à travers leurs livres ou publications dans la presse. Ils ont exhorté le gouvernement français de ne pas intervenir dans le conflit, alors que pesait la menace d'une nouvelle guerre, semblable à celle de 1914, dans un contexte de tension politique en France et en Europe. Ce travail tente d'analyser les moyens d'expression et le discours employé par ces intellectuels, qui ont trouvé un modèle politique autoritaire et antidémocratique de l'autre côté des Pyrénées.

La guerra civil española (1936-1939) fue un conflicto con repercusiones internacionales de orden político y cultural. Francia fue el país donde los acontecimientos españoles tuvieron mayor influencia, debido a la proximidad geográfica y a los numerosos vínculos que unían ambos países. Una larga lista de intelectuales franceses tomó partido por uno u otro de los dos bandos en guerra. Si los autores franceses favorables a la República son los más conocidos hoy en día, un nutrido grupo de autores, escritores y periodistas de extrema derecha, contrarios al sistema democrático y parlamentario, apoyaron fervientemente la causa de los sublevados en España. Muchos de ellos viajaron a España, y a través de sus escritos, publicados en la prensa, en ensayos o en relatos de viaje, justificaron la guerra civil, criticaron duramente a la República española, mostraron su admiración por la España franquista y presionaron al gobierno francés para que no interviniera en el conflicto, en un contexto de tensión política en Francia y en Europa, donde la amenaza de una nueva guerra como la de 1914 estaba muy presente. Este trabajo pretende analizar los medios de expresión y el discurso empleado por estos intelectuales, que encontraron un modelo político autoritario y antidemocrático del otro lado de los Pirineos.

Mots clé : Espagne, guerre civile espagnole, franquisme, France, extrême droite, intellectuels, presse, hebdomadaires, 1936-1939

España, guerra civil, franquismo, Francia, extrema derecha, intelectuales, prensa, semanarios, 1936-1939